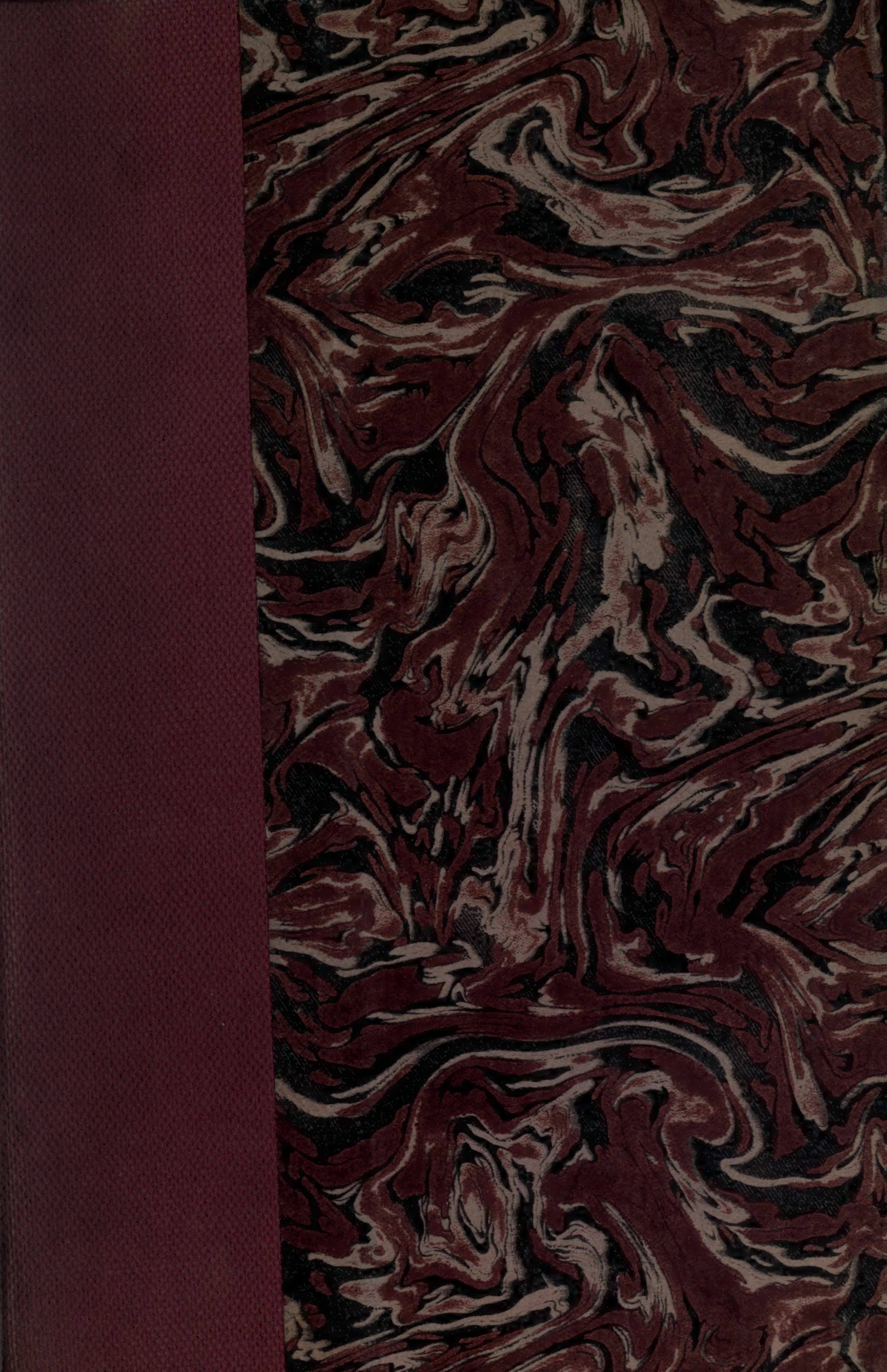
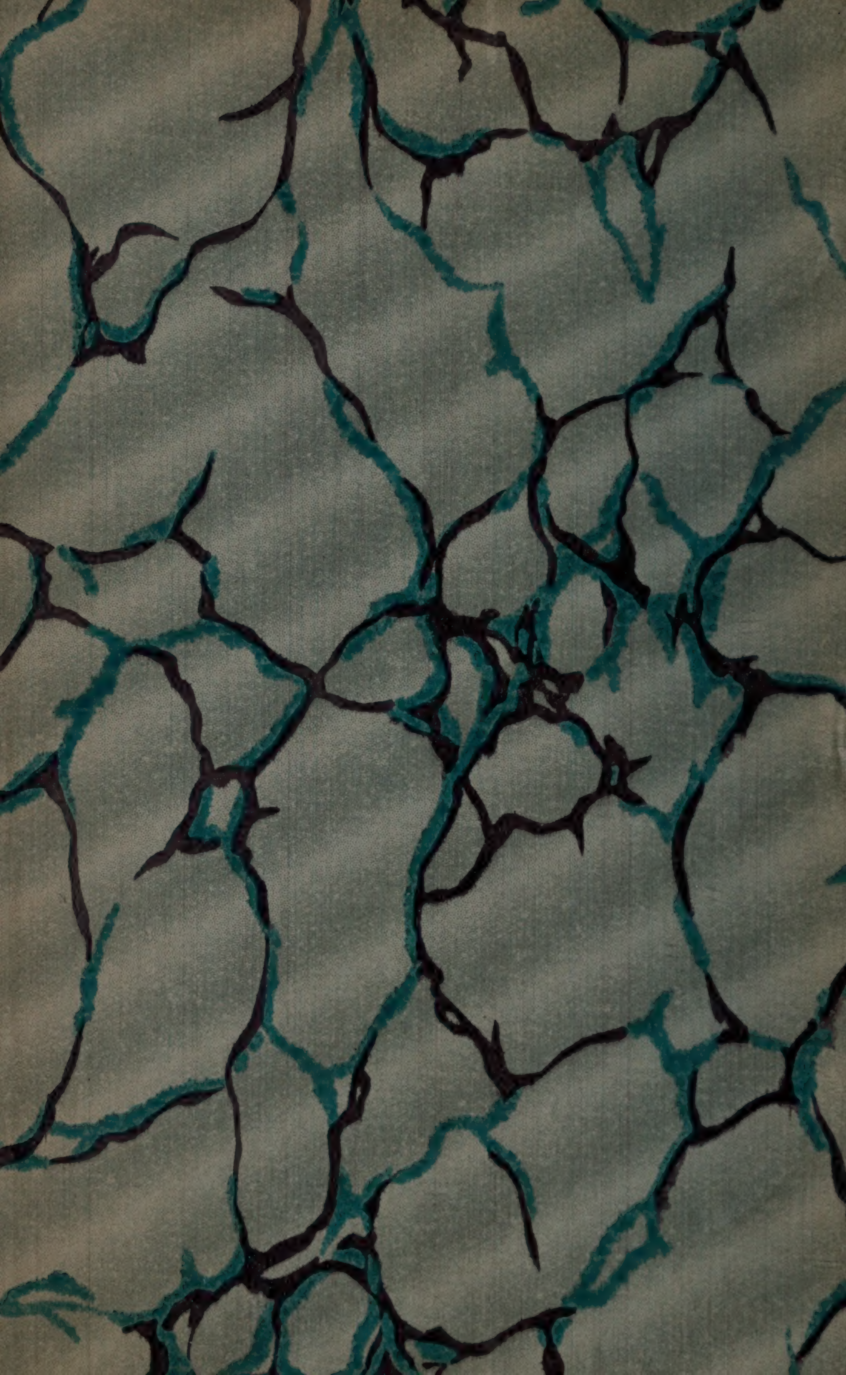
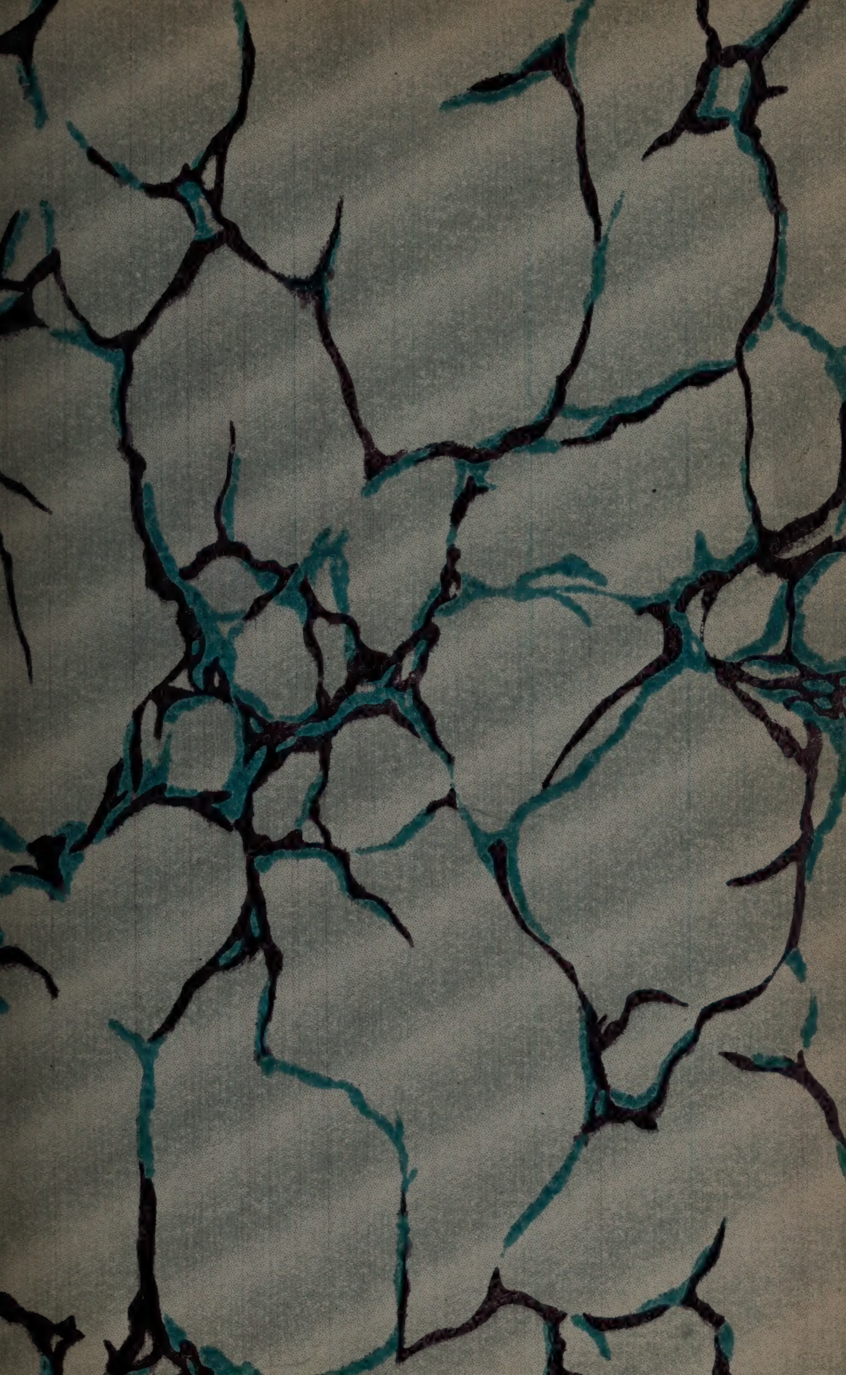






RENÉ PINON

LA RECONSTRUCTION

DE

L'EUROPE POLITIQUE

La véritable paix ne sortira que d'une création continue, et cette création continue devra surtout être l'œuvre collective des peuples alliés et associés.

RAYMOND POINCARÉ.

DEUXIÈME ÉDITION

Librairie académique PERRIN et Cie

LA RECONSTRUCTION

DE

L'EUROPE POLITIQUE

DU MÊME AUTEUR

L'empire de la Méditerranée. L'entente franco-italienne. — La question marocaine. — Figuig. — Le Touat. — La Tripolitaine. — Bizerte. — Malte. — Gibraltar. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 volume in-8° écu accompagné de trois cartes et de plans. 4e édition.

L'Europe et l'Empire Ottoman Les aspects actuels de la question d'Orient. L'évolution contemporaine de la question d'Orient. — La mer Noire et la question des détroits. — La question de Macédoine. — La rivalité des grandes puissances dans l'Empire ottoman. — Le conflit anglo-turc et la question arabe. — Le conflit austro-serbe. — Trente ans d'indépendance, la force bulgare. — Les intérêts spéciaux de la France en Orient. 1 volume in-8° écu avec deux cartes hors texte. 6e édition.

L'Europe et la Jeune-Turquie. *Les aspects nouveaux de la question d'Orient.* La rivalité de l'Allemagne et de l'Angleterre. — La Révolution turque. — Le présent et l'avenir de la Jeune-Turquie. — L'annexion de la Bosnie-Herzégovine. — La politique européenne et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. — Une forme nouvelle des luttes internationales. — Le boycottage. — La question albanaise. — Cinquante ans de règne. — Le Monténégro et son prince. — La Roumanie dans la politique danubienne et balkanique. — Une confédération balkanique est-elle possible? 1 volume in-8° écu avec deux cartes dans le texte. 4e édition.

France et Allemagne (1870-1913). Les nécessités permanentes : 1re période 1870-1898; 2e période 1898-1911. — La crise de 1911 et le traité du 4 novembre. — Conclusion. 1 volume in-16 avec une carte hors texte. 4e édition.

La suppression des Arméniens. Méthode allemande. Travail turc. 1 brochure in-16. 11e édition.

François-Joseph. Essai d'histoire psychologique (1830-1916). 3e édition, 1 brochure in-16.

RENÉ PINON ET JEAN DE MARCILLAC

La Chine qui s'ouvre. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 5e éd. 1 volume in-16.

RENÉ PINON

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE POLITIQUE

La véritable paix ne sortira que d'une création continue, et cette création continue devra surtout être l'œuvre collective des peuples alliés et associés.

RAYMOND POINCARÉ.

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1920

AVANT-PROPOS

Ce livre est composé des articles dans lesquels, depuis l'armistice, nous avons étudié divers aspects du problème capital de la reconstruction de l'Europe ; la plupart ont paru dans la *Revue des Deux Mondes*.

On ne trouvera pas ici un plan complet et détaillé de reconstruction de l'Europe après le cataclysme sans précédent de la Grande Guerre et le prodigieux bouleversement de la libération des peuples, mais bien plutôt une étude historique et politique sur les conditions dans lesquelles une telle reconstruction aurait pu être entreprise. Nous n'avons ni abordé toutes les difficultés, ni épuisé tous les problèmes. Mais l'histoire et la politique européennes sont dominées par

certaines nécessités permanentes qui n'engendrent pas toujours des conséquences uniformes, mais qui toujours pèsent sur les événements parce qu'elles-mêmes procèdent des conditions géographiques, ethnographiques, historiques, économiques dans lesquelles vivent et se meuvent les peuples. Ce sont ces nécessités permanentes et la forme sous laquelle, la guerre finie, elles se manifestent et agissent que nous avons essayé de mettre en lumière.

La Société des Nations nous est apparue non pas comme une recette infaillible et universelle pour guérir les maux de « l'Humanité », mais, à la fois, comme le moyen pratique le plus conforme aux requêtes de la pensée sociale et morale contemporaine pour introduire de l'ordre dans l'application si délicate, si dangereuse même, du principe des nationalités, et comme la traduction actuelle des aspirations permanentes des générations humaines vers l'organisation de la paix.

Avec le Rhin, nous abordons le problème allemand, c'est-à-dire le fond de toutes les difficultés européennes, l'aménagement d'une Europe pacifiée où l'Allemand ait sa juste

place, mais rien que sa place, où le droit des Allemands à n'être pas opprimés par le militarisme prussien soit garanti.

L'Europe Orientale a sombré dans la catastrophe bolcheviste; il est encore difficile de discerner comment elle pourra être reconstruite, mais il est indispensable qu'elle le soit, et nous avons indiqué sur quelles assises générales et avec quels éléments.

L'Europe danubienne, complètement bouleversée par la guerre et la disparition de la vieille monarchie des Habsbourg, voit des états nouveaux ou renouvelés s'élancer d'un vigoureux essor vers l'avenir libre et appelle l'architecte qui construira, sur un plan nouveau, dans un style conforme à la volonté des peuples et approprié aux nécessités actuelles, l'édifice indispensable à la vie, à la sécurité, à la prospérité des nations danubiennes.

La guerre, que les Turcs ont cherchée, et la défaite, qu'ils ont subie, auraient dû être l'occasion d'une liquidation générale de l'Empire ottoman; le peuple turc n'aurait pas disparu, il se serait développé, selon ses facultés, sous un contrôle européen, mais il aurait été hors d'état d'étouffer les nationalités depuis longtemps soumises à son joug et qui

veulent vivre : nous le montrons dans notre chapitre VI. Pour n'avoir pas profité des circonstances, les nations occidentales victorieuses se trouvent maintenant aux prises, en Orient, avec de graves difficultés et des dangers trop longtemps méconnus.

De ces complications orientales, un dernier chapitre présente le tableau ; il complète nos études sur la Russie et sur l'Empire ottoman, il met en lumière le péril auquel l'Europe se trouve exposée en face d'une « offensive de l'Asie » préparée d'un commun accord par les Bolcheviks russes, les Allemands et les Turcs nationalistes.

Ainsi sont successivement abordées les principales questions avec lesquelles les Alliés se sont trouvés aux prises quand ils ont voulu reconstruire l'Europe sur le plan de leur victoire. Si nous avons à peine effleuré la reconstruction de l'Europe balkanique, c'est qu'elle doit faire l'objet d'un travail spécial dans lequel nous nous proposons d'étudier l'enchaînement dramatique des événements balkaniques au cours de trois guerres qui s'engendrent l'une l'autre.

Nous avons laissé ces divers chapitres *tels*

qu'ils ont été écrits sans y apporter les modifications que le temps aurait nécessairement suggérées, *mais en prenant soin de les dater ;* on saura ainsi quel a été, à un moment donné des négociations, notre point de vue. On s'apercevra que les traits essentiels de chaque grande question n'ont pas changé, et peut-être un lecteur attentif voudra-t-il bien reconnaître que nous avons souvent dit en temps utile ce qu'il fallait dire et indiqué les solutions salutaires. Nous regrettons seulement le long retard apporté à l'apparition de ce volume par les conditions presque prohibitives dans lesquelles aujourd'hui les livres s'impriment et s'éditent.

Paris, 24 juin 1920.

LA

RECONSTRUCTION DE L'EUROPE POLITIQUE

CHAPITRE PREMIER

LES MOYENS DE RECONSTRUCTION

LA PAIX DES PEUPLES PAR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Toutes les solennelles assises où, après les grands cataclysmes historiques, les représentants des Etats se sont assemblés pour reconstruire, ont été dominées par une idée d'ordre, par un principe d'organisation. Les intérêts n'en ont jamais été exclus, puisqu'en définitive, à la base de toute politique, il y a les intérêts, mais ils ont dû, pour trouver leur satisfaction, s'adapter à des principes, à un idéal, à une thèse générale, religieuse, philosophique, juridique, qui a imprimé

aux négociations leur caractère et dont on retrouve la marque dans les stipulations du traité et dans la constitution nouvelle des États.. Cette idéologie n'est pas un trompe-l'œil destiné à colorer les ambitions des vainqueurs; elle est la forme par laquelle les hommes ou leurs gouvernements cherchent à introduire la justice dans la vie des nations et le droit dans leurs rapports. La tentative réussit plus ou moins, jamais complètement, parce que telle est l'humaine condition; mais il reste de chaque effort un principe dominant sur lequel se fonde la pensée juridique et politique qui règle les rapports des peuples entre eux pendant une certaine période de l'histoire.

Il y a eu, il y a encore, une sorte de malentendu entre l'opinion française dans sa grande masse et l'idée d'une Société des Nations[1]. Avant la guerre, nous avions eu trop souvent à lutter contre un sentimentalisme humanitaire et pacifiste qui tendait à nous désarmer en face d'un ennemi qui intensifiait ses armements. Pour arriver à la paix générale, disait-on, il faut qu'une grande puissance donne l'exemple. Il était trop facile de

1. Nous disons la Société et non la Ligue des Nations. Le mot Ligue est l'expression anglaise. Société, dit Littré, « réunion d'hommes ayant même origine, mêmes usages, mêmes lois ». La Société des Nations doit parler français parce qu'en France est né et a triomphé le droit des peuples.

s'apercevoir que cette propagande était une manœuvre de l'ennemi; nous nous mettions en défiance dès que nous croyions en apercevoir même l'ombre. Au cours de la guerre, quand l'idée d'une Société des Nations s'accrédita dans les pays de l'Entente, on craignit, chez nous, que ce ne fut un moyen de nous enlever le fruit d'une victoire dont nous ne doutions pas et de procurer à nos ennemis le bénéfice d'une paix blanche. Mais parce qu'il se mêlait, parmi les partisans d'une Société des Nations, quelques éléments suspects, fallait-il bouder l'idée elle-même et rejeter ce qu'elle contenait de juste et de bienfaisant?

La réalisation d'une Société des Nations était, après la guerre, une nécessité politique et une nécessité morale. C'est l'honneur de l'humanité qu'elle ne saurait assister impassible à une tuerie comme celle qui vient d'enlever aux pays civilisés leur plus brillante jeunesse. Devant tant d'horreurs et de sang, si la conscience des hommes se taisait, les pierres mêmes crieraient! Il y a toujours eu, du côté de l'Entente, le sentiment très net, dans l'âme profonde des peuples, que nous étions victimes d'une attaque odieuse, mais que, de cette guerre, que nos soldats ont conduite illuminés par une splendide vision de justice, devait sortir un état meilleur, une société humaine

où de pareils massacres deviendraient impossibles.

Cette aspiration générale des hommes qui souffraient vers une humanité meilleure, qui empêcherait que leurs fils souffrissent ce qu'eux-mêmes avaient souffert, s'est cristallisée dans l'idée de Société des Nations. Dès que le mot eut été prononcé, il synthétisa toutes ces aspirations; il fit son chemin dans les tranchées, dans les usines, dans la masse profonde de l'opinion; quand approcha la paix victorieuse, il fut évident que cette idée dominerait les négociations de paix, car les principes sur lesquels les Alliés s'étaient appuyés pour conduire la guerre étaient de la même famille : principe démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe politique des nationalités, aspiration morale vers une société meilleure, aspiration religieuse vers l'unité.

I

Il est naturel et nécessaire pour les individus de se grouper pour vivre en société. De même il est naturel et nécessaire à ces individus collectifs que sont les nations, d'avoir entre eux des relations et donc, au sens propre du mot, de constituer une société. A bien voir les choses, dès que deux nations, voire même deux tribus, concluent entre elles un pacte quelconque, il existe un embryon de Société des Nations. Ce besoin de groupement est de droit naturel, il est inhérent à l'homme. Il y a eu Société des Nations dès qu'il a existé des peuples organisés qui ont entretenu des relations de paix et de commerce. L'antiquité romaine a apporté l'idée d'une domination unique :

l'empire romain. Cette idée, le christianisme l'a modifiée en l'élevant; il y a introduit la notion de la fraternité des hommes qui implique une tendance vers l'unité de tous les hommes.

Cet idéal sublime, le Moyen Age catholique a voulu le réaliser dans des institutions. La Chrétienté, telle que la conçoivent les Grégoire VII, les Innocent III et IV, les Alexandre III, les Boniface VIII, avec ses deux têtes, le Pape chef spirituel, l'Empereur chef temporel, n'est autre chose qu'une Société des Nations. Dans une société où la religion était à la base des relations sociales, le lien religieux accepté par tous était particulièrement fort. Le chef spirituel de la chrétienté disposait d'armes très puissantes : l'interdit qui excluait un royaume, une seigneurie, un groupe d'hommes, de la société chrétienne, de même que l'excommunication en excluait l'individu. C'était une véritable mise hors la loi avec des effets terribles. Contre le royaume mis en interdit la guerre devenait légitime, sainte même. Les sujets étaient déliés du serment de fidélité; c'était la dissolution du lien social. Cette arme, les Papes en usaient pour imposer la paix. Ils n'ont pas cherché à former une monarchie universelle dont ils auraient été les chefs, mais à rattacher les royaumes chrétiens au Saint-Siège par une sorte de lien féodal.

C'est une véritable Société des Nations ou plutôt une Société des États.

Les seules guerres reconnues comme vraiment légitimes étaient les guerres contre les infidèles ou les hérétiques pour la défense de la Chrétienté contre ses ennemis extérieurs ou intérieurs, contre ceux qui sont hors de l'unité. En fait, d'autres guerres sont tolérées, comme un abus inhérent à la nature humaine, mais les Papes et les évêques travaillent à en diminuer le nombre et la durée, à en atténuer l'horreur.

Les conciles de Toulouse et de Clermont instituent la Paix et la Trêve de Dieu dès le xe siècle. Au xiiie siècle, l'institution d'une société chrétienne est à son apogée; l'Europe chrétienne constitue une grande unité régie par un même droit public, dont la transgression est justiciable d'une haute magistrature supranationale. Outre les armes spirituelles, qui ont des effets temporels redoutables, les Papes disposent de sanctions temporelles, telles que l'appel au suzerain du prince coupable ou à d'autres princes catholiques.

C'était là une organisation très remarquable, qui a produit des effets excellents, à une époque particulièrement difficile, en diminuant le nombre et la cruauté des conflits. Auguste Comte n'a pas caché « l'admiration très vive » qu'il ressentait

pour ces grandes institutions chrétiennes du Moyen Age.

La guerre elle-même est imprégnée d'esprit de justice. La bataille est considérée comme un jugement de Dieu. On ne cherche pas à se surprendre, à se tromper. On se donne rendez-vous en tel lieu, à telle heure, on se range en bataille et on s'attaque de front. Point de stratégie. Dieu donne la victoire au bon droit. Les ruses de guerre d'un Duguesclin qui enthousiasment le patriotisme français naissant, ont scandalisé certains contemporains ; seul « le malheur des temps » les légitimait. Cette idée a eu des survivances bien plus lointaines qu'on ne le croit parfois. La manœuvre de Condé à Rocroi qui, après avoir enfoncé une aile des Espagnols, revint prendre l'autre aile à revers, a étonné comme une nouveauté les contemporains. Ce fut la fin de la stratégie du Moyen Age et le début des guerres modernes qui sont devenues plus acharnées, plus meurtrières, moins scrupuleuses sur le choix des armes et des moyens à mesure que les sociétés se faisaient moins chrétiennes et plus démocratiques. Nous avons fini par les sous-marins, les lance-flammes et les gaz asphyxiants.

L'Europe chrétienne du Moyen Age, universelle dans ses principes et sa législation, est

étroitement limitée dans l'espace, d'abord par l'orthodoxie grecque qui ne reconnaît pas le Pape, puis par l'Islam et la barbarie asiatique.

Avec le XIVe et le XVe siècles les nations, au sens moderne du mot, se développent, prennent conscience d'elles-mêmes, se différencient en s'opposant. Luther et Calvin déchirent « la robe sans couture » de la Chrétienté.

C'en est fini dès lors de la société chrétienne telle que les Papes l'avaient conçue et que les docteurs l'avaient construite.

Le grand théologien jésuite Suarez (1548-1617) cherche à adapter les principes permanents de l'Église catholique sur la société chrétienne à la réalité politique de son temps, c'est-à-dire à la division de l'humanité en nations. Il reconnaît à chacun de ces États un droit de souveraineté temporelle absolu, en ce sens qu'aucune autorité de même nature ne saurait prévaloir contre lui, mais il admet l'existence d'une sorte de société entre les États qu'il définit ainsi : « Le genre humain, quoique divisé en un grand nombre de royaumes et d'empires, a cependant une certaine unité, non pas seulement spécifique, mais quasi-politique et morale. Une communauté politique, quelque parfaite qu'elle soit, ne peut pas en effet se suffire à elle-même, elle a besoin d'entrer en relations avec

les autres, et c'est ainsi que certaines règles de droit ont pu s'introduire[1]. »

Les juristes protestants, Gentilis et, après lui[2], Grotius dans son *De jure belli ac pacis,* vont beaucoup plns loin ; ils donnent la définition du nouveau droit ou droit des gens ; ils opèrent le divorce de la morale et du droit public ; ils « laïcisent » les relations internationales ; « silence aux théologiens dans un domaine qui leur est étranger », s'écrie Gentilis. Leurs successeurs, les Pufendorf, les Wolff, érigent en dogme la souveraineté absolue des États ; ils en arrivent à légitimer les pires abus de la force que la conscience chrétienne condamnait. « Depuis la chute de l'idéal politique du Moyen-Age, idéal fondé sur l'autorité religieuse, constatait en 1915 M. Seignobos [3], aucune règle ne dirige plus les rapports entre les États. Cette anarchie internationale a son fondement dans l'idée même de la souveraineté, définie la puissance absolue. »

Au temps d'Henri IV, le concept laïque de la souveraineté et de l'indépendance absolues des

1. Voyez : *Les fondateurs du droit international,* par divers auteurs, avec une introduction de M. A. Pillet (Giard et Brière, 1904, in-8°). — Nys : *Le droit de la guerre et les précurseurs de Grotius.* — E. Duthoit : *Aux confins de la morale et du droit public* (Gabalda, 1919, in-16).

2. Gentilis 1552-1608, Grotius 1583-1645.

3. *Les conditions d'une paix durable.*

nations, même à l'égard du pape, l'a définitivement emporté. Mais l'ancien idéal chrétien n'est pas mort. On en retrouve des traces même dans Grotius. Il survit à Rome et dans beaucoup de consciences chrétiennes au moins jusqu'à la Révolution française. Nous allons le retrouver, plus ou moins déformé, dans les essais de création d'une Société des Nations et d'organisation de la paix qui ont été tentés ou esquissés au XVII[e] et au XVIII[e] siècles.

Henri IV a achevé la reconstruction de la France; il rêve la reconstruction de l'Europe et l'établissement d'une longue paix; il en parle dans ses entretiens avec son ami Sully qui nous a rapporté le projet connu sous le nom de « Grand Dessein » d'Henri IV. L'Europe devait constituer une fédération d'États, « la République très chrétienne », répartie en six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives et cinq républiques. Mais, avant de l'établir, il fallait d'abord briser, par une grande guerre, la puissance de la maison d'Autriche, c'est-à-dire — car le problème est toujours le même — parer au danger allemand dans la forme sous laquelle il se présentait alors, articuler « les Allemaignes » dans une Europe pacifiée. Dans le projet d'Henri IV et de Sully, la République

chrétienne doit être gouvernée par un conseil amphictyonique de 60 membres élus par les 15 États et siégeant alternativement dans les 15 capitales; ce conseil dispose d'une force publique pour faire exécuter ses arrêts et sentences d'arbitrage. L'arbitrage est obligatoire pour tous les différends. Les 15 États ne devront jamais chercher à se dominer les uns les autres et ils adoptent entre eux le régime de la liberté absolue du commerce.

Quand cette organisation sera debout, elle commencera par conduire une croisade générale pour expulser le Turc d'Europe. Ici réapparaît le vieil esprit du Moyen-Age.

Ravaillac coupa court au Grand Dessein. Mais ces idées, qui appartiennent peut-être plus à Sully qu'à Henri IV, étaient dans l'esprit du temps. On avait trop souffert, il fallait imaginer quelque chose, organiser la paix. On retrouve les mêmes préoccupations dans l'esprit des grands diplomates français qui conduisirent les négociations de Westphalie, après l'épouvantable guerre de Trente ans. Pour garantir la paix en Europe, il fallait d'abord organiser le chaos allemand et le rendre inoffensif. En Allemagne, coexistent deux forces : une grande force morale en décadence, l'Empire, une force réelle, les 350 petits États allemands. On sépare les deux forces qui, unies,

auraient été dangereuses; les États deviennent indépendants de l'Empire; c'est ce que l'on appelle « les libertés germaniques »; elles sont garanties par les puissances victorieuses, France et Suède; tous les États signataires sont tenus de se dresser contre toute tentative d'une famille qui voudrait confisquer ces libertés. Ainsi s'organise, par l'articulation de la constitution allemande à la constitution européenne, l'équilibre européen.

Le XVIIe siècle, dans sa seconde moitié, est rempli par les guerres européennes du règne de Louis XIV; après ces grandes luttes, le besoin d'organiser l'Europe et la paix se fait de plus en plus sentir. C'est après le Congrès d'Utrecht, de 1713, dont il était secrétaire, que l'abbé de Saint-Pierre publie son « Projet de traité pour rendre la paix perpétuelle. » Ce titre, qui promet trop, a nui à l'ouvrage qui se distingue par un idéalisme de bon aloi et un réel esprit pratique. Il demande que l'on fixe le droit public de l'Europe comme on a fixé le droit privé pour les individus; pour cela il faut que tous les États de l'Europe soient entre eux dans un état de dépendance mutuelle, tel qu'aucun d'eux ne puisse résister aux autres. Pour y parvenir, tous les souverains feraient entre eux une alliance perpétuelle et irrévocable maintenue par un Congrès permanent

d'ambassadeurs, qui aurait un droit général d'arbitrage. L'État dissident serait mis au ban de l'Europe et les autres auraient le devoir de l'obliger par les armes à accepter la sentence arbitrale. Le projet de l'abbé de Saint-Pierre n'est pas le rêve d'un utopiste, c'est la traduction intelligente d'une opinion commune à cette époque. Leibniz le loue et s'en déclare partisan. Jean-Jacques Rousseau en fait l'éloge.

La seconde moitié du XVIIIe siècle, qui a défiguré tant d'idées justes, cherche moins à organiser une Europe, une Chrétienté, qu'à légiférer pour l'Humanité tout entière. C'est la tendance de Jean-Jacques Rousseau. Il est, lui aussi, un des prophètes de la Société des Nations. Le livre connu sous le nom de « Manuscrit de Genève, » auquel il travailla jusqu'à sa mort, est intitulé : *De la Société du genre Humain*. Les traités de paix de 1762, de 1783 sont conclus, dit leur préambule, « pour le bien de l'humanité en général... » Ce courant d'idées domine, au temps de la Révolution, dans les Sociétés de pensée, dans les clubs des Jacobins[1]. Volney, à la Constituante, le 18 mai 1790, s'exprime ainsi :

« Vous changerez, Messieurs, un état de choses

1. Augustin Cochin. *Le patriotisme humanitaire*, dans la *Revue universelle*, 1er avril 1920.

si déplorable ; vous ne souffrirez plus que des millions d'hommes soient le jouet de quelques-uns qui ne sont que leurs semblables, et vous rendrez leur dignité et leurs droits aux nations. La délibération que vous allez prendre aujourd'hui a cette importance qu'elle va être l'époque de ce grand passage... Jusqu'à ce moment vous avez délibéré dans la France et pour la France ; aujourd'hui vous allez délibérer dans l'Univers et pour l'Univers. Vous allez, j'ose le dire, convoquer l'assemblée des nations. »

Le décret proposé par Volney portait que l'Assemblée « regardait l'universalité du genre humain comme ne formant qu'une seule société dont l'objet est la paix et le bonheur de tous et de chacun de ses membres. »

Kant veut lui aussi organiser la paix entre tous les hommes. L'état de guerre est l'état naturel de l'humanité, « l'état de paix a donc besoin d'être établi » ; il faut que les nations renoncent à leur « liberté sauvage » et forment une « Société des peuples » qui finirait par embrasser tous les peuples de la terre, mais qui, d'abord, serait seulement « une alliance permanente des peuples libres ». Il faut pour cela que les nations soient libres, c'est-à-dire aient « une constitution républicaine », car dans une république ce sont les

citoyens qui ont à décider de la paix ou de la guerre et il y a beaucoup moins de chances qu'ils se laissent entraîner à la guerre qu'un souverain.

Nous reconnaissons là des mots et des idées qui nous sont familiers pour les avoir souvent lus sous la plume du Président Wilson. M. César Chabrun a, le premier, montré, dans un article de la *Revue des Deux Mondes*[1], les affinités frappantes, disons mieux, la filiation, entre Kant et M. Wilson.

Joseph de Maistre, dans les *Soirées de Saint-Pétersbourg* (7e entretien), prononce le mot de Société des Nations : « Comment, dit le sénateur, Dieu qui est l'auteur de la Société des individus n'a t-il pas permis que l'homme, sa créature chérie, qui a reçu le caractère divin de la perfectibilité, n'ait pas seulement essayé de s'élever jusqu'à la Société des Nations?... Et quand un certain nombre de nations conviendraient seules de passer à l'*état de civilisation*, ce serait déjà un pas de fait en faveur de l'humanité... La perfection n'est pas du tout nécessaire sur ce point; ce serait déjà beaucoup d'en approcher, et je ne puis me persuader qu'on n'eut jamais rien tenté dans ce genre, sans une loi occulte et terrible qui a

1. *Kant et M. Wilson*, 15 février 1917.

besoin de sang humain. — Vous regardez comme un fait incontestable, répond le comte, que jamais on n'a tenté cette civilisation des nations; il est cependant vrai qu'on l'a tentée souvent et même avec obstination, à la vérité sans savoir ce qu'on faisait, ce qui était une circonstance très favorable au succès, et l'on était en effet bien près de réussir, autant du moins que le permet l'imperfection de notre nature. Mais les hommes se trompèrent; ils prirent une chose pour l'autre et tout manqua, en vertu, suivant toutes les apparences, de cette loi occulte et terrible dont vous nous parlez. » On est étonné que de Maistre n'invoque pas l'exemple de la Chrétienté du Moyen-Age; en tout cas son pessimisme ne va pas jusqu'à dire qu'il soit inutile de rien essayer pour réaliser ce qu'il appelle, d'une magnifique expression, « la civilisation des nations ».

Durant les longues guerres napoléoniennes, un esprit généreux, mais faible, le tsar Alexandre Ier, cherche à mettre sur pied un projet de Constitution européenne qui, aussitôt que Napoléon aura été abattu, réalisera une pacification permanente. Dès 1805 il adresse un projet en ce sens au Cabinet britannique. Il propose de créer « une Ligue dont les stipulations formeraient,

pour ainsi dire, un nouveau Code du Droit des nations ».

Mais c'est seulement dix ans plus tard que la coalition finit par abattre la puissance de Napoléon. Les plénipotentiaires de Vienne sont animés du désir d'établir une paix durable; « ils se promettaient, écrit le chevalier de Gentz, le secrétaire du Congrès, une réforme générale du système politique de l'Europe, des garanties de paix, bref le retour à l'âge d'or ». C'est dans cet esprit qu'Alexandre invita ses alliés à entrer dans la Sainte-Alliance. C'est un essai nouveau pour réaliser la République très chrétienne rêvée par Sully et l'abbé de Saint-Pierre. Vaille que vaille, la paix fut à peu près sauvegardée jusqu'à 1853.

Mais les Congrès de la Sainte-Alliance servirent plus à défendre les droits des souverains contre les aspirations des peuples qu'à instaurer la paix et à organiser l'Europe, car un ferment irrésistible travaillait les foules. Les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient jeté les germes du principe démocratique du droit des nationalités; une voix qui venait de Sainte-Hélène et qui paraissait venir d'outre-tombe, présentait la réorganisation de l'Europe sur la base des nationalités comme ayant été la pensée dominante de Napoléon et devant devenir la base de la politique européenne au

XIXe siècle. Le Mémorial promet l'hégémonie de l'Europe à qui saura comprendre cet avenir [1].

De fait, l'histoire politique du XIXe siècle est celle du développement et de l'affranchissement des nationalités. [2] Lamartine, en 1848, lance à la face des souverains un appel au droit des Nations. Michelet, Quinet, Mickiewicz, au Collège de France, prophétisent la naissance d'une Europe qui ne serait qu'une seule famille de peuples libres; et on trouverait, sous un angle différent, des aspirations de même nature chez un Montalembert, un Lacordaire, un Gratry.

Mais l'enfantement des nationalités libres était

1. *Mémorial*, édition Bourdin, 1842, Tome II, page 416, 11 novembre 1816. « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés, les révolutions et la politique... Alors peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, devenait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain où celle des amphictyons de la Grèce... Je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra. » Ces paroles ont eu un immense retentissement. Napoléon III, pour le malheur de la France, a voulu les réaliser.

2. Voir un historique plein de faits du développement de l'idée de nationalité et une critique serrée et pénétrante du « principe des nationalités » dans l'ouvrage de M. René Johannet : *Le principe des nationalités* (Nouvelle Librairie nationale, 1918, in-16).

difficile et long ; il était retardé par l'Allemagne bismarckienne qui prétendait fonder son unité non sur le principe démocratique du droit des peuples, mais sur le principe monarchique du droit historique des Etats et sur la fausse théorie, d'apparence scientifique, des races. Pour réaliser l'unité allemande, elle incorporait à l'Allemagne, par la force, des Polonais, des Danois, des Français.

Après 1870, l'Europe vécut dans un état de malaise perpétuel que les diplomates cherchèrent à rendre plus supportable en aménageant ce qu'on a appelé le « concert européen » qui est encore, à l'état embryonnaire, une manière de Société des Nations et qui s'est évertué à résoudre pacifiquement des conflits dangereux.

C'est l'époque où se multiplient les grandes organisations internationalès, les congrès, les conférences : tels la conférence de Berlin pour l'Afrique. Pour qu'on pût parler d'une Société des Nations, il fallait que se multipliassent les occasions de vie internationale et que peu à peu s'implantât dans les esprits l'idée que le règne du droit peut remplacer, tout au moins améliorer largement, le règne de la force. Ce fut notamment le grand mérite des deux conférences de La Haye, celle de 1899, réunie sur l'initiative du tsar Nicolas II, et celle de 1907, sur l'initiative des

Etats-Unis, qui aboutirent à la création d'un Tribunal permanent d'arbitrage. Elles auraient, sans doute, pu être plus efficaces si l'opposition de l'Allemagne et de ses alliés n'avait fait échouer les projets de limitation des armements et d'arbitrage obligatoire soutenus par les représentants de l'Entente.

Certes, les institutions de la Haye n'ont pas empêché la guerre d'où nous sortons, mais elles ont contribué à remettre en l'honneur l'idée de droit dans les relations internationales, et si tant de nations se sont rangées du côté de la France attaquée, de la Belgique violée, l'œuvre de La Haye n'y est peut-être pas étrangère. Au surplus, comment aurait-on pu, à La Haye, faire œuvre définitive dans l'état de violence et d'injustice où l'Allemagne victorieuse avait mis l'Europe? Avant de penser à établir une base durable de paix et de droit, il fallait que l'Europe se libérât par une guerre où la justice triompherait avec le droit des peuples. Quand l'Allemagne déclencha le grand cataclysme, l'Europe entière comprit que le règne du droit serait pour longtemps anéanti si elle triomphait, que sa chute au contraire serait le signal d'une libération générale des peuples opprimés ; le droit nouveau et la paix durable ne pouvaient s'établir que sur les ruines du milita-

risme allemand et les premiers signes des temps meilleurs ne pouvaient être que le retour des Alsaciens et des Lorrains à leur patrie, et la renaissance d'une Pologne.

II

A La Haye, M. Léon Bourgeois a dit qu'on avait entendu, encore bien lents, mais déjà réguliers et distincts, les premiers battements du cœur de l'humanité. Nous avons vu que l'humanité n'a pas attendu, pour s'organiser, les conférences de La Haye ; la société du Moyen Age est celle dont l'effort magnifique s'est approché le plus près du résultat cherché. Après les horreurs de la guerre, le moment était propice pour une tentative nouvelle à laquelle il faut apporter toute notre bonne volonté. « Ne sent-on pas, écrivait M. Hanotaux dès 1916, que l'heure est arrivée d'en venir à la fondation de cette Société des Etats que tant de nobles aspirations et les instincts populaires ont appelée de leurs vœux.

L'histoire européenne est, depuis des siècles, en marche vers cet idéal ; l'heure est venue : qu'on la saisisse[1] ! »

Voyons donc dans quelles conditions théoriques devrait être constituée, pour être viable, une Société des Nations.

Le premier obstacle à son existence est d'ordre philosophique et pratique en même temps ; c'est — M. Léon Bourgeois et la plupart de nos contemporains ne l'ont pas vu — la philosophie individualiste et humanitaire du XVIIIe siècle et de la Révolution.

L'objection qu'on entend faire à la Société des Nations, qui a été celle de M. Clémenceau et de notre presse, est celle-ci : Nous ne voulons pas d'un sur-État ; chaque État doit être absolument indépendant et maître chez lui. Or, de deux choses l'une, ou bien la Société des Nations ne sera pas viable et végétera dans l'impuissance, ou bien elle sera un pouvoir supérieur aux nations et alors elle deviendra un très puissant organisme, assez puissant pour modifier radicalement toute l'assiette politique et tout le système idéologique sur lesquels vit l'Europe actuelle.

Peut-on concevoir un pouvoir supérieur aux

1. Voyez son volume : *Le traité de Versailles du 28 juin 1919* (Plon, 1 vol. in-8°), page 127.

nations qui soit cependant une émanation de ces nations? N'est-ce pas poser, sous une forme actuelle, la fameuse question des Universaux qui passionna les grands esprits du Moyen Age et qui se retrouve au fond de tous les débats philosophiques ou sociaux? L'organisme collectif constitué par émanation de plusieurs organismes individuels peut-il posséder un pouvoir indépendant et supérieur à celui de ces individus, et ce pouvoir est-il d'une autre nature, d'une essence différente? En d'autres termes, la Société des Nations, composée de représentants des nations, est-elle qualifiée pour imposer son autorité aux individus-nations? Pour notre part, nous répondons : oui; il le faut, sans quoi elle ne sera qu'un trompe-l'œil, si, à la première difficulté sérieuse, elle n'a pas l'autorité nécessaire pour venir à bout des égoïsmes nationaux, si « sacrés » qu'ils se prétendent. De même que l'État existe au-dessus et en dehors des individus, la Société des Nations, même constituée uniquement des représentants des États, peut vivre d'une existence propre et acquérir une autorité supérieure aux nations[1].

1. Voir notamment, sur cette question, une brochure récente de M. Charles Dupuis : *L'organisation internationale et la notion de souveraineté* (Auguste Picard, 1919), et, de M. Eugène d'Eichthal : *Souveraineté du peuple et gouvernement.* (Doin, in-16.)

Elle sera d'abord appuyée par l'opinion universelle, cette grande force des âges démocratiques, qui est, elle aussi, une force distincte et supérieure à la collection des opinions individuelles. Elle est assez forte pour obliger les gouvernements à se plier aux décisions de la Société des Nations.

A coup sûr, la Société des Nations, organe supranational, serait plus forte et plus bienfaisante si elle pouvait tirer son existence d'un principe extérieur et supérieur aux nations elles-mêmes : tel fut, jusqu'à la grande déchirure de la Réforme, le pouvoir du Pape, docteur du droit et tuteur des droits. On ne voit pas d'où pourrait, dans nos sociétés démocratiques, émaner un tel pouvoir supérieur à ces sociétés elles-mêmes ; la Société des Nations n'est pas ouverte seulement à des États catholiques, ni même à des États chrétiens. Nous pensons néanmoins que si la Société des Nations est appelée à se développer, elle ne tardera pas à appeler, en dehors des représentants des États, des représentants des grands pouvoirs moraux et sociaux supérieurs aux nations, tels que la Papauté, tels encore que d'autres organismes qui sont à créer : l'union inter-

— Pour tout ce qui concerne la question de la Société des Nations, se reporter à la collection de la revue *La Paix des Peuples* où ces pages ont été en partie publiées (n° du 25 février 1919).

nationale des grandes organisations syndicales nationales, la fédération internationale des Universités, la fédération internationale des Chambres de commerce, des grandes associations industrielles, etc... L'autorité des décisions de la Société des Nations serait ainsi singulièrement renforcée. C'est la voie de l'avenir.

Il est évident que la Société des Nations doit posséder des armes morales, économiques, militaires : ce seraient, par exemple, une sorte de mise au ban de l'opinion civilisée dont la conséquence serait un boycottage économique plus ou moins complet, la privation de telle matière première, etc... ; enfin, il est nécessaire qu'il existe une armée de la Société des Nations, c'est-à-dire une contribution obligatoire de chaque participant aux opérations militaires jugées nécessaires et préparées par l'État-Major de la Société des Nations dont la création est indispensable.

Certes, ces prérogatives données à la Société des Nations comportent, pour chacun des États, des limitations de souveraineté. Mais pas plus que le droit des individus, le droit des États n'est absolu ; il est limité par toutes les interdépendances inhérentes à toute vie en société. Seul, dans son île, Robinson Crusoé, avant l'arrivée de Vendredi, était un souverain absolu. Toute con-

vention entre deux ou plusieurs nations comporte une limitation de la souveraineté de chacune d'elles. Pour les nations, comme pour les individus, les devoirs de justice, la loi morale, sont des freins aux appétits naturels, à la passion de dominer : or, ils sont la condition même du progrès, le seul critère de la civilisation [1].

De même qu'un homme a le droit de faire usage de sa liberté pour l'aliéner partiellement ou totalement, une nation a le droit de faire usage de sa souveraineté pour l'aliéner partiellement ou totalement. L'indépendance, pour les peuples, comme la liberté pour les individus, consiste non à rejeter toute règle, tout frein d'une autorité supérieure, mais à ne s'y soumettre qu'après l'avoir discuté et volontairement accepté.

Ainsi, l'idée de Société des Nations réintroduit dans la vie politique la notion de limitation, de relativité, de contrat. Ce sont les principes sur lesquels était fondée la société féodale. Nous sommes donc en présence d'une conception des relations internationales toute différente de celle qui a dominé depuis le XVIe siècle. Il s'agit de reconstruire la société politique à la lumière de principes sociaux qui s'éloignent de l'idéologie du

1. M. Charles Dupuis (loc. cit.) dit fortement : « La souveraineté est limitée par la justice. »

XVIII[e] siècle et de la Révolution française et dont il faudrait aller chercher certaines racines philosophiques avant Grotius et la Réforme, avant même Irnerius et l'école de Bologne, jusque dans les conceptions chrétiennes du Moyen Age.

C'est dans ce sens que marchent les peuples. Le monde de demain verra se former des fédérations d'États, de grands groupements fondés sur la communauté des intérêts économiques, politiques, sur la communauté de langage, de religion, sur des aspirations communes de diverses natures. Le monde civilisé de l'avenir aura peut-être l'aspect d'une série de fédérations juxtaposées, hiérarchisées, avec, à la base, dans l'intérieur de chaque État, une large décentralisation régionale, cantonale, communale, et avec, au sommet, un organe supranational chargé de faire régner la paix, de trancher les différends, de contrôler la répartition des matières premières, d'assurer l'unification des salaires et des prix de vente dans les pays où les conditions de la vie sont sensiblement égales[1].

1. Nous extrayons le curieux passage suivant d'un manifeste socialiste ukrainien : « L'idée de fédéralisme dans la vie politique a la même signification universelle que le socialisme dans la vie sociale et économique. De même que le socialisme tend à unifier les masses laborieuses du monde entier, le fédéralisme contient en soi l'idéal de cet état unifié universel qui apparaît aux masses comme la seule garantie efficace contre l'impérialisme et la guerre. »

Ces idées sont, après six années de guerre et de souffrance, très répandues dans l'opinion universelle. Les grandes crises produisent toujours, dans l'âme profonde des peuples qui ont souffert, une ardente aspiration vers l'ordre et la justice dans la paix. Aux gouvernements d'interpréter ce sentiment, de canaliser ce courant, de traduire ces aspirations en actes et en institutions. Si les nations ne sont pas assez sages pour créer elles-mêmes et pour accepter un contrôle qu'elles exerceraient les unes sur les autres, on peut craindre qu'elles n'échappent pas à l'internationale rouge avec son cortège de catastrophes et de ruines.

III

La paix des Peuples ne pouvait être établie que par la Société des Nations. La première idée postule la seconde, car les peuples, pour exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes, doivent d'abord s'organiser en nations et constituer des États. Le monde civilisé de demain devrait être une collectivité dont les nations seraient les individus, une collectivité organisée en société où chaque membre n'entrerait qu'à certaines conditions. Mais il faut d'abord que chaque nouvelle nation libre organise son individualité. De là un double processus, de désagrégation d'abord, de reconstruction ensuite. Les vieux empires se disloquent. Chacune des nationalités affranchies cherche à assurer sa complète libération, puis à tracer ses

frontières aussi larges que possible, sans omettre le moindre village où résonne sa langue, invoquant même, pour s'étendre, des arguments historiques, économiques, géographiques qui peuvent n'être pas sans valeur intrinsèque mais qui n'ont rien de commun avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le travail de dislocation des anciens États, comme l'Autriche-Hongrie ou l'Empire ottoman, paraît simple au premier abord, simple comme l'est dans sa forme philosophique et juridique le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; mais quand on en vient au faire et au prendre, à la réalisation sur le terrain, les difficultés apparaissent et les conflits surgissent. Sur de nombreux points de l'Europe centrale et orientale, une longue histoire a superposé et enchevêtré les populations tant et si bien qu'il est impossible de tracer une frontière sans léser l'une des nationalités et souvent les deux ou trois qui sont intéressées. Il arrive aussi que la pleine application du droit des nationalités se heurte à des traditions historiques, à des nécessités économiques, à des conditions géographiques qui peuvent être, à des degrés divers, respectables. Il ne suffit pas qu'une nationalité ait la volonté de vivre pour qu'elle puisse consti-

tuer un État viable; il faut encore qu'elle en ait la possibilité matérielle. De ces oppositions de droits, de principes, d'intérêts également respectables, naissent une infinité de problèmes très délicats, souvent insolubles avec les moyens qu'offre l'ancien droit international et dont dispose la diplomatie. La Paix des Peuples a besoin de la Société des Nations; elle ne peut ni s'établir, ni s'affermir, ni durer sans son intervention, sans son concours permanent.

C'est ainsi qu'un Afrikander, le général Smuts, paraît avoir conçu le rôle de la Société des Nations. Dans son programme, publié le 10 janvier 1919, il s'exprime ainsi : « Il est nécessaire de considérer la Ligue des Nations, non seulement comme une institution qui évitera les guerres dans l'avenir, mais comme un organe de vie paisible et de civilisation, comme la fondation d'un nouveau système international... La vraie ligne de conduite à adopter serait d'investir la Ligue des Nations du droit de reversion en ce qui concerne les Empires russe, autrichien et turc dont les peuples sont, actuellement, incapables de se gouverner eux-mêmes... De nouveaux États européens seront créés. La Ligue des Nations aurait l'autorité et le contrôle sur tous. »

Ces derniers mots vont sans doute trop loin;

mais le système aurait pu rendre de grands services. Dans certaines régions, les divers éléments nationaux sont à ce point enchevêtrés qu'il est impossible de tracer une bonne frontière.

Analysons quelques exemples.

En Galicie orientale coexistent deux peuples, les Polonais et les Ukrainiens ou Petits-Russes. Il faut même y ajouter les Juifs qui, dans plusieurs villes, ont la majorité[1]. Un découpage de territoires, si minutieux soit-il, ne réussirait pas à séparer les deux peuples qui, d'ailleurs, ont besoin l'un de l'autre pour vivre, car les paysans, en majorité Ukrainiens, ne peuvent pas plus se passer des gens des villes, en majorité Polonais ou Juifs, qui consomment leurs produits, qui sont médecins, avocats, professeurs, etc., que les citadins des ruraux qui les nourrissent. Entre les prétentions opposées des deux peuples, il eut été avantageux qu'un haut arbitre prononçât, et, pour qu'il fut indiscuté, il eut été préférable qu'il fut collectif et anonyme. La Société des Nations pourrait remplir un tel rôle, trancher le litige, organiser une province rattachée à la Pologne, mais dotée d'une administration particulière et bilingue, et y assurer, tout au moins pendant

1. Voyez ci-dessous, page 153 et suiv.

quelques années, le respect des droits de chaque groupe national, de l'égalité civique, de la liberté scolaire, religieuse, linguistique. Ce haut office de pacification, cette école de mutuel respect et de réconciliation, devrait être la fonction de la Société des Nations, sa mission désintéressée de justice. Il y a, par le monde, des animosités historiques, soigneusement entretenues par les ambitions rivales, qui ne résisteraient pas à dix ans de justice et d'administration impartiale.

C'est le cas notamment en Macédoine. Il est vain de discuter à coups d'arguments ethnographiques, philologiques, historiques, d'où vient et à quelles nationalités appartient la population de Macédoine ; mais il est également vain d'espérer qu'après trente ans de massacres et de propagandes rivales, la paix, la sécurité et l'égale justice puissent être assurées, à tous les éléments de la population indistinctement, par l'une quelconque des puissances qui en annexeront le territoire. L'intervention de la Société des Nations serait indispensable dans l'intérêt des habitants et même dans celui des copartageants. L'idée de droit et de justice impartiale, telle que la conçoit l'Occident ou l'Amérique, ne peut pas être comprise et appliquée par les populations balkaniques sans un apprentissage qui ne peut être fait qu'à

l'école de la Société des Nations. Dix ans d'une administration impartiale, parce qu'étrangère aux passions et aux rancunes locales, et occupée d'assurer la mise en valeur rapide des richesses du pays, suffiraient pour transfigurer la malheureuse Macédoine et transformer la mentalité de ses habitants. Quelques mois d'administration militaire française n'ont-ils pas déjà transfiguré la Thrace occidentale à la grande satisfaction de tous ses habitants ?

On aurait pu trouver dans le même esprit la solution de l'insoluble question du Banat de Temesvar, cette mosaïque de villages roumains, magyars, serbes, allemands, etc. Impossible d'y tracer une frontière qui ne lèse personne ; inutile de chercher dans le vieux droit ou dans les anciens errements de la « politique des cabinets » un biais ou un arrangement. Si on se préoccupait d'abord d'assurer à toutes les populations de la région un juste et égal traitement sous la haute surveillance de la Société des Nations, il deviendrait beaucoup moins important et moins difficile de décider du sort de la province puisque, dans tous les cas, elle aurait une administration bilingue ou même trilingue et que les droits de tous y seraient garantis.

On pourrait multiplier les exemples. Cherchons plutôt à formuler un principe général.

Chaque fois que le mélange des populations ou toute autre raison empêche de procéder à une délimitation conforme aux aspirations nettement constatées des peuples, il pourrait être constitué une ou plusieurs provinces dotées d'une administration particulière, dans lesquelles les droits et libertés de chacune des populations seraient garantis, sous le haut contrôle de la Société des Nations, pendant le laps de temps qu'elle jugera nécessaire pour assurer la pacification et la prospérité du pays.

Est-il possible d'admettre, comme l'a demandé la conférence socialiste de Berne, que les frontières tracées par le traité de paix soient indéfiniment sujettes à revision? Nous ne le croyons pas, car ce serait compromettre irrémédiablement la pacification des esprits en offrant un encouragement aux propagandes nationales qui — en Macédoine, par exemple — ont déjà provoqué tant de malheurs. Mais on peut admettre, par voie d'échange, des transplantations de villages, voire de cantons, avec le consentement exprès des habitants d'une part, des deux gouvernements intéressés de l'autre ; la Société des Nation saurait à décider s'il y a lieu à échange, si les conditions en sont équitables, et à en surveiller l'exécution afin qu'elle s'accomplisse sans violences ni injus-

tices. Ainsi trouveraient leur conciliation le droit des peuples et celui des États qui ne peuvent ni prospérer dans l'instabilité, ni créer dans le provisoire. On concevrait très bien que de tels échanges se fissent, par exemple, le long de la nouvelle frontière polono-prussienne, où généralement les villages sont à grosse majorité polonaise ou inversement. Il va sans dire qu'en pareil cas les minorités resteraient sur place.

Le différend entre l'Italie et les Yougo-Slaves à propos de l'Adriatique présente des difficultés d'un autre genre et peut-être plus délicates encore à résoudre ; le droit des peuples qu'invoquent les Serbo-Croato-Slovènes, qui constituent la très grande majorité de la population de la Dalmatie et de l'Istrie, entre en conflit avec les droits historiques et les arguments militaires que met en avant l'Italie. La France et l'Angleterre, liées à l'Italie par des engagements spéciaux, ne peuvent servir d'arbitres dans un tel litige, mais la Société des Nations serait qualifiée pour chercher une solution ou un compromis, et pour l'imposer.

La question de Russie nous offre un autre exemple. Les puissances qui constituent la Société des Nations sont solidairement intéressées à ce que l'ordre règne dans ce malheureux pays ; soit pour décider d'une intervention, en définir les

raisons légitimes et en assurer les moyens, soit pour s'en abstenir, une résolution de la Société des Nations aurait eu plus de poids et de valeur efficace que l'initiative d'une ou plusieurs puissances alliées ; celles-ci peuvent paraître agir sous l'inspiraton d'intérêts particuliers et s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie ; tandis que la Société des Nations, organe collectif et anonyme, a le devoir de soigner, par les moyens les plus appropriés, une nation malade d'une affection contagieuse et de préserver tout le corps social du virus bolchevique : mesure non d'intervention, mais de préservation.

En Asie, les peuples libérés du joug ottoman seront, une fois constitués en États, trop faibles pour garantir eux-mêmes leur propre indépendance et pourvoir à toutes les fonctions et à tous les besoins d'un État civilisé ; ils devraient donc être placés sous la garantie, sous la tutelle de la Société des Nations, qui serait chargée de leur prêter l'assistance dont ils ont besoin ; elle donnerait à cet effet un mandat à l'un de ses membres qui en assumerait la charge et qui jouirait en échange de certains droits et prérogatives. Sa fonction essentielle consisterait, dans ce pays où les populations sont très mélangées et où la politique de la Porte les animait les unes contre les autres,

à empêcher l'oppression des minorités et à assurer le respect des droits de chaque groupe ethnique ou confessionnel.

Dans l'Afrique noire, où il n'existe que des États indigènes embryonnaires et incapables, probablement pour longtemps, de se gouverner euxmêmes, le mandat qui serait donné par la Société des Nations pour les colonies allemandes serait un mandat d'administration, une véritable souveraineté de fait, tempérée par une sorte de domaine éminent de la collectivité civilisée. La Société des Nations ne se réserverait qu'un droit de haut contrôle sur le traitement des indigènes et sur les voies ferrées ou les cours d'eau déclarés internationaux.

Nous touchons ici à une fonction essentielle de la Société des Nations par l'exercice de laquelle elle devrait devenir un puissant instrument de pacification. Les hasards de l'histoire et souvent l'effet d'une longue oppression ont donné à l'espace qu'occupent sur le sol et sur la carte ethnographique la plupart des nationalités qui deviennent aujourd'hui des États, des formes qui leur feraient des conditions de vie impossibles. Par exemple, le groupe polonais n'atteint la mer Baltique que par une sorte de pédoncule composé de cantons où la proportion des Polonais dans la

population a été amoindrie par les efforts des Allemands pour coloniser les bords de la Vistule et s'assurer la route qui, par Bromberg, conduit de Berlin à Kœnigsberg; les Slovaques ont été refoulés dans les montagnes par les Allemands et les Magyars ; les Tchèques n'ont pas de débouché sur la mer. En créant de petits États sur la base du droit des peuples, les Alliés ne se sont préoccupés que subsidiairement d'assurer à chacun d'eux les moyens pratiques de subsister et de se développer : il conviendrait donc de multiplier les organismes internationaux, tels que chemins de fer, canaux, fleuves, détroits, ports. Le droit souverain de l'État ou des États propriétaires du sol serait grevé d'une servitude de passage ou d'usage au profit d'un ou plusieurs autres États. Par usage d'un port et d'un chemin de fer y accédant, il faut entendre le droit d'avoir des bateaux de commerce, des bassins, des quais, des docks et de transporter les marchandises débarquées en wagons plombés exempts de droits de douane.

Prenons quelques exemples. La Hongrie perdant tout accès à la mer, la Société des Nations sera amenée à lui garantir l'usage d'un port (sans doute Fiume). Les Tchèques obtiendraient un droit analogue à Trieste, à Fiume, à Hambourg. La Bul-

garie, la Roumanie, la Serbie, la Hongrie même pourraient recevoir le droit de se servir du port de Salonique et d'un chemin de fer y conduisant. Le libre usage d'une voie directe Paris, Strasbourg, Nuremberg, Prague, devrait être garanti aux relations franco-tchèques. La Suisse demande l'usage d'un port français et nous n'avons aucune raison, au contraire, de lui refuser Cette ou tout autre. Le canal de Kiel devrait être internationalisé, de même que les Dardanelles, le Bosphore, Suez, Panama, le Danube, le Rhin, etc. L'avenir de l'Autriche nouvelle dépend en grande partie d'une question de débouché sur la mer; elle se tournera définitivement du côté de l'Entente si Trieste lui reste facilement accessible. L'Allemagne pourra, comme les autres, bénéficier de dispositions de cette nature, par exemple pour assurer ses communications par chemin de fer entre Berlin et Kœnigsberg à travers le territoire polonais.

Toutes ces voies, dont l'usage sera international ou tout au moins assuré à deux ou plusieurs États, ne peuvent être placées que sous la garantie et le contrôle de la Société des Nations. Nous ne saurions ici énumérer toutes les fonctions qui pourraient lui incomber, nous avons cherché seulement à indiquer quelques-unes de celles qui,

réalisées aussitôt après l'armistice, auraient pu faciliter la rédaction du traité de paix et surtout en assurer l'exécution et la longue durée.

Enfin, on finira par s'apercevoir que l'organisation d'une Société financière des Nations faciliterait singulièrement à tous les États, vainqueurs ou vaincus, le paiement de leur énorme dette de guerre. On a proposé un impôt universel sur les transports ; c'est une solution de cette nature qu'il faudrait trouver.

IV

La paix des Peuples aurait été plus facilement et plus solidement réalisée si la Société des Nations avait été d'abord constituée, avant même la fin des hostilités, entre alliés. M. Hanotaux, à la commission chargée de préparer la réalisation de la Société des Nations, l'avait proposé dès le 6 février 1918[1]. Mise sur pied à ce moment-là, la Société des Nations aurait été d'abord une excellente arme de guerre pour devenir ensuite un utile instrument de paix. Nous aurions aimé voir la France prendre l'initiative et la direction des travaux qui devaient aboutir à la constitution de la Société des Nations : c'eût été la continuation légitime de son

1. Voyez Ouvr. cité, p. 352.

rôle glorieux dans cette guerre. Le Gouvernement français n'a pas compris son rôle de cette manière ; il n'est pas démontré qu'il ait fait mieux. On a dit que la Société des Nations étant le toit de l'édifice devait être construite en dernier lieu comme l'achèvement de l'œuvre ; nous pensons, au contraire, qu'il convenait de poser le toit sur les piliers maîtres, qui sont les grandes puissances associées, et ensuite, à l'abri du toit, de procéder à loisir à l'aménagement des appartements, à la décoration, à la répartition des meubles. Les armistices auraient dû régler en gros les questions territoriales, après quoi la Société des Nations, définitivement constituée, aurait rendu singulièrement plus facile la réalisation de la Paix des Peuples.

On saura un jour après quels débats et par suite de quelles concessions et compromissions les plénipotentiaires qui se réunissaient chaque soir à l'hôtel Crillon ont fini par mettre sur pied le texte d'une convention sur la Société des Nations. La formule qui l'a emporté est surtout un compromis anglo-américain. On y retrouve un souci exagéré de ne pas trop engager l'Angleterre dans les affaires du continent. Le projet français était plus complet et constituait une Société des Nations plus forte, plus viable.

La Société des Nations aura son siège près de Genève, dans une propriété qui lui a été concédée sur les bords du lac Léman. On s'est étonné, non sans raison, de ce choix; le territoire belge semblait plus indiqué. Là seront logés les services permanents, le secrétariat général qui sera, pour débuter, confié à un Anglais[1]. Le secrétaire général sera le cerveau et la main de la Société des Nations; il centralisera les documents et les renseignements, convoquera en cas d'urgence le conseil exécutif. Celui-ci est l'organe directeur de la Société des Nations. Il est constitué par les représentants des cinq grandes puissances que l'agression allemande a coalisées : États-Unis, Empire Britannique, France, Italie, Japon. Quatre autres États y sont également représentés : Belgique, Brésil, Grèce, Espagne, ce dernier choisi parmi les neutres. La Russie y trouvera sa place quand elle aura un gouvernement libre. Celle des États-Unis est restée jusqu'ici vacante. Quant aux

1. Il est permis, sans mettre en cause la personnalité très distinguée de sir Eric Drummond, de regretter le choix d'un Anglais, car les Anglais ont rarement ce qu'on a appelé « l'esprit international ». On peut craindre pour l'avenir de la Société des Nations leur égoïsme instinctif. M. Lloyd George a dit : « L'empire britannique est une Société des Nations », et l'on se demande si certains Anglais ne conçoivent pas la Société des Nations comme une simple extension de l'Empire britannique.

auteurs responsables et vaincus de la guerre, ils ne devraient y être admis qu'après réparation des dommages causés par eux. Dans l'ancien droit germanique le criminel payait un *wergeld*, une sorte de rançon, pour être admis à rentrer dans la société; le paiement de sa dette devrait être considéré pour l'Allemagne comme un véritable *wergeld*.

Enfin il y aura des assemblées générales où tous les États sociétaires seront admis. Là seulement les petits États non admis au conseil exécutif pourront faire entendre leur voix. L'assemblée se réunira à des époques déterminées, et en outre chaque fois que les circonstances l'exigeront. Il serait plus conforme à l'esprit démocratique que les petits États, qui sont le nombre, eussent plus d'influence qu'il ne leur en est réservé. Certains « grands » se sont défiés d'eux ; nous croyons cependant qu'on les trouverait toujours du côté des solutions arbitrales et pacifiques. Il y a là, pour la France, une politique tout indiquée et conforme à ses meilleures traditions.

Les fonctions du conseil exécutif sont définies dans des termes trop vagues ; il devra « préparer le plan de la réduction des armements dans chacun des États intéressés, en tenant compte de leur situation géographique et des circonstances » ; il

cherchera « à prévenir les inconvénients de la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre ». « En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression contre l'un des États membres de la Société, le conseil exécutif avise aux moyens d'assurer le maintien de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'État attaqué et de tous les États adhérents à la Société. » « Toute guerre ou menace de guerre, en quelque lieu qu'elle se produise, sera considérée comme intéressant la Société et mettra en mouvement son action. »

Une cour permanente de justice sera organisée, différents modes d'arbitrage sont prévus mais les sanctions ne paraissent pas suffisantes. L'arbitrage obligatoire n'a pas été admis. L'article 16, qui prévoit les mesures militaires contre un État récalcitrant, est vague ; il parle de « recommander » aux gouvernements intéressés les effectifs militaires ou navals par lesquels chaque sociétaire participera à la constitution des forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société. Qui dit recommandation ne dit pas obligation ; on peut prévoir ce qui arrivera dans les cas graves. Nulle trace de sanctions financières ou économiques obligatoires. Sans l'idée d'obligation, la Société des Nations ne rendra pas

les services qu'on aurait pu attendre d'elle. Pour empêcher la paix d'être une trêve il aurait fallu instituer, comme le demandaient les Français, l'arbitrage obligatoire. La convention manque des garanties militaires indispensables; elle n'institue pas un contrôle général du désarmement, elle ne crée pas un organisme militaire international permanent; on n'a obtenu ni une gendarmerie internationale, ni même la mobilisation automatique de chaque État au cas où l'un des adhérents recourrait à la guerre.

On ne voit pas, dans ces conditions, comment la Société des Nations pourra remplir les obligations importantes que lui imposent les traités.

Dès maintenant, en vertu du texte du traité de Versailles, elle est chargée d'importantes fonctions; nous rappellerons seulement son rôle dans le gouvernement de la Sarre et de Dantzig, défini par les articles 49 et 102 du traité[1]. La timidité des articles du pacte est telle que l'on peut se demander

1. Art. 49. L'Allemagne renonce en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidéi-commissaire, au gouvernement du territoire ci-dessus spécifié. A l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, la population du dit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée.

Art. 102. Les principales puissances alliées et associées s'engagent à constituer la ville de Dantzig, ensemble le territoire visé à l'article 100, en ville libre. Elle sera placée sous la protection de la Société des Nations.

si la Société des Nations sera viable. L'enfant mis au monde péniblement dans les conférences de l'hôtel Crillon n'est pas très bien venu, il a eu trop de pères ou de parrains, mais il est viable cependant, et perfectible. Il grandira, développera son rôle et élargira le domaine de son action, ou bien, s'il n'y réussit pas, s'il s'étiole et végète, craignons que ce ne soit à notre pire détriment. La Société des Nations sera un organisme puissant, ou elle ne sera pas. Il nous appartient à tous de travailler à ce qu'elle soit, car elle est peut-être le seul moyen de mettre de l'ordre dans la réalisation de la justice internationale et de faire durer la paix.

CHAPITRE II

LA RECONSTRUCTION DE L'ALLEMAGNE

LE RHIN LIBRE[1]

Il n'est pas de problème qui intéresse davantage la France, l'Europe et la paix universelle que l'avenir des pays rhénans. Depuis l'armistice, un courant d'opinion autonomiste et fédéraliste très puissant s'est prononcé sur les deux rives du Rhin; il s'étend aujourd'hui à toute l'Allemagne du Sud et de l'Ouest. Comment est né et s'est développé ce mouvement, quelle en est la portée et quel en est l'esprit, quelle a été envers lui et quelle devrait être à l'avenir l'attitude des Alliés, et spécialement celle de la France, c'est ce que nous voudrions examiner.

1. *Le Rhin libre* a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1920.

I

Au Landtag de Prusse, durant le débat fameux de février-mars 1910 sur la réforme électorale, un orateur conservateur, M. de Richthofen, ayant affirmé que « la Prusse est devenue la puissance dirigeante de l'Allemagne, » on entendit sur les bancs social-démocrates une voix qui criait : « Hélas! » Ce fut un beau tapage!

L'interruption blasphématoire du député Hirsch résume tout le conflit intérieur qui divisait l'Allemagne d'avant la guerre et qui n'était lui-même que l'aboutissement d'une longue histoire; car l'Empire n'a pas été fondé par la fédération libre et spontanée de plusieurs États égaux en droits, mais par l'adhésion forcée de plusieurs États moins forts à la volonté armée d'un État domi-

nant, la Prusse. Frédéric-Guillaume IV, en 1849, a refusé la couronne impériale que lui offrait, au nom du peuple allemand, le Parlement de Francfort ; c'est Bismarck qui a forgé l'unité de l'Empire par le fer et le feu, sur l'enclume autrichienne et française, au profit du roi de Prusse. Pour les régions de l'Ouest et du Sud, l'unité s'est accomplie par voie de conquête prussienne. Ce souvenir n'est que l'un des éléments de l'opposition si caractérisée qui met aux prises l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne nouvelle, l'Allemagne des usines, du commerce, de la navigation, de la petite propriété rurale, des riches « capitaines d'industrie » et du nombreux prolétariat urbain, et l'Allemagne de l'Est, prussienne et prussianisée, l'Allemagne des hobereaux, des grands domaines, des majorats, des agrariens, du suffrage de classe archaïque et féodal. Cette antithèse, dans les années qui ont précédé la guerre, s'est manifestée par des crises aiguës que nous ne pouvons que rappeler[1] : elles ont été certainement l'une des raisons qui ont déterminé Guillaume II à opter pour la guerre, comme exutoire à une situation sans issue.

Le conflit n'a pas disparu avec l'Empire, car le

1. Voyez le beau livre de M. Henri Moysset, *L'Esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck*, 1 vol. in-8 (Alcan).

contraste n'est pas seulement politique, il est historique et social; ses racines plongent dans le plus lointain passé germanique. Si la Prusse a trouvé des complicités dans les régions de l'Ouest et du Sud, elle n'a pas recueilli l'adhésion spontanée et cordiale de la masse des populations. La gloire militaire, la puissance politique et surtout l'enrichissement de l'Allemagne sous les Hohenzollern ont rallié les suffrages de tous les Allemands; mais ceux de l'Ouest, fidèles aux traditions de 1813 et de 1848, n'ont jamais supporté qu'en maugréant le caporalisme politique des Prussiens. Les élections de 1912, les dernières d'avant la guerre, ont donné aux social-démocrates plus de quatre millions de voix, qui n'étaient pas toutes, tant s'en faut, des suffrages socialistes, mais qui exprimaient le mécontentement des ouvriers et de la classe moyenne à l'égard d'un régime politique incompatible avec l'état social et économique de l'Allemagne démocratique. Le Centre catholique, puissant surtout dans l'Ouest et en Bavière, et les partis libéraux inscrivaient eux aussi dans leur programme une réforme profonde de la Constitution et des mœurs politiques.

Après la défaite des armées allemandes entraînant la débâcle de l'Empire, des Hohenzollern et

de tous les trônes, l'Allemagne, nivelée par la révolution, allégée de ses multiples dynasties, allait-elle évoluer vers une constitution unitaire et centralisée qui ne connaîtrait plus ni Prusse, ni Bavière, ni Hanovre, ni Hesse, ni Autriche même, ni aucun des anciens États, et où il n'y aurait plus que des citoyens allemands égaux en droits et en devoirs? Ou bien, au contraire, les différentes fractions historiques des populations de langue allemande allaient-elles, suivant la pente de leurs traditions et de leurs affinités, se constituer en États autonomes, unis seulement entre eux par un lien fédéral? La question est encore pendante ; elle est capitale non seulement pour les destinées de l'Allemagne elle-même, mais pour l'avenir de nos relations avec elle. De toutes les incertitudes que le traité de Versailles n'a pas tranchées, celle-là est la plus grave pour la sécurité de la France. Articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée, n'est-ce pas là tout le problème d'une paix durable?

Parmi les régions naturelles et historiques de l'Allemagne, celle du Rhin a tenu dans l'histoire une place particulièrement brillante et developpé une civilisation originale ; elle a sa personnalité très caractérisée, son unité dont le grand fleuve est l'artère centrale. Les populations indigènes,

surtout sur la rive gauche, sont plutôt superficiellement germanisées que germaniques; leurs ancêtres étaient des Celtes, et les tribus germaniques qui vinrent s'installer parmi eux s'assimilèrent la civilisation supérieure des Gallo-Romains. C'est un fait capital de l'histoire de l'Europe que la rive gauche du Rhin et, sur la rive droite, les « Champs décumates » jusqu'au fameux « limes » d'Hadrien, ont été latinisés; la puissante civilisation de Rome, héritière de la Grèce et de l'Orient, complétée et rénovée par le christianisme, a laissé, partout où elle s'est établie à demeure, la marque indestructible de sa grandeur et de sa conception du gouvernement et du droit. De tous les événements de l'histoire européenne, il n'en est peut-être pas de plus déplorable que le désastre de Varus dans les forêts westphaliennes, car, sans cet accident, le Rhin ne serait pas devenu la borne du monde romain; les légions auraient poussé leurs conquêtes jusqu'à l'Elbe et même jusqu'à cet isthme qui, de la mer Baltique à la mer Noire, forme la vraie séparation de l'Europe et de l'Asie; les Germains et les Slaves de l'Ouest auraient été romanisés; le cours de l'histoire eût été changé. La domination romaine s'arrêta au Rhin; au delà commençait le domaine des « Barbares. »

M. Babelon a retracé, dans ses beaux ouvrages[1], toutes les phases de la pénétration française dans les régions rhénanes, depuis l'époque où le fleuve était la frontière des Gaulois et de Clovis, où Charlemagne le franchissait pour reporter jusqu'à l'Elbe les bornes de la civilisation chrétienne, jusqu'aux temps où la brillante culture française des XVIIe et XVIIIe siècles pénétrait jusqu'au Rhin et le dépassait, plus victorieuse encore que les armées de Louis XIV et de Louis XV, et où la Révolution et Napoléon y installaient la domination française. Toute une région riveraine du Rhin et de langue germanique, l'Alsace, fut complètement francisée de cœur et d'esprit; les autres reçurent toutes, à des degrés divers, l'empreinte de notre génie national et il n'a sans doute tenu qu'aux hasards de l'histoire qu'elles ne soient restées incorporées de fait et de consentement à la France comme elles le furent sous le premier Empire. Julien Rovère a fortement montré, dans un livre plein de faits et d'idées[2], que l'influence fran-

1. *Le Rhin dans l'histoire.* (Leroux, 1916-1917, 2 vol. in-8).

2. *Les Survivances françaises dans l'Allemagne napoléonienne depuis 1815.* Félix Alcan, 1 vol. in-8. Voyez aussi, du même auteur : *La rive gauche du Rhin de 1792 à 1814*, préface de Maurice Barrès, (1 vol in-16, librairie du Recueil Sirey); et de M. Ed. Driault : *La République et le Rhin* (2 vol. in-16, librairie du

çaise sur les bords du Rhin, préparée par toute l'histoire de la monarchie et solidement implantée par la Révolution et Napoléon, a survécu à la chute de l'Empire, malgré les déceptions qui lui vinrent des fautes de notre politique, et s'est perpétuée jusqu'à nous, malgré même 1870 et la fondation de l'Empire allemand. On ne saurait contester, en dépit des mensonges des historiens allemands, que la rive gauche du Rhin ait accueilli les Français en 1793 comme des libérateurs, qu'elle ait été assimilée, qu'elle soit restée fidèle à Napoléon Ier dont le souvenir vénéré y est devenu, après 1815, un symbole de liberté et d'égalité, que les Rhénans, devenus par force sujets du roi de Prusse (Musspreussen) en vertu des traités de 1815, haïssaient les Prussiens, qu'ils les haïssaient encore en 1848 et souhaitaient l'apparition libératrice des armées françaises, qu'enfin en 1870 une victoire française eût été accueillie avec joie par les vaincus de 1866 et tous ceux qui supportaient malaisément le carcan prussien. Il est établi aussi, notamment par les beaux travaux de M. Goyau [1], que Bismarck a livré la bataille du *Culturkampf*

Recueil Sirey); de M. René Johannet : *Rhin et France* (1 vol. in-16, Nouvelle Librairie nationale); etc.

1. *Bismarck et l'Église;* 4 vol in-16 (Perrin).

surtout pour atteindre, par delà les catholiques allemands, l'influence française ou autrichienne qui aurait pu, avec l'appui du Saint-Siège, remettre en question l'œuvre accomplie à Versailles le 18 janvier 1871. Les pays du Rhin, et particulièrement la rive gauche, ont été, à travers les siècles, tour à tour un champ de bataille entre Français et Germains et un champ d'expériences où les deux civilisations sont venues se mesurer et, jusqu'à un certain point, se pénétrer et se fondre. Dans quelle mesure les Rhénans ont-ils gardé conscience de leurs traditions et de leur individualité historique, quel a été sur eux l'effet du désastre des armées et de l'Empire allemand suivi de l'occupation de leur pays par les Français, les Anglais, les Américains et les Belges? C'est ce que les faits vont nous apprendre.

Les Français, dans cette guerre qu'ils n'ont pas cherchée, sont devenus, avec leurs alliés, les champions de la liberté des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes; si important qu'ait pu être l'intérêt politique et militaire de la France à établir sa domination jusqu'au Rhin, de quelques précédents historiques que cette solution se recommandât, le gouvernement de la République n'a pas succombé à la tentation, bien que l'agression allemande légitimât par avance toutes les

rigueurs pour le passé et toutes les précautions pour l'avenir; il est resté immuablement attaché aux principes de justice et de droit qui ont inspiré et guidé de haut sa politique avant, pendant et après les hostilités. Mais, au nom des mêmes principes, si, parmi les populations rhénanes, ou parmi celles de toute autre région du *Reich*, une volonté se manifestait, libre et spontanée, de constituer une ou plusieurs autonomies régionales, les Alliés seraient tenus de ne pas entraver, de faciliter même l'expression d'un tel vœu et d'en assurer la réalisation. L'histoire du mouvement rhénan nous éclairera peut-être sur les véritables aspirations des populations.

II

Les traités de 1815, retouchés par la conquête prussienne en 1866, répartissent les régions du Rhin moyen entre plusieurs États. Ce sont d'abord, sur la rive gauche, l'ancien Palatinat devenu, depuis 1815, une dépendance de la Bavière dont il est séparé par la partie Nord du grand-duché de Bade et du Wurtemberg et par la Hesse. Vient ensuite, à cheval sur le Rhin, la Hesse, avec sa capitale Darmstadt et sa grande ville rhénane, Mayence; un autre morceau de Hesse, dont le centre est Giessen, se trouve complètement séparé du noyau principal : ainsi le voulut la Prusse, qui s'est annexé l'ancienne ville impériale de Francfort et le Nassau. A partir du confluent du Main pour la rive droite et

de Bingen pour la rive gauche, le Rhin coule à travers la Province Rhénane, qui s'étend jusqu'aux frontières de la Lorraine, du Luxembourg, de la Belgique et de la Hollande, et qui, sur la rive droite, confine à la Westphalie. Cette belle contrée rhénane et mosellane est partie intégrante de la Prusse par décision des plénipotentiaires de 1815, peu soucieux du droit des peuples et de leurs préférences. Une seule petite enclave s'y rencontre, la principauté de Birkenfeld, dont le hasard des héritages a fait une dépendance du lointain Oldenbourg. Mais ces populations n'ont pas oublié que leurs ancêtres vivaient tranquilles sous l'autorité patriarcale de dynasties nationales, telles que la maison de Nassau, ou sous la houlette pastorale des électeurs archevêques de Cologne, de Mayence et de Trèves, et qu'ils n'ont pas accepté sans regrets de devenir sujets des Hohenzollern.

La grande majorité des populations rhénanes est catholique; les protestants sont à peu près à égalité dans le Palatinat, qui dépend de la catholique Bavière. Mais, sous quelque régime que le hasard des traités les ait placés, et à quelque religion qu'ils appartiennent, les Rhénans ont entre eux des affinités plus fortes que les fantaisies des diplomates ou les convenances

des souverains. Pendant la guerre, ils ont été en proie à l'extraordinaire vertige qui a fait perdre à tout le peuple allemand le sens des réalités et la possibilité même d'un jugement objectif; l'évangile d'impérialisme pangermanique que prêchaient les professeurs, les militaires, les hommes politiques allemands, et qui entraînait le Centre catholique lui-même, avait pénétré jusque parmi ces populations paisibles de petits propriétaires, de vignerons, d'ouvriers; ils se crurent, eux aussi, appelés par le Vieux-Dieu à donner de nouvelles loi à la terre et à y faire régner par la force l'ordre germanique ; la grande fièvre de la guerre avait obnubilé toute autre idée.

Mais la catastrophe est venue. La révélation brusque de la défaite, la fuite éperdue des souverains et des princes, les fureurs révolutionnaires de Berlin, déchaînèrent chez les Rhénans et les Allemands du Sud, qui ont conscience d'être plus civilisés que « les demi-Slaves de la Prusse et de Berlin [1], » une tempête d'indignation et réveillèrent les vieux sentiments particularistes. Ils osèrent regarder jusqu'au fond du gouffre où les entraînait la folie des Hohenzollern. La seule excuse de l'hégémonie prussienne, n'était-ce pas

1. *Deutsches Volksblatt*, 16 juin 1919.

le succès? Le besoin d'ordre se traduisit par le progrès du séparatisme : « *Los von Berlin!* Séparons-nous de Berlin! » L'ordre sans violence qu'établissaient les troupes victorieuses qui occupèrent la rive gauche du Rhin et les têtes de pont, faisait ressortir par contraste toute l'horreur de l'anarchie spartakiste qui étreignait l'Empire. Si la révolution bavaroise, dirigée par Kurt Eisner, eut un caractère nettement autonomiste, la majorité des social-démocrates des pays rhénans, au contraire, sous l'inspiration du gouvernement de Berlin, se posèrent en adversaires du mouvement séparatiste; ils accusaient les « patrons » et les « capitalistes » de pactiser avec les Français et de trahir la République allemande avec la complicité du cardinal Hartmann et du Centre [1].

La première manifestation autonomiste fut la réunion populaire tenue à Cologne le 4 décembre 1918. Cinq mille citoyens y acclamèrent, à l'unanimité moins deux voix, un ordre du jour qui invitait « les représentants officiels du peuple rhénan et westphalien à proclamer le plus tôt possible la fondation d'une république rhénano-westphalienne dans le cadre de l'Allemagne, »

1. M. Thyssen, le grand industriel, fut même arrêté dans les premiers jours de décembre 1918, conduit à Berlin et relâché.

et qui se terminait par : « Vive la liberté rhénane! » La réunion fut suivie de la fondation d'une « Ligue pour la liberté rhénane. » Dès le 26 novembre, avaient paru en Hesse-Nassau dans la *Rheinische Volkszeitung*, cinq articles du professeur Claus Kraemer, revendiquant pour les peuples allemands le droit de disposer d'eux-mêmes. Dans le Palatinat se dessinait un mouvement en faveur de la constitution d'une république autonome séparée de la Bavière.

Chez les Rhénans, dans les semaines qui suivirent l'armistice, régnait la conviction générale que les Français étaient résolus à annexer la rive gauche du Rhin, ou tout au moins à imposer la création d'un état indépendant. Le Centre catholique rhénan voyait dans la fondation d'une république autonome le meilleur moyen de prévenir les desseins qu'il nous prêtait et, en même temps, d'écarter la tyrannie socialiste et le nouveau *Culturkampf* inauguré par les projets d'Adolf Hoffmann pour le régime des cultes. La *Gazette populaire de Cologne* (*Kölnische Volkszeitung*), le grand organe populaire catholique, menait la campagne : « Berlin, imprimait-elle le 23 décembre, n'est pas le cœur de l'Allemagne, mais seulement un centre intellectuel; » c'est « la capitale des provinces barbares de l'Est

de l'Elbe » (28 décembre). Faisant allusion au rôle historique de la région rhénane entre la France et l'Allemagne, elle l'appelait, d'un mot éloquent qui fait image, « le pont rhénan des peuples » dont la mission est d'organiser le germanisme barbare selon les principes de la civilisation romaine (22 décembre). Elle proposait la division de l'Allemagne en quatre républiques ayant chacune son autonomie économique et politique : Allemagne du Rhin, Allemagne du Danube qui engloberait, avec la Bavière, l'Autriche de langue allemande, Allemagne du Nord, Allemagne centrale. Tous ces projets qui s'ébauchaient, toutes ces aspirations qui cherchaient à se préciser, se rencontraient en plein accord au moins sur deux points : le premier, c'est que les régions rhénanes forment une unité distincte et politiquement réalisable; quant au second, la *Gazette de Francfort* le définissait sans ambages en ces termes le 12 décembre : « c'est la fin de l'hégémonie prussienne. »

« Fin de l'hégémonie prussienne, » dans l'esprit des Rhénans, comme aussi des gens du Sud et des Hanovriens, n'est pas le synonyme de fin de la grandeur allemande, il en est l'antithèse. Le hobereau prussien Bismarck, par la force de l'armée prussienne, a dévié le grand courant

démocratique de 1848 et l'a confisqué au profit de la Prusse et des Hohenzollern. L'expérience, qui avait d'abord paru avantageuse, s'est révélée désastreuse; elle a ameuté, contre l'Allemagne prussianisée, tous les peuples libres qui ne lui pardonnent pas d'être avide de conquêtes, sans scrupules dans le choix des moyens, et de remplacer le respect du droit par le culte de la force. Ainsi raisonnaient les Rhénans durant l'hiver 1918-1919, et ils concluaient que les Allemands de l'Ouest et du Sud, authentiques héritiers de l'esprit allemand, devaient se débarrasser de l'esprit prussien et devenir eux-mêmes les créateurs, les inspirateurs d'une Allemagne nouvelle, fédérative, libérale et démocratique. Si ces tendances l'emportaient, le premier bienfait qui en pourrait résulter serait sans doute, pensaient-ils, un adoucissement des conditions de paix, car c'est contre le « militarisme prussien, » contre la menace d'une restauration des Hohenzollern et d'un retour offensif du pangermanisme que les Alliés se croyaient obligés de prendre des précautions. En France notamment, la certitude de n'avoir plus de frontière commune avec la Prusse apaiserait les esprits. Une république rhénane était donc nécessaire à la paix de l'Europe et à la reconstitution d'une Allemagne prospère, mais

pacifique; l'esprit rhénan est assez fort et a d'assez belles traditions pour faire contrepoids à l'esprit prussien; c'est la mission historique des Rhénans de servir au rapprochement des deux plus grandes nations historiques de l'Europe continentale; en s'organisant en un État autonome, non seulement ils sauveraient l'Allemagne et la civilisation germanique, — qui n'est pas la *Kultur* prussienne, — mais ils apporteraient à l'Europe le gage d'une longue paix et peut-être les prémices d'une sincère réconciliation.

Le courant d'idées autonomistes, fédéralistes, anti-prussiennes, n'est pas localisé à la province rhénane, naguère sujette du roi de Prusse; il s'étend à la Hesse, au Palatinat, à l'enclave oldenbourgeoise de Birkenfeld. Les Palatins se plaignent d'être tenus à l'écart des fonctions publiques et de voir leur pays traité par la Bavière comme une colonie d'exploitation. Les gens de Birkenfeld s'insurgent contre l'étrange destin qui les associe au Oldenbourg, ils demandent à s'en séparer et à se joindre aux Rhénans leurs voisins. Les Hessois déplorent les traités qui les ont morcelés en plusieurs tronçons et aspirent à vivre groupés tous ensemble en une même unité administrative et politique; les uns préconisent une république de Grande-Hesse, les autres préféreraient l'union

avec l'ensemble des pays rhénans. Dans les états du Sud, Bavière, Wurtemberg, Bade, la poussée démocratique est foncièrement anti-prussienne. La Westphalie, où sont très nombreux les ouvriers venus de l'Allemagne et dont les intérêts économiques sont pangermaniques, est plus réfractaire au mouvement qui trouve au contraire un terrain tout préparé dans les anciens États de la maison de Hanovre. Là se maintient, toujours vivante, la protestation guelfe; là, malgré pression et menaces des fonctionnaires prussiens, les Hanovriens, aux élections de 1912, ont encore donné 90.000 voix aux candidats guelfes dont cinq sont allés siéger au Reichstag. L'Assemblée nationale de Weimar a entendu deux députés guelfes, MM. Alpers et Colhorn, lire, au nom de leurs commettants, un manifeste que la *Gazette de Voss* du 28 février 1919 résume en ces termes :

« Les députés hanovriens à l'Assemblée nationale ont exposé le vœu de la population de se séparer de la Prusse. Ils signalent que le projet de constitution impériale n'ouvre nullement la voie au régime réclamé par les habitants du Hanovre qui sont unanimes à se prononcer pour la séparation. Il s'agit là, disent-ils, non d'un nouveau particularisme, mais de la reconnais-

sance d'aspirations qui ont été comprimées par la force; le Hanovre a été rattaché à la Prusse et ne s'est pas uni à elle volontairement; il demande à recouvrer sa liberté. Des manifestations populaires viennent corroborer ces déclarations; une pétition couverte de 350.000 signatures a été transmise de Hanovre au gouvernement d'Empire pour demander l'institution d'un plébiscite en faveur de la sécession et de la sauvegarde des intérêts particuliers contre le mouvement unitaire. »

Sous le titre « la fêlure guelfe, » les *Hambürger Nachrichten* du 7 mars (matin), commentant ces manifestations en un article plein de fiel, écrivent : « Ce que veulent les Guelfes, le ministre de la justice prussien Heine l'a dit à l'Assemblée nationale lors de débat sur la constitution, c'est l'émiettement de la Prusse. Un Hanovre indépendant signifie la disparition de la Prusse, car il est situé au point de contact entre les deux portions de la Prusse, l'Ouest industriel et catholique, l'Est agricole et protestant. Si cette fêlure s'agrandit, toute la région occidentale de l'Allemagne se morcelle... Déjà, à Cologne, sous l'œil bienveillant des autorités d'occupation, a eu lieu le 4 décembre une grande réunion du parti du Centre et l'on y proclama la république rhéno-

westphalienne; bientôt après on pense à englober dans cette république la Hesse-Nassau et des territoires voisins. C'est la mise en application des théories de l'État-tampon. Que l'on songe à l'initiative prise par le Centre et que l'on se souvienne de l'éminente figure de Louis Windthorst, à la fois chef du Centre et leader des Guelfes! Si on laisse ces tendances éclore et se développer, on peut être assuré que des régions unies sous une même administration, vivant la même vie, vont se dissocier, s'effriter, devenir étrangères les unes aux autres. Le particularisme se renforce quand interviennent les facteurs économiques et confessionnels. Il est temps de s'opposer à l'œuvre néfaste des agents de la France [1], des rêveurs particularistes : la fissure guelfe existe; elle sera la cause de l'effondrement national, si on n'y prend garde. Il faut la boucher au plus vite. »

1. Inutile d'observer que « les agents de la France » ne sont pour rien dans le mouvement guelfe.

III

A boucher cette fissure, à aveugler toutes les lézardes que l'expérience du malheur a commencé d'ouvrir aux flancs de l'édifice que Bismarck avait cru fonder pour l'éternité sur la puissance des baïonnettes et la métaphysique hégélienne de la force, le gouvernement issu de la révolution allemande s'est employé énergiquement. L'Europe, que rien ne saurait plus étonner, a vu les socialistes allemands, les Ebert, les Scheidemann, les Noske, devenir les soutiens les plus fermes de l'unification à la prussienne. Jadis les murs du Reichstag avaient entendu de véhémentes protestations, parties des bancs social-démocrates, flétrir les abus de la force; mais, déjà avant la guerre, une évolution significative

avait fait des socialistes majoritaires un parti de gouvernement. M. Charles Andler, dès 1912, en avertissait, vainement d'ailleurs, les socialistes français : « Un contingent notable de socialistes allemands, leur disait-il, vient de se convertir au colonialisme, au militarisme, au capitalisme peut-être... Il faut en prendre notre parti, le socialisme allemand sera impérialiste [1]. »

La prophétie, que la guerre a réalisée, continue de se trouver vraie. Les socialistes, à Weimar et à Berlin, ont chaussé les bottes de Bismarck et coiffé son casque ; ils ont entrepris en Allemagne un travail de nivellement qui, sous couleur de maintenir l'unité du *Reich*, qui n'est pas menacée, aboutirait en réalité à faire entrer tous les pays allemands, sous l'armure prussienne, dans une vaste unité socialiste où disparaîtraient toutes traces des anciens états et où l'Autriche allemande viendrait s'agréger. Le docteur Otto Bauer, à la Ballplatz de Vienne, assisté du fils du socialiste allemand bien connu Kautsky, correspondait à ces desseins et travaillait, de concert avec Berlin, à des fins communes. L'Europe

1. *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine;* Librairie de l'Action nationale, brochure, 1912, reproduite et augmentée du *Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913* (1 vol., 1918 ; Bossard). M. Andler a publié en 1920 : *La décomposition du socialisme allemand* (1. vol., Bossard).

centrale deviendrait ainsi une vaste social-démocratie qui engloberait les provinces baltiques et s'appuierait, dans tonte l'Europe et jusqu'en Amérique, sur les éléments socialistes internationalistes. L'œuvre d'unité allemande que Bismark n'avait pu achever selon son rêve, la social-démocratie la réaliserait. Unification signifierait en réalité prussianisation de l'Allemagne. N'est-ce pas le même député Hirsch qui, en 1910, proférait le scandaleux : « Hélas ! » que nous avons rappelé, et qui, devenu ministre président de Prusse, disait dernièrement, faisant allusion aux vœux autonomistes des Rhénans : « La dissolution de la Prusse serait le premier pas vers la dissolution de l'Empire[1] ? »

Pour mener à bien leur œuvre, les socialistes, maîtres du pouvoir, avaient besoin de l'appui de la fraction du Centre qui suit les directions de Mathias Erzberger, dont on sait le rôle dans la tragédie de la révolution allemande. Avec l'appui des partis démocrates, le gouvernement Ebert, Scheidemann, Erzberger entreprit énergiquement la lutte contre le spartakisme et, fort de son succès, se présenta à l'Allemagne de l'Ouest comme le défenseur à la fois de l'ordre et de l'unité. Il

1. *Berliner Tageblatt*, 17 juillet 1919, matin.

comptait sur l'appui des socialistes rhénans ; mais les chefs seuls obéirent au mot d'ordre de Berlin ; les masses ouvrières socialistes restèrent indifférentes ; une partie se réclamèrent des socialistes indépendants ; d'autres, notamment en Hesse, se rallièrent au mouvement d'autonomie rhénane. Erzberger réussit encore moins, nous le verrons, à entraîner le Centre rhénan et les masses ouvrières et paysannes qui suivent ses directions.

La plus redoutable des armes dont disposât le gouvernement de Berlin, c'était la solide hiérarchie des fonctionnaires prussiens, des instituteurs, des gendarmes ; le gouvernement Scheidemann-Erzberger s'en servit pour intimider les populations. La plupart des fonctionnaires, en Prusse rhénane, surtout sur la rive gauche du Rhin, ne sont pas des indigènes, ils viennent de la rive droite et souvent des provinces les plus lointaines ; au milieu de cette population catholique, tranquille, douce et gaie, de petits propriétaires, de vignerons, de bourgeois, habitués à souffrir depuis longtemps une domination étrangère, ces prussiens sont haïs, mais craints et écoutés. Ils s'acquittent avec zèle du rôle qui leur est assigné par Berlin, et quand ils se distinguent par leur ardeur et leur brutalité, ils reçoivent de l'avancement, surtout si, lassant la

patience des autorités d'occupation, ils ont mérité l'expulsion. Ces cadres bureaucratiques, administratifs, judiciaires, policiers, organisés et stylés à la prussienne, constituent l'armature par laquelle Berlin se flatte d'empêcher les populations rhénanes de revendiquer leurs droits et d'exprimer leurs vœux, dont le plus ardent serait d'être débarrassés de cette engeance prussienne.

Les socialistes de Berlin essayèrent aussi d'utiliser les revendications ouvrières pour refréner les tendances séparatistes et jeter le discrédit sur les autorités militaires alliées. Les grèves de la Sarre, en avril 1919, en fournirent la preuve : commencées pour soutenir des revendications professionnelles, elles ne tardèrent pas à prendre un caractère politique et anti-français; des ouvriers mineurs révolutionnaires venus de la rive droite du Rhin servaient d'agents propagandistes; les ingénieurs prussiens, loin d'employer leur influence à calmer l'effervescence, cherchaient visiblement à provoquer un conflit sanglant. Au moment où la Conférence de Paris discutait la question de la Sarre, il s'agissait de rendre odieuses les autorités et les troupes d'occupation. Quelques expulsions de meneurs, en tout 220, dont celle du président de la Chambre de com-

merce de Sarrebrück, quelques condamnations, en tout 30, de trois mois à cinq ans d'emprisonnement, rétablirent promptement et pacifiquement l'ordre. On comprit à Berlin que le jeu était dangereux et pouvait tourner à la confusion des provocateurs.

On chercha à terroriser les populations par d'autres moyens. La presse asservie à la Prusse se répandit en calomnies et en menaces. La vieille *Gazette de Cologne*, dont Bismarck disait qu'elle valait à la Prusse un corps d'armée sur le Rhin, donna le *la* à cet orchestre des journaux petits ou grands inspirés par les fonctionnaires, dociles eux-mêmes aux ordres de Berlin. Mais la coulée autonomiste, venue des profondeurs de l'histoire allemande, alimentée par l'humiliation de la défaite, encouragée par la présence des troupes alliées, était trop puissante et trop vivante pour que des menaces à lointaine échéance eussent le pouvoir de l'arrêter.

IV

Les populations rhénanes avaient vu, en novembre, les troupes allemandes en déroute s'écouler comme un torrent par les ponts du Rhin, puis elles avaient assisté à la marche triomphale et ordonnée des Alliés, partout bien reçus, parfois même discrètement fêtés par les descendants de ceux qui avaient acclamé les soldats de la première République et combattu sous les drapeaux de l'Empereur; les délégués des villes venaient hâter la marche des avant-gardes qui les protégeraient contre les excès révolutionnaires d'une soldatesque démoralisée. Les Rhénans eurent l'impression que l'ancien état de choses qui venait de s'écrouler dans le sang et la honte ne serait jamais restauré, et que les Français, qui

s'établissaient sur le Rhin, étaient résolus à y rester. Ils jugeaient, avec leur mentalité allemande, du respect de leurs vainqueurs pour le droit des peuples; d'ailleurs, leur volonté, passive et accoutumée à l'obéissance, se pliait par avance sans révolte aux arrêts du plus fort; ils indiquaient cependant leurs préférences et revendiquaient, dès le 4 décembre, — nous l'avons vu, — leur droit à l'autonomie dans le cadre du *Reich*. Ces premières manifestations servirent à dessiner les positions opposées, à grouper les partisans d'une Allemagne fédérale et à provoquer les ripostes du gouvernement de Berlin. Depuis lors, l'évolution du mouvement autonomiste n'a pas cessé de se développer avec des phases diverses dont nous retracerons brièvement les aspects. Ni la défaite du spartakisme, qui fut acquise à Berlin à la fin de janvier et à Munich en mai, ni la signification à l'Allemagne des conditions de paix le 7 mai, ni la signature du traité le 28 juin, ni le vote de la nouvelle constitution allemande le 19 août, n'arrêtèrent le mouvement; il fut dès lors évident que ses sources étaient plus profondes que la crainte de l'anarchie ou la résignation aux volontés d'un ennemi victorieux. La révélation des conditions de paix, si elle déçut ceux des Rhé-

nans qui avaient cru que leur destin serait fixé par le vainqueur et leur autonomie garantie par le traité, donna aux plus résolus une base solide pour développer librement leur programme de liberté, sans pression de la part des autorités occupantes comme aussi à l'abri des vengeances prussiennes et des abus de pouvoir des fonctionnaires.

Il est certain que si, au moment de la déclaration enthousiaste du 4 décembre, une république rhénane autonome avait été proclamée à Cologne, le fait accompli serait depuis longtemps accepté et de graves difficultés auraient été épargnées aux Rhénans; mais ceux qui, en Europe ou en Amérique, n'avaient pas été témoins de la spontanéité du mouvement auraient pu en méconnaître le caractère et en contester la valeur. La nouvelle Allemagne, dont la République rhénane pourrait devenir l'une des cellules-mères, doit naître, pour être viable, de la volonté spontanée du peuple allemand, si les leçons de l'histoire et de la défaite ne sont pas pour lui lettre morte.

Après la manifestation du 4 décembre, des comités furent nommés qui devaient travailler à la traduire en actes. Le bourgmestre de Cologne, le docteur Adenauer, prenait naturellement la

direction du mouvement. Tous les partis furent conviés à y prendre part ; plusieurs chefs des partis démocrate et socialiste, Falk, Meerfeld, Sollmann se déclarèrent pour l'autonomie. Une réunion fut convoquée le 1er février à Cologne où vinrent les députés récemment élus à l'Assemblée nationale par les pays rhénans, et les bourgmestres des principales villes. La plupart croyaient qu'une république rhénane autonome allait être proclamée ce jour-là. Mais il parut à quelques-uns que la défaite du spartakisme à Berlin et la convocation de l'Assemblée nationale à Weimar modifiaient la situation ; on ne tarda pas à s'apercevoir que le bourgmestre Adenauer et le comité de Cologne cherchaient à faire échouer les projets autonomistes. La conférence n'aboutit qu'à la nomination d'un Comité qui ne se réunit jamais. Les agents de l'unitarisme prussien avaient atteint leur but et réussi à éviter tout vote, tout plébiscite qui aurait manifesté clairement la volonté des populations. Les violences de la presse prussienne déchaînée contre le mouvement rhénan, les habiletés temporisatrices du bourgmestre de Cologne, l'hostilité déclarée des chefs social-démocrates, tout révélait un mot d'ordre venu de Berlin et de Weimar et radicalement hostile à toutes tendances fédéralistes.

Le mouvement, dévié à Cologne, allait trouver de nouveaux foyers dans le Palatinat et la Hesse. En février, une assemblée de notables se réunissait à Landau et concluait à la proclamation d'une république autonome du Palatinat ; une adresse portant ces vœux était remise le 19 au général Gérard, commandant la 8e armée et transmise au gouvernement français. A Mayence et à Wiesbaden s'était formé en janvier un « Comité Nassau-Hesse-Rhénane » qui déléguait à la conférence de Cologne le docteur Dorten. Lorsqu'à la fin de février il fut manifeste que le Comité de Cologne ne travaillait qu'à l'avortement du projet de république autonome et ne se réunissait même pas, ce Comité prit la direction du mouvement; il estimait important de prouver aux Alliés, avant l'ouverture des négociations de paix, qu'une Allemagne existait sur le Rhin qui était résolue à rompre avec l'esprit prussien, à se séparer de Berlin et à former un État qui se donnerait pour mission de travailler à une paix définitive fondée sur la confiance et la sincérité. Le Comité hessois-nassauvien rédigea donc une déclaration, datée du 7 mars, dont voici le texte :

1. Nous demandons que notre sort soit réglé par nous-mêmes.

2. Nous sommes Allemands et voulons, par conséquent, rester dans le cadre de l'Allemagne.

3. Nous protestons contre toute cession de territoire rhénan à l'Ouest et contre toute forme de gouvernement qui peut nous être imposée. La Province rhénane, Nassau et la Hesse rhénane sont un seul territoire. Le rattachement du Palatinat, de la Westphalie et d'Oldenbourg est vivement désiré.

4. Nous sommes fermement persuadés que la réalisation de notre désir assure la paix des peuples. L'État autonome constitué par la décision des territoires rhénans ci-dessus désignés, sera une république pacifique. Elle offre la garantie nécessaire pour la Paix européenne, oppose une digue au flot bolchéviste et assure les rapports paisibles de l'Est et de l'Ouest.

5. Nous voulons donc la fondation immédiate d'une république occidentale allemande et espérons que les autorités compétentes autoriseront sans retard un plébiscite.

6. Le Comité, formé à Cologne le 1er février 1919, s'étant abstenu de toute activité, est considéré comme dissous.

Le docteur Dorten était, en même temps, nommé premier délégué et chargé de communiquer la déclaration non seulement au gouvernement du *Reich* et à celui de la Prusse, mais aux généraux commandants à Cologne, Coblentz et Mayence. Le Comité estimait en effet que la créa-

tion d'une république rhénane n'était pas, en l'occurrence, un fait intéressant seulement l'Allemagne et les Allemands, mais aussi les États alliés au moment où ils se préoccupaient de rétablir la paix et de reconstituer l'Europe ; il appartenait d'ailleurs aux autorités d'occupation d'accorder ou de refuser l'autorisation de procéder à un plébiscite. En attendant, des pétitions furent organisées dont le succès fut général. A Aix-la-Chapelle, par exemple, 52.000 électeurs réclamèrent le plébiscite immédiat. La résistance fut vive surtout à Cologne sous l'influence du bourgmestre Adenauer et la haute inspiration de Berlin ainsi qu'à München-Gladbach, où le Centre a le siège de ses organisations sociales et politiques.

Il est très difficile de se rendre un compte exact des remous d'opinion soulevés chez les Rhénans par la grave question de leur avenir ; les actions et réactions, à la suite du manifeste du 7 mars, comme plus tard, en juin, après la proclamation de la république rhénane, ne furent pas semblables partout. Parmi les habitants des districts de la Province rhénane de la rive droite, qui redoutent avant tout une séparation d'avec la rive gauche, on estime qu'un plébiscite aurait rallié les deux tiers des voix en faveur d'une république rhénane. Au mois d'avril, un notable

négociant évaluait ainsi le résultat d'un plébiscite dans toute la Prusse rhénane : pour l'autonomie, 50 pour 100, pour le rattachement à la France, 20 pour 100, pour le rattachement à l'Allemagne, 20 pour 100, indifférents 10 pour 100. Dans la région de Trèves, parmi les paysans des plateaux où le type germanique est rare, les sentiments particularistes, étouffés par l'oppression prussienne et la prospérité matérielle, se réveillent. Dans le Hunsrück, un nouveau parti rural se forme vers la fin d'avril et mène la campagne dans l'enclave de Birkenfeld. Un fait presque général, c'est la disparition de tout sentiment d'attachement à la famille impériale déchue ; au contraire, reparaissent les souvenirs du temps où Napoléon apportait aux Rhénans la gloire avec la liberté et l'égalité. Les cérémonies, présidées par des généraux français, dans plusieurs localités de la Prusse rhénane, de la Hesse et du Palatinat, à la mémoire des vieux braves du pays ayant servi sous les drapeaux de la première République et de l'Empereur, ont toujours attiré une assistance sympathique ; les familles ne manquaient jamais d'exhiber fièrement des médailles de Sainte-Hélène, des croix de la Légion d'honneur pieusement conservées. En avril, à Worstadt, à une de ces solennités commémora-

tives, on entendit un fonctionnaire allemand, représentant les familles des anciens soldats, s'écrier : « C'est de ce jour que la liberté nous est donnée ! » La résistance se groupe tantôt autour d'un instituteur, d'un industriel, d'un pasteur, plus rarement d'un curé. A Worms, c'est un magnat de l'industrie, un pangermaniste, qui mène la lutte. Mais, d'une façon générale, tous les Rhénans indigènes sont autonomistes. C'est antérieurement à la remise du traité de paix que le général Mangin entendit de la bouche d'un bourgmestre d'une ville rhénane un courageux langage qui résume parfaitement ces aspirations. En voici la substance :

« Nous ne sommes pas Prussiens ; les habitants de la rive gauche, Gaulois d'origine, n'ont jamais été absorbés par la Prusse. Celle-ci n'a déversé dans le pays que des fonctionnaires, des professeurs, quelques rentiers, mais les paysans, les petits bourgeois sont restés à l'abri de tout mélange. Le Rhénan a connu une ère de liberté et de prospérité sous la première République et le premier Empire. Les traités de Vienne nous ont rattachés à la Prusse, mais celle-ci s'est contentée de nous exploiter, sans nous apporter les mêmes avantages ; elle nous a traités en serfs plutôt qu'en citoyens libres... La Prusse ne sait pas

s'attacher les populations; c'est au contraire le propre de la France. Nous l'avons attendue de 1815 à 1870; nous avions espéré que nous tiendrions d'elle la liberté à laquelle nous aspirions et à laquelle elle nous avait habitués. Mais après 71 nous avons désespéré et les esprits se sont tournés ailleurs... Le moment est venu de formuler nos aspirations et de revendiquer nos droits. C'est le moment d'agir, faute de quoi nous sommes perdus à jamais... Nous avions escompté un régime analogue à celui de la Sarre, qui nous aurait permis de nous organiser sous l'égide de la France... Nous paierons notre quote-part de la dette... Craignant le retour des Prussiens en 1929, personne d'ici-là n'osera parler, ni se laisser ostensiblement gagner par l'influence française... La Prusse socialiste est plus dangereuse que la Prusse monarchiste... »

Pour qu'un bourgmestre important, un personnage officiel, ose tenir un pareil langage, il faut que le courant soit bien fort et bien vives les espérances.

En mai, le mouvement se précipite. Puisque le traité n'apporte pas aux Rhénans le moyen de se libérer, il faut qu'ils s'organisent pour se libérer eux-mêmes. La *Kölnische Volkszeitung*, le grand organe démocratique du Centre, accentue

la campagne. « Nos efforts seront couronnés de succès, » écrit-elle le 25. Au commencement du mois, le docteur Dorten est admis à exposer au général Mangin, commandant la 10ᵉ armée à Mayence, les avantages de la formation d'une République rhénane autonome, mais fédérée avec les autres États allemands. Le 17 mai, le général reçoit une délégation des Comités d'Aix-la-Chapelle et de Nassau-Hesse-Rhénane, ayant à sa tête deux députés du Centre, MM. Kastert et Kuckhof. Ils avaient pris soin d'aviser le gouvernement du *Reich* de leur démarche et ils se rendirent aussitôt après à Berlin pour exposer au ministre Scheidemann la situation et l'avertir qu'avec ou sans l'autorisation du gouvernement, la République rhénane se ferait. Le ministère publia les communications confidentielles des deux délégués dans les journaux socialistes, en les écourtant et les falsifiant, en même temps qu'il faisait annoncer par l'agence Wolff qu'il ignorait complètement l'affaire; enfin il rédigea un acte, signé par tous les ministres, qui déclarait que les fauteurs du mouvement rhénan étaient coupables du crime de haute-trahison et pouvaient être poursuivis comme tels en vertu de l'article 81 du code pénal et condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

La menace ne resta pas sans effet. Une partie des députés du Centre, sous l'influence d'Erzberger, désavouèrent leurs deux collègues qui durent donner leur démission et quitter l'Assemblée nationale. Mais, dans la Province rhénane, l'attitude du gouvernement eut pour résultat de décider les partisans de l'autonomie à couper les ponts et à proclamer la République rhénane. Ils ne s'engageaient qu'à regret dans cette voie révolutionnaire, mais l'hostilité de Berlin et la mauvaise volonté de Cologne les y poussaient. Un projet définitif fut mis sur pied le 17 mai. Il s'agissait de former, dans le cadre du *Reich*, un État englobant la Province rhénane, la Hesse, Birkenfeld, le Palatinat et une grande partie du Nassau, soit environ douze millions d'habitants; cet État invoquerait la protection de la Société des Nations et réclamerait, dans le gouvernement du *Reich*, le droit d'opposer son veto à toute mesure susceptible d'entraîner une guerre dont son territoire serait nécessairement le champ de bataille. On comptait que le mouvement trouverait un écho en Bavière et en Hanovre.

Mais, au dernier moment, la proclamation rencontra des difficultés d'où les comités rhénans ne s'attendaient pas à en voir venir. Le Comité, réuni le 22 mai, à Coblentz, se heurta au refus

de l'autorité américaine occupante, d'autoriser la proclamation. A Aix-la-Chapelle, les autorités belges opposèrent le même refus. Les puissances alliées, qui auraient eu tout avantage à concerter entre elles une commune attitude en face du mouvement rhénan, semblaient surprises par l'événement. C'est alors que le docteur Dorten résolut d'agir seul. Le comité rhénan (comités d'Aix-la-Chapelle, Bonn, Clèves, Crefeld, Gladbach, Neuss, Trèves) et les comités hessois-nassauvien et palatin firent afficher, le 1er juin, à Aix-la-Chapelle, Mayence, Wiesbaden et Spire, une proclamation ainsi conçue :

AU PEUPLE RHÉNAN

Le moment est venu de contribuer nous aussi à l'établissement de la paix des peuples.

Le peuple rhénan demande à être entendu en cette heure d'angoisse dans laquelle son sort se décide.

Toute influence extérieure doit céder devant cette décision inébranlable, née du principe universellement reconnu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le peuple rhénan veut sincèrement une paix qui soit la base de la réconciliation de tous les peuples.

C'est pour cette raison qu'il se détache spontanément des institutions qui sont la cause de tant de guerres : féodalité dégénérée et militarisme. Il éli-

mine ainsi à jamais l'obstacle qui s'oppose à toute véritable paix.

Le projet de traité de paix est nécessité d'une part par les exigences du droit et de la justice, reconnues aussi par le gouvernement allemand : réparer les énormes dommages et dévastations subis par la France et la Belgique et donner les garanties suffisantes contre le retour de nouvelles guerres. D'autre part, il représente un fardeau terrible pour le peuple allemand.

Le plus haut devoir du peuple rhénan est d'aider de tout son cœur à la réconciliation générale et définitive des peuples.

Nous déclarons donc ce qui suit :

Une République rhénane autonome est fondée dans le cadre de l'Allemagne; elle comprend la Province rhénane, le Vieux Nassau, la Hesse rhénane et le Palatinat.

Cette fondation a lieu sur les bases suivantes :

1. Les frontières restent comme par le passé (Birkenfeld inclus).

2. Des changements de frontières ne peuvent avoir lieu qu'avec l'approbation des populations intéressées ; cette approbation sera établie par un plébiscite.

Le gouvernement provisoire est formé de délégués des Comités soussignés. Il demandera immédiatement l'autorisation de procéder sans retard aux élections de l'Assemblée rhénane d'après le mode électoral en vigueur pour l'Assemblée nationale, et de réunir de suite cette assemblée.

Coblence sera le siège du gouvernement et de l'As-

semblée rhénane. Provisoirement le gouvernement siège à Wiesbaden.

Les administrations provinciales et communales continuent leur activité jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement provisoire prend la place des gouvernements centraux prussien, hessois et bavarois.

Vive la République rhénane!

Aix-la-Chapelle, Mayence, Spire et Wiesbaden, le 1er juin 1919.

Le Comité rhénan.
Le Comité Nassau-Hesse rhénane.
Le Comité palatin.

En même temps, notification était faite de la proclamation de la République rhénane, par son président, le docteur Dorten, aux puissances occupantes, à la Conférence de la paix, au gouvernement du *Reich* allemand à Berlin. Dans tous ces documents, le gouvernement provisoire de la République, établi à Wiesbaden, en Hesse, invoquait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et se réclamait de la Société des Nations.

V

L'initiative du docteur Dorten et de ses amis, bien qu'elle ait été préparée et annoncée par une série d'actes antérieurs, éclata comme une surprise ; la timidité des Rhénans fut abasourdie de tant d'audace, déconcertée par l'absence d'estampille officielle et de signature au bas des proclamations ; habituée à obéir au mot d'ordre du pouvoir, quel qu'il soit, elle attendit que les autorités alliées, ou le gouvernement, ou les chefs des grands partis locaux, lui dictassent son attitude. Vaine espérance ! Les autorités alliées, résolues à ne pas intervenir dans les affaires intérieures allemandes, gardèrent un silence dont les raisons élevées restaient impénétrables à des cerveaux germaniques. Les chefs du Centre,

parti prépondérant dans la Province rhénane, attendirent plusieurs jours avant de séparer leur cause de celle du docteur Dorten. La *Kölnische Volkszeitung*, qui avait mené la campagne préparatoire, en se dégageant d'une tentative au succès de laquelle elle ne croyait pas, attaquait plus violemment que jamais la politique centraliste de Berlin et prenait la défense des députés Kastert et Kuckhof et de leur attitude. La *Gazette de Cologne* enregistrait la décision du parti du Centre à l'Assemblée nationale et remarquait qu'en désapprouvant l'initiative du Comité de Wiesbaden, le Centre ne condamnait pas l'aspiration à une république rhénane, constituée par les voies légales dans le cadre du *Reich*. La *Germania*, organe berlinois du Centre, n'osait pas non plus désapprouver sans réserves le mouvement : « La population des pays rhénans, disait-elle, a le devoir de montrer une grande retenue; si elle nourrit des sentiments séparatistes et les considère comme justifiés, elle pourra les faire valoir plus tard. » (3 juin.) En résumé, dans les masses, surprise; chez les dirigeants, hésitation, puis recul : tel fut l'effet régional immédiat de l'acte du 1er juin.

Berlin, au contraire, agit avec vigueur. Les chefs social-démocrates prirent partout une atti-

tude hostile à la république rhénane, mais leurs troupes ne les suivirent pas toujours. Sur un mot d'ordre du gouvernement socialiste, un essai de grève générale fut tenté et très vite arrêté par les autorités militaires d'occupation. Le ministère décida aussitôt de donner aux vœux des Rhénans une apparence de satisfaction en créant une ombre de représentation parlementaire locale. A cet effet fut institué un « Commissaire général pour les territoires rhénans occupés, » assisté de sept conseillers. Le choix de Berlin se porta sur un Prussien authentique, M. von Stark, ancien président du gouvernement de Cologne et naguère chargé de veiller à Potsdam sur la sécurité de l'Empereur. De ses sept collaborateurs, deux seulement furent choisis parmi les membres du Centre, qui compte cependant à lui seul trente-quatre députés, c'est-à-dire plus de la moitié de la représentation parlementaire des pays rhénans, et, des deux, un seul était un partisan modéré d'une république rhénane, en sorte que, des sept conseillers qui étaient censés représenter l'opinion rhénane, un seul partageait les sentiments de la majorité des habitants. Le choix de M. von Stark, qui décelait les appréhensions du gouvernement central, apprit aux Rhénans ce qu'ils pouvaient encore craindre de

l'oppression berlinoise et fortifia chez eux la résolution de se débarrasser des fonctionnaires prussiens et de régler eux-mêmes leurs affaires.

Il semble avéré que le projet de « République du Rhin moyen » mis en avant, au commencement de juillet, par M. Ulrich président du Conseil des ministres de Hesse, reçut les encouragements secrets du ministère d'Empire, qui espérait y trouver un moyen de dériver le courant autonomiste; la république de M. Ulrich engloberait le Palatinat, le saillant Nord-Ouest de la Bavière, la Hesse, le Nassau jusqu'à la Lahn, en laissant de côté Francfort et la Province rhénane à l'Est de la Moselle, en excluant Trèves et Coblentz. L'intention de M. Ulrich, qui est un social-démocrate modéré et un protestant, saute aux yeux : il s'agit d'enlever à l'élément catholique, très prépondérant dans la Province rhénane, l'influence directrice dans le futur État rhénan. M. Ulrich se déclare résolu à ne réclamer, conformément à l'article 167 de la Constitution, le droit de consulter le peuple par voie de plébiscite qu'après un délai de deux ans. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, la propagande des partisans du projet de M. Ulrich contribua à acclimater l'idée d'une république autonome et, par là, à fortifier le mouvement antiprussien.

Une indication intéressante est donnée, au milieu de juin, par l'élection du nouveau Conseil provincial (Landesausschuss) de Birkenfeld; les représentants du parti paysan y dominent. A sa première réunion le Conseil déclare, à l'unanimité de ses vingt-cinq membres, vouloir la séparation d'avec Oldenbourg, et, à la question : « Accepteriez-vous d'être réunis à une république rhénane, si elle existait? » vingt-trois voix répondent : « Oui. »

L'acte du docteur Dorten avait eu le mérite de poser la question et de mettre une population trop moutonnière en face de ses responsabilités. Les chefs des différents partis s'étaient abstenus en général d'adhérer au mouvement; mais on s'aperçut, dans les semaines qui suivirent le coup de théâtre du 1er juin, que les cadres des anciens partis se disloquaient pour ne plus laisser face à face que deux tendances : autonomistes et unitaristes, et que, si les chefs se récusaient, les masses se ralliaient d'instinct au parti de l'autonomie. Une pétition pour demander un plébiscite immédiat se couvrit rapidement de 1.200.000 signatures. La *Kölnische Volkszeitung* reprit sa campagne séparatiste. Le mouvement, parti du Rhin, se répandait dans les États du Sud et dans les provinces prussiennes de l'Ouest. Le temps est

désormais passé où les réunions où l'on parlait d'autonomie, de république rhénane, prenaient des airs de complot; la presse en discute ouvertement; les organes du gouvernement négocient à ce sujet avec les partis et les grandes associations. Ainsi l'initiative du docteur Dorten a rendu un double service : elle a porté la question sur la place publique et elle a mis en relief l'impartialité des chefs militaires français et alliés. Le sentiment dominant apparaît de plus en plus : maintien d'une unité allemande fédérative composée d'États autonomes, dislocation de la Prusse et fin de sa suprématie.

De toutes leurs forces encore considérables, le gouvernement du *Reich* et le gouvernement prussien résistent à ce puissant courant : à l'idée d'une fédération des grandes régions naturelles et historiques de l'Allemagne, il oppose l'octroi d'une certaine autonomie administrative aux provinces [1], palliatif insuffisant qui n'eut aucun succès. Le ministre-président de Prusse, M. Hirsch, se rend à Düsseldorf à la fin de juillet, réunit une conférence de 150 personnes triées sur le volet et fait des déclarations hostiles à une république autonome; il expose ses projets de réformes

1. La *Gazette de Francfort* du 13 juillet, matin, donne les détails du projet.

administratives qui sont très froidement accueillis. A ce propos le *Vorwärts* (24 juillet, soir) publie un article significatif où s'atténue singulièrement son hostilité à tout projet de république autonome et où la Prusse est assez cavalièrement jetée par-dessus bord :

« Il est incompréhensible, et même tout à fait dangereux, dit-il, que le gouvernement prussien ait adopté, par la voix du Président du Conseil, une attitude de protestation vis-à-vis du problème de la rive gauche du Rhin. Cela est très commode mais aussi gros de conséquences pour l'Empire ; car la pierre est entraînée sur la pente. Le peuple rhénan demande de nouvelles frontières politiques d'après ses besoins économiques. Le gouvernement hessois, aussi bien que les gouvernements prussien et bavarois, sont également intéressés à la question. Le remède ne consiste pas à exprimer sa confiance dans la fidélité à l'État, à élever des protestations; car le danger d'un État particulier qui embrasserait toute la rive gauche du Rhin et rien que celle-ci (république rhénane de Dorten) croît de jour en jour[1]. » Puis, faisant allusion à un discours du

1. Il n'est pas exact, ainsi que l'allègue le *Vorwärts* pour les besoins de sa cause, que la « République de Dorten » n'embrasse que la rive gauche du Rhin.

ministre-président Hirsch qui avait parlé de sa « confiance dans les sentiments allemands de toute la population rhénane et dans son attachement à l'Empire, » le grand organe socialiste continue : « Le gouvernement prussien ne devrait pas s'insurger contre les désirs des populations rhénanes, si cette « confiance » est réelle. Le président Hirsch lui-même n'a pas osé ajouter que cette confiance pourrait s'étendre jusqu'à des sentiments « prussiens « et un « attachement » à la Prusse... L'esprit prussien vit encore et il est aussi incompréhensible pour les Allemands du Sud-Ouest qu'à l'époque de Guillaume. Cela ne peut pas changer si vite et cela ne changera pas. Même si la Prusse déclare qu'elle veut se fondre dans l'Empire, on ne verra encore là qu'une Prusse agrandie... La Prusse est toujours la Prusse, malgré une étiquette social-démocratique... »

Si intéressantes que soient les variations du grand journal du socialisme de gouvernement, les décisions du parti du Centre, dans son Congrès annuel, ont une tout autre portée. Le Congrès de 1919 devait se réunir au commencement d'août; Erzberger, inquiet du progrès des tendances autonomistes, le fit ajourner. Mais, le 4 août, les partisans des idées du docteur Dorten

se réunirent à Cologne, prirent des résolutions nettement séparatistes et réclamèrent une consultation populaire immédiate. Du 15 au 17 septembre se tint à Cologne le Congrès officiel du parti, patronné par Erzberger et la fraction berlinoise; trois ministres prussiens y assistèrent; l'un d'eux, M. Stegewald, prononça une diatribe violente où il célébrait le prochain réveil de la Prusse et annonçait que le traité ne serait pas exécuté. Malgré cette pression officielle, il apparut que les opinions défendues par le docteur Dorten et ses amis avaient gagné beaucoup d'adeptes, mais que la grande majorité des délégués étaient d'accord, en vue d'événements futurs, pour ne pas provoquer une scission définitive dans le parti. Les vœux adoptés portent cette double marque.

Le député Trimborn, de Cologne, depuis longtemps l'un des principaux chefs du Centre au Reichstag de Berlin, s'exprime ainsi dans son rapport général :

« Les catholiques rhénans, tout en continuant à demander la formation d'un pays rhénan indépendant de la Prusse, se rallient à un point de vue « constitutionnel, » c'est-à-dire, au fond, et sous quelques réserves d'autonomie administrative, à un point de vue plus unitaire que particulariste...

« L'idée unitaire a fait, dans nos rangs comme ailleurs, de grands progrès. La disparition des dynasties rendait cette attitude légitime. Le Centre veut l'État unitaire : mais non point l'État centralisé. Il veut la décentralisation. Il n'abandonne pas ses aspirations fédéralistes; il les accommode simplement à l'évolution des temps... On ne ne doit pas briser l'étau de l'ancienne Prusse avant qu'un pouvoir fort, définitivement constitué, ait pourvu au remplacement... Si l'idée de la République rhénane ne reste pas vivante pendant deux années encore, c'est qu'elle n'est pas viable. D'ailleurs, il faut permettre la discussion et les travaux préparatoires. »

Voici maintenant le texte complet des vœux adoptés à la presque unanimité :

« 1° La réalisation des aspirations rhénanes à l'autonomie dans le cadre de l'empire allemand, ne doit s'accomplir qu'en solidarité étroite avec la transformation territoriale de l'Empire, en s'inspirant principalement de l'intérêt général de l'Allemagne et par la voie prescrite par la Constitution ;

2° Le but dernier du regroupement territorial de notre patrie doit être la création d'un État unitaire allemand organique avec des pays autonomes. Les pays doivent avoir des droits égaux et être autant que possible de valeur égale : ils doivent être constitués autant que possible sur la base de la commu-

nauté de nationalité et de la solidarité économique et morale et pourvus de la plus large autonomie administrative ;

3° Au cas où l'État unitaire décrit aux paragraphes 1 et 2 apparaîtrait irréalisable, on cherchera à former un nouvel État confédéré suivant l'article 18 de la Constitution ;

4° Nous reconnaissons sans réserves la Constitution allemande et ses dispositions au sujet du regroupement territorial de l'Allemagne. Nous espérons que le gouvernement et les représentants du peuple ne maintiendront pas le délai de deux ans prévu par l'article 167, au cas où la nécessité nationale des intérêts vitaux de la région rhénane demanderait la suppression immédiate de ce délai ;

5° Pour la période intermédiaire, nous demandons la plus large autonomie pour les provinces prussiennes. Le semblant d'autonomie qu'on laisse prévoir en Prusse ne saurait être accepté par la population rhénane ;

6° Quiconque s'associe à des tendances qui recherchent, sans l'avouer, une séparation d'avec l'Empire nuit aux intérêts nationaux, moraux et économiques de la population rhénane et se met en dehors du parti allemand du Centre ;

7° Le Congrès invite le gourvernement de l'Empire à réaliser le plus tôt possible la réorganisation intérieure de l'Empire dans le sens qui a été dit. »

On a l'impression très nette, en lisant le rapport opportuniste où le vieux routier parlemen-

taire qu'est M. Trimborn cherche à donner satisfaction à toutes les opinions, et le texte des vœux adoptés, que ces derniers sont le résultat d'un compromis. Les divergences, qui furent vives, ont été voilées. Les amis du docteur Dorten firent acclamer par la grande majorité de l'Assemblée l'idée d'un parlement rhénan ; ce furent les chefs du Centre qui empêchèrent de formuler une résolution en ce sens. Éclairés par ces dissentiments, les séparatistes comprirent qu'à une situation nouvelle il faut des hommes nouveaux ; il leur sembla que les chefs du Centre, trop compromis dans l'ancienne politique, n'étaient pas qualifiés pour conduire l'Allemagne républicaine vers ses futures destinées ; ils résolurent de chercher leur appui dans le pays même et fondèrent l'*Union populaire rhénane* où entrèrent, sans distinction de parti ou de religion, tous les partisans d'une politique séparatiste. Des groupes sont fondés dans chaque village ; un comité directeur, dont le président n'est pas encore désigné, est à la tête de l'association. Le programme, daté du 10 novembre 1919, a été publié à cette date dans tous les grands journaux et affiché dans les zones anglaise et américaine. L'Union englobe « les pays rhénans, » c'est-à-dire : Province rhénane, Nassau, Hesse rhénane, Starkenbourg, Palatinat ;

deux secrétariats se trouvent l'un à Cologne, l'autre à Wiesbaden. Pour la première fois apparaissent, dans ce document d'allure quasi officielle, des expressions telles que « la nation rhénane ; » un article du programme demande « la diffusion de la civilisation rhénane, de l'amour du pays et de ses traditions. » L'Union veut une confédération allemande, mais, pour les Rhénans, « l'union de toute la race rhénane en un seul État confédéré, dont l'établissement prochain doit être réalisé par tous les moyens. » Dans les territoires occupés sera créée immédiatement « une représentation populaire auprès de la Haute-commission à Coblentz. » La démocratie rhénane s'appuiera « sur des bases foncièrement religieuses, » mais elle a un programme social très développé. Les questions économiques doivent passer au premier plan ; elles seront traitées en plein « accord entre tous les États de la nation rhénane. »

VI

Avec la fondation et les progrès de l'*Union populaire rhénane*, la question des pays rhénans entre dans une phase nouvelle. D'une part, les séparatistes, brisant les cadres des anciens partis, constituent eux-mêmes un grand parti avec un programme général de réformes politiques et sociales. Ils reviennent ainsi à cette politique sociale, qui fit autrefois la force et la popularité du Centre, la gloire d'un Windthorst ou d'un Mallinckrodt, et que le parti, depuis la mort de Bismarck, a désertée pour sacrifier aux idoles pangermanistes. D'autre part, la question rhénane apparaît de plus en plus en corrélation avec la future constitution de certaines autres parties de l'ancien Empire allemand, où le mouvement

autonomiste, en ces derniers mois, a pris un développement caractérisé.

Au Congrès du Centre, à Cologne, nous avons vu que l'unité du *Reich* allemand n'était pas discutée. Ce qu'il s'agit de savoir, ce n'est donc pas s'il existera une unité allemande, mais quels en seront la forme, la constitution et l'esprit, quels seront les droits respectifs des États ou des pays qui la composeront, et de l'organe fédéral. Le projet du ministre Preuss, qui supprimait tous les anciens États historiques pour tracer de nouvelles circonscriptions administratives, est abandonné. Parlant au président du *Reich*, venu à Stuttgard en août dernier, le ministre de l'Intérieur du Wurtemberg s'élevait contre tout essai de « centralisation à l'exemple de la Révolution française de 1789, » et déclarait que « l'Allemagne ne pouvait pas être gouvernée ni administrée par un seul centre. » Mais quels seront les « centres » et quels seront les droits de chacun d'eux? C'est le même problème qu'a traité, devant l'Assemblée nationale, le 16 octobre, le ministre de l'Intérieur Koch. « La question essentielle sera de savoir, disait le lendemain la *Gazette de Francfort*, si chaque pays, chaque État particulier pourra prendre lui-même les décisions à venir suivant ses désirs ou ses intérêts particuliers, ou si l'em-

pire seul aura le droit de prendre ces décisions conformément aux besoins de l'ensemble de la nation et de la patrie allemande. » Que la nouvelle constitution ait « prescrit cette seconde voie, » la *Gazette de Francfort* s'en félicite et demande qu'on y persévère, mais c'est vers d'autres solutions que, dans les parties occidentale et méridionale du *Reich*, incline l'opinion publique. La politique d'Empire a entraîné l'Allemagne aux abîmes, elle a soulevé contre elle la réprobation universelle ; c'est un risque que sont résolus à ne plus courir les anciens pays historiques que la Prusse a conquis ou forcés par les armes à entrer dans l'Empire ; ils ne veulent plus qu'une étroite dépendance les oblige à recevoir de Berlin, tantôt la guerre par la volonté des Hohenzollern, tantôt la révolution par la volonté de la démagogie.

Ainsi se pose aujourd'hui le problème, et c'est le mérite des pays rhénans d'en avoir formulé les termes. Mais le mouvement est loin de se limiter aux pays rhénans. Sans parler d'une « Grande Thuringe » qui se cherche, et d'une Saxe qui ne veut pas être absorbée, un profond travail politique s'accomplit actuellement dans les États du Sud. En Bavière, le parti populaire, *Bayerische Volkspartei*, dont le chef est le docteur Heim, mène une campagne très active et très fructueuse contre

la fraction du Centre allemand inspirée par Erzberger et s'est définitivement séparé d'elle. Les associations paysannes, très puissantes en Bavière, combattent à la fois la trop grande influence des organisations ouvrières qui prennent leur mot d'ordre à Berlin et la nouvelle constitution d'Empire trop centralisée à leur gré; elles sont nettement particularistes, royalistes et antisocialistes. Le docteur Heim, qui est à la tête de toutes ces associations rurales, n'hésite pas à qualifier de « traîtres au pays » les députés bavarois qui ont voté cette constitution. « Je suis fédéraliste, s'écriait le docteur Heim au récent congrès de Munich, parce que je vois dans le fédéralisme le salut de l'Allemagne. » Et le ministre des Finances de Bavière, M. von Speck, déclarait dans un meeting: « L'Allemagne ne peut vivre qu'avec le système fédéraliste. Prochainement le peuple bavarois se prononcera par voie de plébiscite sur cette question vitale. » Le parti populaire, sous la direction du comte von Bothmer et du docteur Heim, a créé l'Union allemande, *Deutscher Bund*, qui se propose d'entrer en contact avec les partis fédéralistes qui, dans les autres pays allemands, se donnent pour programme de lutter contre la centralisation « suivant le modèle français, » et d'empêcher l'Allemagne de devenir une Grande

Prusse. Le parti se prépare à mener énergiquement la lutte au moment des élections qui auront lieu en avril ; il peut compter sur l'appui des conservateurs et de beaucoup de libéraux revenus des expériences socialistes. S'il l'emporte, le comte von Bothmer et le docteur Heim tendront la main au parti autonomiste et fédéraliste rhénan, dirigé par le docteur Dorten, dont les intérêts et les tendances concordent sur les points essentiels avec les leurs.

L'activité politique de la Bavière et des pays rhénans trouve un écho très sympathique en Hanovre où le parti guelfe, dirigé par M. von Danenberg, compte des partisans de plus en plus nombreux et dont l'activité s'étend jusque dans le Brunswick et le Oldenbourg, et même jusqu'aux anciennes villes libres de Brême et de Hambourg. Entre les chefs de ces différents mouvements s'établit tout naturellement un programme commun dont les deux points fondamentaux sont : plus de suprématie prussienne, plus de directions néfastes venues de Berlin ; formation d'un certain nombre d'États allemands égaux entre eux, jouissant d'une autonomie très complète et constituant une fédération.

Ainsi se précise et mûrit la question du Rhin ; elle est liée aujourd'hui à tout le problème de la

constitution nouvelle de l'Allemagne. Partout des partis autonomistes et fédéralistes puissants s'organisent; ils ne sont pas toujours entièrement d'accord sur le but final à atteindre : il y a plus que des nuances entre la conception de M. Trimborn qui ne dépasse guère l'autonomie administrative, et celle du groupe du docteur Dorten qui veut une fédération d'États jouissant d'une très large autonomie, ou encore celle du parti populaire bavarois, ou enfin la conception socialiste Hessoise de M. Ulrich qui admettrait une fédération plus centralisée sans qu'aucun des États puisse exercer une prépondérance sur les autres. Mais les représentants de ces différentes conceptions sont tous d'accord que le premier stade doit être : plus d'hégémonie prussienne. Par une étrange ironie de l'histoire, c'est le parti social-démocrate qui reprend à son compte la politique unitaire et centraliste, la politique de conquête en Allemagne et hors d'Allemagne que conduisit autrefois son grand adversaire Bismarck.

VII

Que de fois, avant la guerre, n'avons-nous pas entendu dire par des gens qui avaient séjourné en Alsace-Lorraine et qui se croyaient bien renseignés : « la germanisation fait de grands progrès; il reste bien peu de choses du sentiment français... » Or, il restait tout; la germanisation, depuis dix ans, n'avait fait que reculer. Quand on se représente tout ce que la Prusse a fait, depuis 1815, pour prussianiser les pays du Rhin, aux fonctionnaires qu'elle y a envoyés, aux écoles, aux universités, aux casernes qu'elle y a multipliées et où le cerveau malléable des indigènes devait recevoir l'empreinte indélébile, au prestige que donnent la victoire et la prospérité matérielle, à cet étau prussien qui comprimait les âmes dans

une doctrine d'État comme il sanglait les corps dans un uniforme, on est stupéfait de retrouver si vivant le caractère original des populations indigènes et de le voir se manifester par des aspirations de plus en plus précises vers l'indépendance et la liberté.

Ce peuple, qui se réclame du principe des nationalités, a le droit d'être entendu au moment où s'édifie une Europe nouvelle fondée sur le respect de ce principe même ; il ne prétend pas se dissocier d'avec les autres rameaux du grand arbre germanique, mais il réclame le droit de se gouverner lui-même, de n'être plus entraîné dans une guerre, pour des intérêts ou des querelles qui lui sont étrangers, contre un peuple qui a eu sur son développement national et sur sa civilisation une influence séculaire et bienfaisante. Gardons-nous, avec notre esprit latin toujours porté à généraliser et à simplifier, de juger les autres pays d'après le nôtre. La nationalité française, adéquatement réalisée dans la nation française, est la plus ancienne, la plus unifiée, la plus cohérente de l'Europe. Nous portons en nous, comme un héritage de la Rome des Césars et de la Rome des Papes, la notion, le culte de l'unité. Il n'en va pas de même des autres nations. Le peuple anglais, dont la conscience nationale est,

avec la nôtre, la plus ancienne, n'a-t-il pas une Irlande qui le hait, voire un Pays de Galles et une Écosse qui ne veulent pas être confondus avec l'Angleterre ? Le ciment de l'unité italienne est encore tout frais. L'Espagne est travaillée par le particularisme provincial. La guerre et la révolution ont disloqué la Russie. L'histoire de la France est celle de son unité ; depuis ses origines, elle est en marche vers l'unification et la centralisation ; ses traditions sont toutes de concentration, de fusion. Tout opposée est la loi du développement des pays allemands ; elle est faite de particularisme, d'autonomies municipales, régionales, de fédéralisme. L'Allemagne a acclamé Luther parce qu'il défendait l'indépendance des princes et des villes contre le Pape et l'Empereur. L'unité allemande a été imposée par le canon et les baïonnettes ; elle est l'œuvre des Prussiens dont le sang n'est guère allemand ; c'est la conquête prussienne qui a brisé les particularismes historiques, foulé aux pieds le droit des peuples et prétendu ramener l'esprit allemand au niveau peu élevé de la mentalité prussienne en obligeant l'Allemagne à entrer dans l'armature étroite et rigide du caporalisme et du fonctionnarisme prussiens. Mais, sous la chape de plomb, l'âme historique de l'Allemagne a survécu ; elle réapparaît

aujourd'hui dans sa pluralité, dans sa variété ; elle tend à revenir à la loi de son évolution traditionnelle. Dans la détresse, les Français, comme un troupeau menacé par les fauves, se serrent les uns contre les autres, font bloc autour du gouvernement et de la capitale ; les Allemands, au contraire, se disjoignent ; chacun tourne les yeux vers son groupe naturel, vers sa capitale historique, et il apparaît à chacun que le meilleur moyen d'être un bon Allemand, est d'abord d'être un bon Rhénan, un Bavarois, un Hanovrien, un Saxon. Voilà d'abord ce qu'il faut bien voir quand on veut comprendre les passions qui agitent l'Allemagne depuis sa défaite et la chute des trônes.

Le mouvement autonomiste, dont nous avons relaté les différentes phases, n'est nullement artificiel, nullement provoqué par les alliés vainqueurs ; il a ses racines jusque dans l'histoire lointaine des pays allemands, dans leur constitution géographique même ; il répond aux aspirations instinctives et profondes des peuples. Il était naturel que la région rhénane fût celle où ces tendances autonomistes se manifestassent le plus tôt et avec le plus d'énergie, non parce qu'elle est occupée par les troupes alliées, mais parce que, à travers les siècles, c'est là que l'histoire et la civilisation allemandes se sont déve-

loppées avec le plus d'éclat et d'intensité au contact de la civilisation latine de l'Occident. Ce peuple a le droit de disposer de ses destinées et ce serait mal interpréter le principe des nationalités, sur lequel repose tout l'édifice de la paix, que de lui en contester le bénéfice.

Lorsque, de Berlin, on cherche à discréditer le mouvement rhénan, on l'accuse de servir les intérêts de l'étranger, de trahir la patrie allemande et de n'exister que par la protection des armées victorieuses. En réalité, si les autorités d'occupation avaient, durant cette première année, été autorisées par les gouvernements alliés à soutenir ouvertement les aspirations autonomistes, la République rhénane serait aujourd'hui une réalité vivante. Le mot d'ordre, que ces populations, peu habituées à l'initiative, attendaient, ne fut pas donné. Fut-ce par un respect exagéré pour un principe mal interprété? Fut-ce par une étrange méconnaissance du caractère vrai des revendications rhénanes? L'histoire le dira, car nous ne pouvons croire que ce soit par une opposition de nos alliés qui dénoterait chez eux, outre des sentiments qui ne peuvent pas être les leurs, une incompréhension radicale de leurs propres intérêts et de la situation politique dans l'Europe d'après la guerre.

Si la liberté rhénane est une plante naturelle, produit du terroir et de l'histoire, c'est une plante délicate dont les premiers ans ont besoin d'être protégés contre les ennemis qui la voudraient détruire. La fureur des Prussiens aurait frappé les hommes énergiques qui se faisaient les porte-parole du peuple rhénan et aurait étouffé toute velléité d'autonomie par les procédés qui lui sont habituels, si les chefs des armées alliées ne s'y étaient opposés. Dans la zone française, le général Mangin, commandant la 10ᵉ armée française en Hesse et dans une partie de la Prusse rhénane, et le général Gérard, commandant la 8ᵉ armée dans le Palatinat, se sont acquittés de cette tâche délicate avec une fermeté et une réserve qui leur ont gagné la confiance des populations : elles se sentaient protégées sans redouter de se trouver contraintes. Lorsque, au mois d'octobre dernier, les deux grands chefs français, ainsi que le général Fayolle commandant du groupe d'armées, furent simultanément remplacés, par suite d'une organisation nouvelle, par le seul général Degoutte, il y eut parmi les Rhénans, surtout dans la zone du général Mangin, outre des regrets justifiés, quelque incertitude et quelque appréhension. De fait, ils purent se demander si le nouveau commandant en chef n'avait pas reçu des ordres trop

rigoureux d'abstention, quand ils le virent refuser l'autorisation, accordée dans les zones des autres armées alliées, d'afficher dans la zone française, de beaucoup la plus étendue, la proclamation de l'*Union populaire rhénane*. Les Rhénans ont pu se rendre compte que l'éminent chef qu'est le général Degoutte, pas plus que ses glorieux prédécesseurs, ne les abandonnera aux vengeances prussiennes. Le complot qui a menacé la vie du docteur Dorten leur en a fourni la preuve.

Déjà, à trois reprises différentes, par ordre des gouvernants de Berlin, le docteur Dorten avait été arrêté, deux fois par les autorités prussiennes en zone anglaise et américaine, une fois par les autorités hessoises en zone française; il s'agissait d'enlever le chef du mouvement séparatiste, de le transporter en territoire non occupé pour lui intenter un procès de haute trahison. Chaque fois ces tentatives de violence et d'arbitraire ont été déjouées par les chefs militaires alliés et le docteur Dorten remis en liberté. Dans les premiers jours de 1920, nouveau complot : il s'agissait de supprimer Dorten comme l'a été Kurt Eisner. Le chef de la police de Wiesbaden et trois de ses agents ont été arrêtés le 19 janvier par les autorités françaises; à l'instigation d'un ministre socialiste prussien ils auraient soudoyé et armé un assassin

pour débarrasser les gouvernants de la Prusse et du *Reich* d'un patriote rhénan dont les idées et les succès paraissent à Berlin de plus en plus dangereux. Cette affaire prouve et la ténacité des haines prussiennes et l'efficacité vigilante de la protection alliée.

Après la mise en vigueur du traité, le commandant de l'armée d'occupation n'a plus qu'un rôle strictement militaire, la direction politique relevant de la haute commission interalliée siégeant à Coblentz sous la présidence de M. Paul Tirard, assisté d'un haut commissaire anglais, américain et belge. « Les administrations allemandes, disons pour être plus précis et exact, les administrations prussiennes, reprenant l'entière disposition et l'entière autorité sur les services publics de la rive gauche du Rhin, la commission interalliée conserve simplement, aux termes du traité de paix, le droit de veiller à la sécurité des armées d'occupation et de prendre toutes mesures de protection, de façon à préserver les troupes d'occupation contre les désordres éventuels [1]. » Dans la limite de ses attributions, la Commission a le droit de rendre des ordonnances qui ont force

1. Discours de M. Paul Tirard, haut-commissaire de la République dans les provinces du Rhin, au banquet de l'Union des grandes associations françaises, le 22 octobre 1919.

de loi et, si limité que paraisse au premier abord son pouvoir, il est en réalité très étendu, puisque c'est en définitive à la Commission, s'appuyant sur les armées occupantes, qu'incombe la charge et les responsabilité de l'ordre. « Personne en France, conclut M. Tirard, pas plus que dans les autres démocraties alliées, personne n'admettra que la force des baïonnettes qui ont combattu pour la liberté, vienne soutenir une administration de tyrannie au profit de qui que ce soit. »

Les Alliés ont lutté pour délivrer l'Europe du danger permanent du « militarisme prussien. » Or les Allemands, eux aussi, ou tout au moins une partie d'entre eux, demandent à être délivrés du régime prussien, dont le « militarisme » est l'expression la plus complète. A ceux-là, les Alliés ne peuvent refuser leur appui. La France, tout particulièrement, peut et doit avoir une politique rhénane, ou plutôt une politique allemande. La France de 1871, vaincue et mutilée, repliée derrière les Vosges, pouvait rester, en face de l'Allemagne, dans une attitude de réserve et d'expectative; victime de la force, elle attendait l'heure de la justice. Mais la France de 1920, la France victorieuse, revenue sur le Rhin, n'est pas libre de ne pas avoir en Allemagne une politique active. Alsace oblige. Cette politique a été

très heureusement définie, à la Chambre et au Sénat, par plusieurs orateurs, notamment par M. Maurice Barrès qui s'est trouvé d'accord sur les points essentiels avec M. Albert Thomas ; elle a été approuvée par la presque unanimité du Parlement ; elle se formule d'un mot, chargé de sens et d'histoire : c'est la défense des libertés germaniques.

Les bords du Rhin, dont la rive gauche tout entière et la rive droite jusqu'à 50 kilomètres sont interdites, par le traité de Versailles, aux troupes du *Reich* allemand, peuvent devenir comme un champ d'expériences où la civilisation occidentale, représentée surtout par la France et la Belgique, viendra se mesurer, dans une concurrence pacifique, à la civilisation allemande. Les populations rhénanes reprendront ainsi leur grand rôle historique et retrouveront leur personnalité nationale. La France, d'accord avec ses alliés, peut et doit les y aider. Nous n'avons pas à dire par quels moyens d'ordre économique, politique et moral elle peut y parvenir. En décrivant la naissance et le développement, dans la région rhénane, d'un mouvement autonomiste, nous avons essayé d'établir la légitimité et la nécessité d'une telle politique dans l'intérêt de la France, de l'Allemagne elle-même et de l'huma-

nité. Le traité de paix est entré en vigueur. La Société des Nations et les gouvernements sont saisis des notifications et des demandes pressantes des Rhénans. La paix de l'avenir dépend de la solution que les Alliés sauront donner à la question d'Occident.

CHAPITRE III

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE ORIENTALE [1]

« Et maintenant il faut recoudre. » Le mot fameux de Catherine de Médicis devrait devenir, après l'éclatante victoire de leurs armes, la maxime directrice de la politique des Alliés.

Aussitôt que la guerre eut brisé les cadres dynastiques, militaires et gouvernementaux des anciens États fondés sur le principe féodal que la personne du souverain est le lien vivant des peuples et qu'à lui seul appartiennent tous les droits, la vertu toute-puissante du principe démocratique que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, pourvu qu'ils soient en

1. *La reconstruction de l'Europe orientale* a paru dans la *Revue des Deux Mondes* le **15 janvier 1919**.

mesure de constituer un État capable de civilisation et d'ordre, fit éclater les vieilles monarchies et ne laissa plus, à leur place, qu'une poussière de nationalités, petites ou grandes, occupées, dans le fracas des batailles finissantes, à rompre tous les vieux liens pour achever leur émancipation. Chacune d'elles fait diligence pour tracer, anssi loin et aussi profond que possible, le fossé qui la séparera de ses voisines, pour formuler au maximum ses revendications et grouper tous les éléments qui se réclament d'une même nationalité afin d'en bâtir un État fondé sur le consentement libre et spontané de tous ceux qui seront appelés à y entrer. Il était naturel que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes produisît d'abord un phénomème général de désagrégration, de fragmentation.

Mais, pas plus que l'individu humain, l'individu nation ne vit seulement de liberté. Les nations, si justement attachées qu'elles soient à l'indépendance, doivent cependant reconnaître qu'il existe entre elles, comme entre les hommes, des interdépendances obligatoires résultant des conditions naturelles dans lesquelles s'exerce leur activité. La vie de relations entre les peuples est asservie à des fatalités d'ordre géographique, climatologique, économique. Les États qui sont en train

de naître à l'indépendance ne trouveront pas tous dans les frontières où le temps et l'histoire ont tracé sur la carte les contours de leur domaine national, l'ensemble des conditions indispensables à la satisfaction des besoins essentiels d'un peuple civilisé. Ils sont pour un moment, qui sera court, tout à la joie de l'indépendance enfin conquise; mais, à mesure que se développeront leurs libres énergies, ils s'apercevront qu'ils ont avec leurs voisins des contacts inévitables, des rapports nécessaires qui les amèneront à de mutuelles concessions, à des services réciproques, à moins que ce ne soit à des conflits d'intérêts. Bientôt s'imposera le besoin de certains rapprochements, selon les affinités naturelles, historiques, religieuses, linguistiques, politiques, économiques de chaque peuple; il s'agira d'obtenir l'accès à la mer, à un grand fleuve, à un chemin de fer important, de s'assurer un contingent annuel de telle matière première. Alors, entre les tronçons des anciens empires, disloqués suivant les lignes de fracture ethnographiques, des associations se créeront dans lesquelles chaque partie, gardant sa pleine indépendance, s'accordera avec une ou plusieurs autres pour former soit une union douanière, soit une alliance militaire, soit une fédération politique. Aux phénomènes de fragmenta-

tion succéderont des faits de regroupement, de remembrement.

En face de l'Allemagne, plus unifiée en apparence sous sa nouvelle façade démocratique qu'elle ne l'était au temps de ses dynasties, autour du bloc germanique compact, dont les éléments hétérogènes vont être séparés, cette nécessité d'unions et de groupements s'impose avec force aux nouveaux États qui ont mis le vin nouveau de l'indépendance dans les vieilles outres imprégnées du venin des rancunes historiques. Il appartient aux puissances alliées, dont la victoire a émancipé les nations nouvelles, de les orienter dans cette voie, de leur faciliter les premières démarches et les concessions nécessaires ; elles ont elles-mêmes le plus grand intérêt à ne pas laisser s'éparpiller, tout autour de l'Allemagne, une série de petites nations, sans liens les unes avec les autres, parmi lesquelles l'esprit de conquête et de domination, qui n'est pas mort dans la race germanique, trouverait un terrain tout préparé pour ses intrigues politiques et ses manœuvres d'impérialisme économique. La politique allemande a toujours été habile à susciter les jalousies, à exciter les rivalités, à exploiter les divisions; les Alliés au contraire ont intérêt à préparer des réconciliations, à promouvoir des

ententes, à lier en faisceaux solides les petits États isolés. Cette œuvre de reconstruction de l'Europe en fonction du péril allemand s'impose aux puissances qui ont combattu et vaincu, dans la plus terrible des guerres, pour le droit des peuples ; il leur faut maintenant assurer aux nations libérées par leur sang une sécurité durable et organiser leur collaboration au salut commun pour la consolidation de la paix. Si les Alliés, par inertie ou pusillanimité d'esprit, n'osaient pas entreprendre et ne savaient pas mener à bien ce travail d'architecture politique et sociale, ils perdraient le fruit de leurs victoires.

Nous voudrions esquisser quelques-unes des grandes lignes de cette reconstruction qui, après les effroyables bouleversements de la guerre, va donner à l'Europe la physionomie nouvelle qu'elle gardera sans doute pendant des siècles. Puissions-nous contribuer à éviter ces erreurs irréparables qui, dans la fondation de l'édifice, en vicient radicalement toute l'économie, en compromettent la solidité et menacent la sécurité des hommes qu'il doit abriter ! Nous jetterons, sans entrer dans les détails et en évitant les discussions, un coup d'œil d'ensemble sur l'Europe orientale.

I

L'Europe orientale, de la Vistule à l'Oural, et de l'Océan glacial au Caucase, est une immense plaine, sans relief, sans montagnes et sans pierres, où la séparation des terres et des eaux semble inachevée : pays de marais, de forêts humides, de riches terreaux noirs ; pays sans os, invertébré : c'est l'ancien Empire des Tsars. Le paysan aime la terre, mais comme il trouve, dans toute l'étendue de la Russie prolongée par la Sibérie, le même sol, il n'est pas, comme chez nous, attaché à son coin de terre ; il se déplace, il émigre facilement. Entre la plaine russe et la plaine de l'Allemagne du Nord, en passant par la plaine polonaise, pas de frontières naturelles ; pas de contraste non plus entre les plaines russes et les plaines

ukrainiennes jusqu'aux premières pentes des Carpathes. Des peuples très divers, dont les plus nombreux sont slaves, habitent ces immenses contrées; des dominations multiples s'y sont combattues et s'y sont succédé : Empire mongol, Empire polonais, Empire lituanien, Empire russe, englobant tout ou partie des grandes plaines sans fin. Tous ces États historiques ont eu un pareil destin : une ère de formation et de croissance, un maximum d'extension, une période de déclin ; tous ont correspondu à l'évolution sociale et politique d'un peuple. Aucun de ces peuples n'a disparu; de chacun d'eux il subsiste des groupes ethniques plus ou moins importants, depuis ces petites tribus du Caucase qui ont survécu dans un repli de la montagne comme des échantillons de races disparues, jusqu'à de grandes nations comme les Polonais. Des mélanges se sont produits; les peuples de l'ancienne Russie sont comparables aux essaims d'abeilles constitués par un noyau compact autour duquel voltigent des insectes dont les rangs sont moins serrés à mesure qu'ils s'éloignent du centre. Les frontières ethnographiques sont difficiles à tracer; les revendications nationales s'enchevêtrent et se combattent. Si l'on regarde une série de cartes historiques des territoires de la Russie, on s'aper-

çoit que ces empires successifs se sont étendus, au moins partiellement, sur les mêmes territoires. Ils présentent schématiquement l'aspect d'une série de cercles qui ont chacun leur centre, mais dont les circonférences se coupent. Quelles que soient les frontières futures, si scrupuleusement que les Alliés cherchent à faire droit à toutes les revendications légitimes, il y aura toujours, dans l'ancien Empire des Tsars, comme dans l'ancien Empire des Habsbourg, dans les Balkans et en Turquie d'Asie, des minorités qui devront accepter la loi des majorités, mais à qui seront assurées des garanties pour leur langue et leur culture particulières.

Les Tsars de Moscovie, peu à peu, à partir du XVI[e] siècle, rassemblèrent sous leur autorité toutes les terres peuplées de Russes. De tous les membres de la grande famille, seuls les Ukrainiens ou Petits-Russes de Galicie et de Hongrie, que Vienne appelait Ruthènes, restèrent en dehors de l'immense Empire. En revanche, par conquête ou par héritage, les Tsars rangèrent sous leur sceptre, sur tout le pourtour de leurs États, des peuples qui n'étaient pas Russes et qui souvent même n'étaient pas Slaves. Au Nord-Ouest, le traité de Viborg, en 1812, fit du Tsar un grand-duc de Finlande. A l'Ouest, le long de

la Baltique, furent annexés les Esthoniens qui sont un rameau de la grande famille finnoise; plus au Sud, les Lettons et leurs cousins germains les Lituaniens, qui appartiennent à une très ancienne race indo-européenne. A l'Ouest encore, la Russie prit sa large part du dépeçage de la Pologne. Au Sud, elle absorba en 1878 la partie roumaine de la Bessarabie par où elle devint riveraine des bouches du Danube. Catherine II acquit en 1784 la Crimée dont la population est en partie tatare. La conquête du Caucase et de la Transcaucasie réunit à l'Empire des populations géorgiennes, arméniennes, tatares, sans compter toutes les tribus de la montagne qui parlent plus de cent langues différentes. Au Sud-Est la domination russe engloba le groupe compact des musulmans du Turkestan, entre la Caspienne, l'Hindou-Kouch et les Pamir. A l'Est enfin, la Russie atteignit le Pacifique, soumettant des populations mongoles, turques, mandchoues, colonisant des terres vierges, y portant la civilisation, créant dans les steppes sibériens et les vallées des grands fleuves une véritable Russie nouvelle. De l'ancienne domination mongole, il subsiste, à l'intérieur même de l'empire, dans le bassin de la Volga, de nombreux îlots musulmans, débris d'anciennes nations, demeurés là quand la

grande marée des invasions turco-mongoles reflua vers l'Asie. Leur centre principal est Kazan. Tartares, Tchérémisses, Tchouvaches, Bachkirs, Mordvines, Kalmouks, etc., atteignent le chiffre de sept millions. Ils se rattachent, par la nombreuse confédération des Khirgizes, aux masses musulmanes du Caucase, du Turkestan et de l'Asie Centrale.

Ainsi, un énorme noyau central composé des trois grandes fractions du peuple russe : Grands-Russes, Blancs-Russes, Petits-Russes ou Ukrainiens, constituant avec la Sibérie une masse de plus de cent millions d'âmes, dont soixante millions pour les seuls Grands-Russes ; et, tout autour, comme autant de ballonnets formant ceinture à un gros ballon, des peuples d'autres races qui, presque partout, séparent la Russie des États de l'Europe centrale et l'éloignent des mers. C'est pour percer ce cercle que Pierre le Grand voulut ouvrir sur la Baltique la fenêtre de Pétrograd. Entre tous ces peuples, un seul lien existait, la personne du Tsar de toutes les Russies, maître et autocrate, souverain commun, clef de voûte de l'édifice. Il gouvernait cette colossale masse d'hommes par un système de monarchie asiatique qui eût, somme toute, assez bien correspondu à l'état social et moral de la très grande majorité

des Russes s'il n'avait été aggravé et faussé par une bureaucratie policière et routinière. Russifier les populations non russes, souvent plus avancées en civilisation que les Russes eux-mêmes, par l'administration, par l'armée, par l'Église, était un dogme pour tout fonctionnaire impérial ; le résultat fut que les divers groupes nationaux, que cette persécution constante n'empêchait pas de percevoir l'écho des idées occidentales, prirent de plus en plus conscience de leur personnalité et aspirèrent avec plus d'ardeur à l'autonomie.

Au maximum de compression répondit, dès que les ressorts de l'autorité furent brisés, un maximum de désordre ; au maximum de centralisation un maximum d'émiettement. La décompression brusque affola les cerveaux qui n'étaient pas préparés à la liberté. Il n'existait en Russie que des classes moyennes peu nombreuses qui n'avaient elles-mêmes qu'un état-major de ces théoriciens politiques sans expérience mais non sans prétention dont M. Milioukov et M. Kerensky sont deux types également dangereux ; un prolétariat intellectuel sans emploi se jeta sur la révolution comme sur son bien et prit la direction d'une masse ouvrière inorganisée et d'une masse paysanne inorganisable. Ainsi, dans cette malheureuse Russie, quand l'or allemand et la faiblesse

de l'infortuné Nicolas II eurent précipité la révolution, tout s'écroula en même temps : les sécessions nationales s'ajoutèrent à la révolution sociale et à la jacquerie rurale pour créer un inextricable chaos. La dislocation alla jusqu'aux limites extrêmes ; les groupes nationaux non russes se détachèrent, les tronçons de la famille russe se séparèrent et l'application du système communiste fit de chaque village une communauté autonome qui fit d'abord usage de sa souveraineté de fait pour partager les terres entre ses habitants. Dislocation de l'Empire, émiettement de l'autorité, morcellement de sol, telle est la marche de la révolution russe.

On ne peut s'empêcher de remarquer que la révolution à façade socialiste que les Allemands ont faite, cherche à aboutir d'abord à la disparition des frontières intérieures, à l'unification par la démocratie ; le contraste est saisissant et pourrait avoir, si les Alliés n'y prenaient garde, les répercussions les plus dangereuses pour la sécurité future de l'Europe.

Il est difficile de donner du Bolchevisme une définition adéquate ; c'est un phénomène complexe qui a des aspects généraux et des aspects spécifiquement russes. Le Bolchevisme, tel qu'il sévit en Russie, n'était possible que dans un tel

pays. Il a fallu d'abord, pour faire éclore cette plante vénéneuse, la guerre, l'invasion, les énormes pertes que les armées ont subies et qui ont fauché l'élite de la jeunesse et presque tous les meilleurs officiers. Il a fallu le caractère de « l'homme russe », paysan primitif, illettré, prodigieusement naïf, dominé par la convoitise instinctive de la terre, capable d'un enthousiasme mystique pour un paradis humanitaire en même temps que des passions les plus bestiales, des plus généreux dévouements comme de la plus sauvage brutalité, victime prédestinée des prêcheurs d'utopies et des vendeurs de panacées. Il a fallu, enfin, la propagande et les intrigues secrètes des agents allemands.

Les Bolcheviks prétendent appliquer l'Évangile marxiste tel qu'il a été formulé par Marx et Engels dans le fameux « manifeste du parti communiste » (1847). Quand on lit les textes des décrets et décisions du gouvernement des Soviets, on a, en effet, l'impression d'une certaine logique dans l'absurde. Le Bolchevisme est dangereux parce qu'en théorie du moins, il n'est pas la pure anarchie; il se présente comme un pouvoir fort, qui gouverne au nom et au profit des masses. La réalité est tout autre et sombre dans une atroce et sanglante confusion. La Russie est entièrement

ruinée ; les ouvriers se sont emparés des usines, ont massacré ou chassé les ingénieurs et le rendement est devenu insignifiant ; il n'y a plus de commerce ; les paysans se sont emparés des terres des grands propriétaires, mais ils osent à peine les cultiver, soit qu'ils craignent des représailles, soit que, la révolution leur ayant rendu la *vodka*, ils interprètent surtout le nouveau régime comme un droit à la paresse et à l'ivrognerie. L'autorité réelle est concentrée entre les mains des commissaires du peuple : c'est la dictature de quelques individus parmi lesquels Lénine paraît être l'un des rares qui soit Russe. Il n'y a plus d'élections régulières. Les Soviets d'ouvriers et soldats et les congrès des Soviets ne sont qu'un décor, qu'une occasion de discours à perte d'haleine. Dans les campagnes, le pouvoir appartient aux paysans les plus ignorants, les plus pauvres, c'est-à-dire les moins laborieux : chaque village est en état de défiance, parfois de guerre vis-à-vis de son voisin : des bandes armées d'anciens soldats et de paysans parcourent le pays, paralysent les transports, empêchent le travail. C'est un régime d'autocratie et de terreur, sans l'excuse de la défense nationale, sous le seul prétexte de combattre la « contre-révolution », au profit d'une oligarchie d'ambitieux très habiles et d'éhontés voleurs qui

a trahi tous les intérêts du peuple russe au profit de ses pires ennemis. Les droits de l'individu sont complètement abolis. Toutes ces libertés que l'Occident appelle la Liberté et pour qui il sait vaincre et mourir, ont disparu. Les prisons sont plus pleines que sous l'ancien régime, les exécutions beaucoup plus nombreuses et plus féroces sans qu'il y ait même un simulacre de jugement ; tout individu déclaré « bourgeois », ou socialiste révolutionnaire, c'est-à-dire adversaire des Bolchevicks, est fusillé sur le champ. Sous un tel régime la Russie gît inerte, comme hébétée par tant de malheurs, dans un abîme de douleur et d'humiliation ; elle ne parvient pas à se ressaisir ; elle inspire à ses Alliés, qui ne sauraient oublier ce que ses armées ont fait pour le succès commun, un sentiment de profonde pitié ; ils souffrent d'ailleurs eux-mêmes dans leurs intérêts d'une situation si tragique et cherchent par quels moyens ils pourraient lui venir en aide sans s'exposer à la contagion bolchevique.

Après de telles secousses, la reconstruction de la Russie sera difficile et longue. Elle se fera sur des assises nouvelles. La Russie de l'avenir sera vraiment une Russie russe et non plus une mosaïque de peuples hétérogènes. Tout autour d'elle des nations indépendantes se sont constituées en

États qui resteront libres, sauf, plus tard, à user de leur liberté pour conclure un pacte d'alliance ou de fédération avec une Russie qui, cessant d'être un danger pour leur indépendance, pourra, au contraire, devenir une sauvegarde pour leur sécurité et une associée pour leur prospérité. Le double phénomène de dissociation et de reconstruction, conséquence de la guerre et des principes des Alliés victorieux, ne peut manquer, avec le temps, d'aboutir, en Europe, à la constitution d'une série de fédérations composées d'États de toutes dimensions et de formes constitutionnelles, unis entre eux par des liens plus ou moins étroits, depuis la simple alliance militaire et économique, jusqu'à une union intime, mitigée seulement par l'autonomie administrative.

La Russie de l'avenir nous apparaît sous la forme d'une vaste fédération de cette nature ; les diverses parties de la nation russe, y compris l'Ukraine, y trouveront leur place; les petites nations qui entourent la masse russe s'y agrégeront tout en gardant leur indépendance. Mais, pour le moment, la situation se présente sous un aspect tout autre ; c'est la Russie qui a surtout besoin d'aide et de secours; elle est en pleine décomposition, tandis que les nations qui l'entourent entrent dans la phase de reconstruction.

C'est ce que les « commissaires du peuple » ont compris et ce qui explique les efforts désespérés qu'ils tentent pour « bolcheviser » et détruire les États en voie de constitution. Nous verrons donc d'abord comment peuvent s'organiser les nations qui se séparent de la Russie et selon quelles affinités elles paraissent devoir se grouper ; nous tenterons ensuite d'indiquer quelles méthodes et, pour ainsi dire, quels traitements curatifs, les Alliés pourraient appliquer pour le salut de la Russie.

II

La France, au cours de sa glorieuse histoire, n'a cessé de combattre pour son existence et les libertés de l'Europe contre la masse des peuples germains. Depuis François Ier, les appétits de conquête de cette race envahissante trouvèrent d'abord leur expression dans les rêves de monarchie universelle de la « Maison d'Autriche, » puis dans la formidable machine de guerre dressée par la noblesse prussienne et ses rois Hohenzollern. Dans cette lutte séculaire, dont nous venons de vivre le plus tragique épisode, l'instinct de la conservation a fait rechercher, par les gouvernements qui se sont succédé en France, l'alliance de la Puissance, — quelle qu'elle fût, — qui, située, par rapport à notre pays, de l'autre côté de l'Al-

lemagne, pouvait, en l'attaquant sur sa face orientale, nous aider à la tenir en respect et à la vaincre. Contre le formidable empire de Charles-Quint, François Ier, roi Très Chrétien, n'hésite pas à lier partie avec Soliman, sultan des Turcs, et concerte ses coups avec les siens. Le cardinal de Richelieu est l'allié de Gustave-Adolphe, roi protestant de Suède. Louis XIV et Louis XV cherchent un appui tantôt chez les Polonais, tantôt chez les Hongrois. Napoléon Ier ébauche, et la troisième République réalise l'alliance avec la Russie. L'événement a justifié cette politique : l'offensive des armées russes a détourné sur elles, dès la fin d'août 1914, des troupes allemandes et autrichiennes dont le poids aurait pu être décisif sur le front Ouest et, jusqu'à la révolution de mars 1917, et même jusqu'au coup de force bolchevique de novembre, la Russie a retenu chez elle et souvent vaincu une partie considérable des armées allemandes et autrichiennes.

Quand la France triomphante se préoccupe de créer en Europe un état de fait qui permette d'assurer aux peuples un long avenir de paix et de stabiliser la victoire du droit, et jette ses regards par-delà « les Allemaignes », ce n'est plus la Russie qu'elle aperçoit au premier plan. Un élément nouveau modifie profondément la

carte politique de l'Europe ; c'est une bande de territoires qui vont de la mer Baltique à la mer Noire et dont la Pologne et la Roumanie occupent la plus grande étendue. Entre la masse russe et la masse germanique, des États nouveaux ou agrandis vont s'interposer ; la politique française trouvera désormais en eux « la puissance » située de l'autre côté du monde germanique ; elle ne saurait donc se désintéresser, même si elle n'avait pas d'autres raisons d'être sympathique à ces nouveaux venus, de leur croissance et de leur organisation. Après le traité de Versailles, il n'y aura plus aucun contact territorial entre l'Allemagne et la Russie ; entre elles, la Pologne et la Lituanie formeront écran. Si l'on veut bien réfléchir aux conséquences de cette modification de la carte politique de l'Europe, on s'apercevra que la résurrection de la grande victime de la politique des partages suffirait à elle seule pour modifier profondément les conditions de la vie, des relations et de l'équilibre des Puissances. La logique des faits et des caractères mettra nécessairement la Pologne, reconstituée avec Posen et la Haute-Silésie, séparant Königsberg de Berlin, en opposition avec l'Allemagne.

La Pologne sera grande ou elle ne sera pas. Une petite Pologne, telle qu'on la concevait à

Berlin en 1917, aurait été forcée de demeurer dans la mouvance de l'Allemagne; une grande Pologne ne peut être que l'ennemie du germanisme. On compte plus de 600 kilomètres de Berlin à Strasbourg, mais seulement 250 de Berlin à Posen; et, si l'on peut concevoir que l'Allemagne, guérie de l'impérialisme conquérant, désabusée de sa « mission divine » et enfin convaincue que Bismarck a été pour elle un fléau, reconnaisse que ce fut pour son malheur qu'elle arracha en 1871 des cœurs français à la patrie française, il est difficile de croire qu'elle se résigne facilement à la perte de ces provinces polonaises d'où l'aristocratie prussienne tirait sa force sociale et politique et qui s'enchevêtrent si étroitement dans les pays allemands. « La marche de l'Est, a dit un jour le chancelier Bülow, est plus inquiétante que la ligne des Vosges. »

La Pologne devra donc se tenir sur ses gardes, rester forte et unie, chercher des sûretés du côté des puissances dont la victoire la libère aujourd'hui. Une Pologne solide est nécessaire à la constitution de l'Europe nouvelle et à la sécurité de la France. Les Alliés y feront entrer tous les pays peuplés de Polonais et s'efforceront d'y rattacher, par un lien fédéral ou une simple alliance, les États voisins qui, librement et sans contrainte,

trouveraient leur avantage à associer leur fortune à la sienne.

Le jeu de l'Allemagne sera naturellement inverse; depuis ses défaites de 1914 sur la Marne et l'Yser, son dessein a été de trouver en Russie le bénéfice de la guerre; elle n'y a pas renoncé; elle recherchera dans l'avenir l'amitié de cette Russie qu'elle a empoisonnée de bolchevisme, elle travaillera à la conquérir économiquement et moralement et à s'en faire une alliée afin de tenir la Pologne entre deux feux, de l'étouffer entre deux masses. Mais la Pologne, affranchie du joug russe, n'a pas de raisons irréductibles de rester en mauvaise intelligence avec une Russie guérie du bolchevisme et reconstituée en une fédération démocratique de peuples et d'États. Il appartiendra à la politique française de ménager un rapprochement que la Pologne sera naturellement amenée à souhaiter; l'influence de la civilisation polonaise, plus occidentale et européenne que celle de sa grande voisine, sera nécessaire au développement de la Russie nouvelle; elle seule, avec l'aide de la France et de ses alliés, peut l'empêcher de devenir une dépendance économique de l'Allemagne et un terrain d'expansion pour la race germanique. L'alliance franco-russe est née d'un besoin impérieux de sécurité : la politique fran-

çaise sacrifia à cette nécessité vitale ses sentiments anciens de sympathie et de pitié pour la Pologne, car la Russie des Tsars et des *Tchinovniks* n'admettait pas, pour son malheur, qu'il y eût une question polonaise. Mais, dans l'Europe d'après la guerre, il faut bien voir que la Pologne, la Roumanie, la Bohême prennent à nos yeux une part de l'importance qu'avait naguère la Russie. Ce qui est capital aujourd'hui, pour nous comme pour nos alliés, c'est évidemment l'existence d'une Russie forte, mais c'est aussi et surtout la bonne harmonie entre cette Russie et la Pologne. En dépit de souvenirs douloureux, l'accord, entre elles, fondé sur les intérêts, sera moins difficile à réaliser qu'on ne l'imagine.

La grande Pologne qui sortira du traité de paix, conformément aux principes des Alliés et du président Wilson, n'est pas la Pologne historique qui, au temps de sa plus grande splendeur, allait de la Baltique à la mer Noire, et s'étendait sur des régions où il ne reste souvent, de sa domination passagère, qu'un souvenir qui n'est pas toujours un bon souvenir. C'est la Pologne nationale où entreront toutes les populations qui ont une conscience polonaise. A l'ancien « royaume du Congrès » viendraient ainsi s'adjoindre plus de quatre millions de Polonais annexés par la Prusse

et qui, malgré toutes les mesures d'oppression et de germanisation, ont conservé et même développé leur caractère national et l'ardeur de leur patriotisme. L'union des classes sociales, sous la direction des propriétaires et du clergé, a sauvé le polonisme et rendu inopérante toute la législation prussienne d'éviction et de spoliation montée, comme une machine de guerre, par Bismarck en 1886 et par Bulow en 1908. Oppression des consciences catholiques pendant le Culturkampf, oppression des consciences enfantines à l'école, expropriation de la terre : tout a été vain. Non seulement la langue polonaise et le catholicisme, qui a été, à travers l'histoire, le cadre et la sauvegarde de la nationalité polonaise, n'ont pas reculé, mais ils ont gagné du terrain. Sans parler des groupes d'ouvriers polonais établis dans les grandes villes industrielles de la Westphalie et des provinces rhénanes, sans compter les centaines de mille Polonais qui sont allés chercher aux États-Unis la liberté et qui en sont revenus si nombreux pour s'engager dans l'armée polonaise organisée sur le sol français, ce « peuple de lapins » a conquis toute la haute Silésie et avancé vers l'Ouest sa frontière linguistique et nationale.

Les régions où dominent les Polonais et celles

où dominent les Allemands sont faciles à délimiter. Si la loi de 1908 a permis à la Commission prussienne d'expropriation d'établir quelques villages allemands au milieu des terres polonaises, ces îlots artificiellement créés, au mépris de toute justice, ne sauraient entrer en ligne de compte quand il s'agira de déterminer le caractère national d'une région. Les Allemands en seront quittes pour transplanter une seconde fois ces colons officiels sur un autre domaine. Les Polonais occupent en masses compactes, où les majorités nationales atteignent souvent, même d'après les statistiques allemandes, 80 et 90 pour 100, les régions de la Silésie, de la Posnanie, de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale qui confinent à l'ancien Grand-Duché de Varsovie. Dans les parties polonaises, la proportion des Allemands n'est importante que dans les villes ; mais il faut tenir compte qu'il n'y a pas de Polonais parmi les fonctionnaires et employés du gouvernement, sauf dans les emplois tout à fait subalternes, et que les troupes de garnison étaient pour la plupart allemandes, les recrues polonaises étant systématiquement expédiées dans l'Ouest. Ces éléments n'entreront plus en ligne de compte quand l'État polonais sera constitué ; en revanche, une grande partie des 600.000 ouvriers polonais que les lois

de spoliation ont obligés à aller chercher du travail dans l'Ouest, reviendront dans leur pays d'origine dès qu'ils seront assurés d'y trouver le pain et la liberté.

Lorsque M. Scheidemann affirmait, dans la *Neue Zurcher Zeitung* du 20 mai 1917, que la Pologne prussienne est tout entière un territoire mixte « où telle commune peut donner 51 voix polonaises contre 49 allemandes, tandis que ce rapport est inverse dans les communes voisines, » et qu'il en concluait qu'il serait absolument impossible de séparer ces territoires de l'État prussien, il se trompait volontairement et lourdement. En Posnanie, d'après les statistiques linguistes et scolaires prussiennes très favorables aux Allemands, l'élément polonais a la prépondérance absolue dans 33 districts sur 42; dans trois autres il dépasse 40 pour 100; dans les six autres la proportion des Polonais est de 25 à 35 pour 100; les districts les moins polonais sont situés à la pointe Ouest et Nord-Ouest de la Posnanie. Une étude de la population par communes montrera qu'il est facile de tracer une frontière qui suivra presque exactement les limites ethnographiques.

En Prusse occidentale, 14 districts sur 29 ont une forte majorité polonaise, 4 autres ont une

très forte minorité qui dépasse 40 pour 100. Dans cette province la masse polonaise forme comme une sorte de colonne dressée du Sud au Nord parallèlement à la Basse-Vistule ; elle se rattache par un large pédoncule à la masse polonaise dans la région de Thorn. Les Allemands qui, dans leur poussée historique vers l'Est, ont toujours cherché à s'assurer la maîtrise des points de passage, ont établi de fortes colonies le long de la Vistule ; ils dominent dans le Delta. Les Polonais s'avancent vers le Nord, surtout sur la rive gauche du fleuve, et vont rejoindre au Nord-Ouest de Dantzig les populations Kachoubes qui, par la langue et la race, sont leurs proches parentes et qui, historiquement, ne font qu'un avec eux. Par là, les Polonais sont riverains de la Baltique sur plus de cent kilomètres ; ils s'étendent jusqu'à la ville de Dantzig qu'ils appellent Gdansk ; mais les côtes qu'ils habitent sont plates, sablonneuses et rectilignes ; aucun port ne s'y dessine. Pour avoir ce « libre et sûr accès à la mer [1] » que leur a promis M. Wilson et qui est indispensable à leur existence, il

1. Point 13 du Message ainsi formulé : « Un État polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par des populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre et sûr accès à la mer et dont l'indépendance politique et économique ainsi que l'intégrité territoriale devront être garanties par un accord international. »

est nécessaire qu'ils possèdent un port. Ils reconnaissent que Dantzig est une ancienne colonie teutonique où la population urbaine a toujours été en majorité allemande ; mais la nature ne leur offre aucun autre débouché sur la mer. C'est un des points où d'impérieuses nécessités de vie se trouvent en conflit avec le droit des peuples ; en pareil cas, des garanties spéciales pour leur langue et leur culture nationale devront être stipulées en faveur des élements lésés.

En Prusse orientale, les populations polonaises s'étendent presque sans mélanges le long de l'ancienne frontière en une bande large de 70 kilomètres en moyenne et vont se souder, dans la région de Suwalki, aux populations lituaniennes.

Dans la Haute-Silésie, les Polonais ont la prépondérance absolue dans 18 districts sur 26 : ils forment une masse compacte qui se relie, au Nord, à la Posnanie et qui, au Sud, confine à la Galicie, à la Silésie autrichienne (peuplée de Polonais dans la plus grande partie de l'ancien duché de Teschen) et à la Moravie tchèque. Dans la province de Breslau (Basse-Silésie), 2 districts orientaux ont une population polonaise pour plus de 50 pour 100.

En résumé, plus des trois quarts du territoire

de la Pologne prussienne ont résisté, pendant plus d'un siècle, à un implacable système de dénationalisation; sur certains points, les Polonais, plus prolifiques, ont refoulé les Allemands. Ils forment une masse compacte d'environ 4.400.000 Polonais qui atteindra 5.000.000 par le retour des émigrés établis dans l'Allemagne occidentale ou dans d'autres pays. La réunion de ces provinces polonaises à l'ancienne Pologne russe et autrichienne est indispensable à l'existence d'un État polonais homogène qui soit capable de résister à ses puissants voisins et de tenir la place que les partages du XVIIIe et du XIXe siècles avaient laissée vide pour le malheur de l'Europe. L'absence de frontière naturelle, le contraste violent de la race, de la langue et de la religion, la longue suite d'une histoire dont la trame, depuis les chevaliers teutoniques, n'est faite que des empiétements et des oppressions prussiennes aux dépens des Slaves, font de l'antagonisme entre Germains et Polonais une loi de la vie politique européenne. La poussée allemande vers l'Est, qui commence avec les premiers empereurs pour atteindre son point culminant à l'éphémère traité de Brest-Litovsk, doit être arrêtée pour jamais par le traité de Versailles. L'ère slave commence dans l'Eu-

rope centrale et orientale avec la renaissance des grands États tchécoslovaque, polonais, yougoslave ; elle se complétera par la régénération de la Russie après l'éclipse bolchevique. Il importe donc que le traité de paix donne aux Polonais, aux dépens des Allemands, toutes les satisfactions compatibles avec la justice et le droit des peuples, car il s'agit d'une frontière définitive qui séparera deux races adverses.

Du côté russe et lituanien le problème polonais ne se pose pas dans les mêmes termes. Vers l'Est et le Sud, l'ancien royaume de Pologne, plus anciennement organisé et civilisé que les peuples qui l'entouraient, a fait œuvre de conquête militaire et morale. Il s'est étendu jusqu'à la mer Noire, englobant un large morceau de l'Ukraine. Quand la désorganisation de l'État amena le reflux de la civilation polonaise, il resta, dans les régions échappées à son emprise, des éléments polonais importants par le nombre et la situation sociale. Seul, le fond paysan non polonais resta inentamé et c'est de cette masse que, depuis cinquante ans, en Ukraine, en Galicie, en Lituanie, sont sortis des hommes nouveaux qui ont formulé les revendications nationales de leur peuple. Ainsi, sauf du côté où les Polonais sont en contact et en conflit avec les

Allemands, la Pologne ethnographique est entourée d'une zone de pays où un élément polonais plus ou moins dense se superpose à une masse qui n'est pas polonaise, mais qui a bénéficié de l'influence de la civilisation polonaise. De là une série de problèmes très épineux que nous ne pouvons analyser ici dans leur complexité.

En Galicie, la situation est très délicate. La Galicie occidentale jusqu'au San est entièrement polonaise ; mais la Galicie orientale est mixte ; les villes, notamment Lwow (Lemberg, ou Léopol) sont surtout peuplées de Ruthènes[1]. Les Ruthènes sont nombreux sur la rive droite du San, mais, plus à l'Est, la densité polonaise s'accroît même dans les campagnes ; elle est de 25 à 50 pour 100 au Nord du Haut-Dniester, dans la région de Tarnopol, c'est-à-dire dans la partie de la Galicie la plus éloignée de Cracovie. Tout partage de cette région, de même que son attribution à l'une ou à l'autre des deux parties, léserait nécessairement une fraction considérable. La solution la plus juste serait peut-être l'organisation d'une province autonome, bilingue, où les droits des deux nationalités, sans compter ceux des nombreux juifs, seraient sauvegardés. Cette

1. Ruthènes est le nom qu'on donne à Rome et à Vienne aux Ukrainiens ou Petits-Russiens.

province serait partie intégrante de la Pologne, mais avec un statut particulier dont il appartiendrait aux gouvernements alliés d'indiquer les bases après avoir pris connaissance des vœux de la population. Dans ces questions litigieuses qui divisent de bonne foi les peuples des États nouveaux issus des anciens empires russe et austro-hongrois, l'accord nécessaire ne peut être établi que par l'arbitrage impartial d'un organisme supérieur, celui de la Société des Alliés, en attendant la Société des Nations.

Les Puissances occidentales doivent être très attentives au sort de la région entre Lemberg et la frontière ancienne de la Roumanie. C'est un des points sensibles de la nouvelle Europe : il n'est indifférent à aucune Puissance que, là, ce soient la Hongrie et l'Ukraine-Russie qui entrent en contact, ou la République tchécoslovaque et l'Ukraine-Russie, ou la Pologne et la Roumanie. Entre la Russie et le germanisme, la plus solide barrière serait constituée par une grande Pologne et une grande Roumanie qui devraient avoir, aux confins de la Galicie et de la Bukovine, une frontière commune.

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que la question nationale, dans la Galicie orientale, comme dans toutes les régions où les Polonais

sont une minorité de grands propriétaires, est primée par une question sociale. Une réforme agraire, sur la base du rachat des *latifundia* et du développement de la moyenne et de la petite propriété, est indispensable dans l'intérêt des nouveaux États, et devra même leur être imposée par le traité de paix ; elle est, en effet, une condition de paix sociale et de stabilité internationale pour l'Europe entière.

Certes, ce sont là des problèmes délicats, comme tous ceux que soulève la construction d'une nouvelle Europe ; mais n'est-ce pas le moment de les aborder quand la victoire donne aux Alliés la force et le prestige nécessaires pour les résoudre?

On entend parfois des patriotes polonais intransigeants revendiquer toute « la Pologne historique », c'est-à-dire tous les pays qui ont été jadis englobés, de gré ou de force, dans l'État polonais ; leur réclamation n'est dangereuse que pour la cause polonaise ; elle n'a rien à voir avec les principes des Alliés qui reconnaissent, comme fondement de toute constitution d'État, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les adversaires du Polonisme comptent aussi parmi eux quelques esprits échauffés dont les exigences ne sont pas plus légitimes. Ils ne doivent pas oublier que, si les Polonais renoncent à toute revendica-

tion sur la Podolie et la Volhynie et, en général, sur l'Ukraine à l'Ouest du Dnieper, ils abandonnent ainsi près d'un million et demi de leurs compatriotes et non les moins riches, les moins cultivés, les moins aptes à servir utilement l'État.

Quand on examine une carte ethnographique de la Pologne et de la Russie, la proportion des éléments polonais et russe à l'Est de la frontière de l'ancien Grand-Duché de Varsovie se traduit par une teinte dégradée où la couleur polonaise va s'effaçant à mesure qu'on s'éloigne vers l'Orient. Au Sud des marais du Pripet, la Pologne serait sage en se contentant de la frontière du Bug et en demandant seulement que, dans les gouvernements ukrainiens voisins de ses frontières, les droits de la minorité polonaise soient respectés. Il n'en est pas de même au Nord de Brest-Litovsk. Là, les Polonais habitent en masse la région de Bielostock et s'avancent jusqu'au delà de Grodno, Suwalki, Wilno (Vilna). Dans cette dernière ville, la population est répartie en quatre groupes à peu près égaux : Polonais, Lituaniens, Blancs-Russes, Juifs. Les Blancs-Russes, dans cette région, sont très polonisés, et c'est surtout contre les prétentions lituaniennes que les Polonais ont à défendre, à Wilno, leurs revendications nationales et historiques.

Le peuple lituanien n'est ni slave ni germain ; il parle une langue indo-européenne dont la parenté avec le sanscrit fait la joie des philologues. Ses plus proches parents en Europe sont ses voisins du Nord, les Lettons, qui, sans doute, auraient fini par ne former avec lui qu'un seul peuple si les hasards de l'histoire ne les avaient dissociés et éloignés l'un de l'autre. La Lituanie, catholique, a été associée à la Pologne quand la dynastie lituanienne des Jagellons monta sur le trône de Pologne. Le « cavalier » du blason lituanien entra dans les armes polonaises; l'évolution historique des deux peuples fut commune jusqu'au troisième partage de la Pologne où la Lituanie fut annexée par les Russes. Les Lettons, au contraire, devenus en majorité luthériens, ont évolué avec les autres États baltiques sous l'influence de la Russie et de la culture allemande apportée par les barons baltes.

Polonais et Lituaniens ont en commun un grand souvenir historique : en 1410, leurs armées ont écrasé à la bataille de Grünewald les forces des chevaliers teutoniques, champions et pionniers du germanisme ; ce jour-là, ils ont sauvé la civilisation polonaise d'une absorption dans la Grande Allemagne, et arrêté net le *Drang nach Osten*. Entre les deux peuples polonais et lituanien, il

subsiste de profondes affinités psychologiques et historiques ; les dissentiments sont superficiels et factices et la communauté des intérêts et des périls ne tarderait pas à les atténuer. Les souvenirs de 1863, où l'insurrection contre la Russie fut aussi violente chez les Lituano-Polonais que dans le Duché de Varsovie, ne sont pas si lointains qu'ils ne puissent être ravivés. Au moment de la catastrophe du Tsarisme et de la dislocation de l'Empire les Lituaniens posèrent leurs revendications nationales à la fois contre les Russes et contre les Polonais. Ils ont, en effet, un type, une langue, une civilisation, des mœurs originales ; ils sont fondés à réclamer le droit de se développer selon leurs propres lois et traditions. C'est en vain que leurs cartes de propagande représentent la Lituanie du temps du roi Vitautas englobant, de la mer Noire à la Baltique, une grande partie des terres polonaises ou russes ; ils sont obligés de reconnaître qu'ils ne forment qu'un groupe restreint de deux millions et demi d'individus qui peut difficilement constituer un État viable s'il reste isolé. Ils ne vivent en masses compactes qu'à l'Ouest et au Nord d'une ligne qui passerait au Nord de Suwalki, à l'Ouest de Wilno et de Dwinsk (Dunabourg). Leur domaine ethnique n'atteint pas le cours de la Dwina (Düna).

Les ports de Riga et de Libau sont du domaine des Lettons. Le plus grand centre purement lituanien est Kovno sur le Niémen. Dans la région de Wilno et de Grodno, les Lituaniens sont de 30 à 50 pour 100 de la population; ils dominent dans les campagnes, mais les villes sont polonisées. En Prusse orientale, les deux rives du bas Niémen et une assez large bande qui vient rejoindre à la hauteur de Suwalki la zone polonaise, sont peuplées de Lituaniens; bien qu'ils aient toujours été de loyaux sujets du roi de Prusse et qu'ils soient en majorité protestants, ils ont gardé le souvenir de leur origine et, pendant la guerre, un fort courant national lituanien s'est développé. Memel appartient au domaine lituanien dont il est le port naturel. Depuis le traité de Brest-Litovsk, la Lituanie s'était résignée, sous la pression des troupes allemandes et par crainte du bolchevisme, à une combinaison qui lui aurait donné pour roi le duc d'Urach et qui, la rapprochant des Allemands, l'aurait séparée des Polonais. C'était le résultat que cherchait la politique de Berlin dont le programme a été et sera toujours d'affaiblir autant que possible la Pologne et de diviser les États baltiques. Le long séjour des troupes allemandes dans les pays lituanien, polonais, letton, esthonien, leurs exac-

tions, leurs brutalités, ont produit l'effet accoutumé, montré le « Boche » sous sa vraie physionomie et jeté des semences de haine qui maintenant se développent sans contrainte. Si les Polonais sont assez pénétrés de l'esprit de justice et de respect mutuels qui doit désormais régir les rapports des peuples entre eux, s'ils consentent sans arrière-pensée à reconnaître l'indépendance de la Lituanie, il leur deviendra facile, sous l'égide des Alliés vainqueurs, de nouer avec leurs voisins du Nord une alliance militaire et économique qui pourra aller jusqu'à la fédération et qui, laissant aux deux parties le libre développement de leur culture nationale, les rendra plus fortes en face de l'éternelle menace allemande et de l'effroyable danger bolchevique. Il appartient à la diplomatie des Puissances occidentales de dissiper les malentendus et les défiances qui subsistent entre ces deux peuples, de les unir en un faisceau solide et de ménager, pour l'avenir, leur réconciliation avec une Russie reconstituée sur de nouveaux principes politiques et sur des bases nationales purement russes.

Au Nord des Lituaniens, les Lettons peuplent la Courlante et la partie Sud de la Livonie, tout autour du golfe de Riga ; ils sont en contact, au Nord, avec les Esthoniens. Nous avons dit comment

l'histoire les a éloignés des Lituaniens et rapprochés des Russes et des Esthes. Ils sont au nombre d'environ deux millions. Ils avaient beaucoup souffert du centralisme administratif et pensaient se libérer en abattant le régime tsariste ; on vit leurs bataillons prendre une grande part aux révolutions russes ; ils sont tombés sous le joug allemand et maintenant la terreur bolchevik les menace. La tendance qui domine chez eux est de garder leur autonomie tout en s'unissant à une Russie où la liberté et l'ordre seraient rétablis.

Les Esthes qui peuplent le rectangle délimité par la mer Baltique, le golfe de Finlande, le lac Peïpous et une ligne qui partirait d'un point à 40 ou 50 kilomètres de la pointe Sud de ce lac pour rejoindre la mer, sont moins nombreux encore : 1.500.000. C'est un petit peuple intéressant et sympathique qui a su conserver, malgré l'oppression sociale des barons baltes et l'oppression politique et administrative des fonctionnaires russes, l'originalité de sa langue et de sa civilisation finnoise. C'est chez les Esthes que les efforts de germanisation, depuis l'époque des chevaliers teutoniques, ont été le plus constants et le plus intenses ; à Dorpat a prospéré, jusque sous Nicolas II, une université allemande où les

fils des barons baltes venaient apprendre l'idéal pangermaniste. En Courlande, en Livonie et en Esthonie, les Allemands comptaient établir leur base d'opérations pour exploiter la Russie et encercler la Pologne dans un réseau allemand qu'une Ukraine germanisée aurait complété par le Sud. Aujourd'hui, les Esthes sont attaqués par les « Gardes Rouges » qui ne peuvent supporter à proximité de Petrograd un pays de « contre-révolution » : ainsi nomment-ils le naturel désir des Esthes, comme aussi des Lettons, de garder les conquêtes de la révolution, c'est-à-dire leur autonomie nationale, leur liberté politique et les terres aux paysans. La République esthonienne, trop faible pour vivre isolée, accepterait volontiers un lien fédéral avec une Russie reconstituée et démocratique et cherche à tendre la main au gouvernement d'Omsk. Pour le moment, les Esthes ne peuvent espérer que des Alliés le secours qui les empêchera de tomber dans la boue sanglante du bolchevisme ; ils se tournent avec angoisse vers la mer où vient d'apparaître la fumée des escadres alliées. Les Puissances victorieuses ne peuvent pas laisser périr ce petit peuple qu'elles ont délivré du germanisme.

Ce que nous venons de dire des autres pays baltiques s'applique à la Finlande. Les Alliés

veulent une Finlande indépendante, — la France la première l'a reconnue, — mais une Finlande qui soit finlandaise, et non suédoise ou allemande, et où les éléments finnois autochtones ne soient pas primés, sur leur propre sol, par des éléments étrangers. L'indépendance de la Finlande n'est nullement incompatible avec une union fédérale très large avec la Russie : la Finlande et l'Esthonie commandent les issues du golfe au fond duquel sont Cronstadt et Pétrograd, et une Russie forte ne tolérera jamais une Finlande hostile. La Finlande a cherché contre la Russie un appui en Allemagne au temps où l'Allemagne était puissante et la Russie oppressive; elle cherche aujourd'hui à s'appuyer sur les Alliés vainqueurs pour se préserver d'une invasion du bolchevisme; mais, dans l'avenir, quand il y aura une Russie, c'est avec elle que, comme l'Esthonie sa sœur, elle devra nécessairement chercher ses liaisons politiques et économiques. Pour le moment, le travail diplomatique des Alliés consiste, là comme ailleurs, à réaliser leur victoire en substituant leur influence libératrice à celle dont les Allemands avaient patiemment établi les bases pour le triomphe du pangermanisme.

Victoire oblige : leur triomphe confère aux Alliés le devoir moral de reconstruire une Europe

meilleure, plus juste et plus stable. Les peuples baltiques méritent toute leur attention pour eux-mêmes d'abord, pour leurs civilisations originales, et ensuite parce qu'ils forment plusieurs anneaux de la chaîne d'États civilisés que les champions du droit et de la liberté démocratique ne peuvent se dispenser d'établir autour de l'autocratie barbare du bolchevisme. Nous avons, nous Français, alliés de la Russie, le devoir spécial de ménager l'avenir de ce grand pays dont les soldats furent héroïques et qui est aujourd'hui plongé dans un océan de douleurs. La Russie, dès qu'elle reprendra conscience d'elle-même, ne peut pas vivre sans qu'un lien amical d'alliance ou de fédération unisse à elle les pays baltiques et lui donne libre accès à leurs ports. La révolution et l'invasion ont dissocié les divers éléments dont se composait l'Empire russe; il nous appartiendra, dans l'avenir, de les rapprocher sans les souder.

III

Si large qu'on fasse, tout autour de la Russie, la part des peuples naguère soumis à sa bureaucratie centralisatrice, aujourd'hui organisés en États indépendants, il n'en reste pas moins, de la Baltique au Pacifique, et de l'océan Glacial à la Mer Noire et à la Caspienne, une masse d'au moins cent millions d'âmes qui sont, et qui seront toujours, des Russes. La Russie, réduite aux pays russes, est encore un pays immense, une force d'avenir immense, un immense réservoir d'hommes et de richesses naturelles. Il est évident que la Russie de l'avenir trouvera son avantage à une large et libérale décentralisation ; les diverses variétés de l' « homme russe » pourront ainsi développer plus à l'aise leurs génies particuliers ;

mais il est certain aussi que les différentes parties de la Russie ont besoin les unes des autres et se complètent, tant au point de vue économique que sous le rapport du caractère et de la civilisation. Le Nord ne peut se passer des blés, des sucres, du charbon du Sud, des pétroles de Bakou, des fers de Krivoï-Rog et de Kertch; le Sud a besoin des bois, des avoines du Nord, des métaux de l'Oural; les diverses régions de la Russie sont l'une pour l'autre un marché naturel toujours ouvert; elles forment un tout économique, un puissant organisme qui peut se suffire à lui-même, vivre sur ses propres ressources et à qui un avenir de prospérité est promis, s'il parvient seulement à trouver les formes de gouvernement adaptées à ses besoins et à sa nature. Sous le nom de Grands-Russes, de Petits-Russes ou Ukrainiens, et de Blancs-Russes, il n'y a qu'un peuple russe qui a le sentiment profond de son unité jusque dans les masses ignorantes et qui tend, d'un effort historique continu, à la réaliser. L'unité s'incarnait naguère dans la personne du tsar « rassembleur de la terre russe » : elle va devenir, sous l'aiguillon des nécessités économiques, un besoin plus conscient qui s'imposera à tous les gouvernements de la Russie.

Les conflits politiques s'apaisent à la longue,

les courants sociaux se canalisent, des formes nouvelles sortent des anciens moules brisés; mais l'action des grandes forces naturelles et historiques ne cesse pas d'entraîner les peuples dans le sens de leur développement national. Il convient donc de ne pas s'arrêter outre mesure au spectacle de division et de morcellement à l'infini que la masse russe présente actuellement. Quand l'autorité centrale s'est effondrée, la Russie, comme au temps des faux Dimitri, a vu surgir des gouvernements locaux, les uns nés du besoin d'ordre, les autres issus du désordre triomphant; ils ont été plus ou moins éphémères; d'autres encore naîtront et mourront avant que la stabilité soit rétablie; mais dans aucune région peuplée de Russes, pas même en Ukraine, il n'existe une volonté de sécession définitive et complète. On se sépare parce qu'on ne sait plus où est la Russie, quitte à se rejoindre dès qu'on croira l'entrevoir. Avant tout, on cherche à se préserver du fléau bolchevique qui, de son côté, veut tout envahir pour tout détruire.

C'est le spectacle que nous présente l'Ukraine depuis l'abdication du Tsar (3-16 mars 1917). Depuis longtemps un parti peu nombreux, composé surtout d'intellectuels, encouragé et subventionné par Vienne, travaillait à éveiller un

particularisme petit-russien et à ressusciter le vieux nom d'Ukraine, afin de diviser la Russie contre elle-même. Le principal centre de cette propagande était dans la Galicie orientale où une partie importante de la population est petite-russienne. La Wilhelmstrasse et l'État-major de Berlin se sont beaucoup occupés du mouvement ukrainien et n'ont pas ménagé les subsides pour le développer. Il est juste d'ajouter que Pétrograd favorisait en Galicie un mouvement tendant à l'union avec la Russie et à la dislocation de la monarchie austro-hongroise. La propagande du petit groupe ukrainien, que dirigeaient l'historien Hrouchevski et le romancier Vinnitchenko, s'appuyait sur les souvenirs de l'ancienne Ukraine, jadis indépendante sous ses hetmans, et qui, en demandant la protection de la Moscovie pour échapper à la double menace polonaise et turque, n'a pas abdiqué ses libertés aux mains des Tsars[1]. Le sentiment particulariste de l'Ukraine n'est pas une simple invention de la propagande austro-allemande : les Ukrainiens estiment qu'ils sont l'élément le plus purement slave et le plus civilisé de tous les Russes, et ils ont une nuance

1. C'est en 1654 que l'hetman Bohdan Chmielnicki demanda, par le traité de Pereiaslaw, la protection d'Alexis Mikhaïlovitch.

de mépris pour le « Moskal » demi-asiatique ; ils sont attachés aux particularités qui distinguent leur dialecte et leurs coutumes. Mais ces souvenirs d'indépendance, ces tendances régionalistes, n'auraient jamais réussi à faire naître un mouvement sécessionniste, ni même fédéraliste, si la tyrannie bureaucratique et centralisatrice des fonctionnaires de Pétrograd n'avait à la longue exaspéré les populations. Déjà, en 1863, un ministre de l'Intérieur, du fond de son cabinet, fulminait dans une circulaire : « Il n'y a jamais eu de langue ukrainienne ; il n'y en a pas, il n'y en aura jamais. » Le dialecte ukrainien, proscrit, devint plus cher à ceux qui le parlaient et qui s'appliquèrent à l'élever au rang de langue littéraire. Dans l'invasion des armées du Tsar en Galicie, en 1914, la bureaucratie trouva une nouvelle occasion de brimer cruellement et stupidement les populations ukrainiennes. C'est à cette époque et surtout après la retraite des troupes russes, qui dévastaient tout le pays, que la propagande allemande se donna carrière et travailla ouvertement à séparer l'Ukraine de la Russie pour en faire une dépendance économique de l'Allemagne où celle-ci trouverait une source de ravitaillement en céréales et de recrutement en hommes. Le terrain était donc bien préparé

quand éclata la révolution. Elle eut pour résultat de changer radicalement le caractère du mouvement ukrainien : « Le mouvement de professeurs devint un mouvement de paysans, de national il devint social [1]. » En Ukraine, pays de la Terre-Noire, des riches moissons, beaucoup de paysans sont propriétaires et très attachés à leur sol ; ils demandent que les grands domaines soient rachetés ou même répartis gratuitement entre les cultivateurs de chaque village; mais l'idée que les pauvres moujiks de la Moscovie pourraient quitter leur sol ingrat pour venir prendre leur part des plantureux terroirs du Midi, fit instantanément d'eux des séparatistes résolus. Les grands propriétaires, pour échapper à la spoliation et à l'assassinat, favorisèrent naturellement ce mouvement, qui prit d'abord la forme fédéraliste : l'Ukraine s'organise librement sur son propre territoire, mais elle ne renonce pas pour cela à l'unité russe (manifeste du 18 juin 1917).

Après la révolution maximaliste (7 novembre 1917), le mouvement de séparation s'accentue; les bolcheviks ne contestent pas à

1. Voyez l'excellente brochure de M. Louis Réau : *La République indépendante de l'Ukraine* (Collection de l'Association « France-Russie », 1918).

l'Ukraine son droit à l'indépendance nationale, mais le conflit est entre les Soviets et la Rada sur le terrain de la lutte des classes. Les bolcheviks font la guerre à la Rada « bourgeoise », foyer de contre-révolution ; ils veulent s'emparer des richesses de l'Ukraine pour nourrir, dans le reste de la Russie, la saturnale démagogique. Le 24 janvier 1918, le gouvernement proclame l'indépendance complète de l'Ukraine ; le 9 février il signe, le premier, la paix de Brest-Litovsk avec les Allemands et les Autrichiens. Mais la guerre commence entre Ukrainiens et bolcheviks. L'entrée à Kiev des troupes maximalistes est marquée par les pires horreurs : 4.000 personnes sont exécutées. Le chef du gouvernement, M. Hrouchevski, et la Rada, réfugiés à Jitomir, invoquent le secours de l'Autriche ; ils voient arriver les Allemands avec 400.000 hommes qui chassent les bolchevicks, mais c'est pour mettre, à leur profit, le pays en coupe réglée. Qu'à la tyrannie sanglante et dévastatrice des bolchevicks, les Ukrainiens aient préféré l'occupation allemande, avec toutes ses rigueurs et ses exigences, on le comprend sans peine. Le gouvernement de l'hetman Skoropadski est issu de cette situation. Soutenu par les propriétaires et les Allemands, il s'est écroulé, dès que les troupes allemandes

eurent évacué le pays, sous l'effort combiné des bolcheviks et de l' « Union nationale des partis ukrainiens » qui a pour chefs MM. Vinnitchenko et Petlioura, Ukrainiens de Galicie, dont les tendances sont nettement antirusses. La carrière du second ne laisse pas que d'être assez énigmatique et il aurait, dit-on, avec les bolcheviks certaines accointances troublantes. Le cabinet favorable à l'Entente formé à Kiev par M. Gerbel n'a pu se maintenir au pouvoir et M. Petlioura a constitué un gouvernement insurrectionnel dont les intentions sont encore douteuses. S'ils devenaient maîtres des blés, des sucres, des fers, des charbons, des pétroles de la Russie méridionale, les bolcheviks seraient singulièrement renforcés et l'espoir de venir à bout de leur monstrueuse autocratie s'éloignerait dangereusement. Il n'est que temps pour les Alliés d'intervenir s'ils veulent empêcher la marée bolchevik de submerger et de ruiner l'Ukraine. L'anarchie maximaliste une fois vaincue et la question des terres résolue en faveur des paysans, les deux grandes branches de la nation russe se rapprocheront et formeront une union fédérale. Les événements qui s'accomplissent en Ukraine ont donc une importance capitale. Si les éléments d'ordre s'y consolident, l'établissement d'une paix sociale et d'une union fédérale dans

toute la Russie paraissent assurés. C'est donc là qu'il faut que se fasse sentir sans retard l'action énergique des Alliés.

Il ne nous appartient pas d'indiquer ici les moyens par lesquels peut s'exercer l'influence des Alliés et en particulier celle de la France. Nous dirons seulement que la bonne méthode ne consiste pas à se substituer aux Russes pour agir à leur place, mais à les soutenir moralement, — en leur rendant confiance en eux-mêmes et en leur avenir, en les organisant, — et matériellement, — en leur fournissant des armes, des munitions, etc... L'envoi de forces alliées composées de volontaires éprouvés contre la contagion bolchevique, rentre dans cet ordre de mesures ; ces troupes seraient précédées de techniciens, d'officiers d'état-major, d'instructeurs, dont la mission serait d'organiser et de former les troupes russes ou ukrainiennes, mais c'est à celles-ci surtout qu'appartiendrait l'action offensive. Déjà des forces françaises sont établies à Odessa. On peut espérer que d'autres vont les suivre, renforcées par des Roumains et des Grecs. Il faut que les Alliés se hâtent s'ils veulent sauver l'Ukraine.

Le gouvernement de l'hetman Skoropadski s'appuyait sur les troupes allemandes et sur les

grands propriétaires, dont il rassurait les intérêts. Les Alliés ne peuvent venir en Ukraine avec un tel programme ; ils ne soutiendront qu'un gouvernement qui rachèterait une partie des grands domaines pour les vendre à bas prix aux paysans afin de grossir le nombre et l'influence des petits propriétaires. Une proclamation donnant toutes garanties sur ce sujet capital doit être la préface de toute intervention des Alliés.

Les éléments de désordre ne manquent pas en Ukraine et il s'agit de les refouler ; mais, en revanche, les éléments d'ordre ne manquent pas dans tout le reste de la Russie et il s'agit de les aider. En Sibérie, le gouvernement patriote d'Omsk étend son autorité sur toute l'Asie russe, excepté le Turkeskan ; il a éprouvé, en janvier 1919, le besoin, pour mieux conduire la lutte, de centraliser les pouvoirs entre les mains de l'amiral Koltchak qui exerce une véritable dictature. Il cherche à recruter et à organiser une armée russe pour renforcer et remplacer les troupes tchéco-slovaques. Celles-ci sont, on le sait, composées de prisonniers de guerre qui ont donné, en sachant se grouper, s'unir, s'armer et se battre, un exemple admirable de volonté et d'énergie : mais ces soldats sont fatigués et aujourd'hui que les hostilités sont terminées et leur

patrie affranchie, ils éprouvent le légitime désir de revoir leur clocher et leur famille ; mal outillés, mal ravitaillés, ils ont dû, en ces derniers mois, abandonner Samara, où ils surveillaient la navigation de la Volga et le chemin de fer du Turkestan, et reculer sur Oufa et les montagnes de l'Oural. Sur la Mer Blanche et l'Océan glacial, des détachements alliés suffisants occupent, sous les ordres d'un général britannique, les issues septentrionales de la Russie. En Sibérie, il suffirait que les Japonais qui n'ont pas, jusqu'ici, paru disposés à s'aventurer plus loin qu'Irkoutsk, joignissent leurs forces à celles du gouvernement d'Omsk et des Alliés et s'avançassent jusqu'à la Volga pour tendre la main aux troupes russes groupées dans la région de la mer d'Azof et fermer aux bolcheviks les routes du Turkestan, de la Caspienne et du Caucase. Ils rendraient par là un service signalé à la civilisation, à leurs alliés et à eux-mêmes.

Le général Denikine, succédant au général Alexeief, récemment décédé, groupe autour d'Iékatérinodar, entre le Caucase et le cours inférieur du Don, des forces russes antibolcheviques qui se montent à une centaine de mille hommes et qui sont en liaison avec celles que l'hetman Krasnof commande dans la région de Novotcherkask (sur

le Don, en amont de Rostov). Le Caucase échappe aux bolcheviks. Les Anglais ont réoccupé Bakou et viennent d'arriver à Batoum. La République géorgienne, qui avait cru pouvoir fonder son indépendance sur la protection allemande, est revenue de sa funeste illusion ; son gouvernement a lancé un mémorandum (28 novembre 1918) où il déclare que « la Géorgie se connaît trois ennemis : le bolchevisme, la contre-révolution et la Turquie », ce qui veut dire qu'elle se rattacherait volontiers à une Russie fédérale pourvu que ce ne soit ni l'ancienne Russie centralisatrice, ni la nouvelle Russie anarchique.

Ainsi se groupent, dans la région de la Mer Noire, la plus grande partie des forces nationales russes qui veulent à la fois sauver les résultats de la révolution et maintenir une Russie forte dans son unité fédérale. Tel est aussi le programme des Alliés. L'affranchissement des populations non russes que le tsarisme opprimait, est un bénéfice pour la civilisation, à laquelle ces nouveaux États apporteront le fruit de leur génie original et de leur effort personnel, et il sera finalement un bénéfice pour la Russie elle-même ; leur amitié ne lui fera pas défaut quand elle sera redevenue forte et devenue sage ; leur alliance sera plus précieuse à la Russie libre que ne l'était leur obéissance à

l'ancienne autocratie. La Pologne elle-même, si la paix la fait assez grande pour épanouir sa brillante civilisation, cherchera son appui à l'Est pour faire face à la poussée germanique qui est trop ancienne et trop incorporée aux instincts de la race pour ne pas se renouveler. A l'intérieur même de la Russie, les groupes musulmans pourront, sans inconvénient, recevoir des garanties pour leur religion, leur langue et leurs coutumes ; ils deviendront des membres utiles de la fédération russe à laquelle se rattacheront aussi les États du Turkestan et du Caucase.

Mais il faut bien se rendre compte que de tels résultats ne seront pas l'œuvre d'un jour et qu'ils seraient compromis soit par l'abstention des Alliés, soit une par intervention mal préparée et incertaine de ses fins. Ce que les Alliés ont à poursuivre en Russie c'est leur lutte contre l'Allemagne pour l'établissement d'une paix qui sera durable dans la mesure où elle sera juste. S'ils se désintéressaient du sort de la Russie, s'ils la laissaient en proie à l'effroyable tyrannie des bolcheviks, un jour viendrait où l'Allemand insinuant et plat réussirait, sous un déguisement approprié, à s'introduire en Russie, où il a gardé des accointances, pour y organiser la production, coloniser les terres, accaparer les richesses, discipliner les

forces économiques, enrégimenter les masses combattantes ; il y puiserait une puissance nouvelle pour restaurer en Occident l'édifice effondré de Bismarck.

Cette œuvre d'organisation, dont la Russie aura besoin tôt ou tard, il faut qu'elle soit dirigée par des amis désintéressés, sans arrière-pensée de lucre. Le président Wilson a fort bien dit qu'on jugerait des sentiments des peuples d'après leur attitude envers la Russie. Le bolchevisme est un paroxysme de folie criminelle et sanglante qui ne se stabilisera pas dans sa forme actuelle et il est nécessaire que, plus tard, la Russie associe le nom de la France et des Alliés à l'effort qui l'aura débarrassée de cette maladie qui est la négation même de la démocratie et de l'humanité. Les bolcheviks, comprenant que la pacification générale est le prélude de leur perte, travaillent à déchaîner partout la guerre civile et à rallumer la guerre étrangère. Sous le nom de révolution universelle et de bolchevisme intégral, ils cherchent seulement à faire durer leur ignoble et atroce dictature. Mais le bolchevisme n'est pas la Russie. Nous savons mal ce qui se passe sous les remous qui agitent la masse profonde de ce peuple russe qui reste semblable à lui-même, avec toutes ses contradictions, candide et sauvage tout à la fois,

généreux et féroce, évangélique et diabolique. Le génie russe reste une force latente, une force d'avenir qui a son mot à dire et son rôle à jouer dans l'histoire humaine. La France victorieuse, de concert avec ses Alliés, a devant elle la responsabilité de l'Europe à reconstruire ; elle serait moins victorieuse si, oubliant les efforts, les succès, les pertes et les ruines qui ont marqué pour la Russie sa participation à la grande guerre, elle ne faisait pas tout ce qui sera en son pouvoir pour prêter à son alliée aide et assistance dans sa grande détresse. La victoire est une force vivante qui s'épuise si elle ne se réalise pas.

CHAPITRE IV

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE DANUBIENNE [1].

Hohenzollern et Habsbourg : abattus par les armées alliées, deux empires et deux empereurs jonchent le champ de bataille de l'Europe centrale. Par force et par politique, deux dynasties allemandes avaient édifié, au cours des siècles, des États très dissemblables; un même crime, aujourd'hui puni par un commun désastre, les jette bas l'une et l'autre. Mais l'œuvre des Hohenzollern, dans la mesure où elle correspond aux aspirations nationales d'un peuple, peut survivre aux Hohenzollern et demeurer, tant que le même esprit d'orgueil et de domination pénétrera les

1. *La reconstruction de l'Europe danubienne* a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1919.

masses allemandes, aussi dangereuse sous l'étiquette démocratique qu'elle l'était sous le manteau impérial. Au contraire, l'œuvre des Habsbourg s'écroule toute avec la dynastie ; rien n'en subsiste, à peine l'ombre d'un grand nom. Cet échafaudage historique, fruit de tant de conquêtes, de subtiles manœuvres diplomatiques, de savants mariages, de brillants traités où triomphait l'art de la « politique des Cabinets », s'est effondré ; sous ses ruines apparaissent enfin ces hautes réalités politiques que les bureaucrates de Vienne et de Budapest s'obstinaient à ignorer, les peuples qui, sous le couvert de la monarchie dualiste, se préparaient en silence pour le grand jour de la libération : ainsi sous la carapace de la chrysalide, l'insecte s'apprête à l'essor de la vie libre.

Il dépend des alliés vainqueurs et de la forme qu'ils donneront à l'Europe centrale que cet essor ne soit pas éphémère. Peut-être, dans l'intérêt des peuples eux-mêmes, aurait-on pu souhaiter une métamorphose moins brusque, une révolution moins totale. François-Joseph mort, qui incarnait le vieil esprit d'absolutisme et de centralisation germanisatrice [1], les Habsbourg auraient pu conduire eux-mêmes la vieille

1, Voyez notre brochure : *François-Joseph; Essai d'histoire psychologique*. (Perrin, in-16.)

monarchie vers un régime fédéraliste qui aurait rendu plus facile aux nations l'apprentissage de l'indépendance et aidé l'Europe à organiser sans Autriche son équilibre politique. Peut-être aussi a-t-on le droit de regretter que la politique des Alliés n'ait pas su mettre à profit la bonne volonté d'un jeune souverain dont les dispositions étaient pacifiques et les tendances anti-prussiennes et qui ne dissimulait pas sa satisfaction quand il apprenait une victoire française sur son allié Guillaume II; mais n'est-ce pas le cas de répéter avec le poète latin : « Innocent, tu payeras les fautes de tes ancêtres? » Les grands mouvements politiques ne se laissent pas discipliner au gré des vœux modérés des sages; ce sont de terribles courants qu'on doit chercher à canaliser, mais qu'on ne saurait remonter. L'armature bureaucratique, féodale et policière qui ligottait les peuples d'Autriche-Hongrie, pour le plus grand avantage des Prussiens et des Hongrois, ligottait les Habsbourg eux-mêmes; l'Empereur Charles n'a pas réussi à s'en libérer. Même au dernier moment, quand il décida la fédéralisation de ses États d'Autriche, il ne crut pas pouvoir toucher à la Constitution centraliste de son royaume de Hongrie. L'histoire des tentatives faites par le successeur de François-Joseph

pour parvenir à la paix sera peut-être écrite un jour; pour le moment, il s'agit de connaître la réalité actuelle des faits et d'y chercher les éléments d'une solution des problèmes compliqués que la disparition de la monarchie austro-hongroise pose devant l'Europe.

La catastrophe des Habsbourg est complète, irrémédiable; mais la disparition d'un vieux et haut personnage historique tel que la Sérénissime Maison Impériale d'Autriche, la fin d'une tradition politique sept fois séculaire, laisse, même si les héritiers sont majeurs, un grand trou dans l'Europe d'aujourd'hui. Pour le moment, par horreur de procédés politiques détestables et par crainte d'une invraisemblable résurrection, les anciens sujets des Habsbourg et les nations voisines appréhendent toute reconstruction qui ressemblerait de loin à l'Autriche; le fantôme de l'Empire défunt les hante; mais, le temps faisant son œuvre, le besoin d'unions économiques d'abord, politiques peut-être ensuite, apparaîtra avec d'autant plus de force que chaque peuple sera mieux affermi dans son indépendance conquise. Pour tenir, dans la mesure utile, le rôle historique que remplissaient, dans le bassin du Danube, l'Autriche, son administration et sa dynastie, on trouvera des combinaisons nou-

velles adaptées à une époque et à des besoins différents. Il nous suffira, pour le moment, d'étudier les données immédiates du problème et de montrer quelles sont, sur le vaste espace que couvraient naguère les domaines de l'empereur Habsbourg, les forces vivantes et agissantes prêtes à combler le grand vide et à créer une politique nouvelle, et quelles sont, au contraire, celles qui descendent vers la nuit de l'histoire.

La chute de Napoléon Ier obligea les plénipotentiaires du Congrès de Vienne à se reporter, pour mesurer les bouleversements produits par la Révolution et l'Empire, à l'Europe de 1789 : vingt-cinq ans; et cet effort leur parut difficile! La destruction de l'Autriche-Hongrie, en tant que dynastie et qu'État, nous entraîne à remonter le cours des siècles infiniment plus loin, jusqu'au temps où les Habsbourg commençaient leur œuvre de conquête et de germanisation et, plus loin encore, au IXe et au Xe siècles, où un peuple de sang mongolique, les Magyars, venait s'implanter dans les plaines du Danube et de la Tisza (Theiss), au milieu des populations slaves qui s'y étaient installées quatre ou cinq siècles encore auparavant. Par la défaite des deux Empires qui ont fait, au cours de l'Histoire, œuvre de germanisateurs, l'Europe est arrivée au terme d'une

longue période de son évolution ; le travail des siècles a été déchiré en quelques mois et, brusquement, se retrouvent au premier plan les mêmes peuples que les Allemands et les Magyars avaient si longtemps refoulés, anéantis, germanisés ; ils sont aujourd'hui des nations organisées qui ont la volonté de constituer enfin des États indépendants. C'est vraiment ici — pour employer à propos un mot dont on abuse — un tournant de l'histoire, un rebroussement même, ce qui ne veut pas dire un recul.

Au temps de saint Boniface et de Charlemagne, la Chrétienté refoule les Barbares de l'Est et achève, par les armes et le Christianisme, cette conquête de l'Europe centrale à la civilisation romaine devant laquelle, depuis Auguste jusqu'à Dioclétien, s'étaient arrêtées les légions impuissantes ; la fonction impériale apparait aux Carolingiens comme une défense et une extension du Christianisme latin, c'est-à-dire de l'ancien empire romain dont ils se regardent comme les continuateurs.

Mais quand l'empire passe aux dynasties allemandes, aux Otto et aux Henri, puis aux Hohenstaufen, la croisade devient une germanisation. Dès lors, l'histoire de l'Europe centrale se résume dans la poussée allemande vers l'Est et la sou-

mission des peuples slaves à la suprématie germanique. Dans ce fait historique, les savants allemands avaient fini par découvrir la loi même de l'évolution de l'humanité européenne aboutissant, par un décret d'En-Haut, au triomphe de la culture supérieure qui seule a tous les droits parce qu'elle a la force et la « volonté de puissance. » Cette poussée vers l'Est a trouvé son apogée dans le traité de Brest-Litovsk. Mais la victoire des Alliés, en libérant les peuples slaves, en ressuscitant une Pologne, une Bohême, une Yougo-Slavie, change brusquement l'histoire et la ramène à ses sources.

I

Deux États allemands ont été, à leur origine, des « Marches » de l'Empire en pays barbare, des avant-gardes en terre slave : la Prusse et l'Autriche. Le Brandebourg et la Prusse, les deux racines de la monarchie prussienne, ont été taillées, l'une par les Margraves, l'autre par les chevaliers teutoniques, en pleine chair slave et lituanienne. Les peuples slaves, au temps de Charlemagne, s'avançaient vers l'Ouest jusqu'au delà du Weser et de la Fulda : ils étaient en lutte, dans la région de l'Elbe, avec les Saxons ; à l'Est de l'Elbe, on était en plein pays des Slaves et c'est au milieu d'eux que s'établirent les colonies militaires allemandes qui détruisirent ou assimilèrent les anciennes populations. Les Slaves

furent non seulement soumis mais dénationalisés. Aux Borusses, qui étaient Lituaniens, les Prussiens (Borussiens) prirent jusqu'à leur nom. La langue slave n'acheva de disparaître, entre Weser et Bas-Elbe, dans la région de Lunebourg, qu'au milieu du XVIIIe siècle. En dehors des Polonais, il ne subsiste dans toute l'Allemagne, en Lusace, à cheval sur le Brandebourg et la Saxe, qu'environ 150.000 Slaves qui parlent deux dialectes distincts, proches parents du tchèque; les Allemands les appellent Wendes et eux-mêmes se nomment Serbes; mais si l'on observe les types, si l'on cherche l'origine des noms géographiques et patronymiques, on constate que la plupart des familles allemandes et des villages, à l'est de l'Elbe, sont d'origine slave, bien que le souvenir en ait disparu.

De même que le Brandebourg sur l'Elbe, l'Autriche sur le Danube fut d'abord la Marche de l'Est, « Ost-Reich, » qui s'enfonça, comme un coin, avec les premiers ducs d'Autriche de la dynastie des Babenberg, au milieu de la masse slave, séparant les Tchèques et les Slovaques des Slovènes et des Croates. Vienne était une citadelle avancée du germanisme au milieu des Slaves et en face des Magyars. L'arrivée de ces barbares au milieu des peuples slaves a été une catas-

trophe pour l'Europe danubienne où, sans eux, de puissants États slaves se seraient organisés et probablement unis, et auraient arrêté la poussée du germanisme. Ces Asiatiques s'implantèrent à coups de sabre, submergeant les populations plus anciennes qui ont, çà et là, survécu, magyarisant les vaincus, rejetant les Slovaques dans les montagnes de la Tatra, les Roumains dans les Alpes transylvaines, les Yougo-Slaves au Sud du Danube et de la Drave.

C'est à la fin du XIIIe siècle que les Habsbourg, élevés à la dignité impériale, se taillent un domaine personnel dans le bassin supérieur et moyen du Danube. L'Empereur, dont les pouvoirs réels sont très limités, puise dans cette souveraineté directe les moyens matériels nécessaires pour mettre de l'ordre dans le terrible chaos de ses « Allemaignes ». Par politique plus encore que par force, il réussit à s'appuyer sur la Hongrie pour soumettre les Slaves. C'est surtout contre le puissant roi de Bohême qui, dès le temps de Charlemagne, régnait sur un État organisé et civilisé, que s'acharne la politique impériale. Le premier des Empereurs Habsbourg, Rodolphe, commence la lutte; en 1278 il triomphe, près de Vienne, sur les bords de la March (Morava), d'Ottokar-le-Grand. C'est la première phase d'un

long duel qui, à travers des vicissitudes tragiques, nous conduit jusqu'aux événements d'aujourd'hui. Au XVe et au XVIe siècles, la lutte atteint le paroxysme de la fureur. La guerre des Hussites, sous les apparences d'une guerre religieuse, est, en réalité, l'épisode culminant de la résistance des Tchèques à la germanisation, et c'est pourquoi Jean Huss est resté, pour la Bohême, un héros national. La maison d'Autriche puise, dans ses provinces slaves et hongroises, les soldats et les ressources grâce auxquels elle peut poursuivre le rêve de Monarchie universelle que Charles-Quint et ses successeurs auraient peut-être réalisé si nos rois, Valois et Bourbons, n'y avaient fait obstacle. A mesure que la monarchie des Habsbourg devient plus ambitieuse à l'extérieur, elle se fait, dans ses États héréditaires, plus oppressive, plus centraliste, plus germanisatrice. La lutte nationale, entre Allemands et Tchèques, prend, au XVIIe siècle, pendant la première partie de la guerre de Trente ans, l'aspect de la révolte d'une province contre son souverain. Après la bataille de la Montagne-Blanche (près de Prague, 1620), où l'armée tchèque est écrasée par les Allemands, après les exécutions et les spoliations qui suivirent, la Bohême, décapitée de sa noblesse nationale, livrée aux Alle-

mands, gît, pantelante et exsangue, aux pieds de l'Autriche : telle, dans le monument du grand patriote Palacky, l'a symbolisée le ciseau de Sucharda.

Cette date de 1620 est capitale dans l'histoire des Tchèques, elle forme antithèse avec 1918; l'une est la mort, l'autre la résurrection de la Bohême. La pensée tchèque n'a pas cessé de porter le deuil de la Montagne-Blanche, comme les Serbes du Champ-des-Merles. A partir de 1620, la Bohême, en fait, n'est plus un État autonome, mais une province de la Monarchie des Habsbourg; sa noblesse est allemande ou germanisée, et si l'Empereur va encore se faire couronner au Hradschani de Prague, ce n'est plus qu'une formalité dont Joseph II et François-Joseph se dispensèrent; l'administration est allemande, la langue allemande gagne sur le tchèque qui n'est plus, au commencement du XIX[e] siècle, qu'un dialecte rural. S'il y a encore une Couronne de Bohême, il n'y a plus de nation tchèque. Napoléon ne paraît pas s'être douté qu'Austerlitz n'est pas en terre allemande; il ne connaissait que des « Autrichiens », que ses soldats appelaient « Kaiserliks »; ce fut lui cependant qui, sans le savoir, apporta le ferment de résurrection, l'idée de nationalité, fille de la Révolution française. Après

les guerres napoléoniennes, après les réactions nationales de 1813 à 1815, il devient de plus en plus difficile à l'absolutisme des rois de refouler l'esprit d'indépendance des peuples. La Sainte-Alliance n'y réussit qu'à grand'peine, et si, en 1848, le « système Metternich » l'emporte encore à coups de mitraille, on sent que les temps sont proches où finira son règne.

C'est pendant cette période que s'opère la résurrection nationale des Tchèques. Lorsqu'un blessé ou un malade a traversé une longue crise d'affaiblissement et d'amnésie, on date le commencement de sa convalescence du moment où, les premières lueurs de la mémoire lui revenant, il rattache à la vie nouvelle qui se ranime en lui le souvenir encore confus de sa vie passée. Ainsi des nations : c'est par l'histoire, cette mémoire des peuples, qu'elles retrouvent, quand elles l'ont perdue, la conscience de leur personnalité, le sentiment de leur être et l'aspiration vers l'avenir.

L'historien Palacky fut, avec quelques hommes de sa génération, le thaumaturge qui ressuscita la Bohême en lui racontant, dans sa propre langue, sa glorieuse histoire; contemporain de Mickiewicz et de Michelet, il a été non seulement le héraut du patriotisme tchèque, mais l'organisa-

teur, avec son gendre Rieger, de la vie sociale et politique de la nation. Leurs successeurs l'ont dotée de tous les organes nécessaires à la vie d'un État : écoles, banques, industries, commerce, agriculture perfectionnée, gouvernement intérieur avec le Conseil national élu, armée avec les sociétés de *Sokols*, politique extérieure même avec le mouvement slave; si bien qu'aujourd'hui la République tchéco-slovaque peut entrer dans la société des nations civilisées toute équipée pour la vie, toute armée pour la lutte. Nous ne pouvons faire ici l'histoire de ce magnifique *resorgimento* qui prouve, à l'encontre des savants allemands, la capacité des Slaves à l'organisation; mais il faut le signaler comme un fait capital pour l'équilibre et le développement de l'Europe d'après la paix; il place les Tchèques en avance sur les autres Slaves. Cette renaissance merveilleuse, cette énergie créatrice dans tous les domaines, les Allemands ne l'ont jamais comprise; ils n'y ont vu qu'une usurpation sur leurs droits. En raison de son éducation allemande, François-Joseph ne comprit jamais la place que les Slaves du Nord et du Sud tenaient dans ses États et l'appui qu'il aurait pu trouver parmi eux. Par le système dualiste, sacrifiant les Slaves, manquant à la parole trois fois donnée aux Tchèques,

oubliant qu'en 1849, il avait dû le salut de sa couronne aux Croates et aux Roumains, il s'abandonna aux conseils des Magyars qui l'entraînèrent dans l'alliance et la vassalité allemandes. Andrassy, qu'il avait failli faire pendre en 1849, devint, en 1876, son ministre des Affaires étrangères et fit, avec Bismarck, la Triple Alliance. Les résultats sont sous nos yeux : l'Empire s'est effondré, le dualisme s'est révélé incapable de survivre à la défaite de l'Allemagne, la dynastie est à terre, la Hongrie expie, les Slaves sont affranchis, les Polonais de Galicie rejoignent leurs frères de Russie et de Prusse dans la patrie restaurée, les Croates et les Slovènes fraternisent pour créer avec les Serbes la grande Yougo-Slavie, les Tchèques, avec les Slovaques, révèlent à l'Europe les progrès qu'ils avaient réalisés dans l'ombre d'une demi-servitude. Un cycle de l'histoire s'achève, dont nous avons dû aller chercher les origines jusqu'au temps des grandes migrations des peuples ; une époque nouvelle s'ouvre pour l'Europe centrale : l'ère slave. Quand on cherche quelles sont, dans l'Europe danubienne, les forces de reconstitution et de progrès, c'est aux Tchèques d'abord qu'il faut aller. En face de Vienne, élégante et artiste, se dresse fièrement Prague, pathétique et superbe.

II

« Il est une petite nation, une bien remarquable nation qui se trouve en Bohême, une nation qui a été opprimée dans le passé, une nation où l'on vit tout le pouvoir aux mains des Allemands, où toutes les situations aussi étaient entre des mains allemandes; les professions libérales étaient prises par les Allemands; les magistrats étaient allemands, les capitalistes étaient allemands, les gérants d'entreprises commerciales ou industrielles étaient allemands. Le Tchéco-Slovaque, dans son propre pays, n'était qu'un haveur de charbon ou qu'un haveur de tourbe. La première chose que le peuple de cette nation résolut de faire, ce fut de s'éduquer. Il établit un système d'éducation nationale qui

éleva la nation à une position où elle pouvait revendiquer l'égalité. Il ne revendiqua pas l'égalité avant d'être l'égal des Allemands. Ceci se passa il y a une génération. Il est maintenant un des peuples les mieux éduqués de l'Europe. Les professions libérales y sont exercées par des hommes de sa propre race ; il est à même de faire concurrence aux Allemands, et maintenant, voici le couronnement : il demande son émancipation politique. »

Ainsi parlait M. Lloyd George, le 3 mars 1919, au « dîner des Gallois »; et on ne saurait mieux exprimer la volonté tenace, la méthode persévérante avec laquelle les Tchèques, qui n'étaient plus qu'un petit peuple soumis aux Allemands, se sont préparés à redevenir une grande nation indépendante. Leur travail de cohésion et d'organisation n'est pas encore achevé ; le sentiment national tchèque n'est pas seulement une force historique, c'est une force organique qui s'accroît en marchant. Pour le moment, la question capitale est la réunion en un seul État solidement constitué de tous les Tchèques et Slovaques et l'acquisition de bonnes frontières. Quand on regarde une carte ethnographique de l'Europe, la Bohême apparaît comme une presqu'île slave entourée de trois côtés par des populations allemandes, reliée seulement

par un pédoncule étroit aux slaves de Pologne et de Russie. Dans cette situation hasardée, l'État tchèque doit être bien constitué, fort, et uniquement préoccupé du salut national ; les expériences sociales et l'isolement politique lui sont interdits.

Historiquement, depuis l'Empereur Charles IV qui proclama solennellement l'indivisibilité de la couronne de Bohême, trois pays en dépendent : la Bohême, la Moravie, la Silésie. Les Tchèques n'ont jamais cessé de revendiquer ce qu'ils appellent « le droit d'État de la Bohême ; » juridiquement, l'État tchèque n'a jamais cessé d'exister et d'être reconnu par les Habsbourg avec ces trois provinces : mais la Silésie, depuis les conquêtes de Frédéric II, est réduite à la partie dite « autrichienne. » Les Tchèques réclament aujourd'hui, pour constituer leur République, d'abord ces trois provinces. Mais, ici, quelques problèmes délicats se posent où il s'agit de concilier ce que le droit des États ou leurs besoins vitaux peuvent avoir de contradictoire avec le droit des peuples rigoureusement entendu : c'est d'abord et surtout la question des Allemands.

D'après les statistiques officielles autrichiennes de 1910 il y a, dans les trois pays de la Couronne de Saint-Wenceslas, 3 millions 512.000 Allemands

dont 2.467.700 pour la Bohême, 719.400 pour la Moravie, et 325.500 pour la Silésie.

Remarquons d'abord que ces chiffres doivent être réduits ; dans les villes où dominent les Allemands, de nombreux Tchèques, employés, ouvriers, domestiques, intimidés par le fonctionnaire autrichien ou le patron allemand, se déclaraient de langue allemande ; mais déjà, la liberté aidant, on voit certaines villes se « tchéquiser ; » des essais de recensement municipal ont été faits, et partout la proportion des Slaves a donné un chiffre supérieur aux statistiques anciennes. A Budweiss, par exemple, la statistique de 1910 donnait 40 pour 100 de Tchèques ; ils se trouvent aujourd'hui 65 pour 100. Le Comité national tchèque estime à environ 800.000 pour la seule Bohème le chiffre qu'il conviendrait de défalquer des statistiques officielles.

Comment sont répartis les éléments allemands? En Moravie, ils sont répandus sporadiquement, surtout dans les villes, et si étroitement mêlés à la majorité tchèque (1.869.000) que le gouvernement de Vienne avait renoncé à distinguer des circonscriptions électorales allemandes et tchèques ; elles se superposaient, chaque électeur étant inscrit, selon sa nationalité, dans le collège tchèque ou le collège allemand ; aucune division n'est donc

possible. En Silésie, les Tchèques sont seulement 170.000 contre 325.000 Allemands; mais ils réclament le pays tout entier, parce que, si les Allemands de Prusse s'emparaient de cette région des sources de l'Oder, leur territoire s'enfoncerait comme un coin entre Tchèques et Polonais qui ont besoin d'avoir une frontière commune aussi étendue que possible. D'ailleurs, cette région a été germanisée à une époque relativement récente. La partie orientale de la Silésie autrichienne, qui constituait autrefois le duché de Teschen, est en grande majorité polonaise[1], sauf le district occidental de Fridek. C'est là qu'ont eu lieu, en avril 1919, entre Tchèques et Polonais, les déplorables incidents qui ont mis une tache de sang entre deux peuples faits pour être frères et dont la bonne harmonie importe au plus haut point à la consolidation de la paix générale.

Reste la Bohême proprement dite. Il existe tout autour du quadrilatère, sauf dans la région où il se relie à la Moravie, des groupes importants d'Allemands; mais ils sont partout mêlés à des minorités tchèques, qui atteignent souvent 30 et 50 pour 100 dans les régions où les mines attirent des ouvriers slaves. Ces populations allemandes

1. Il y a en Silésie autrichienne 235.000 Polonais.

constituent trois groupes distincts, qui ne peuvent pas, administrativement, former une seule province autonome; les réunir à l'Allemagne serait paralyser le développement de l'État tchèque et mettre aux mains des Allemands le moyen de l'étouffer à la première occasion; la République tchéco-slovaque, isolée au milieu de populations allemandes, a besoin de s'appuyer à ses frontières naturelles pour résister à la pression du germanisme. Prague n'est qu'à 100 kilomètres de la frontière saxonne. La Bohême est admirablement délimitée et protégée de trois côtés par ses montagnes; du quatrième elle se continue par le plateau morave, qui appartient au domaine des populations tchèques; il est impossible d'introduire un État germanique dans la forteresse naturelle qui, depuis si longtemps, résiste aux assauts des Allemands. Suivre scrupuleusement la limite ethnographique serait les installer dans la plaine de l'Elbe à 60 kilomètres de Prague, c'est-à-dire à portée de canon.

Au point de vue économique la Bohême est une et indivisible. Les Allemands avaient naturellement mis la main sur les régions minières les plus riches et les plaines les plus fertiles; mais, presque partout, la main d'œuvre est tchèque. Les charbonnages sont indissolublement liés à la

prospérité de la Bohême tout entière; elle leur doit son brillant essor industriel. Cette solidarité des diverses régions de la Bohême est si évidente que la plupart des Allemands de Bohême la reconnaissent eux-mêmes; toute mesure qui les séparerait de Prague et des Tchèques les ruinerait et les obligerait à émigrer; ils le disent et, à l'exception des pangermanistes, ils acceptent le maintien de l'unité de la Bohême. Le journal allemand *Montagsblatt*, de Prague, qui s'était toujours montré très hostile aux Tchéco-Slovaques, écrivait le 4 novembre 1918 : « L'avenir de la Bohême allemande est uniquement dans le cadre de l'État tchéco-slovaque; l'union avec l'Empire allemand serait un désastre pour les industriels allemands de Bohême. Sans les céréales des Tchéco-Slovaques et leurs pommes de terre, la Bohême ne peut pas vivre. » Un meeting ouvrier tenu le 3 novembre à Eger (Cheb), c'est-à-dire dans la région la plus allemande et la plus anti-slave de toute la Bohême, votait un ordre du jour dans le même sens. Les pangermanistes favorisent en Bohême la propagande bolcheviste; c'est un signe qu'ils savent leur cause perdue et qu'ils préfèrent la subversion générale à l'organisation pacifique d'une Bohême prospère; l'attentat contre le grand patriote Karel Kramar, président du Conseil, a été

un premier résultat de leur activité; mais, parmi les Tchèques, le sentiment national est trop fort, la satisfaction de la liberté enfin conquise est trop vive, pour que le bolchevisme puisse s'implanter.

La République démocratique tchéco-slovaque est prête d'ailleurs à accorder aux Allemands toutes garanties légitimes ; la langue des minorités sera admise partout ; la Bohême sera un État bilingue, les Allemands pourront avoir leurs écoles, leurs tribunaux : ils jouiront des mêmes droits que les Tchèques. Au moment de la révolution de novembre, les Tchèques ont déjà montré comment ils entendent la pratique et le respect des droits des autres nationalités et les journaux allemands l'ont reconnu. Pendant les trop longs mois qui se sont écoulés depuis l'armistice, l'occupation des régions allemandes par les troupes tchèques n'a pas été sans quelques violences et vexations ; la propagande allemande n'est pas restée inactive, si bien que les esprits s'échauffent et que les rancunes s'exaspèrent. Il est temps de donner à la Bohême un statut définitif, de rassurer à la fois les Tchèques sur l'intégrité de leur État et les Allemands sur les garanties auxquelles ils ont droit. L'intérêt fera le reste. Une partie des Allemands émigrera sans doute, tandis que

les Tchèques, plus prolifiques, cesseront d'aller en Amérique et la proportion des Slaves ne tardera pas à s'accroître même dans les districts aujourd'hui allemands.

La Bohême est un tout géographique et économique ; elle formera un tout national avec la Moravie et la Slovaquie. Les Slovaques et les Tchèques ne sont qu'un seul et même peuple parlant deux dialectes d'une même langue, mais l'histoire et la politique les avaient depuis longtemps séparés. Depuis l'an 1025, les Slovaques sont enchaînés aux destinées des Magyars qui, à la fin du IXe siècle, les avaient rejetés dans les montagnes de la Tatra et des Carpathes C'est là que la renaissance de la nationalité tchéco-slovaque, au XIXe siècle, les a trouvés. Leur domaine a, en gros, pour frontières : la Morava, sur laquelle ils se mêlent aux Tchèques de Moravie ; au Nord la crête des Carpathes, c'est-à-dire l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie ; au Sud et au Sud-Est la frontière est plus indécise, les Slovaques atteignent le Danube entre Presbourg et Comorn ; d'une façon générale ils occupent la montagne et les Magyars la plaine et les villes. A l'extrême Est le cours de l'Ung sépare les Slovaques du groupe des Ruthènes de Hongrie. Ni la persécution ni la propagande la plus

acharnée par l'école et l'administration n'ont pu réussir à vaincre la résistance des montagnards. Même les îlots slovaques qui ont subsisté dans l'Alfœld, isolés en plaine au milieu des populations magyares, ont gardé leur langue, leurs mœurs et leurs si pittoresques costumes ; jusqu'aux portes de Pest, jusque sur la rive droite du Danube, on trouve de ces petits groupes. Dans l'ensemble le Magyar est l'homme des grandes plaines, le cavalier de la Puzta, tandis que le Slovaque est un montagnard ; comme tous ses pareils il descend, surtout pendant l'hiver, chercher du travail dans les villes, ou bien il émigre ; nombreux sont les Slovaques qui, chaque année, allaient demander aux États-Unis la liberté et la fortune. D'après les statistiques hongroises, il y aurait en Hongrie un peu moins de 2 millions de Slovaques. Il n'est pas douteux, pour qui connaît les procédés de l'administration dans ce pays, qu'il ne faille majorer ces chiffres : on peut estimer à 2.500.000 le nombre des Slovaques vivant en groupe compact en Slovaquie ; à 400.000 le nombre de ceux qui sont répandus dans toute la Hongrie, notamment à Budapest où ils sont plus de 100.000 ; à 700.000 le nombre de ceux qui, en Amérique, ont gardé leur langue et le souvenir de leur petite patrie.

La résurrection du sentiment national s'est produite, chez les Slovaques, en même temps que chez les Tchèques; Palacky lui-même était Slovaque d'origine, ainsi d'ailleurs que le fameux patriote hongrois Louis Kossuth. Les noms des Slovaques Kollar et Saffarik sont étroitement associés à l'œuvre de la renaissance linguistique et nationale tchèque et slovaque. Mais, chez les Slovaques, le mouvement a été plus lent et n'a entraîné qu'une élite. La masse du peuple est restée très en retard sur les Tchèques, car les Hongrois s'appliquaient à lui refuser des écoles nationales et à la tenir éloignée de la vie politique. Une longue oppression sociale et politique a brisé les ressorts d'énergie et de volonté de ce peuple; il a toujours obéi à des maîtres étrangers qui n'ont jamais cherché à développer ses aptitudes remarquables, son goût pour les arts et la finesse de son esprit. Au Parlement de Budapest, les Slovaques n'ont jamais eu qu'une représentation hors de proportion avec leur nombre : par d'incroyables moyens de pression et de fraude sur lesquels les livres de M. Seton Watson, (Scotus viator) nous ont édifié, les Magyars réussissaient à empêcher les candidats nationaux Slovaques d'être jamais élus. Comment les Magyars s'étonneraient-ils que les Slovaques aient

cherché chez leurs frères Tchèques de Bohême et de Moravie l'appui moral qui leur a toujours manqué en Hongrie et qu'ils aient souhaité et préparé leur union dans une patrie tchéco-slovaque que le traité de paix va réaliser? La Slovaquie deviendra, pour la nouvelle République, un réservoir de forces jeunes et de populations vigoureuses, pourvu que les Tchèques ne brusquent pas l'évolution de leurs frères moins avancés et respectent leurs coutumes, leur foi religieuse et leur idiome populaire.

La question de la frontière méridionale de la Slovaquie est particulièrement délicate. Les Allemands et les Magyars ont, au cours des siècles, éloigné les Slaves des bords du Danube et, en général, des plaines et des villes. Presbourg, capitale historique du pays Slovaque, entourée de villages slovaques, n'a elle-même que 15 pour 100 de Slovaques contre 40 pour 100 d'Allemands et 40 pour 100 de Magyars. Il est cependant indispensable que Presbourg suive le sort du pays qui l'environne et que la Tchéco-Slovaquie soit riveraine du Danube. En règle générale, quand il s'agit de déterminer la nationalité d'une région, c'est les campagnes plutôt que les villes qu'il faut considérer, car le citadin passe et le paysan demeure. On devra étudier de près, de manière

à éviter le plus possible de répartir les populations contre leur gré, cette région du Danube et des confins Slovaco-Magyars entre le Danube et la Tisza. On tiendra compte du fait que des groupes importants de Slovaques répandus çà et là à travers la Hongrie devront rester parmi les Magyars et constitueront pour eux une compensation aux îlots qu'ils devront abandonner en pays Slovaque.

La Conférence aura aussi à se prononcer sur l'avenir du groupe des Ruthènes (Petits-Russes) qui, au nombre de 470.000, vivent au Sud de la crête des Carpathes dans la région des sources de la Tisza, et qui s'interposent entre les Slovaques et les Roumains de Transylvanie et de Bukovine. Les Tchéco-Slovaques leur offrent, comme à des frères trop faibles pour fonder un état indépendant, d'entrer dans leur République en y conservant leur langue et leur autonomie administrative. Par là les Tchéco-Slovaques seraient en contact immédiat avec les Roumains et ce serait, dans l'intérêt de l'équilibre pacifique de l'Europe, un fait dont l'importance n'a pas besoin d'être démontrée.

La nation tchéco-slovaque ainsi constituée, maîtresse de ses destinées, est appelée à un brillant essor si elle reste laborieuse et unie dans la vic-

toire comme elle l'a été dans sa lutte contre le germanisme et dans son puissant effort d'organisation. Mais elle ne constitue encore qu'un État de dix millions d'hommes sur lesquels on compte à peine sept millions de Slaves, que sa forme étroite et allongée rend particulièrement vulnérable et qui, ne touchant pas à la mer, restera asservi au système de ses communications, même si le libre usage lui en est garanti par le traité de paix et la Société des Nations. Il n'est donc pas assez fort, et il ne le sera pas de longtemps, pour rester isolé et dédaigner l'appui de ses voisins. « Bohemia fara da se » ne saurait être sa devise. Pour faire face au germanisme il s'adosse à la Pologne ressuscitée qui est son alliée naturelle. Il regarde au loin vers sa grande amie russe, dont il déplore l'égarement, qu'il travaillera à reconstruire et à qui il donne l'exemple d'un État slave qui sait se discipliner et s'organiser lui-même. Vers l'Occident, il tend la main à la France, à la Belgique, à l'Angleterre, et, par delà les Océans, à l'Amérique, foyers de patriotisme et de liberté, où son cœur s'est réchauffé, où son intelligence s'est nourrie, d'où lui est venu le salut par la victoire et d'où lui viendra toujours un concours amical, inspiré par le plus pur patriotisme et les plus nobles sentiments humains. Au Sud, il regarde

vers l'Italie, dont le rôle historique paraît tout tracé et qui, après avoir contribué à renverser par les armes l'Empire des Habsbourg, peut devenir l'éducatrice et l'amie de tous les États nouveaux issus de sa dislocation. Dans l'intérieur même de l'ancienne monarchie ou dans son voisinage immédiat, les Tchéco-Slovaques sont étroitement solidaires du groupe des Slaves du Sud, frères de misère et de gloire qui, de l'autre côté du Danube, leur font vis-à-vis et apparaissent comme la seconde colonne d'un portique monumental qui ouvrirait l'accès du monde oriental. Plus loin, la Roumanie latine ne demande qu'à fraterniser avec les nouveaux États nés ou agrandis comme elle par la victoire des Alliés. L'avenir des petites et moyennes nations issues de la dislocation du grand corps historique de l'Empire des Habsbourg est dans leur union.

III

Du côté de la grande Allemagne, tout est péril pour la République tchéco-slovaque; au Nord et à l'Ouest, l'Allemagne l'entoure et cherchera à la pénétrer; elle saura faire patte de velours pour attirer vers ses ports le trafic de la Bohême et de la Moravie et pour nouer avec elles des relations d'affaires qui ne tarderaient pas à se transformer en une vassalité économique : l'engrenage est fatal. Et pourtant, c'est du côté de Vienne, d'où ne peut plus venir aucun péril pour l'indépendance de leur État, pourvu que les Allemands d'Autriche ne soient pas réunis à la grande Allemagne, que les Tchèques jettent des regards de défiance et d'hostilité : car la colère des peuples survit à la chute des rois. En Bohême, comme en

Italie, le nom d'Autriche éveille des souvenirs si anciennement douloureux que la politique a quelque peine à se rendre compte que l'Autriche d'hier n'est plus qu'un fantôme, mais qu'il reste quelques millions d'Autrichiens de langue allemande dont le sort importe au plus haut point à la sécurité de la Tchéco-Slovaquie comme de l'Italie, et à la consolidation de la paix européenne. S'ils allaient se réunir à l'Empire (Reich) allemand, en qui ne sont pas mortes les passions dominatrices et pangermanistes, une même puissance serait établie à Berlin et à Vienne, tendrait la main aux Magyars, encerclerait de trois côtés la Bohème et dominerait, du haut des sommets tyroliens, les vallées italiennes. Le péril traditionnel, devenu illusoire, inquiète encore certains esprits et leur cache le péril réel d'aujourd'hui et de demain. N'a-t-on pas entendu, dans l'enivrement d'une indépendance nouvelle, des hommes sérieux, comme l'économiste M. C. Horacek, déclarer : « Nulle amitié avec Allemands et Magyars, pas de relations politiques et économiques, pas de conventions douanière, financière et ferroviaire. » Il est bon en effet de n'avoir pas « d'amitié » pour de tels voisins, mais il est plus difficile de n'avoir pas de « relations » avec eux. Par la crainte chimérique de ressusciter l'Autriche, on rejetterait

vers la grande Allemagne plus de six millions d'hommes qui parlent allemand, mais dont la grande majorité n'accepterait qu'en désespoir de cause de s'y voir englobés. Or, l'Autriche, telle que les peuples la haïssaient, est morte et bien morte.

Qu'était-ce, en effet, que l'Autriche? Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de peuple autrichien; les habitants des deux provinces de Haute et Basse-Autriche ont droit sans doute à ce nom, mais ils ne constituaient pas, au sens politique du mot, l'Autriche. L'Autriche n'était pas une nation mais un État, ou plutôt c'était un organisme gouvernemental au service d'une tradition politique incarnée dans une dynastie, entretenue par quelques centaines de fonctionnaires et de diplomates, secondée par une presse docile aux inspirations officielles et par une police dont l'action se mêlait à toute la vie politique et sociale, défendue enfin par une armée bien organisée et bien outillée de soldats de toutes races qui n'avaient d'autre lien entre eux que le serment à l'Empereur. Ainsi l'Autriche qui agissait et pensait comme Autriche c'étaient quelques milliers d'individus qui vivaient de l'État et pour l'État, gens de cour, bureaucrates, diplomates, officiers; ceux-là seuls étaient vraiment des « Autrichiens » et doivent porter

leur part de responsabilité dans le crime allemand. La vie vraie, le mouvement et l'espérance étaient déjà dans les nationalités. L'édifice était encore imposant mais artificiel et lézardé. Quand il se fut effondré sous les coups des armées alliées et des défections slaves, il ne resta rien que des peuples sans liens entre eux et dont aucun n'est ou ne peut redevenir l'Autriche historique. Nous sommes à un de ces moments, rares dans l'histoire, où il faut se garder de croire que ce qui a été longtemps ne saurait cesser d'être et que ce qui n'a jamais été ne saurait être. L'Autriche de François-Joseph était déjà une survivance d'un passé aboli; elle n'est plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir; c'en est fini à jamais de son absolutisme centralisateur et germanisateur et de cet étrange et mortel anachronisme d'une politique d'expansion qui ne s'appuyait pas sur une nation mais sur une dynastie et un État. La disparition de l'Autriche n'est pas une éclipse, comme il en est advenu à tous les grands peuples historiques, c'est un point final mis à une période de l'histoire européenne. L'Autriche nouvelle, indépendante, qui naîtra de la Conférence, ne ressuscitera pas, même s'il lui en prenait envie, l'ancienne politique autrichienne. Qu'on ne cherche donc plus à agiter cet épouvantail.

Un État autrichien de langue allemande, constitué avec les provinces de l'ancienne Cisleithanie qui n'appartenaient ni à l'ancien royaume de Bohême ni au domaine jougo-slave, sera un petit état alpestre et danubien qui ne comptera guère plus de six millions d'âmes se répartissant ainsi :

Basse-Autriche	3.130.536
Haute-Autriche	840.604
Salzbourg	208.009
Styrie (partie)	983.253
Carinthie (partie) . . .	304.287
Tyrol allemand	525.114
Vorarlberg	126.743
Total	6.118.546 [1]

Ces six millions d'hommes se décomposent en deux groupes presque égaux : la ville de Vienne d'une part, avec sa banlieue, qui englobe presque toute la Basse-Autriche et, de l'autre, une série de vallées alpestres, y compris celle du Danube, qui sont habitées par une population de langue allemande mais très particuraliste et qui représente un germanisme fort éloigné du modèle prussianisé. La Haute-Autriche et Salzbourg,

1. Chiffres de 1900. Voyez A. Chervin : *L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées* (Berger-Levrault, 1915, in-8°).

avec environ un million d'habitants, ont une population proche parente de celle de la Haute-Bavière. Les gens du Tyrol et du Vorarlberg sont des montagnards très anciennement germanisés, très attachés à leur foi catholique, à leur autonomie traditionnelle, qu'ils défendirent avec un héroïsme indomptable contre les soldats de Napoléon ; leur type moral les rapproche des Suisses catholiques. Ils regretteront la dynastie des Habsbourg, à laquelle ils étaient très attachés, plus que l'Empire pour lequel on les a si souvent fait tuer. Ils opposeraient la plus opiniâtre résistance à toute domination étrangère qui tenterait de les englober.

La culture allemande, à mesure qu'elle se rapproche de la Méditerranée, se modifie et s'altère au contact des Slaves et des Latins. Déjà le dialecte viennois est moins dur que l'allemand de l'Elbe ou du Rhin. Entre Vienne et l'Adriatique, les derniers rameaux des Alpes encadrent les sites charmants de la Styrie et de la Carinthie [1]. Là vit une population d'origine celtique,

1. Les parties méridionales de ces deux provinces sont Slovènes :

Styrie : 70,49 pour 100 parle allemand.
29,37 pour 100 parle slovène.
Carinthie : 78,61 pour 100 parle allemand.
21,39 pour 100 parle slovène.

Depuis des siècles la poussée allemande fait, aux dépens des Slovènes, un travail d'érosion ethnique.

comme les Ladins du Tyrol, qui fut autrefois latinisée et qui parle aujourd'hui un allemand plus riche en voyelles et plus harmonieux, qui répond mieux à la sensibilité de l'âme styrienne, à la douceur et à la pureté des mœurs des hautes vallées de la Mur, de la Drave et de la Save. Parmi ses troupeaux et ses grands sapins noirs la vie paraît au Styrien bonne et douce ; il la regarde sans pessimisme ; il jouit avec sérénité de la clémence de son ciel et de la beauté de ses vallées. Son catholicisme traditionnel se nuance de poésie et garde, au fond de ses montagnes, comme un reflet lointain des anciens cultes de la nature. Le Styrien ignore l'âpre ambition, les vastes pensées et les agitations de la civilisation industrielle ; il est heureux de vivre. Cet optimisme souriant va parfois jusqu'à une sorte d'apathie, d'impuissance à vouloir et à agir. Il y a quarante ans, chez nous, certains royalistes impatients ou déçus attribuaient à la « maladie styrienne » l'inaction du prince qu'ils auraient souhaité d'arracher au calme de Frohsdorf. Il serait paradoxal que ces Styriens fussent associés, dans une même République impériale et unitaire, avec des Prussiens ou des Saxons ; Allemands, soit, mais non pas « Boches ! » Ces peuples, qui se sont battus énergiquement contre

les Russes et les Italiens, ne veulent être ni conquis ni absorbés, fût-ce par des Allemands. Ils tiennent à rester eux-mêmes, avec leurs voisins du Tyrol et d'Autriche, et nous n'avons pas de raison de les empêcher. Ce sont d'honnêtes et fortes populations, qui ne peuvent inspirer que respect et sympathie.

Vienne et sa grande banlieue renferment presque autant d'habitants agglomérés que les provinces dont nous venons de parler en comptent de dispersés dans leurs vallées alpestres. La nouvelle Autriche aura donc une tête trop grosse pour son corps. Vienne était la Ville impériale, le grand creuset qui attirait pour les amalgamer toutes les populations de l'Empire. Il s'en faut que ses habitants soient de pur sang allemand; ils sont un mélange de toutes les races de la monarchie. Comme ouvriers, gens de métier, domestiques, fonctionnaires, les Slaves, les Hongrois, les Roumains, les Italiens, les Juifs ont colonisé Vienne; un grand nombre ont été assimilés, mais on compte environ 300.000 Tchéco-Slovaques qui ont conservé leur langue et leur sentiment national quoique le Gouvernement Impérial ne leur ait jamais permis d'avoir des écoles spéciales. De ce mélange résulte un type particulier où je ne sais quoi de plus gracieux et

de plus élégant chez les femmes, de plus dégagé et de plus fin chez les hommes, décèle l'hérédité slave et même italienne. Ainsi, Vienne, citadelle historique et avant-garde du germanisme, est, par le sang, à moitié slave. Le germanisme de Vienne s'est adapté à des mœurs plus simples et plus douces, plus naturellement démocratiques. Les écrivains viennois manquent généralement de profondeur mais ils ont le coup d'œil finement observateur, le trait plaisant, la note tendre, le tempérament jovial ; ils manient même non sans grâce la fantaisie et l'ironie, filles ailées du génie celtique et méditerranéen.

Vienne est admirablement située, au point même où le Danube, sortant du système alpestre, pénètre dans la grande plaine de l'Europe centrale, « entre une Suisse et une Beauce » ; avec son grand fleuve qui constitue une magnifique voie commerciale naturelle, elle aurait pu devenir et rester, si ses Empereurs avaient pratiqué une politique plus prévoyante et plus équitable pour tous leurs sujets, la capitale d'un grand Empire fédéral où l'élément allemand n'aurait eu que la part d'influence qui lui revient légitimement ; leur méconnaissance des conditions modernes de la vie des nations et des devoirs des souverains envers leurs sujets en a décidé autrement : la

politique impériale a tué l'Empire. Avec lui ont disparu, en tant que facteurs politiques, la cour, l'aristocratie et la bureaucratie, c'est-à-dire les trois éléments sociaux qui, à proprement parler, constituaient l'État autrichien; mais il reste le vieux fonds de la population viennoise. Tandis que ses Empereurs poursuivaient la monarchie universelle ou travaillaient à accrocher quelque nouveau fleuron à leur couronne disparate, Vienne coulait paisiblement des jours tranquilles, plus occupée de bien vivre, bien manger et bien boire que de gloire et d'expansion; « vivre et laisser vivre », c'est sa devise; c'est seulement quand elle est menacée dans sa tranquillité, dans sa sécurité ou dans son estomac qu'elle peut connaître les agitations dangereuses et les troubles populaires car elle a, aujourd'hui, comme toutes les grandes villes, un prolétariat industriel nombreux et organisé par un parti socialiste puissant dont la guerre et les souffrances ont accru l'influence et qui n'a, du Viennois historique, ni la passivité, ni la bonhomie.

Les anciennes provinces autrichiennes de langue allemande, avec Vienne leur capitale, constituent un tout historique qui a sa personnalité et qui se distingue nettement des pays de l'ancien Empire allemand. Ce n'est pas la langue, ni la race, ni la

forme du crâne, qui fait la nationalité, mais le vouloir commun d'une collectivité humaine de s'organiser pour vivre en société et constituer un État indépendant. L'Allemand autrichien est aussi, et peut-être plus distinct de l'Allemand prussianisé que le Belge ou le Genevois l'est du Français ou le Canadien de l'Américain des États-Unis. Pour qui a vu Berlin et Vienne, pour qui connaît l'âme des deux peuples et leur histoire, aucun doute ne peut subsister : les Allemands d'Autriche sont une nationalité qui a le droit comme telle d'être respectée et de se constituer en État indépendant, libre, et capable de vivre au même titre que les autres nationalités de l'Empire des Habsbourg. C'est en ce moment tout ce qu'elle demande et tout ce qu'il est juste que les Alliés lui reconnaissent.

La grande majorité des habitants de l'Autriche allemande ne souhaitent pas d'être rattachés à l'Allemagne, qu'elle soit impériale ou démocratique, pourvu que l'Entente leur assure les moyens économiques, financiers et moraux de vivre indépendants. L'aristocratie autrichienne a toujours été anti-prussienne, et, si elle est allemande de langue, elle a toujours eu un goût particulier pour la culture française dont elle apprécie la finesse et la mesure; elle s'accommo-

dera avec satisfaction d'un État autrichien indépendant auquel elle contribuera à donner un cachet particulier de civilisation et d'élégance. La bourgeoisie viennoise, les gens des métiers et des corporations, amis d'une vie douce et pacifique, ennemis du bureaucratisme comme du militarisme, clientèle du parti chrétien-social, désire une solution qui conserve à Vienne son rôle de capitale, fût-ce d'un État réduit et sans prétentions impériales. Les paysans des vallées alpestres sont essentiellement particularistes, et, par tempérament, conservateurs et démocrates. Restent les socialistes : les masses ouvrières suivent, souvent contre leur intérêt économique, l'impulsion donnée par leurs chefs politiques qui veulent les entraîner à la lutte des classes à la suite de la social-démocratie allemande avec laquelle ils font, depuis longtemps, cause commune. C'est avant tout un intérêt de parti qui fait des social-démocrates actuellement au pouvoir des partisans du rattachement à l'Allemagne. L'agitation communiste n'aurait aucune chance de réussir en Autriche si la propagande et l'exemple de Moscou et surtout de Budapest et de Munich n'encourageait les fauteurs de désordre et de pillage ; ils échoueront dans leur œuvre de mort si l'Entente sait assurer à temps à la population autrichienne

d'abord de quoi manger et se vêtir, ensuite les moyens de travailler et de prospérer, surtout si elle se décide enfin par acte d'énergie à arrêter net, en l'étouffant à Budapest, les progrès de cette épidémie de destruction et de nivellement qui gardera dans l'histoire le nom de bolchevisme.

IV

Les Magyars eux aussi constituent une nationalité, et qui a le droit de vivre. Il est même juste de reconnaître qu'il en est peu qui aient montré autant de vitalité nationale et d'énergie patriotique. Malheureusement ces qualités, les Magyars en ont usé pour opprimer les peuples non Magyars que les hasards de l'histoire, des mariages et des héritages dynastiques avaient rangés sous les lois de la Couronne de Saint-Étienne.

Quand ils se sont établis, au IXe siècle, au milieu des peuples slaves qu'ils ont séparés et morcelés, les Magyars étaient, comme l'a dit leur poète Gaj, « comme une île dans un océan slave ; » ils assujettirent, assimilèrent ces tribus slaves ou les

repoussèrent dans les montagnes. L'aristocratie magyare qui a toujours gouverné la Hongrie et même, surtout depuis 1867, l'Empire tout entier, avait à résoudre un problème difficile ; en minorité dans son propre royaume, elle n'a cru pouvoir se soutenir qu'en employant toutes les forces de l'État au service du Magyarisme et en pratiquant une politique de centralisation et de magyarisation sans merci. Elle a été un remarquable instrument de gouvernement ; elle s'est donné une mission qu'elle a remplie avec toute son énergie, celle de faire entrer, de gré ou de force, dans les cadres de l'État Magyar les peuples sur lesquels régnait le roi de Hongrie ; avec les hobereaux prussiens, les magnats Magyars sont, dans l'histoire, l'un des types les mieux caractérisés d'une aristocratie gouvernante et conquérante. Ils ne pouvaient maintenir leur pouvoir qu'en l'étendant sur des peuples nouveaux. C'est ainsi que, tantôt avec l'aide des Habsbourg, tantôt contre eux et avec l'appui des Turcs, ils réussirent à soumettre à leur domination la Transylvanie, la Slovaquie, la Croatie. Ils furent les plus ardents, en ces dernières années, à réclamer l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine et la guerre contre la Serbie.

Mais l'art particulier des Hongrois fut de se présenter à l'Europe occidentale comme un peuple

épris de progrès et de liberté. Ne les avait-on pas vus, en 1849, en révolte contre leur souverain? N'ont-ils pas constitué un Gouvernement parlementaire avec deux chambres où la liberté du langage allait jusqu'aux pires violences? Ils oubliaient de dire que l'égalité, en Hongrie, était le privilège des seuls Magyars ; la plainte des nationalités opprimées n'arrivait pas jusqu'à l'Europe occidentale. Un homme comme le comte Albert Apponyi avait, en France et en Angleterre, la réputation d'un « libéral, » il était cependant l'auteur de la fameuse loi sur les nationalités qui est l'un des plus terribles instruments d'assimilation forcée qui ait jamais été forgé au profit d'une nationalité et aux dépens des autres. Vis-à-vis des nationalités, les procédés des Andrassy, des Weckerlé, des Kossuth ne différaient pas de ceux de MM. Koloman et Étienne Tisza [1] ; des hommes comme Deak et Eötvös avaient entrevu la nécessité d'accorder plus de libertés et plus de part dans le gouvernement aux peuples non Magyars : ils ne furent pas suivis. Mais le mouvement qui, dans toute l'Europe, rendait à toutes les nationalités conscience de leurs droits et de leurs

1. Voyez, entre autres ouvrages récents, sur les procédés de gouvernement des Hongrois, Aurèle C. Popovici : *La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie* (Payot, 1918, in-16) ; G. Beck, *Les responsabilités de la Hongrie* (Payot, 1917, in-16).

forces était trop puissant pour que la législation la plus restrictive pût l'étouffer. Les Magyars luttèrent désespérement; ils savaient que le règne de la justice envers toutes les races marquerait la fin de la domination de la race magyare et de son grand rôle historique. Du côté de la Croatie surtout, le danger était pressant, car, derrière les Croates, grandissait l'État Serbe indépendant, et, d'une rive à l'autre de la Save, des mains se tendaient qui cherchaient à se rejoindre pour unir tous les Yougo-Slaves en un seul peuple. Il fallait donc, pour que la Hongrie pût continuer à tenir sous son joug les peuples non Magyars, en finir avec ce petit État; après les guerres balkaniques de 1912 et 1913 et les victoires serbes, le péril était imminent. Les Hongrois, d'accord avec l'Allemagne et l'état-major de Vienne, jugèrent l'heure venue de déchaîner la grande guerre.

C'était la suprême partie ; la Hongrie l'a perdue ; elle porte avec l'Allemagne le poids d'une terrible responsabilité. Elle a lutté jusqu'à la fin avec un aveuglement incoercible; c'est à elle qu'est dû l'échec des tentatives de l'empereur Charles et de quelques hommes d'État autrichiens pour fédéraliser l'Empire dualiste. Elle demande aujourd'hui qu'on ne confonde pas le peuple Magyar avec le Gouvernement qui l'a conduit aux abîmes; mais

les peuples restent solidaires de leurs Gouvernements même déchus, et les Hongrois le sont d'autant plus qu'ils n'ont ni renversé, ni renié le leur avant la défaite, tardive sagesse, comparable à celle des Allemands, et dont il est impossible de savoir s'il faut l'attribuer au remords ou à la crainte de l'expiation. Si le mauvais coup avait réussi à l'Allemagne et à ses complices, on aurait vu les Hongrois opprimer allègrement les Serbes et les Roumains vaincus et acclamer les succès du comte Tisza. Est-ce que les Français, en 1870, n'ont pas cruellement payé les illusions de la politique, pourtant généreuse, de Napoléon III, quoiqu'ils aient renversé son trône avant que la partie fût définitivement perdue? Les Hongrois seront moins durement traités ; ils ne perdront pas leurs provinces peuplées de Magyars si ce n'est dans la mesure strictement indispensable pour assurer l'affranchissement des nationalités qu'ils retenaient malgré elles sous le joug. L'État Hongrois aura sans doute beaucoup à souffrir de la paix. Est-ce la faute des Alliés s'il comptait, sur vingt et un millions d'habitants, moins de la moitié des Magyars[1] ?

1. La statistique suivante est celle de l'Administration hongroise, donc peu suspecte de favoriser les nationalités. — Les Israélites sont compris dans le chiffre des Magyars ou des Allemands.

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom duquel nous avons conduit la guerre et nous faisons la paix, détruit l'édifice artificiel, fondé sur la force et l'oppression, qu'était l'État Hongrois et réduit l'influence des Magyars à la mesure de leur importance numérique. Le royaume de Hongrie était un grand État, la moitié de l'Empire dualiste d'Autriche-Hongrie ; la République Magyare ne sera plus qu'un État secondaire ; mais elle sera un État libre auquel les Magyars donneront la constitution qui leur conviendra ; les fractions du peuple magyar qui s'en trouveront détachées par suite de l'enchevêtrement des populations dans les zones mixtes, jouiront, sous la sauvegarde de la Société des Nations, d'une liberté que ni les Slovaques, ni les Roumains, ni les Serbes, ni les Croates ne connurent avant la grande guerre libératrice.

Population du royaume de Hongrie en 1910 :

Langues maternelles parlées.	Nombre absolu.	Proportion pour 100 habitants.
Magyars	10 050.575	48,1
Allemands	2 037.435	9,8
Slovaques	1.967.970	9,4
Roumains.	2.949.032	14,1
Ruthènes	472 587	2,3
Croates	1.833 162	8,8
Serbes	1.106.471	5,3
Divers	469.255	2,2
Total	20.886.487	

L'accès à la mer sera garanti aux Hongrois par la voie fluviale du Danube et par un ou plusieurs chemins de fer internationaux aboutissant à Fiume et à Salonique. La vie politique et économique du peuple Magyar sera donc assurée, et elle le sera indépendamment de l'Autriche. Nous avons assez longtemps entendu les revendications et les doléances du « Parti de l'Indépendance » pour être persuadés que la Hongrie estimera à son prix la rupture de liens qui lui semblaient si insupportables. Après avoir donné quelques regrets au temps où opprimer les autres nationalités leur paraissait un devoir national, le peuple Magyar saluera avec joie l'ère nouvelle où lui-même ne pourra plus subir l'oppression. La politique hongroise d'hier était celle d'une dynastie et d'une oligarchie ; la politique hongroise de demain sera celle d'un peuple.

Le mouvement bolchevique en Hongrie et la dictature du prolétariat sont encore une forme de la protestation nationale magyare contre le démembrement de l'ancien État hongrois. N'a-t-on pas vu le comte Karolyi, désespérant d'obtenir les concessions qu'il avait sollicitées de l'Entente, passer la main aux Communistes? Mais une tactique si hasardeuse porte en elle-même son châtiment. L'armée et la police ayant disparu,

tous les pouvoirs sont tombés aux mains d'une bande de jeunes gens, presque tous juifs, qui ont organisé sur le modèle de Pétrograd la destruction de la bourgeoisie et du capital et travaillent avec ardeur à répandre dans les pays voisins leurs doctrines de nivellement social et de ruine économique. La malheureuse Hongrie expie. Pour son honneur et son intérêt l'Entente ne peut pas laisser se développer plus longtemps pareille saturnale au centre de l'Europe. Avec l'aide des éléments sains du pays, elle sauvera la Hongrie d'elle-même.

Aussi bien la Hongrie sera-t-elle un Etat viable. Le Magyar est, par excellence, l'homme des plaines; il gardera ses immenses champs de blé, de maïs et de betteraves et les solitudes indéfinies de sa Puzta herbeuse où il exerce l'agilité de ses beaux chevaux. Avec ses deux grands fleuves, le Danube et la Tisza, qui lui ouvrent vers la Mer Noire au Sud-Est, vers l'Autriche et la Bohême au Nord-Ouest, des voies commerciales naturelles, avec ses chemins de fer, il est admirablement placé pour devenir le premier peuple producteur et exportateur de céréales, de bétail, de chevaux, de volailles, de sucre, de l'Europe Centrale. Tchéco-Slovaques, Yougo-Slaves, Polonais Autrichiens, sont ses clients naturels; il aura aussi,

avec les États riverains du Bas-Danube, des relations nécessaires.

Ainsi l'économie nationale montre les voies à la politique et l'on peut entrevoir les grandes lignes de la solution d'un problème qui trouble l'Europe centrale depuis le XIe siècle et qui consiste à articuler pacifiquement l'État magyar parmi les peuples slaves, roumains et allemands, au milieu desquels il est tombé, comme un bolide, au temps d'Arpad. La difficulté sera vaincue par le respect de tous les droits légitimes. La nation magyar a sa place, mais rien que sa place, parmi les peuples de l'Europe centrale; elle est brave, laborieuse, amie des arts et de la haute culture; elle est capable de noblesse et de générosité quand elle ne se croit pas tenue aux duretés de l'égoïsme national; elle a une place à prendre et un rôle à jouer parmi les nations moins avancées en civilisation. L'Occident, et particulièrement la France, sont disposés à l'y aider avec une sympathie que rien ne viendra plus troubler.

V

Dans l'ancienne Autriche-Hongrie, deux peuples gouvernaient et dominaient toutes les autres nationalités; dans l'Europe nouvelle, chaque nationalité constituée, détachée de l'ancien Empire des Habsbourg, aura le droit et les moyens de vivre indépendante et libre. Le problème consiste à organiser le droit à la vie qui n'est refusé à aucune d'elles. Si les premiers mois qui suivirent l'écroulement des Habsbourg, lien vivant de tous ces peuples d'origine et de langage divers, devaient fatalement être employés à la difficile liquidation de l'actif et du passif de l'ancienne communauté, les années qui suivront l'établissement définitif de la paix et des frontières amèneront la reprise de relations fondées sur l'intérêt et la naissance

d'amitiés fondées sur des affinités diverses. Les lois géographiques et les nécessités économiques reprendront alors leurs droits.

Toutes les nations, issues des fragments de l'ancien Empire dualiste sont riveraines du Danube, à l'exception des Polonais qui appartiennent à une tout autre région. Le puissant fleuve est, pour toutes, l'artère vivifiante, la grande voie commerciale. Par les travaux d'amélioration qui ont régularisé son cours, par les canaux qui l'ont réuni au Rhin, l'importance économique du Danube s'est beaucoup accrue. Entre les riverains d'un tel fleuve, il existe un lien, une communauté d'intérêts qui doit nécessairement se traduire par une convention de commerce et de navigation. Les Allemands, par le traité de Bucarest de 1918, avaient tout combiné pour se servir du Danube comme d'un puissant instrument de germanisation ; il devait être l'artère commerciale du Mittel-Europa[1]. Les Alliés, au contraire, doivent en faire un instrument de libération ; il deviendra un fleuve international dont la navigation libre sera réglementée par une convention spéciale.

La Bavière est, elle aussi, un État partielle-

1. Voyez le fameux livre de Frédéric Naumann : *L'Europe centrale*. Traduction française; Payot, 1918, in-8°

ment Danubien; la majeure partie de son territoire est dans le domaine géographique du Danube, mais ses affluents alpestres sont des torrents impropres à la navigation, tandis que ceux de la rive gauche, doublés par des canaux, unissent la Bavière au système rhénan et la portent vers les plaines de l'Allemagne du Nord. A cheval sur les deux réseaux fluviaux, son histoire l'a inclinée tantôt vers le Rhin et Berlin, tantôt vers le Danube et Vienne. Il y a, en réalité, trois Allemagnes : celle des plaines du Nord, celle du Rhin moyen et du Haut Danube et enfin l'Autriche de langue allemande. De 1848 à 1866, l'Allemagne du Sud répugnait à l'union avec la Prusse et entendait garder son indépendance; Maximilien II disait, en 1860, au prince Clovis de Hohenlohe : « Je ne me mettrai à la remorque, ni de l'Autriche, ni de la Prusse. » Cette Allemagne de la Souabe, de la Franconie, des Alpes, du Rhin et du Haut Danube est, au point de vue ethnique, l'Allemagne vraie et pure, car le Prussien n'est qu'un Slave germanisé et le Viennois est un Germain mélangé de Slave, de Magyar, de Latin, et déjà presque un Oriental. Lorsqu'en 1866, la force prussienne rattacha l'Allemagne du Sud à la Prusse, Bismarck voulut que l'Autriche en demeurât séparée. Chacune d'elles a, depuis lors,

suivi sa destinée, la Bavière, le Wurtemberg et Bade se prussianisant, l'Autriche poursuivant vers l'Orient et les Balkans une politique d'expansion territoriale et économique. Si les sentiments particularistes, qui ont des racines profondes dans le caractère national allemand, se développaient, sous l'action de la défaite et de la révolution, jusqu'à provoquer des sécessions, on pourrait concevoir la Bavière et ses voisines cherchant à s'unir à l'Autriche pour former une grande Allemagne du Sud. Dans l'état matériel et moral où sont actuellement la Bavière et l'Autriche, une union entre elles aurait plutôt pour conséquence d'entraîner l'Autriche vers Berlin et Weimar que l'Allemagne du Sud vers Vienne. Il y aurait, dans les deux cas, péril pour Prague, Presbourg, Llubliana (Laybach), Zagreb (Agram) et Trieste.

L'intérêt de tous les alliés est d'aider à vivre et à prospérer une Autriche indépendante qui pourrait être, au moins provisoirement, une Autriche neutre, une sorte de Suisse autrichienne, qui trouverait sa place définitive, comme État indépendant, quand le temps et l'expérience auront éprouvé la solidité du nouvel édifice européen et permis d'y apporter les retouches indispensables. La paix sera nécessairement suivie d'une courte période de troubles et de l'explosion d'un mécon-

tentement général ; car tous les peuples se croiront lésés ou insuffisamment favorisés ; ils auront quelques semaines pour maudire leurs juges ; mais les passions nationales s'apaiseront sous l'action du besoin impérieux de vivre, de travailler, d'échanger ; alors s'opéreront les rapprochements que les intérêts indiquent. L'éminent président de la République Tchéco-Slovaque, M. Masaryk, répondait, au commencement de février 1919, à un journaliste qui lui demandait son opinion sur l'éventualité d'une fédération Danubienne : « Pour le moment, il ne peut s'agir que d'une confédération économique ; l'histoire présente cependant des exemples de confédération politique. Les conditions d'une confédération Danubienne sont d'abord la liquidation juste de l'ancienne Autriche. On verra, pendant cette liquidation, quel fond on peut faire sur les différents groupes. Une solution juste des problèmes qu'implique la liquidation de l'ancienne Autriche constituerait une base concrète de pourparlers en vue d'une semblable fédération. » Quand se posera pratiquement le problème dont M. Masaryk discerne si justement les éléments, l'Italie, rassérénée par la paix, aura compris qu'il n'y a pour elle, comme pour toute l'Europe Centrale, qu'un seul péril, c'est, non pas l'impossible résurrection de l'Autriche ancienne,

mais la constitution d'une grande Allemagne unifiée dont Berlin, Munich et Vienne seraient les capitales et qui, du haut des Alpes, tendrait d'un effort inlassable vers Trieste et l'Adriatique.

Il faut sérier les questions. L'effort de la France et de ses alliés vainqueurs doit aboutir d'abord à établir les quatre maîtres piliers de l'Europe Centrale : Tchéco-Slovaquie, Pologne, Yougo-Slavie, Roumanie, à les consolider, à les lier ensemble pour les rendre solidaires et accroître leur capacité de résistance. La nouvelle Autriche républicaine et la République Magyare viendront alors d'elles-mêmes chercher leur place dans l'édifice reconstitué sur de nouvelles assises.

CHAPITRE V

LA LIQUIDATION DE L'EMPIRE OTTOMAN[1]

Des confins de l'Iran à la vallée de la Maritza, du golfe Persique et de l'Océan Indien à la Mer Noire et à l'Archipel, du mont Ararat au mont Sinaï, s'étend un immense et magnifique domaine dont les Puissances alliées et associées ont à régler le sort : c'est l'héritage de l'Empire ottoman. Ces vastes contrées ne sont guère peuplées actuellement, après les dernières saignées, que de quelque dix-huit millions d'habitants, mais c'est la rage des hommes qui les a rendues pauvres et stériles, quand la nature les avait faites riches et fécondes ; elles ont connu jadis la prospérité, les populations denses, les moissons épaisses, les troupeaux

1. *La liquidation de l'Empire ottoman* a paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1919.

innombrables. Il suffit de rappeler leurs noms antiques : c'est la Chaldée et la Mésopotamie, les larges bassins où le Tigre et l'Euphrate roulent leurs ondes jumelles, double Nil dont les eaux aménagées rendraient à d'immenses plaines une fertilité sans pareille; c'est la Syrie, la Phénicie et la Palestine, nobles terres d'histoire, éternels lieux de passage; c'est le haut bastion de l'Arménie avec ses neiges et ses eaux bondissantes; c'est le Pont où régna Mithridate, la Bithynie, la Cilicie que gouverna Cicéron; c'est la Pamphylie, la Lycie, la Phrygie, et, sur les hauts plateaux, la Galatie où prospéra une colonie de Gaulois. Là, durant des siècles, se fit l'histoire et s'élabora la civilisation; là naquirent les trois grandes religions monothéistes; là fut le berceau des philosophies, des sciences et des arts. Les Juifs y pleurent sur les ruines du Temple; les Chrétiens y vénèrent la trace divine des pas de Jésus; les musulmans sunnites affluent de tous les coins du vieux monde aux villes saintes du Hedjaz, tandis que les Chiites hurlent leur douleur et leur espérance à Kerbelah et à Nedjef. Les ruines de cités qui furent superbes s'entassent à côté de capitales encore vivantes. Constantinople enfin, dont Napoléon disait : « c'est l'Empire du monde, » garde le prestige incomparable qu'elle doit à sa position

à l'intersection de deux grandes voies historiques, la route maritime des détroits, la route terrestre d'Europe en Asie.

Mais un vent de mort a passé par là. Les anciens noms, évocateurs des brillantes civilisations du passé, ce sont les Européens qui les ont ressuscités, mais sur place ils ne sont connus que de quelques chrétiens ; des consonnances étrangères aux lèvres aryennes les ont remplacés. Du ve au xve siècle la grande vague des peuples turco-mongols s'est abattue sur l'Asie occidentale et l'Europe orientale et les a submergées, détruisant tout, civilisations chrétiennes et civilisations musulmanes, le Khalifat de Bagdad comme l'Empire de Byzance. Après des siècles de guerre et d'extermination, les descendants des anciens capitaines d'aventuriers turcs ont fini par fonder l'Empire ottoman. Les Turcs ont toujours été des soldats disciplinés et braves ; ils sont allés jusqu'à Vienne et jusqu'à Tunis, mais ils n'ont créé ni une civilisation, ni une administration, ni un art original ; ils n'ont jamais tenté de donner aux peuples chrétiens soumis à leur Empire un statut équitable ; ils n'ont jamais réussi à s'élever au-dessus de la conception qui divise les hommes en vainqueurs et vaincus, maîtres et esclaves, Turcs et *raias*. Tout ce qui a été créé chez eux, surtout depuis le com-

mencement de leur décadence militaire, l'a été sans eux, et si les rivalités des puissances européennes qui se disputent l'influence prépondérante et les affaires avantageuses ne l'avaient maintenu debout, depuis longtemps l'Empire ottoman aurait cessé d'exister ou serait relégué en Anatolie. Les Turcs depuis plus d'un siècle ne se maintiennent comme puissance que parce qu'ils ont Constantinople, et Constantinople est restée turque parce que les nations européennes n'ont jamais voulu permettre à l'une d'elles d'en obtenir l'exclusive possession. La question de Constantinople a toujours été et reste, à l'heure actuelle, la difficulté capitale pour tout règlement de la question d'Orient.

I

« L'homme malade » n'est pas mort de sa maladie chronique ; il s'est suicidé en se jetant dans la grande guerre. Il n'était nullement forcé d'y prendre part et il pouvait, pour prix de sa neutralité, consolider pour longtemps sa position en Europe et en Asie, obtenir des puissances alliées et associées la garantie de son indépendance et de l'intégrité de son territoire. En fait, ces avantages furent offerts par les ambassadeurs de France et d'Angleterre au gouvernement jeune-turc ; mais le tout-puissant triumvirat qui détenait l'autorité effective, Enver, Talaat, Djemal, avait arrêté sa détermination depuis longtemps, non pas seulement parce qu'il avait laissé prendre aux Allemands une influence domi-

nante, mais parce que la guerre que faisait l'Allemagne satisfaisait ses passions et favorisait ses ambitions. Pour tout homme sensé, la guerre générale devait apparaître aux gouvernants turcs comme une occasion unique, inespérée, d'écarter à la fois le péril russe et la tutelle allemande, tout en sauvegardant la paix; au contraire, la participation à la lutte dans l'état d'épuisement où les guerres balkaniques, succédant à celle de Tripolitaine et aux rébellions toujours indomptées du Hedjaz et du Yémen, avaient laissé la Turquie, ne pouvait que provoquer sa ruine et amener la perte de son indépendance, soit qu'elle triomphât avec les Allemands et par eux, humble barque attachée au grand navire, soit qu'elle sombrât avec eux.

Pour comprendre comment les Jeunes-Turcs ont pu commettre sciemment cette faute mortelle, il est nécessaire de pénétrer la mentalité du petit clan qui gouvernait en maître absolu l'Empire ottoman. Leur psychologie d'ailleurs ne diffère de celle d'un Abd-ul-Hamid et de celle de toute la race que par l'hypocrisie des formules et la brutalité plus soutenue et plus méthodique des moyens. Le « Sultan rouge » et les Jeunes-Turcs ont pratiqué la même politique de nationalisme étroit, d'unification et de « turcisation » intérieure. Quand

la révolution de juillet 1908 éclata au nom de la liberté et au chant de la *Marseillaise*, toute l'Europe espéra que la Turquie allait enfin se réformer elle-même, devenir, avec l'appui de l'Europe, un État moderne où chaque individu, sans distinction de race ou de religion, jouirait des mêmes droits, serait soumis aux mêmes devoirs et deviendrait un citoyen ottoman. Avant la révolution de 1908 aussi bien qu'avant l'expédition de 1909 qui détrôna Abd-ul-Hamid, un accord préalable s'était établi entre les Jeunes-Turcs et les représentants des autres nationalités, Arméniens, Bulgares de Macédoine, Syriens, etc. La Turquie paraissait évoluer vers une forme fédérative qui aurait maintenu l'unité de l'Empire et permis à chaque nationalité de se développer selon ses traditions et aspirations. Vain espoir! Les massacres d'Adana, où plus de 20.000 Arméniens périrent, furent une première révélation de ce qu'il fallait attendre du nouveau gouvernement. De dangereux idéologues, comme le docteur Nazim, soutenaient que l'État devait être exclusivement turc; la présence d'éléments non turcs avait été le prétexte de toutes les interventions européennes; il fallait donc « turciser », au besoin par la contrainte, implanter des colons turcs, obliger tous les sujets ottomans à devenir des Turcs. Les agents allemands, ambas-

sadeurs, militaires ou commerçants, encourageaient ces tendances conformes à leurs doctrines sur les droits de l'État et à leurs intérêts : n'étaient-ils pas les tuteurs et ne se sentaient-ils pas devenir de plus en plus les maîtres de l'Empire ottoman tout entier?

Le résultat d'une politique si imprudente et inique ne se fit pas attendre. Les sultans n'avaient pas, en Europe, de sujets plus fidèles que les Albanais, mais, quoique en majorité musulmans, ils étaient attachés à leurs franchises locales et à leurs coutumes particularistes. Ils avaient puissamment contribué au succès de la révolution de juillet 1908; en récompense, les Jeunes-Turcs imaginèrent de les molester et de détruire leur organisation sociale; ils perdirent ainsi le seul point d'appui qu'ils gardassent encore dans la partie orientale de la péninsule balkanique. En même temps, ils s'avisèrent d'implanter au milieu des Slaves de Macédoine des *mohadjirs* (colons musulmans) émigrés de Bosnie-Herzégovine. La conséquence fut de réaliser l'union, qui paraissait invraisemblable, des États balkaniques, et de provoquer la guerre de 1912; la Turquie y perdit la Macédoine, la Crète, les îles de l'Archipel et y aurait perdu Andrinople sans la folle précipitation des Bulgares qui déchaîna la seconde guerre.

Une telle catastrophe, loin de servir de leçon aux Jeunes-Turcs, ne fit que les exaspérer. Ils se mirent à préparer une guerre de revanche contre les Grecs et se lancèrent dans des armements navals. La politique allemande qui, dès lors, était résolue à provoquer la grande guerre, ne pouvait manquer d'utiliser à ses propres fins de telles dispositions ; le baron Marshall et, après sa mort, son successeur Wangenheim, et, avec eux, tous les Allemands de Turquie, s'employèrent à attiser les rancunes des Jeunes-Turcs et à souffler sur leur folie. L'union balkanique, si éphémère qu'elle ait été, avait inquiété l'Allemagne pour la sécurité de ses communications avec l'Empire ottoman et le chemin de fer de Bagdad ; elle avait résolu d'éliminer complètement l'influence russe des Balkans et d'Arménie, c'est-à dire des deux points par où une poussée russe aurait pu menacer le chemin de fer de Bagdad, cette épine dorsale de la Turquie germanisée ; des publicistes politiques allemands tels que Axel Schmidt, J. Hermann et surtout Paul Rohrbach se mirent en campagne et dépeignirent aux Turcs épouvantés la descente des cosaques du Tsar vers le Bosphore et vers le golfe d'Alexandrette. Il n'y avait de salut pour les Turcs que dans la protection allemande. La coalition des ambitions germaniques et des rancunes

turques était complète dès les premiers mois de 1914 et se traduisait par la nomination du général allemand Liman von Sanders comme inspecteur général de l'armée ottomane, puis comme commandant du 1er corps d'armée à Constantinople ; il était en outre accrédité auprès du gouvernement turc comme le représentant personnel du Kaiser. Il était difficile de conserver encore des illusions. Le triumvirat jeune-turc avait eu l'adresse de placer au grand-vizirat le prince égyptien Saïd Halim, fantoche décoratif, que sa vanité et son ambition mettaient à leur merci et auquel il promettait la dignité de khédive d'Égypte après l'expulsion des Anglais; ils lui laissaient les apparences pompeuses du pouvoir, avec le soin d'amuser les représentants étrangers, et se réservaient pour eux-mêmes l'autorité réelle et les jouissances immédiates. Il en était de même dans les provinces où les fonctionnaires ne pouvaient exercer leur autorité que dans la mesure où ils étaient dociles aux injonctions des comités jeunes-turcs dont le réseau s'étendait sur tout l'Empire. Cette armature secrète constituait, pour les chefs du comité de Constantinople, un instrument de règne ; c'est par ce canal que Talaat, Enver, Djemal et leurs complices faisaient exécuter leurs volontés. L'ambassadeur des États-Unis, M. Morgenthau qui,

dans les *Mémoires* si intéressants qu'il vient de publier[1], a tracé un portrait saisissant de ces trois fossoyeurs de l'Empire ottoman, compare Talaat à un « boss » américain; c'est sans doute calomnier les « boss » qui, si peu scrupuleux qu'ils puissent être, n'ont pas sur la conscience des centaines de milliers de vies humaines; mais Talaat est une figure saisissante d'aventurier, extraordinaire alliage d'astuce et de férocité, de finesse et d'énergie, tempérament de joueur avec des accès de jovialité brutale et des naïvetés d'enfant ignorant, des divinations d'homme du peuple intuitif et des instincts cruels et rusés de bête fauve. Enver, plus jeune, plus distingué d'allures, plus affiné, plus froid et calculateur, plus capable de constance et de ténacité, mais au fond sans grandes vues, si ce n'est pour ses passions personnelles, et remplaçant le génie par une ambition sans bornes et une vanité sans limites, s'abandonnait plus complètement que Talaat aux directions des Allemands dont il avait admiré, comme attaché militaire à Berlin, l'esprit de méthode et qui le fascinaient par l'étalage de leur force et l'ostentation de leur toute-puissance; il était devenu, entre les mains de Wangenheim, un instrument pré-

1. *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau* (Payot, 1919, in-8).

cieux et docile pour les grands événements que Guillaume II avait donné à son ambassadeur mission spéciale de préparer.

Tant que la paix fut maintenue, les Jeunes-Turcs étaient obligés de faire bonne mine à toutes les puissances, de dissimuler leurs ambitions et leur engagements ; tandis qu'Enver était ostensiblement l'ami des Allemands, Talaat feignait de rechercher les sympathies russes et il eut, au printemps de 1914, un entretien politique avec le tsar Nicolas II ; Djemal jouait le rôle d'ami de la France ; il fut, quelques jours avant la guerre, l'objet des plus délicates attentions à Paris, à Toulon, au Creusot, et put se vanter en rentrant à Constantinople d'avoir bien trompé les Français. Leur décision d'entrer dans la guerre aux côtés des Allemands fut prise dès le début ; ils cherchèrent seulement à sauver les apparences et à ménager l'embryon d'opinion publique qui a survécu à tant de tyrannies diverses ; l'attaque des côtes russes par le *Goeben* et le *Breslau* portant pavillon turc était préméditée. Les hostilités commencées, les Jeunes-Turcs abandonnèrent toute contrainte ; leur tempérament véritable se révéla, plus fourbe et plus cruel qu'on n'aurait pu l'imaginer, et plus naïf en même temps ; ils se mirent aussitôt à l'exécution de leur plan favori. Il s'a-

gissait d'affranchir l'Empire ottoman de toute tutelle étrangère, d'en extirper tous les éléments non turcs et de rendre au nom et à la gloire des Osmanlis tout leur lustre d'autrefois. Ils commencèrent par abolir les « capitulations » sans comprendre que la destruction d'un régime qui humiliait leur vanité pouvait être la conséquence d'une profonde réforme intérieure, mais non pas la précéder. Les Jeunes-Turcs voulaient tenir à leur merci les étrangers et les éléments non turcs ; on vit bientôt comment ils entendaient les traiter. Talaat disait à M. Morgenthau : « Nous voulons prouver par nos procédés que nous ne sommes pas une race barbare ; » mais, chez ces primitifs, le naturel revint au galop, le vernis de civilisation européenne disparut et fit place à une brutalité sauvage.

La proclamation de la guerre sainte, si elle ne parvint pas à soulever le monde musulman, réussit du moins à fanatiser les Turcs ; à cette occasion, une brochure fut imprimée en arabe et distribuée dans tout l'Islam; elle appelait tous les croyants à la guerre sainte, à l'extermination des chrétiens, les Allemands exceptés : « L'extermination des misérables qui nous oppriment, y était-il dit, est une tâche sainte, qu'elle soit accomplie secrètement ou ouvertement, suivant

la parole du Coran : « Prenez-les et tuez-les où que vous les trouviez, nous vous les livrons et nous vous donnons sur eux pouvoir entier. » Celui qui en tuera même un seul sera récompensé par Dieu. Que chaque musulman, dans quelque partie du monde que ce soit, jure solennellement d'abattre au moins trois ou quatre des chrétiens qui l'entourent, car ils sont les ennemis d'Allah et de la foi! Que chacun de vous sache que sa récompense sera doublée par le Dieu qui a créé le ciel et la terre. Celui qui obéira à cet ordre sera préservé des terreurs du jugement dernier et assuré de la résurrection éternelle... » Le document donne ensuite des détails sur la manière d'organiser des bandes et le devoir de l'assassinat. Un tel factum porte sa marque de fabrique allemande, mais il a été répandu par les soins du gouvernement ottoman et, s'il n'a guère été entendu hors de Turquie, il a été mis en pratique par les Jeunes-Turcs à l'égard des Arméniens, des Grecs, des Syriens, et même des musulmans arabes.

La méthode de déportation appliquée aux populations chrétiennes n'est pas une invention turque; elle a été préconisée par les Allemands; ils se proposaient de l'appliquer à l'Alsace-Lorraine, s'ils avaient été vainqueurs; mais les

Turcs y ajoutèrent la manière. En dénonçant les massacres et les déportations qui ont fait périr, en 1915, environ huit cent mille Arméniens, nous ajoutions au titre de notre brochure les mots : « Méthode allemande, travail turc » : c'est la double signature. Les Allemands y ont apporté leur esprit d'organisation, et c'est d'après leurs leçons que les massacres ont été pratiqués avec suite et régularité. Depuis Abd-ul-Hamid, la Turquie a fait des progrès ; elle a introduit l'ordre dans l'assassinat de ses propres sujets ; les Jeunes-Turcs se sont vantés de dépasser leur précurseur et de procéder à une extirpation radicale et complète du peuple arménien. « J'ai plus fait en trois mois pour résoudre le problème arménien, disait Talaat à l'ambassadeur des États-Unis, qu'Abd-ul-Hamid en trente ans. » Livrés à leurs propres inspirations, affranchis de toute surveillance, grisés par les échecs des Alliés devant les Dardanelles, assurés de l'impunité par la certitude de la victoire allemande, les Turcs perdirent pied ; il se produisit un phénomène psychologique que M. Morgenthau définit justement un retour au type primitif. « Maintenant que les hasards de la guerre favorisaient l'Empire, un type entièrement nouveau m'apparaissait, écrit cet observateur pénétrant. L'Ottoman timide et

craintif, cherchant son chemin avec précaution à travers les méandres de la diplomatie occidentale, et tâchant de profiter des divergences d'opinions des grandes Puissances, fit place à un personnage arrogant, hautain, presque audacieux, orgueilleux, affirmant ses droits, résolu à vivre sa propre vie et manifestant un mépris absolu pour les chrétiens. » Ce Turc-là, qui est le vrai Turc, est bien loin des descriptions idylliques des romanciers ; ceux qui l'ont vu à l'œuvre, tortionnaire et assassin, voleur et lubrique, en ont gardé une vision d'épouvante. Il ressort avec évidence de tous les témoignages que le gouvernement jeune-turc a voulu et organisé l'extermination totale des Arméniens, que les Allemands les y ont encouragés et aidés et que le peuple turc y a participé allègrement, dépouillant et assassinant les victimes, obligeant les femmes et les enfants à se faire musulmans, choisissant les plus jolies dans les tristes caravanes pour les emmener dans leurs harems.

De toutes ces atrocités les Turcs sont pleinement responsables ; ils le sont dans leur ensemble, et non pas seulement dans leur gouvernement. Et si nous avons évoqué ces abominations, c'est moins pour appeler sur un ennemi abattu et après tout malheureux lui-même la haine et la

vengeance des peuples qui furent longtemps ses sujets opprimés, que pour montrer une fois de plus la radicale incapacité des Turcs à s'adapter à la civilisation européenne, à lui emprunter autre chose que ses vices, à constituer un État capable d'administrer avec justice les peuples non turcs. La notion européenne de la liberté leur est aussi complètement étrangère que notre conception de l'égalité et notre idéal de fraternité. On se demande vraiment si, dans un pays constitué comme l'Empire ottoman, véritable macédoine de races, de langues et de religions diverses, l'idée d'exterminer ou d'assimiler tout ce qui n'est pas turc était plus absurde ou plus criminelle. On a vu des peuples plus avancés en civilisation et mieux doués s'assimiler d'autres peuples; mais le Turc est, de tous les éléments qui constituaient l'Empire ottoman, le moins développé, le moins susceptible de culture et de progrès. Cette guerre, dans laquelle les Turcs, par leur bravoure et la position géographique de leur État, ont apporté à nos ennemis un si précieux appoint, doit avoir pour conséquence, là comme ailleurs, là plus encore qu'ailleurs, l'affranchissement des peuples, la fin de toutes les oppressions. Le suaire est enfin déchiré; le tombeau où des peuples ensevelis vivants gisaient depuis des siècles est

enfin ouvert; il ne se refermera pas. Le peuple turc a, comme les autres, ses droits qui seront respectés; mais sa domination sur d'autres peuples, musulmans ou chrétiens, est finie, même sous la forme d'une simple suzeraineté ou sous l'apparence inoffensive d'une fiction diplomatique. Dans les régions mêmes où l'élément turc est en majorité, il sera nécessaire de donner aux minorités des garanties sérieuses et contrôlées. Les Turcs ont, comme les autres peuples de leur empire effondré, besoin d'une assistance pour organiser un État civilisé; la Société des Nations devra donner mandat à une ou à plusieurs des puissances victorieuses de leur apporter cette assistance avec ses charges et ses avantages.

Que les Turcs, Vieux ou Jeunes, n'aient rien appris par cette guerre, qu'ils n'en aient nullement compris le sens et la portée, c'est ce que prouve le mémoire présenté à la Conférence de la Paix par la mission ottomane, qui a séjourné quelques jours à Vaucresson et qui, rappelant tous les droits de souveraineté du Sultan sur son Empire, concluait en demandant le rétablissement complet de son intégrité territoriale. Les plénipotentiaires comprirent qu'il fallait rassurer les populations qui, depuis la victoire des Alliés, se croient certaines de leur émancipation et parmi lesquelles

des agents jeunes-turcs et allemands faisaient courir des bruits alarmants, en même temps que des bandes turques et même des troupes organisées attaquent les chrétiens et travaillent à achever l'œuvre de mort des Talaat et des Enver. La réponse vigoureuse, incisive, qui est signée Clemenceau, mais qui porte la marque de « l'humour » britannique, est de nature à produire dans toute l'Asie et dans l'Islam une profonde sensation ; elle ne laisse aucun doute sur l'accueil que les vainqueurs réservent aux prétentions turques. Il faut citer quelques lignes de ce document historique, qui sonne le glas de l'Empire ottoman en tant que grande puissance politique :

« Le Conseil... est bien disposé envers le peuple turc dont il admire les excellentes qualités. Mais il ne peut compter au nombre de ces qualités l'aptitude à gouverner des races étrangères. L'expérience a été trop souvent et trop longtemps répétée pour qu'on ait le moindre doute quant au résultat. L'histoire nous rapporte de nombreux succès turcs et aussi de nombreux revers turcs... Dans tous ces changements, on ne trouve pas un seul cas, en Europe, en Asie, ni en Afrique, où l'établissement de la domination turque sur un pays n'ait été suivi d'une diminution de sa prospérité matérielle et d'un abaissement de son

niveau de culture ; et il n'existe pas non plus de cas où le retrait de la domination turque n'ait été suivi d'un accroissement de prospérité matérielle et d'une élévation du niveau de culture. Que ce soit parmi les chrétiens d'Europe ou parmi les mahométans de Syrie, d'Arabie et d'Afrique, le Turc n'a fait qu'apporter la destruction partout où il a vaincu ; jamais il ne s'est montré capable de développer dans la paix ce qu'il avait gagné par la guerre. »

Puis la note des « Quatre » écarte l'argument du mémorandum ottoman qu'une diminution de la puissance de l'État turc serait une injure pour l'Islam et une atteinte à ses droits. La guerre « dans laquelle l'Allemagne protestante, l'Autriche catholique, la Bulgarie orthodoxe et la Turquie musulmane se sont liguées pour piller leurs voisins », n'a pas été une guerre religieuse. « Si l'on répond que la diminution d'un État musulman historique doit porter atteinte à la cause musulmane dans tous les pays, nous nous permettrons de faire remarquer qu'à notre avis c'est une erreur. Pour tous les musulmans qui pensent, l'histoire moderne du gouvernement qui occupe le trône à Constantinople ne saurait être une source de joie ou de fierté... Le Turc s'est essayé à une entreprise pour laquelle il avait peu d'ap-

titudes et dans laquelle il a, par suite, obtenu peu de succès. Qu'on le mette à l'œuvre dans des circonstances plus favorables, qu'on laisse son énergie se déployer principalement dans un cadre plus conforme à son génie et dans de nouvelles conditions moins compliquées et moins difficiles, après avoir rompu, et peut-être oublié, une tradition mauvaise de corruptions et d'intrigues, pourquoi ne pourrait-il ajouter à l'éclat de son pays et indirectement de sa religion en témoignant de qualités autres que le courage et la discipline, dont il a toujours donné des preuves si manifestes? »

Ce langage, un peu sibyllin, abuse d'une ironie qui n'est pas de mise à l'égard d'un vaincu, mais il a du moins le mérite de signifier qu'il ne saurait être question de remettre sous l'autorité, même nominale, de l'empire turc les populations affranchies par une victoire à laquelle certaines d'entre elles ont participé et que, s'il doit subsister un État turc parce qu'il existe un peuple turc, il ne lui sera plus permis d'administrer sans contrôle des peuples non turcs.

II

L'empire ottoman est fini comme grande puissance politique. Il a passé, du XV[e] au XX[e] siècle, sur l'Europe et sur l'Asie, sans leur apporter aucun bienfait, aucun progrès; il a été une puissance malfaisante et stérile. Cette guerre, où les Jeunes-Turcs se sont follement engagés, a été prolongée et rendue plus coûteuse par leur intervention ; la Russie a été par eux séparée de ses alliés et jetée dans l'abîme de catastrophes où elle aurait pu nous entraîner et d'où elle n'est pas encore sortie. La capacité de nuire des Turcs, devenus les instruments des Allemands, a été très forte. La destruction des éléments chrétiens de leur Empire, la soumission et l'assimilation des éléments musulmans non turcs n'était, pour leur

ambition déchaînée, qu'un premier pas. L'Empire turc reconstitué, fortifié par l'extirpation de ses éléments hétérogènes, devait devenir le centre d'un groupement nouveau d'États musulmans, d'une vaste fédération « pantouranienne » qui se serait étendue des rives du Danube aux steppes de l'Asie centrale et des bords du Nil à ceux du Gange.

Il faut ici entrer dans quelques explications, car c'est là un des aspects les moins connus de cette guerre dont on ne dira jamais assez qu'elle a été un bouleversement total de la terre habitée.

Géographiquement et historiquement, le Touran s'oppose à l'Iran. L'Iran, c'est le plateau de Perse, c'est la race indo-européenne, c'est le sédentaire, le cultivateur ; c'est le civilisateur. Le Touran, ce sont les steppes de l'Asie centrale et septentrionale, c'est la race ouralo-altaïque, c'est le nomade, pasteur et guerrier ; c'est le destructeur. Iran contre Touran, c'est l'histoire éternelle de ces contrées. Le nomade, en été, aspire à quitter ses plaines brûlées pour conduire ses troupeaux brouter l'herbe fraîche des hautes vallées et le gazon parfumé des montagnes ; si le gouvernement est sans énergie et le gendarme sans vigilance, il grimpe sur le plateau, s'y installe et devient le maître : c'est l'histoire des

tribus turques. Du Touran, rien de grand n'est jamais sorti, ni mouvement religieux ou philosophique, ni art, ni littérature, ni science, ni industrie, ni commerce ; seulement, à certaines époques de son histoire, la guerre, la conquête et la destruction.

Le pantouranisme est une politique qui tendrait à rapprocher les fragments épars de la famille turco-mongole, dispersés depuis la Thrace, voire depuis la Hongrie et la Bulgarie, jusqu'aux Marches de la Chine. L'imagination désordonnée d'un Talaat, l'ambition effrénée d'un Enver ou d'un Djemal ont rêvé de reprendre, en partant de Constantinople, l'œuvre de conquête et d'unification d'un Tchinguiz-Khan et d'un Timour.

C'est après la révolution de 1908 que les Jeunes-Turcs, sous l'influence de quelques sectaires comme le docteur Nazim, imaginèrent de donner pour base à l'État ottoman le nationalisme turc; leur plan impliquait la suppression des autres nationalités. Un certain Ziya bey, de Diarbekir, constitua en 1909, à Salonique, une société qui se proposa pour but d'expulser de la langue turque les mots arabes ou persans qui seuls en font une langue littéraire, et de « turciser » même la religion, les prières et les livres saints ; ces fanatiques voulaient même effacer sur les mosquées les ins-

criptions en arabe. On expulsait les mots en attendant d'expulser ou de tuer les hommes ! La guerre de 1912 confirma les Jeunes-Turcs dans leur conviction qu'une politique de centralisation et de « turcisation » pourrait seule sauver l'Empire. C'est à cette époque qu'un Juif de Salonique nommé Cohen écrivit sous le pseudonyme de Tékin-Alp un livre intitulé : *le Turc et l'ideal panturc*, qui est comme le bréviaire de la politique pantouranienne dans laquelle le Comité « Union et progrès » allait engager la Turquie pour le service du roi de Prusse.

Le pantouranisme est avant tout une politique de guerre. Entre les divers peuples Touraniens, dont l'état social et politique n'a pas varié depuis les temps anciens, il n'existe aucun sentiment d'unité, aucune communauté de culture, aucun lien, si ce n'est, pour la plupart d'entre eux, l'Islam. Mais il s'agissait, pour les Allemands et les Turcs, de susciter quelque agitation parmi les Musulmans de Russie, de préparer le chemin aux troupes ottomanes en Transcaucasie ; des sociétés furent créées qui, avec les fonds de la caisse des ouakoufs (fondations pieuses), s'appliquèrent à promouvoir un irrédentisme turc. Les Jeunes-Turcs, qui avaient eu à souffrir chez eux de l'irrédentisme slave et grec, cherchèrent à utiliser

contre leurs ennemis ce puissant instrument de désagrégation. Tandis qu'il n'y a, dans l'Empire ottoman, qu'environ huit millions de Turcs, il y a, dans l'Empire russe, de la mer du Japon à la Baltique, à peu près seize millions de Turco-Mongols; ils sont d'ailleurs divisés en petits groupes sans liens les uns avec les autres et ils parlent plusieurs langues différentes; leur unité n'est qu'une fiction; plusieurs tribus, d'ailleurs, ne sont pas turques, mais finnoises. Le pantouranisme ne rayonnait pas seulement sur la Russie. Les invasions et les migrations turques ont laissé sur les plateaux iraniens, particulièrement dans le Nord-Ouest de la Perse, de nombreux rameaux qui, pour la plupart, parlent un dialecte turc, mais écrivent en persan; leur confession chiite ne les rapproche pas des Turcs Ottomans. Les Jeunes-Turcs et les Allemands convoitaient particulièrement l'Azerbaïdjan (c'est-à-dire la région du lac d'Ourmiah dont la capitale est Tauris) qui ouvre entre les vallées de la Transcaucasie et le plateau Persan la grande voie historique des invasions et du commerce. Par là, l'influence turque s'étendrait sur la Perse et l'Afghanistan; par le Turkestan elle agirait sur l'Asie centrale et les Indes. Les Turcs savent que c'est par là qu'au XVIe siècle le grand-mogol Bâber descendit dans la vallée

de l'Indus et soumit la péninsule à sa dynastie.

Ainsi les visées de la politique pantouranienne étaient vastes et portaient loin. Il va sans dire que cet échafaudage d'intrigues et de propagande était inspiré et organisé de Berlin. L'idée panturque avait aussi trouvé des adeptes parmi les Hongrois, tels que le comte Paul Teleki, président de la société de géographie de Budapest. Ils se proposaient de réveiller chez les Magyars la fierté de leur descendance turque et le goût d'un rapprochement politique et commercial avec les diverses branches de la famille touranienne. La suppression des Arméniens était naturellement un article du programme pantouranien, car cette race tenace et prolifique s'interpose entre les Turcs d'Anatolie et ceux du Caucase et de l'Azerbaïdjan.

Il est important de remarquer que pantouranisme et panislamisme ne sont pas synonymes; les deux politiques, géographiquement, ne se recouvrent pas, puisque les Arabes ne sont pas des Touraniens; le panislamisme a, avant tout, un fondement religieux; il n'est pas autre chose que le sentiment de la communauté de croyance entre les musulmans des divers pays. Lorsque le Sultan, sur l'injonction des Allemands, proclama la guerre sainte, sa parole n'eut qu'un très faible

retentissement dans l'Islam non turc. Les Arabes, avec l'appui de l'Entente, ont revendiqué leur indépendance et contesté au Sultan des Turcs le droit au califat ; ils ont dressé en face de lui le grand chérif de la Mecque, descendant du Prophète, que l'Entente a reconnu comme roi du Hedjaz.

Après la révolution bolchéviste et la ruine de la puissance militaire de la Russie, les conceptions chimériques du pantouranisme parurent cependant se réaliser. La mer Noire devenait un lac turco-allemand. Le traité de Brest-Litovsk avec les Ukrainiens et le traité de Bucarest avec les Roumains révèlent très clairement les intentions des Allemands ; ils voulaient organiser une route terrestre et maritime partant d'Odessa ou de Constantza pour aboutir à Batoum d'où elle rayonnerait, d'une part, vers Bakou avec l'appui des Tatares, et, par la Caspienne, vers le Turkestan et ses grandes villes historiques : Khiva, Boukhara, Samarkande; d'autre part, par Tauris et Téhéran, vers la Perse, l'Afghanistan et l'Inde, où 66 millions de Musulmans sont sujets ou protégés anglais.

Le pantouranisme ainsi conçu dépassait de très loin les moyens d'action des Turcs ; il n'était qu'un instrument de la politique de guerre alle-

mande. Les divers peuples de race turque devaient devenir comme les piles du gigantesque pont qui relierait l'Europe centrale allemande à l'Asie centrale et à la Chine ; ainsi s'établirait la suprématie du commerce allemand et seraient ruinées l'influence et la domination britanniques. En réalité, sous couleur de pantouranisme, c'est le pangermanisme dont il s'agissait d'assurer la domination et le triomphe. Les Jeunes-Turcs, dans leur orgueil naïf, exultaient de joie ; ils se voyaient revenus aux jours de Soliman le Magnifique. « La mer Noire est une mer musulmane et ottomane », écrivait l'*Ikdam* du 23 mars 1918. Ils se flattaient de grandir par l'appui des Allemands dont ils supportaient la morgue et l'insolence parce qu'ils avaient besoin d'eux, mais dont ils se flattaient, le moment venu, de se débarrasser. Ils auraient dû savoir, puisque c'est Bismarck qui le disait, que qui veut souper avec le diable, doit se munir d'une longue cuiller.

III

L'Islam, dans sa masse, n'a pas été dupe de la propagande panturque et, derrière la chimère du pantouranisme, il a discerné la réalité dangereuse du pangermanisme. Il sait d'ailleurs que les grands peuples qui ont porté la civilisation musulmane, ce sont les Arabes, les Persans, les Berbères de l'Afrique du Nord, tandis que les Turcs n'ont jamais été que des destructeurs. Cependant, tout cet effort, tout cet argent semé par les agents turco-allemands, toute cette prédication politique n'ont pas été complètement vains; certains résultats, certaines effervescences ont survécu même au désastre complet de la Turquie et de la politique jeune-turque. Durant les premiers mois qui suivirent la défaite et l'armistice, les Turcs,

abasourdis par la catastrophe, ne songeaient qu'à s'humilier devant les vainqueurs et à implorer leur clémence; les agents jeunes-turcs avaient disparu ou se taisaient. Mais l'Entente tarda à venir à Constantinople et à manifester ses volontés. On s'habitua à l'idée que peut-être, une fois de plus, rien ne serait changé dans l'Empire ottoman; le Sultan régnait toujours dans sa capitale, les chefs jeunes-turcs, assassins de tant de milliers d'hommes, tortionnaires des femmes et des enfants, n'étaient pas châtiés, beaucoup d'Allemands restaient à Constantinople, la Russie n'était pas remise sur pied; les Turcs crurent apercevoir quelques fissures dans le bloc des Alliés et cherchèrent à jouer le jeu qui leur a si longtemps réussi, à profiter et aussi à envenimer les dissentiments de leurs ennemis. L'armistice n'avait pas pris la précaution élémentaire d'exiger le départ des soldats et des fonctionnaires turcs de tous les pays non turcs, c'est-à-dire de toute la région à l'Est du Taurus, si bien que les fonctionnaires turcs qui avaient massacré les Arméniens, pendu les Arabes, déporté les Grecs, restèrent en place et, quand ils furent remis de leur premier effroi, se mirent derechef à opprimer les populations; avec plus de discrétion, les massacres recommencèrent. Pour arrêter les revendications des

peuples et les faire passer pour mal fondées, les comités jeunes-turcs, évidemment d'après un mot d'ordre de leurs chefs, les Talaat, les Enver, les Djemal, que les vainqueurs n'ont pas encore su découvrir et arrêter, s'appliquèrent à les terroriser et à les décimer. Leur tactique consiste à représenter les intérêts de l'Islam comme solidaires de ceux de la Jeune-Turquie. Telle est la manœuvre par laquelle Allemands et Jeunes-Turcs tentent de sauver leurs intérêts et d'échapper à leurs terribles responsabilités.

Des événements, dont la coïncidence est frappante et révèle un plan d'ensemble et un mot d'ordre, sont venus prouver que la propagande jeune-turque avait porté ses fruits et que dans tout l'Islam asiatique, une agitation dangereuse survivait à la guerre. En Égypte, au mois de mars, parmi cette population moutonnière et passive des fellahs et des Arabes, une fermentation subite dégénérait rapidement en émeutes sérieuses. Les premiers troubles eurent un caractères nationaliste. Le parti nationaliste, organisé depuis longtemps, protesta contre la proclamation, pendant la guerre, du protectorat anglais sur l'Égypte; il revendiqua l'indépendance du pays et sa représentation à la conférence de la Paix. Lord Cromer, qui avait organisé en Égypte

un régime d'administration directe et de centralisation, avait conservé cependant le caractère international de certaines institutions, telles que les tribunaux mixtes. La guerre parut au gouvernement britannique une occasion favorable pour « angliciser. » De là une première source de mécontentement. Il y en eut d'autres : la guerre et la paix ont été conduites par les alliés au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'ils mirent en avant comme un drapeau, mais sans prendre soin de le définir et de le préciser. Comment les Égyptiens ne se seraient-ils pas crus autorisés à en réclamer le bénéfice pour eux-mêmes, quand ils virent le cabinet de Londres demander et obtenir sans difficulté que le roi du Hedjaz fût représenté à la Conférence par son fils l'émir Feiçal dont les autorités britanniques cherchaient en même temps à établir l'autorité sur Damas, Alep et toute la Syrie? Le gouvernement britannique, qui a voulu se servir de la politique arabe comme d'un instrument de règne, ne s'est pas aperçu que sa politique se retournait contre ses propres intérêts et ébranlait son autorité en Egypte.

Les premiers troubles nationalistes amenèrent la déportation à Malte de quatre des principaux chefs du mouvement. Une telle mesure ne fit

qu'accroître le mécontentement et, vers le 10 mars, des manifestations très nombreuses furent organisées; elles furent d'abord calmes, conduites par les éléments instruits de la population, notamment par les étudiants d'El-Azhar, mais bientôt des fauteurs de désordres s'y mêlèrent. Dans les villes les ouvriers cessent le travail, des bandes de pillards parcourent les rues; les Arméniens et les Grecs sont particulièrement visés. Du 8 au 13 avril 1919, des émeutes sanglantes se déchaînent; le 13, trente-huit Arméniens sont tués et une centaine blessés; les troupes, hâtivement renforcées, font feu et les victimes sont nombreuses. Dans les campagnes, des bandes s'organisent; quelques Anglais isolés sont assassinés; des tribus de Bédouins prennent part au mouvement. Les fellahs eux-mêmes, sans armes, munis de leurs seuls bâtons, coupent les voies ferrées et les routes. L'agitation dura plus de deux mois; le gouvernement britannique qui, avant la guerre, avait à peine en Égype 4.000 hommes de troupes anglaises, dut en amener en hâte 40.000; une délégation égyptienne est venue à Paris avec mission d'exposer à la Conférence les doléances de l'Égypte, mais jusqu'ici elle n'a pas été entendue; le système de centralisation et d'administration anglaise de lord Cromer est d'ores et déjà

condamné. Lord Milner se rend en Egypte pour étudier les causes du mécontentement et les remèdes. C'est à ce prix seulement qu'une tranquillité relative et précaire a pu être rétablie. L'attaque contre les Arméniens qui, au Caire, ne forment qu'une colonie peu nombreuse et en général pauvre, est révélatrice ; c'est la signature du comité jeune-turc. Les fauteurs du désordre ont profité des circonstances locales et des motifs indigènes de mécontentement ; ils ont cherché à agiter la jeunesse universitaire au nom des intérêts de l'Islam ; mais leur véritable dessein était de manifester en faveur de l'intégrité de l'Empire ottoman et des Jeunes-Turcs ; les incidents d'Égypte se lient directement aux troubles de l'Inde, de Syrie, du Kurdistan.

Dans la grande péninsule indoue, les troubles commencèrent au mois d'avril 1919 : des orateurs populaires excitent les musulmans à la révolte et parlent dans leurs discours des émeutes d'Égypte ; ils invoquent l'exemple des bolchevistes de Russie. Du 10 au 15 avril, des troubles graves éclatent à Amritsar, Lahore, Bombay, Ahmedabad ; tout le Punjab est en rébellion ; à Calcutta, le 15, il y a douze tués ou blessés : les musulmans cherchent à entraîner les Indous, mais ils n'y réussissent que dans une faible mesure ; les émeutiers parlent

du droit de libre disposition. Ce sont des agents turcs que l'on signale à la tête du mouvement; ils répandent de fausses rumeurs dans la masse ignorante; mais les princes indous et les hauts personnages, sans distinction de religion, secondent loyalement le gouvernement anglais et s'emploient à rétablir le calme. Dans les premiers jours de mai, l'ordre renaît peu à peu; mais le 9 mai, survient une complication; l'émir d'Afghanistan, Amanullah Khan, successeur de l'émir Habibullah, assassiné, selon toute vraisemblance, à l'instigation des agents turco-allemands, réclame l'indépendance complète de son pays et lance des bandes armées au-delà de la frontière des Indes; le gouvernement est obligé d'appeler en hâte des troupes qui prennent l'offensive et obligent rapidement l'émir à demander un armistice et à traiter de la paix.

A Alep à la fin de février, à Adana le 10 mars, des incidents graves se produisent; des Arméniens sont tués; le commandement français et anglais est obligé d'intervenir pour rétablir le calme. Aux frontières de la Perse, parmi les tribus Kurdes, le comité jeune-turc organise des bandes armées pour empêcher le retour dans leur patrie des Arméniens réfugiés en Perse; c'est Haïdar bey, ancien *vali* de Van, ami et complice de Djevdet

bey, l'un des plus acharnés bourreaux des Arméniens, qui dirige le mouvement.

Ainsi, partout, les troubles ont le même caractère et la même source; les comités jeunes-turcs de Constantinople et de Berne ont la direction du mouvement; et sans doute eux-mêmes obéissent-ils aux ordres secrets des Talaat et des Enver réfugiés en Allemagne ou cachés à Constantinople. L'approche de l'inéluctable justice affole les coupables; l'idée que, malgré tout leur zèle sanguinaire, il reste encore des Arméniens qui se disposent à rentrer dans leurs foyers dévastés et à y créer, avec l'appui des Alliés, un grand État indépendant, excite la rage des bourreaux. Plus se prolonge l'indécision de la Conférence et l'inaction des Alliés, plus l'audace des Turcs grandit et plus loin s'étendent leurs intrigues. Le débarquement des troupes grecques à Smyrne, où elles sont presque encerclées par des troupes italiennes, a paru aux Turcs à la fois comme une provocation et comme une preuve d'un désaccord entre leurs vainqueurs. Chaque jour, dans ces malheureux pays qui ont déjà tant souffert, des hommes sont tués parce qu'à Paris la Conférence n'a pas encore pris ses résolutions. Le premier devoir qui s'impose à elle, avant de trancher les différends entre les vainqueurs, c'est d'imposer la loi au vaincu.

Pour rassurer les peuples dans tout l'ancien Empire ottoman, il faut un grand geste symbolique qui se voie de loin et dont le sens ne puisse être discuté : le Sultan doit quitter Constantinople[1].

1. Voyez le livre capital de M. André Mandelstam. *Le sort de l'Empire ottoman*. (Payot, 1917, in-8°.)

IV

Quand les Turcs sont entrés en guerre avec l'Allemagne contre la Russie, la France et l'Angleterre, l'opinion publique, dans ces trois pays, s'est prononcée : notre victoire sera la fin de la domination turque sur Constantinople et en Europe. Ce vœu, ou plutôt cette sentence, s'est traduite, au commencement de 1915, en une convention par laquelle la France et l'Angleterre assuraient à la Russie, après la guerre, la possession de Constantinople et des détroits, à charge de garantir la liberté de la navigation et de respecter les droits acquis. Si donc la Russie avait gardé sa place dans la grande alliance, la question de Constantinople serait résolue d'avance. La défaillance et les malheurs de la Russie laissent la

question ouverte, mais grevée d'une hypothèque morale dont il doit être tenu compte.

Il y a, pour ainsi dire, deux éléments dans la question de Constantinople : la ville, capitale de l'Empire ottoman, avec les territoires voisins, d'une part, et, de l'autre, la liberté des détroits. Dès qu'il y aura une Russie réorganisée, elle demandera, comme une nécessité et comme un droit, le libre passage du Bosphore et des Dardanelles, qui seront demain, comme ils étaient hier, « les clefs de sa maison. » Mais elle n'est pas seule à revendiquer la garantie de ce droit : la Roumanie et la Bulgarie, sans compter les États nouveaux, tels que l'Arménie, qui seront riverains de la Mer Noire, y ont le même intérêt. Le traité de paix consacrera la liberté des détroits qui seront ouverts même aux navires de guerre; il semblerait pratique de les placer sous le contrôle de la Société des Nations, dont une délégation spéciale constituerait sur place une commission chargée de trancher les questions de droit, d'administration, de navigation et d'assurer pratiquement la liberté du passage. Il devrait être interdit de fortifier les rives des détroits jusqu'à 50 kilomètres dans les terres. Une place dans la commission serait naturellement réservée à la Russie dès qu'elle entrera dans la Société des Nations; la présidence

pourrait être alternative ou appartenir, au moins provisoirement, aux États-Unis, dont le désintéressement, en raison de leur situation géographique, ne saurait être mis en doute. La liberté des détroits serait ainsi assurée en dehors et au-dessus de la question de souveraineté des pays riverains ; ceux-ci seraient grevés d'une servitude de passage et de neutralité.

Et c'est une raison de plus pour que la capitale de l'État ottoman ne soit plus sur le Bosphore, même si une souveraineté turque subsiste sur le territoire européen. Constantinople, ville cosmopolite, centre international des affaires et du commerce, doit garder un caractère international et ne devenir la possession exclusive d'aucun État. La souveraineté turque peut y être maintenue puisque l'élément turc y est nombreux, à la condition que ce soit une souveraineté assistée et contrôlée. Le départ du Sultan signifierait hautement que le petit État ottoman d'après la guerre n'est plus l'empire d'autrefois. A ce symbole il serait juste d'en ajouter un autre qui en soulignerait la signification : les anciennes églises chrétiennes d'avant 1453 seraient rendues aux chrétiens et réparties entre les diverses confessions, tandis que les mosquées bâties par les conquérants seraient assurées aux musulmans.

Que le Sultan doive abandonner Constantinople pour s'établir à Brousse, où fut avant 1453 la capitale de ses ancêtres et où l'on admire encore leurs tombeaux, ou à Koniah, sur les plateaux anatoliens, où régnèrent jadis les Seldjoucides, il ne s'ensuit pas que l'État ottoman disparaisse. Nous croyons que son maintien, depuis les frontières de la Bulgarie jusqu'au Taurus, à l'Anti-Taurus et à une ligne passant un peu à l'ouest de Sivas et aboutissant à la Mer Noire en un point situé approximativement au nord de cette ville, constitue la plus simple et la plus juste des solutions. Le peuple turc a, comme les autres, le droit de n'être pas soumis, là où il est en majorité, à une domination qu'il répudie; mais, comme nulle part on ne le trouve à l'état isolé, mais en combinaison avec d'autres éléments ethniques et que, d'ailleurs, il s'est montré, depuis cinq siècles, incapable de bonne administration et de progrès, la nécessité s'impose de lui prêter assistance et de lui imposer un contrôle. La Société des Nations donnerait ce mandat, selon les régions géographiques, à diverses puissances.

La région côtière qui borde la mer Egée, avec ses îles et ses presqu'îles, appartient au domaine de l'hellénisme. L'Anatolie, sur moins de dix millions d'habitants, compte presque trois millions

de Grecs, dont la grande majorité est concentrée dans la région de Smyrne, depuis le golfe d'Adramit jusqu'à la péninsule qui s'avance au devant de l'île de Rhodes. Ces Grecs, que les premières invasions turques avaient chassés dans les îles, sont revenus peu à peu sur le continent : d'abord pasteurs, puis commerçants et agriculteurs, ils se sont répandus sur les côtes, puis ils se sont infiltrés assez avant dans l'intérieur des terres, remontant les vallées fertiles, poussant leurs troupeaux vers les hauts plateaux. Grâce à leur organisation sociale, familiale, religieuse et communale très forte, ils ont peu à peu repoussé ou submergé le paysan turc que les levées d'hommes pour les guerres du Sultan ne cessaient de décimer ; jusqu'à 50 kilomètres, et même sur certains points, par exemple dans la vallée du Méandre, jusqu'à plus de 100 kilomètres, ils l'emportent et l'emporteront de plus en plus sur les Turcs. Le *caza* (district) de Smyrne, sur 416.000 habitants comprenait, avant la guerre, 96.000 Turcs, 243.000 Grecs, 8.000 Arméniens, 16.000 Juifs et 52.000 étrangers. Pour le *sandjak* (département) de Smyrne tout entier, la proportion était de 219.000 Turcs contre 449.000 Grecs. Le *sandjak* de Magnésie, qui ne touche pas à la mer, compte encore 83.000 Grecs contre 247.000 Turcs. Les

Grecs revendiquent toute cette région et en demandent l'annexion immédiate. Il paraîtra sans doute plus prudent et plus équitable de maintenir l'unité de l'Anatolie sous la souveraineté du Sultan, mais de confier à la Grèce un mandat de la Société des Nations pour toute la région où les Hellènes sont nombreux, ce qui équivaudrait à peu près au *vilayet* d'Aïdin.

Entre la région côtière fortement hellénisée et les montagnes du Taurus et de l'Anti-Taurus, d'une part, et, d'autre part, d'une mer à l'autre, s'étendent les hauts plateaux de l'Anatolie. C'est une région très peu peuplée, mais qui, au moins dans certaines de ses parties, est susceptible de colonisation agricole ; on y trouve des mines, dont les Allemands avaient soigneusement fait la prospection ; le climat est sain. Ce pays a jadis connu une prospérité que les invasions turques, suivies du régime politique ottoman, ont détruite. Les Turcs auront toute liberté d'y vivre et de s'y adapter peu à peu à la civilisation ; mais ils sont trop peu nombreux et trop apathiques pour mettre en valeur ces vastes contrées ; elles ont besoin d'une colonisation européenne. Les Italiens, qui ont peu de colonies et de nombreux émigrants, qui sont sobres, tenaces, prolifiques, bons agriculteurs, habitués au climat et aux cultures médi-

terranéennes, y trouveraient un champ d'expansion parfaitement adapté à leurs facultés : si la Société des Nations leur en donnait le mandat, ils trouveraient là le meilleur emploi de leur activité, car ils ont peu de capitaux et beaucoup de main-d'œuvre. Quant aux populations turques ou turcisées, elles apprendraient, au contact des colons italiens, la loi du travail et de l'effort ordonné et adapteraient peu à peu leurs mœurs aux nécessités de la vie civilisée ; si décidément l'expérience montrait qu'elles préfèrent vivre dans l'inertie et la pauvreté passive, elles seraient peu à peu évincées et s'en iraient dans les plaines du Turkestan et de l'Asie centrale d'où elles ne sont sorties que pour le malheur de l'humanité. Si les Italiens recevaient de ce côté de larges avantages, un champ d'expansion avec débouché sur la Mer Noire et la Méditerranée, le règlement de certaines questions, qui restent en suspens dans l'Adriatique ou ailleurs, en serait facilité ; l'Italie obtiendrait par là, dans la Méditerranée orientale, une position digne de son rang de grande puissance et de son rôle dans la grande guerre.

Sur la rive asiatique des détroits et de la Marmara, pourrait être délimitée une zone peuplée de Turcs et de Grecs qui comprendrait le *sandjak* de Kalei-Sultanié (Bigha, ancienne Troade), une

partie du *vilayet* de Brousse avec cette ville, le *sandjak* d'Ismidt et qui formerait, avec Constantinople et la Thrace, un « mandat » qui pourrait être attribué soit à la France, si elle ne recevait pas en Syrie et en Arménie toutes les satisfactions auxquelles lui donne droit la situation économique et morale prépondérante qu'elle possédait avant la guerre dans tout l'Empire ottoman, soit aux États-Unis.

V

Quand on vient de l'Ouest, et qu'on franchit le gradin gigantesque du Taurus, on se trouve dans une région nouvelle, sur un bastion colossal qui domine de sa masse le rivage de la Mer Noire au Nord, les plaines brûlantes de la Mésopotamie au Sud : c'est la haute montagne, avec ses plateaux herbeux, ses vallées et ses fleuves impétueux, ses grands lacs, ses volcans éteints, ses bassins étroits mais fertiles, ses troupeaux, ses populations sédentaires et ses nomades. C'est l'Arménie. Elle se termine au Sud-Ouest, sur le golfe d'Alexandrette, entre le Taurus et l'Amanus, par une mince zone côtière, la riche plaine de Cilicie où l'élément turc se mélange à l'élément arménien ; elle s'élargit au contraire, comme le plateau qui

porte son nom, en s'approchant des frontières de la Perse et de la Transcaucasie. La gigantesque borne de l'Ararat se dresse à plus de 7.000 mètres à la frontière des trois empires et, à ses pieds, s'abrite le vieux monastère d'Etchmiadzin où réside le *Catholicos*, chef religieux et national du peuple arménien. Une partie de l'ancienne Transcaucasie russe (région d'Erivan, haute vallée de l'Aras, région du lac Sevanga) fait aussi partie du domaine ethnographique des Arméniens. Sur la Mer Noire, la région côtière, l'ancien Pont, avec Trébizonde, est habitée par un mélange de Grecs, de Turcs, de populations lazes et géorgiennes, et d'Arméniens.

Les Arméniens ont été, sans doute, le peuple le plus éprouvé par la grande guerre. Environ 800.000 d'entre eux ont été massacrés; leurs femmes et leurs enfants sont encore enfermés dans les harems turcs ou sous les tentes kurdes. Nous avons dit déjà cette gigantesque horreur, telle que le monde n'en avait pas vu depuis les sombres époques des Huns ou de Timour [1]. Nous ne reviendrons pas sur l'épou-

1. Voyez notre brochure : *La Suppression des Arméniens : méthode allemande, travail turc.* (Perrin, in-16). — Les deux documents capitaux sont le *Livre bleu* publié par le vicomte Bryce et traduit en français, et le rapport secret du professeur allemand Lepsius, que nous avons réussi à nous procurer et

vantable drame qui, comme l'a écrit l'Allemand Stuermer, « coïncida avec l'époque de la plus grande influence allemande à Constantinople [1]; » il fallait seulement le rappeler parce qu'il est l'un des fondements des revendication arméniennes. Les Arméniens ont été, pendant la guerre, des belligérants de fait; les fugitifs, échappés au grand massacre, ont organisé des corps de volontaires et se sont battus en Transcaucasie, sous les ordres des Antranik et des Nazarbekoff, jusqu'à l'armistice ; d'autres ont formé la légion qui a combattu en Syrie avec les contingents français. Partout, les soldats arméniens ont fait preuve de courage et de discipline. La libération du peuple arménien a été proclamée, depuis longtemps, comme l'un des buts de guerre des Alliés; il doit constituer un État indépendant. Mais la résurrection de l'Arménie est infiniment plus difficile que celle, par exemple, de la Pologne ; en raison des massacres récents qui ont terriblement éclairci les rangs des Arméniens, et des persécutions séculaires qui les ont dispersés, il s'agit moins d'attri-

à publier sous le titre : *Le Rapport secret du docteur Johannes Lepsius*, publié, avec une préface, par René Pinon. (Payot, in-16.)

1. Harry Stuermer, *Deux ans de guerre à Constantinople* (Payot, in-16.) Comparez les pages poignantes des *Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau*. Voyez aussi la collection de la revue : *La Voix de l'Arménie*.

buer des territoires à un peuple qui les occupe en masse, que de rassembler, sur le domaine historique d'une vieille nation, ses rameaux dispersés. La voix des morts doit être entendue ; il n'est pas possible que la statistique, faussée par les massacres, profite aux bourreaux. D'ailleurs, même dans l'état actuel, l'élément arménien est encore relativement nombreux sur le territoire qu'il revendique et, en tout cas, il y est le seul susceptible d'organiser un État moderne, de créer des industries, d'adopter des méthodes de travail agricole perfectionnées ; l'Arménien n'est pas seulement un bon commerçant, un habile manieur d'argent, un agriculteur intelligent ; il est aussi passionné pour la haute culture intellectuelle, les arts et les sciences. De tous les élements ethniques de l'Asie occidentale, il est, avec le Syrien et le Grec, le plus apte à s'adapter aux méthodes occidentales et à créer un État prospère. Mais il aura besoin, pour y réussir, de temps et d'assistance.

D'autres éléments ethniques partagent, avec les Arméniens, le même domaine géographique. On y trouve des Turcs dans la partie Ouest, et les Arméniens souhaitent d'en annexer le moins possible. On y trouve des colonies de Tcherkesses du Caucase, implantés par Abd-ul-Hamid pour

accroître la force de l'élément musulman et former des équipes de massacreurs. Sur la côte de la Mer Noire, les Grecs sont nombreux ; ils ont fait un accord avec les Arméniens pour entrer dans leur État en y gardant leur langue et leurs écoles. Près des frontières de la Perse, on rencontre les débris d'une intéressante population chrétienne, les Nestoriens, que les Anglais appellent Assyriens ; il en reste environ 100.000 qui vivront en bonne harmonie avec les Arméniens après avoir subi les mêmes persécutions. Mais l'élément le plus important, c'est le Kurde.

Les Kurdes constituent un peuple à part ; ils habitent la même région et ont gardé à peu près les mêmes mœurs qu'à l'époque où Xénophon, qui les décrit sous le nom de Carduques, a traversé leur pays. Leur domaine propre, c'est la région intermédiaire entre les hauts plateaux arméniens et les plaines mésopotamiennes ; c'est là, à proprement parler, le Kurdistan. Mais d'autres Kurdes sont établis sur les hauts plateaux arméniens ; un bon nombre d'entre eux ne sont d'ailleurs que des Arméniens islamisés sous la menace du cimeterre. De plus, même les Kurdes qui vivent au pied des montagnes, conduisent, durant les chaleurs de l'été, leurs troupeaux transhumants brouter l'herbe des hauts plateaux. La transhu-

mance, avec la connivence du gendarme turc, servait de prétexte au pillage et à l'assassinat. Depuis des siècles, les Turcs ne cessaient d'exciter contre les Arméniens les convoitises et les haines kurdes, car le Kurde est pauvre ; c'est un berger ou un humble cultivateur ; au point de vue social, il en est resté au régime de la tribu ; sa langue, très indigente, ne peut exprimer que des idées rudimentaires et il lui faut recourir à l'arabe quand il veut écrire ; c'est un montagnard, resté très primitif et sans culture et qui a une réputation bien établie de brigand et de pillard ; mais il est énergique, vigoureux, et, sous un gouvernement autre que celui des Turcs, il se montrerait capable de progrès.

Le Kurdistan peut former un État indépendant qui comprendrait presque tout le vilayet de Diarbékir, la partie sud des vilayets de Bitlis et de Van et peut-être quelques territoires entre le Tigre et la frontière persane. Mais il n'est pas admissible que le massacre des Arméniens, auquel les Kurdes ont cruellement participé, puisse devenir pour eux un titre à empiéter sur les hauts plateaux. Les Kurdes qui y sont fixés ou qui y conduisent leurs troupeaux durant l'été, seront protégés par les lois de l'État arménien, à la condition que la zone de passage

de leurs troupeaux soit délimitée ; leurs droits seront garantis par la puissance qui assumera pour l'Arménie le mandat d'assistance. Il n'a jamais existé, au cours des siècles, d'État kurde ; les Kurdes ont toujours été sujets, mais sujets mal soumis à leurs maîtres successifs, obéissant plutôt à leurs beys, sortes de seigneurs féodaux ou de chefs de clan ; rien ne les empêchera de garder leur organisation sociale et leurs mœurs, à la condition de respecter les droits de leurs voisins et les lois de la civilisation. En ces derniers mois, on a pu observer les symptômes d'un rapprochement entre Kurdes et Arméniens ; longtemps, dans l'histoire, ils ont vécu en bonne intelligence ; ce sont les Turcs seuls qui avaient intérêt à les opposer les uns aux autres. Quand il sera évident que l'Arménie, assistée par la Société des Nations, possède une gendarmerie vigilante et une justice impartiale, la paix s'établira entre les divers éléments ethniques de l'État arménien et on peut prévoir le moment où même le Kurdistan indépendant s'unira à l'Arménie par un lien fédéral, tout en gardant son autonomie. La question kurdo-arménienne se résoudra par la paix, dans l'ordre et le travail.

Pour obtenir cette paix, l'Arménie a besoin du concours de la Société des Nations. La vie natio-

nale arménienne sera très difficile dans les premières années, tant qu'une génération nouvelle n'aura pas remplacé celle que les Turcs ont détruite; aussi l'organisation politique qu'il faudra créer le plus tôt possible ne sera-t-elle pas définitive. Les ressources ne manquent pas; l'Arménie est pauvre, mais il y a des Arméniens riches; la population est industrieuse, les mines et l'énorme réserve de forces que les chutes d'eau et les fleuves rapides offrent au pays deviendront rapidement une source de richesse. Mais il faut au nouvel État une force armée pour la pacification et la police interieure, des capitaux pour la première mise en valeur et l'organisation administrative du territoire. Seules, deux puissances paraissent qualifiées pour assister l'Arménie renaissante, les États-Unis et la France; leur association, pour cette œuvre d'humanité et de civilisation, apporterait à l'Arménie toutes les garanties et les ressources dont elle a besoin. Tous les Arméniens instruits parlent français; leur culture est française, et c'est là, pour nous, un capital moral que nous devons faire fructifier en prêtant aux Arméniens le concours de professeurs pour leur enseignement, d'instructeurs et de chefs pour leur armée et leur gendarmerie, de hauts fonctionnaires pour les services de l'État; les Améri-

cains apporteraient des capitaux, des techniciens ; des syndicats américains-français-arméniens se formeraient pour la construction des chemins de fer, l'exploitation des mines et des chutes d'eau. Là, comme en beaucoup d'autres points du globe, la collaboration franco-américaine serait une combinaison féconde et bienfaisante ; elle arriverait à mettre sur pied l'Arménie forte qui est la condition nécessaire de la tranquillité et de la prospérité de l'Asie occidentale. Les Arméniens ont besoin d'être protégés non seulement contre leurs voisins, mais contre eux-mêmes ; intelligents et avides de savoir, ils sont malheureusement en proie au virus de la politique ; abandonnés à eux-mêmes, ils consumeraient leurs énergies en luttes de partis ; l'esprit pratique des Américains et le ferme bon sens des Français les retiendront sur la pente fatale ; ils les empêcheront aussi de se livrer à la joie sanglante des représailles et des vengeances, si légitimes qu'elles puissent paraître.

Les débuts de l'Arménie indépendante seront difficiles, mais son avenir est assuré et son peuple deviendra, dans cette Asie si longtemps endormie, un élément actif de progrès et de civilisation ; c'est pourquoi si, sans doute, la France est elle-même trop éprouvée pour se charger

seule du mandat de l'assister, elle se doit du moins à elle-même d'y contribuer, car entre son génie, mélange d'idéalisme ardent et de droite raison, et le caractère arménien, il existe des affinités naturelles qui pourront se traduire en liens moraux et politiques.

VI

Quand on franchit l'Amanus en venant de l'Ouest, ou quand, en se dirigeant vers le Sud, on dévale des plateaux arméniens et des hauteurs du Kurdistan, on entre dans un monde nouveau : c'est la plaine; ce serait la steppe et le désert si le Tigre et l'Euphrate n'arrosaient la Mésopotamie et si, le long de la Méditerranée, les montagnes de Syrie n'attiraient quelques nuages bienfaisants. Entre l'Euphrate et les oasis syriennes, c'est le désert, hanté de Bédouins, qui se prolonge indéfiniment vers le Sud jusqu'à l'Océan Indien à travers toute la péninsule arabique. Ces immenses régions, dont l'histoire a été si brillante, sont aujourd'hui peu peuplées; le régime turc les a ruinées. Des tribus d'Arabes nomades conduisent

leurs troupeaux sur un sol où des millions de laboureurs prospéraient autrefois. Des populations diverses, les unes musulmanes, les autres chrétiennes, les unes sédentaires, les autres nomades, vivent en Syrie et en Mésopotamie. La majorité d'entre elles parle arabe ; mais, même parmi les Arabes, il n'existe aucun sentiment d'unité, aucune trace de l'idée de nation ; les Bédouins vivent en tribus, les Arabes sédentaires, musulmans ou chrétiens, sont adaptés à la civilisation occidentale.

Il faudrait de longues pages pour expliquer quelle a été, pendant la guerre, l'évolution de la question arabe et syrienne; nous n'en pouvons indiquer que les très grandes lignes.

Les Arabes n'ont jamais accepté qu'à contrecœur la domination turque. La proclamation de la guerre sainte au profit des Allemands, les pendaisons de notables musulmans en Syrie par Djemal pacha, soulevèrent l'indignation parmi eux, et le grand chérif de La Mecque, Hussein, répondit au vœu général en rompant, en juin 1916, tout lien avec la Porte, en se proclamant souverain indépendant du Hedjaz et en commençant les hostilités contre les Turcs. Il était naturel que les Alliés cherchassent, dans l'intérêt de leur cause, à favoriser l'action politique et militaire du

chérif de la Mecque qu'ils reconnurent en qualité de roi du Hedjaz. La convention signée à Londres par M. Paul Cambon et sir Edward Grey, les 9 et 16 mai 1916, pour un partage d'influence dans les régions arabo-syriennes, révèle les préoccupations qui étaient alors celles des deux gouvernements. Le cabinet de Paris songeait à sauvegarder, par une convention qui lui apparaissait comme une mesure conservatoire, les intérêts français si importants en Syrie et dans tout le Levant; le cabinet britannique, lui, inaugurait une politique nouvelle; il se disposait à opposer à la politique turque représentée par le Sultan et inféodée aux Allemands, une politique arabe soutenue par les Alliés. La France et l'Angleterre se déclaraient « disposées à reconnaître et à protéger un État arabe indépendant ou une confédération d'États arabes »; chacune d'elles exercerait cette protection dans une zone déterminée qui, en gros, était pour la France la Syrie, la Cilicie et une large bande de territoire englobant Mossoul et se prolongeant jusqu'à la frontière Persane, et, pour l'Angleterre, la Palestine, considérée par l'État-major britannique comme nécessaire à la défense de l'Égypte, et la Mésopotamie. Dans la zone côtière, englobant le Liban, où l'influence française est établie si solidement depuis des

siècles dans le cœur des Syriens, la France avait la faculté d'exercer une action plus directe et d'établir la forme de gouvernement qu'elle jugerait la mieux adaptée aux besoins du pays ; la Grande-Bretagne avait les mêmes droits en Mésopotamie.

Cette convention, qui a été très critiquée, a eu surtout un grand défaut ; les événements de la guerre ont empêché la France d'en pratiquer les clauses et d'en développer l'esprit, tandis que d'autre incidents, tels que la menace militaire turco-allemande sur l'Égypte et le grave échec de Kut-el-Amara, amenaient la Grande-Bretagne à faire, tant en Syrie qu'en Mésopotamie, un grand effort militaire auquel la France, assez occupée chez elle, ne put s'associer que dans une très faible mesure. Cette circonstance fit naître dans l'imagination de certains « coloniaux » et militaires anglais, tels que sir Mark Sykes et le colonel Lawrence, et chez certains fonctionnaires anglais d'Égypte, une conception nouvelle : sous l'égide de la Grande-Bretagne, un grand Empire arabe se constituerait qui embrasserait tous les territoires entre la Méditerranée et la frontière de la Perse. La défaillance de la Russie ouvrait aussi du côté de la Caspienne et sur le plateau Iranien de vastes perspectives. Quant à la France, les

événements l'évinceraient peu à peu de la Syrie. « Nous dégoûterons les Français de la Syrie et les Syriens de la France, » disait sir Mark Sykes. Sur place, les agents anglais pratiquaient cette politique avec une unanimité qui semblait révéler un mot d'ordre. Certes, le cabinet de Londres ne songeait pas à renier sa signature, mais, s'il donnait des ordres pour que la convention de Londres fût respectée dans son esprit, ses instructions restaient lettre morte ; les procédés de la plupart de ses agents, dans tout l'Orient, auraient pu faire croire que les deux pays, si étroitement unis par les liens d'un commun sacrifice et par la plus noble fraternité d'armes sur le champ de bataille de France, étaient adversaires en Asie. Le prince Feiçal, fils du roi Hussein, qui était entré à Damas avec ses Arabes après la victoire définitive du général Allenby et qui avait essayé de faire reconnaître son autorité même à Beyrouth et dans le Liban, devenait une sorte de candidat à un trône panarabique avec l'appui britannique.

Les événements se chargèrent d'apporter un correctif nécessaire à cette politique imprudente. L'armistice avec l'Allemagne permit à la France de reprendre en main ses intérêts dans le Levant et, en mars-avril 1919, les troubles d'Égypte et des

Indes vinrent montrer aux Anglais les dangers de la politique panarabique. L'unité arabe est un contre-sens et un péril ; dans l'état de civilisation actuel des divers éléments ethniques qui parlent arabe, l'idée d'unité ne peut naître que sous la forme du fanatisme religieux. Il est impossible de faire vivre sous une même loi la monarchie théocratique de La Mecque et les Syriens musulmans de Syrie, républicains et démocrates, à plus forte raison les chrétiens du Liban. L'évolution des Arabes vers le progrès, leur adaptation aux méthodes de gouvernement et aux conceptions sociales et politiques européennes ne peut se faire que dans de petits États autonomes qui correspondent au particularisme historique des différents groupements ethniques qui parlent la langue arabe. Le Hedjaz est une unité qui doit rester indépendante ; c'est le centre religieux de l'Islam sunnite ; le chérif Hussein, qui vient de s'y proclamer khalife, est le gardien des Lieux saints musulmans ; mais son autorité politique ne saurait s'étendre hors de la péninsule où il est d'ailleurs menacé, jusque dans sa capitale, par les tribus ouahabites insoumises. L'autorité khalifale, qu'il vient de s'attribuer aux lieu et place du Sultan des Ottomans, ne lui confère aucune autorité temporelle, et même certains canonistes musul-

mans parmi les plus réputés soutiennent que chaque souverain ou chef d'État musulman est khalife, représentant de Dieu, en sa terre. Si la France et l'Angleterre reconnaissent l'autorité de l'émir Feiçal à Damas, la France n'admettra pas qu'elle s'étende sur le Liban ou sur Alep, pas plus que l'Angleterre ne la reconnaîtra en Mésopotamie ou en Palestine. D'ailleurs, cette question arabe, imprudemment soulevée, trouvera d'elle-même sa solution quand les négociations de Paris auront enfin réglé le sort de l'Empire ottoman et qu'il apparaîtra par des actes que l'accord entre la France et l'Angleterre est ce qu'il doit être, c'est-à-dire parfait. En Asie, comme ailleurs, les deux puissances ont leurs intérêts étroitement liés : ne sont-elles pas celles qui ont le plus grand nombre de sujets musulmans et n'ont-elles pas un égal avantage à faire régner l'ordre et la paix dans le monde de l'Islam, en même temps qu'à en préparer, par les mêmes méthodes, l'évolution et le progrès ? Il n'est pas besoin de conventions pour que cette solidarité d'intérêts apparaisse des deux côtés de la Manche. L'Angleterre doit savoir que, dans le Levant, la France veut être présente et tenir une place digne d'elle, de son histoire, de son rôle dans la grande guerre et des intérêts de toute nature qu'elle possède en Orient depuis

tant de siècles. L'avenir de l'amitié franco-anglaise est à ce prix.

L'attribution des « mandats » ne devrait donc pas soulever de graves difficultés. La France ne conteste pas à la Grande-Bretagne la Palestine, à la condition qu'un régime spécial international soit prévu pour les Lieux saints et que les droits de la France y soient respectés. L'Angleterre aura à résoudre là le problème du Sionisme. La France conteste encore moins à sa voisine les bassins du Tigre et de l'Euphrate, y compris, moyennant compensation, Mossoul que la convention de 1916 réservait à notre influence : c'est un magnifique domaine, une Égypte dix fois plus grande que celle du Nil, mais qui a besoin, pour retrouver sa prospérité antique, de l'effort persévérant d'une grande puissance organisatrice.

Mais la France n'admettrait pas qu'on lui contestât le mandat pour une Syrie largement délimitée, englobant Damas, le Hauran et Palmyre, dépassant l'Euphrate au Nord-Est, pour comprendre Ourfa et les puits de pétrole de cette région. Alexandrette est le port naturel d'Alep et ne peut en être séparé, non plus que la partie orientale de la basse Cilicie, la partie haute ainsi qu'un débouché sur le golfe d'Alexandrette faisant partie de l'Arménie.

Dans ces limites, la Syrie de l'avenir nous apparaît comme une marqueterie de petits États, de cantons au sens où l'on entend le mot en Suisse, où chaque petite unité ethnique ou religieuse conservera son caractère propre et se développera selon ses traditions politiques et sociales, mais fera partie d'une fédération syrienne à laquelle la France, mandataire de la Société des Nations, prêtera le concours de ses techniciens, de ses administrateurs, de ses professeurs, de ses officiers. Cette terre du Levant est déjà si imprégnée de culture française, elle a donné tant et de si touchantes preuves de son attachement à la France, qui va de pair avec son amour de l'indépendance, que l'on ne peut qu'augurer favorablement de l'avenir de l'influence civilisatrice de la France en Syrie, en même temps que des brillantes destinées de la Syrie libre.

Ainsi survivra sinon la lettre, du moins l'esprit de la Convention de 1916, dont l'un des grands avantages était de constituer une véritable alliance franco-britannique pour la bonne administration et la mise en valeur des pays du Levant; cette collaboration est nécessaire à tous les points de vue, aussi bien dans l'intérêt des peuples indigènes que pour l'avantage des deux grands pays et le maintien de la paix universelle.

La Grande Guerre a détruit pour jamais cette force malfaisante d'unification, de centralisation et d'oppression qui s'appelait l'Empire ottoman; c'est un régime tout nouveau que la paix doit établir sur un principe d'autonomies tempérées par des unions fédérales. La loi de morcellement, qui se vérifie toujours quand se brisent les grands États historiques, s'appliquera à plus forte raison dans l'ancien Empire ottoman où quelques peuples seulement, et en petit nombre, possèdent un sentiment national tel que l'Europe occidentale le comprend. Plus tard, quand l'œuvre de civilisation, arrêtée pendant cinq siècles par les Turcs, aura repris son cours avec l'assistance des grandes Puissances mandataires de la Société des Nations, se feront les regroupements de peuples.

La résurrection de l'Asie occidentale sera à coup sûr l'une des conséquences les plus importantes et les plus heureuses de la Grande Guerre. La civilisation, refluant vers ses origines, va retrouver des développements inattendus et imprévisibles dans ces régions consacrées par tant de grands souvenirs. A la France d'y sauvegarder aujourd'hui ses droits, ses traditions et ses intérêts, afin que les peuples anciens qui vont y prendre un essor nouveau portent la marque indestructible de son génie.

CHAPITRE VI

L'OFFENSIVE DE L'ASIE [1]

I

En l'an 1240, les armées de Batou, Khan des Mongols, petit-fils du Tchinguiz-Khan, firent la conquête de la Russie. Durant trois siècles, à l'époque où les grandes nations de l'Europe occidentale prenaient conscience de leur personnalité et organisaient leur gouvernement, les peuples

1. Ces pages ont paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1920. Elles ont été depuis singulièrement corroborées par les événements (l'entrée des Bolcheviks à Bakou, l'invasion de la Perse, les événements de Cilicie, de Mossoul, etc.) et confirmées entre autres par les récits émouvants de M. Charles Pettit dans le *Petit Parisien*, de madame Georges Gaulis dans la *Revue universelle* (15 mai. *Le bolchevisme musulman*), etc.

russes demeurèrent courbés sous une domination asiatique; ils ne furent qu'une petite province de l'immense empire qui s'étendait depuis l'océan Pacifique jusqu'à la Baltique et à la mer Noire[1]. Sous les bannières à queue de cheval des « hordes » disciplinées et manœuvrières qui subjuguèrent la Russie, tous les représentants de la grande famille turco-mongole, tous les enfants des steppes de l'Asie centrale et septentrionale répondaient à l'appel et marchaient en bataille. Dans les plaines de la Caspienne, du Volga et du Don, ils retrouvèrent d'autres tribus turques, établies là depuis longtemps, et des peuplades finnoises dont les ancêtres semblent avoir formé le fond de la population avant l'arrivée des Slaves. La domination mongole ne parut pas tout à fait étrangère à ces petits États semi-asiatiques. Elle fut plus dure aux principautés russes. Elle eut surtout des conséquences sociales, dépossédant les princes et les seigneurs, détruisant la classe supérieure. On voyait, écrit un chroniqueur, « des femmes de boïars qui jamais n'avaient connu le travail, qui naguère étaient couvertes de riches vêtements, parées de colliers d'or et de bijoux,

1. Sur l'invasion mongole, voyez *Le péril jaune au* XIII[e] *siècle* dans notre ouvrage : *La lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise*. (Perrin, 1906, in-8° écu.)

entourées d'esclaves, réduites maintenant à être les esclaves des barbares et de leurs femmes, tournant la meule du moulin et apprêtant leur grossière nourriture. » La brillante civilisation slavo-byzantine, dont le centre de rayonnement était à Kiew, fut anéantie; les villes se dépeuplèrent, car les Tatars vivaient sous des tentes de poil ou dans des villages de bois. Ainsi l'effort heureux des premiers siècles de l'histoire russe fut détruit par une nouvelle poussée barbare, par une offensive de l'Asie.

Avec le temps, l'Empire fondé en Russie par les épigones du Tchinguiz-Khan, restauré par les lieutenants de Timour, alla s'affaiblissant et se disloquant, moins sous les coups des princes chrétiens slaves que par l'incapacité des peuples turco-mongols à dépasser un certain stade de civilisation. Les petits despotes russes, qui baisaient l'étrier d'or du Khan des Tatars, étaient en fait à peu près indépendants dans leur fief et finirent par s'émanciper complètement. « Les princes de Moscou, écrit l'historien Karamzine, prirent l'humble titre de serviteurs des Khans, et c'est par là qu'ils devinrent de puissants monarques. » « Les premiers tsars de Moscovie furent les descendants politiques non des princes russes, mais des Khans tatars; » Alfred Ram-

baud, qui cite ce jugement de Wallace, ajoute : « Les principautés russes auraient sans doute fini par se fondre dans une même domination, mais l'unité russe se serait faite, comme l'unité française, sans détruire entièrement les autonomies locales, les privilèges des villes et les droits des sujets : c'est l'écrasement sous la domination mongole qui a étouffé tout germe de liberté politique[1]. » Il suffit de comparer les conceptions russes de la monarchie et du gouvernement avec celles des autres peuples slaves plus occidentaux, plus européens, pour mesurer toute l'épaisseur de limon asiatique que les débordements périodiques du lointain Orient ont déposé sur le sol russe.

Depuis l'élimination progressive des dominations mongoles jusqu'à Pierre le Grand, la Russie garde son caractère et son décor asiatiques. Despotisme sans frein, tragédies de famille, atroces cruautés, réclusion des femmes dans le *terem*, longues robes de soie et de fourrure, barbes et bonnets, tout cela c'est l'Asie et c'est aussi Byzance; mais Byzance elle-même était plus asiatique qu'hellénique, si bien que la Russie est en quelque sorte au confluent d'un double courant

1. *Histoire de la Russie*, 5e édition, p. 145. (Hachette.)

de corruption et de barbarie asiatique dont l'un vient du Bosphore et l'autre de la Mongolie et du Turkestan.

Toute la vie de Pierre le Grand est une lutte contre l'asiatisme, mais avec des armes et une conception du gouvernement elles-mêmes empruntées à l'Asie. Le plus autocrate des princes contraint ses sujets d'adopter les outils et les modes de la civilisation occidentale, mais l'européanisation de la Russie est tout extérieure; elle ne touche qu'aux apparences du gouvernement; elle ne change que le décor de la vie sociale. Pierre le Grand a pu faire sauter les bonnets à la tartare, couper les barbes et souvent les têtes, donner à sa cour, à sa capitale nouvelle, à son aristocratie, à ses fonctionnaires même, un aspect européen, il n'en a pas modifié le caractère original et foncier. Dans sa chasse à l'asiatisme, il a rencontré des résistances obstinées et comme son fils, le tsarevitch Alexis, incarnait un retour offensif de l'ennemi, il ordonna son supplice; mais malgré toute sa géniale intelligence et son énergie sauvage, il n'a pu faire pénétrer ni dans l'âme de son peuple, ni même dans son propre cerveau, ce qui donnait à l'Europe de Louis XIV et de Louis XV tant de siècles d'avance sur la barbarie moscovite, c'est-à-dire l'idée latine, ca-

tholique et française de la valeur de l'individu, du devoir des princes à l'égard de leurs peuples, de la sujétion de tous à la règle morale et divine : Europe signifie loi, Asie veut dire arbitraire.

Après Pierre le Grand, les Allemands se jettent sur la Russie pour l'exploiter; la cour d'Anna Ivanowna est un mélange de barbarie orientale et de mauvais goût germanique. Les tsars ou tsarines du XVIII[e] et du XIX[e] siècle continuent, avec plus d'énergie brutale que de méthode, l'effort d'européanisation commencé par Pierre le Grand; l'écorce du grand arbre russe prend des teintes exotiques, mais le cœur du bois n'est pas pénétré et garde sa rigidité; la même sève orientale y circule parce que les racines plongent dans le même sol. Les institutions occidentales que les tsars tentent d'acclimater s'étiolent ou se faussent. Pour faire cesser le contraste pernicieux d'une classe supérieure qui s'est adaptée à la civilisation européenne et d'un peuple resté à demi asiatique, certains tsars ont trouvé commode d'implanter chez eux la bureaucratie et le caporalisme à la prussienne ; cette combinaison, favorisée par les barons baltes, les aventuriers et les commerçants allemands, mit au service de l'autocratie des instruments plus perfectionnés et plia les peuples sous une discipline policière et militaire

plus tracassière et plus insupportable. Cette conception asiatique et prussienne s'épanouit notamment sous Nicolas Ier. Les influences françaises ou anglaises, trop lointaines et toujours suspectes d'esprit libéral et de tendances révolutionnaires, ne parvinrent que rarement à balancer les affinités de la Russie officielle avec le germanisme. Jusqu'à la fin les rois de Prusse furent, contre la nation russe, les soutiens d'un despotisme qui servait leurs desseins. Il suffit pour s'en convaincre de lire la correspondance secrète de Guillaume II et de Nicolas II.

Ainsi survécut jusqu'à nous, sous un vernis européen, l'asiatisme russe. Jamais le régime autocratique ne fut plus asiatique que sous le dernier tsar : monarchie tombée en quenouille, à la fois faible et brutale, livrée à des camarillas de courtisans obtus, d'intrigants, de traîtres et de sorciers. « Grattez le Russe, vous trouverez le moujik, » a-t-on dit, mais grattez le moujik et vous trouverez le Tatar, le Turc, l'Asiatique. Si l'on étudie ce phénomène politique et social extraordinaire que l'on appelle le bolchévisme, on y découvre d'abord des éléments spécifiquement russes qui ont dû paraître aux paysans moscovites moins étranges et insolites que nous ne l'imaginons; les théories socialistes importées

d'Europe sont un trompe-l'œil, les réalités sont russes et asiatiques : le communisme agraire, le despotisme sans frein ni limite, l'espionnage policier, le mépris de la vie humaine, l'atrocité des supplices, tout cela vient du fond lointain de l'histoire de la Russie.

Le bolchévisme, dans ses procédés de gouvernement, continue le tsarisme en l'aggravant. La violente secousse de la guerre, les révolutions, la dictature, ont effrité la façade occidentale dont l'effort patient des tsars avait masqué la physionomie vraie de la Russie; les classes cultivées anéanties ou ruinées, le vieux fond tartare reparaît : ainsi, sur les plages de l'Océan, les grandes tempêtes brisent les digues, remuent le fond des eaux et ramènent au jour des épaves oubliées. Le bolchévisme s'est épanoui surtout en Moscovie, où le sang tartare et finnois domine; chez les peuples qui ont dépassé depuis longtemps le stade du communisme agraire, il ne saurait plus s'acclimater. Le bolchévisme russe ne dure qu'en devenant de plus en plus asiatique; c'est en Asie qu'il va chercher des recrues pour ses armées et sa police. Depuis longtemps déjà les plus solides bataillons de l'armée « rouge » sont composés de Chinois, de Musulmans de Russie et du Caucase, de Tatars et de Turcs du Turkestan. Les chefs du

bolchévisme savent qu'ils n'ont rien à attendre des peuples européens qui entourent la Russie moscovite ; Finlande, Esthonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Ukraine même, résistent et résisteront de plus en plus à leur domination. Mais entre le communisme soviétique et l'Asie centrale, on constate des harmonies préétablies. On a pu dire avec exactitude que la première des républiques bolchévistes a été créée au milieu du XIXe siècle par les Khoungouses de la Mandchourie[1]. Nulle part plus qu'en Chine l'individu n'est sacrifié à la collectivité : despotisme et communisme, c'est l'histoire de la Chine. Pour sauver le pouvoir des « commissaires du peuple » d'une faillite ignominieuse, c'est en Asie qu'il faut aller chercher des forces et des ressources nouvelles ; on y prêchera un bolchévisme spécial, nationaliste et militaire, qui promet à ses adeptes la fin des suprématies européennes et qui, aux volontaires qui viendront s'enrôler sous ses drapeaux rouges, montre de loin l'Europe « capitaliste » à ravager. Ainsi les bolchéviks ramènent la Russie moscovite vers l'une de ses origines, l'Asie ; ils espèrent, comme l'Antée de la fable, rajeunir leurs forces au contact de la terre-mère. Lénine, dans un discours

1. Francis Mury. *La première république bolchéviste*, *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1919.

aux communistes musulmans (fin décembre 1919), annonce qu'il acommodera le communisme au caractère oriental, car l'Occident ne reconnaîtra la suprématie du bolchévisme que quand celui-ci aura vaincu à l'Orient. Pour masquer l'échec de leurs désastreuses expériences sociales, les Lénine et les Trotski, rompant d'un pas du côté de l'Europe, prennent du champ et proposent la paix générale. C'est pour être plus libres de porter tout d'abord leur effort sur l'Asie. Puis, quand l'Europe rassurée, occupée à panser les blessures de la guerre, sera adonnée aux travaux de la paix, on l'inondera d'une armée d'espions, d'agents propagandistes, qui, embusqués au coin d'un journal révolutionnaire, aplaniront les voies aux prophètes du communisme et aux armées d'un nouveau Tchinguiz-Khan ou d'un nouveau Timour. Ainsi se prépare l'offensive de l'Asie.

II

Certes, les propagandistes du bolchévisme ne réussiront pas à ébranler les États asiatiques fortement constitués, les civilisations antiques et brillantes, telles que la Chine et le Japon. Mais, contre le Japon, ils travailleront à dresser le nationalisme de vingt millions de Coréens, et déjà leurs agents s'y appliquent. En Chine, ils tenteront d'utiliser à leurs fins les sociétés secrètes, cette plaie endémique du grand Empire; ils enrégimenteront les révolutionnaires mécontents, les ambitieux déracinés qui flottent toujours à la surface de la société chinoise. Le 24 août 1919 se réunit à Moscou un meeting d'ouvriers coréens; le « chef du département oriental du commissariat du peuple aux Affaires étrangères » y donna lec-

ture d'une adresse des Soviets russes au peuple chinois, qui fut ensuite tirée à dix mille exemplaires et expédiée en Extrême-Orient; l'adresse se termine par ces mots qui en résument l'esprit : « Nous venons au secours du peuple chinois. »

Dans les Marches qui entourent l'Empire du Milieu, particulièrement au Nord et à l'Est, vivent des peuples tributaires du gouvernement chinois, mais pratiquement indépendants ; ce sont les descendants dégénérés de ces Mongols et de ces Turcs que le Tchinguiz-Khan, au XIIIe siècle, groupa sous sa bannière et lança à la conquête de la Chine, de l'Asie occidentale et de la Russie. Ils sont incapables aujourd'hui de jouer un rôle politique ou militaire de quelque importance; mais, parmi les outlaws de la steppe, il ne manque pas d'aventuriers dont l'appât d'une forte solde et l'attrait du pillage feraient aisément des soldats « rouges : » tels sont les Khoungouses des bords de l'Amour. Six années de guerre ont laissé en Sibérie nombre de soldats en rupture de ban, de déserteurs, de prisonniers de tous pays qui forment des bandes irrégulières prêtes à se battre pour qui les paye, à piller impartialement les deux partis, à ruiner villes et campagnes; les agents recruteurs des bolchéviks trouveront là un réservoir de forbans et de crève-la-faim.

Le centre principal des opérations bolchévistes c'est le Turkestan russe. Depuis les approches de Moscou jusqu'au delà des Pamirs et de l'Altaï, depuis le haut plateau de l'Iran jusqu'aux déserts glacés du Nord, vivent des tribus touraniennes pour la plupart musulmanes. Par le Turkestan chinois elles sont en liaison avec la Mongolie et la Chine; au Sud, elles confinent à la Perse; par delà la Caspienne, elles sont d'intelligence avec les Musulmans du Caucase, de l'Azerbaïdjan et de l'Anatolie. Nous avons expliqué le rôle des Musulmans de Russie dans la révolution[1]; nous avons montré aussi la place des peuples touraniens dans l'histoire de l'Asie et de l'Europe[2]. Nous n'y reviendrons pas. L'ensemble des peuples turco-mongols, y compris les Turcs de l'Empire ottoman, peut compter environ vingt-huit millions d'hommes, dont dix-sept appartenaient à l'ancien Empire russe. Incapables de fonder de grands États de liberté et de progrès, de créer une civilisation, ils représentent une redoutable force de destruction. Nullement attachés au sol, toujours prêts à plier leurs tentes de nomades et à courir l'aventure, ils ont gardé le goût ancestral de la guerre et du pillage. Les bolchévicks ont reconnu

1. Voyez ci-dessus chapitre III.
2. Voyez ci-dessus chapitre V.

en eux un instrument de ruine et de mort qu'ils travaillent à façonner à leur service. Plusieurs fois déjà dans l'histoire on a vu ces tribus, en général isolées, s'agglomérer, se soulever, se mobiliser et passer sur l'Asie et l'Europe comme un torrent qui dévaste et nivelle, puis disparaître sans laisser d'autres traces que des ruines. Serions-nous à la veille d'une pareille ruée? Les bolchéviks de Russie parviendront-ils à galvaniser une fois encore la grande famille tartare, mongole et turque, à la grouper et à la jeter sur l'Égypte, sur l'Inde, sur l'Europe? Et M. Asquith était-il bon prophète quand il disait récemment : « Un danger pire que l'invasion mongole menace l'Europe? »

En août 1919, les *Izvestia*, organe des Soviets, écrivaient : « L'armée rouge ira jusque sur les bords du Rhin, s'il le faut, pour lutter contre le capitalisme et soutenir le prolétariat allemand. » De ce côté, simple bravade dont les chefs du bolchévisme ne sont pas dupes ; mais, contre les Polonais, menace déjà plus sérieuse : en montrant le poing à la Pologne, les maximalistes espèrent rallier certains nationalistes russes et flattent les rancunes germaniques. La situation de la Pologne entre les disciples de Tirpitz et de Ludendorff, s'ils revenaient au pouvoir, et les fervents de Lénine et de Trotski, serait singulièrement

précaire ; c'est pourquoi, on ne saurait trop le redire, la Pologne sera forte ou elle ne sera pas, et il n'y aura d'équilibre et de paix pour l'Europe, de sécurité pour la France, que si elle est. Mais, sur tout le front de l'Ouest, les bolchéviks doutent de leur victoire ; ils savent que le patriotisme est le rocher de bronze sur lequel se brisent les vagues de la révolution universelle. Provisoirement, ils détournent les yeux de cette Europe où les « bourgeois capitalistes » sont décidément trop solides et les révolutionnaires trop sages, ils la convient à la paix et aux échanges, et c'est vers l'Asie qu'ils dirigent leurs regards et leurs espérances.

A l'automne 1919, le général Denikine, dont il conviendrait d'ailleurs de contrôler le témoignage, évaluait les éléments non russes dans l'armée « rouge » à 100. 000 Allemands, 70. 000 Turcs et Chinois (qui paraissent être surtout des Khoungouses), 50. 000 Hongrois. Depuis lors, la proportion des Asiatiques, des Touraniens surtout, a augmenté. Le Turkestan offre un champ de recrutement important dont les bolchéviks sont aujourd'hui les maîtres ; ils tiennent les deux chemins de fer, l'Orenbourg-Tachkent et le Transcaspien. Le Khan de Boukhara, isolé, a renoncé à toute résistance. Installés aux portes de la Perse, les

bolchéviks y envoient leurs agents, amplement munis de leurs munitions spéciales, le papier-monnaie. Leurs services de propagande font d'énormes dépenses; on cite, pour la Sibérie, des chiffres extraordinaires, quatre milliards et demi de roubles, qu'il est d'ailleurs impossible de vérifier, mais dont les effets sont faciles à constater. Le 17 août 1919, les Baschkirs trahissent pour la seconde fois l'amiral Koltchak et permettent aux« rouges » de crever son front. Le 25, à Sara, la 11e division sibérienne, toute équipée à neuf par les Anglais, passe à l'ennemi, tourne ses fusils contre la division cosaque chargée de l'appuyer et provoque une panique irrémédiable. Koltchak est définitivement battu. Les bolchéviks ont bien placé leur argent. Et nous ne citons que ces deux exemples parmi beaucoup d'autres.

La presse des Soviets indique l'objectif : les Indes et les routes qui y conduisent, la Perse, l'Afghanistan. Avec une habileté perverse, les bolchéviks cherchent à réveiller chez certains patriotes russes le vieux sentiment d'hostilité à l'égard de l'Angleterre et reprennent à leur compte la politique qui provoqua jadis tant d'alarmes au Foreign Office et au gouvernement de l'Inde. Les commissaires du peuple ont choisi, pour diriger les affaires asiatiques, deux anciens fonctionnaires

du Tsar au ministère du Pont des Chantres : M. Vosniesensky, nommé « commissaire des Soviets au département d'Asie, » et son adjoint M. Bravine, spécialiste des langues et des pays musulmans, qui a rempli sous l'ancien régime des fonctions diplomatiques importantes en Perse et aux Indes et dont Trotski a utilisé les services à Téhéran et à Caboul[1]; c'est dans cette ville qu'il travaille actuellement à créer un nationalisme afghan et qu'il centralise les fils des intrigues turco-bolchéviks. Outre Bravine, les Soviets utilisent à Caboul les services d'un agent nommé Suritz, qui avait déjà servi la propagande allemande. Le Tsar avait renoncé, par l'accord de 1907 avec l'Angleterre, à toute action en Afghanistan, mais, déclare M. Vosniesensky, la Russie des Soviets y reprend maintenant son influence

1. N.-Z. Bravine, né en Crimée vers 1880, Israélite, passe sa jeunesse dans les milieux musulmans, entre au ministère des Affaires étrangères en 1903, débute en Perse où il apprend le persan, passe à Calcutta, en Abyssinie, voyage dans le Soudan, est envoyé au Seistan, puis comme consul à Kazvine; la révolution de 1917 le trouve à Khoy en Perse, avec les armées russes : il se soumet aux Soviets « sans adhérer au parti bolchévik. » Ayant seul répondu à l'appel de Trotski, il est nommé ministre à Téhéran, où il arrive le 12 janvier 1918 et où il fait de la propagande révolutionnaire. Il quitte Téhéran à l'arrivée des Anglais, proclame l'annulation des privilèges des citoyens russes en Perse. Revenu à Moscou, il gagne la confiance de Trotski et est envoyé en Turkestan et de là à la frontière afghane d'où il se rend à Caboul où il est encore.

ancienne; par là s'ouvre la route des Indes que suivit, au XVIe siècle, le conquérant mongol Bâber et que connaissent déjà les agents bolchévicks. Ainsi la politique nouvelle des Soviets se fait plus nationaliste et plus russe que celle de Nicolas II; qu'elle soit sincère ou qu'elle mette un faux nez, elle agit comme si ses intentions étaient bien de menacer et de détruire la puissance britannique aux Indes. Après Napoléon et Ludendorff, c'est vers l'Inde que la Russie révolutionnaire, pour frapper l'Angleterre au défaut de sa cuirasse, dirige ses efforts et bientôt peut-être ses coups.

Une mission hindoue a été accueillie avec de grandes fêtes en septembre 1919 à Samara; à la fin d'octobre, Lénine a reçu une mission afghane à Moscou, en même temps que les délégués des Soviets de Tachkent. Trotski a créé dernièrement une nouvelle académie militaire à Kazan; on y forme des officiers musulmans destinés à encadrer les contingents musulmans de Russie, du Turkestan, bientôt peut-être des Indes. Le régime bolchévik aboutit ainsi à une nouvelle conquête de « la Sainte Russie » par Mahomet.

Mais toutes ces intrigues, tous ces plans à longue portée, sont-ils autre chose qu'un trompe-l'œil, une vaine menace? Le but des bolchéviks n'était-il pas tout simplement de mettre hors de

cause Koltchak et Denikine, puis de conclure une paix avec les Puissances européennes et le Japon? Leurs menées asiatiques sont-elles autre chose qu'un moyen de faire pression sur les Alliés et notamment sur l'Angleterre? Peut-être pourrait-on le croire si n'intervenait ici un fait nouveau et capital : l'entente du nationalisme turc et du bolchévisme russe.

III

Nous avons appelé l'attention de nos lecteurs sur le pantouranisme, nous en avons montré les origines et les progrès et nous avons insisté sur le caractère germano-turc de sa propagande. Le pantouranisme a été essentiellement une arme de guerre qui visait à frapper l'Angleterre aux Indes, qui tendait à endoctriner tout l'Islam et à lui faire croire que toute atteinte à l'intégrité de l'Empire ottoman serait une injure à tous les musulmans. L'intrigue germanique, bien secondée par des agents musulmans, étendit ses réseaux sur tout l'Empire ottoman, la Perse, l'Afghanistan, le Turkestan, l'Inde et même la Chine. Le désastre de l'Empire allemand et de ses Alliés n'a pas détruit les fils de ce réseau germano-turc ; les Turcs nationalistes et les Russes bolchéviks les ont repris en

main et ont embauché à leur service les agents allemands.

Le nationalisme turc n'est qu'un déguisement des organisations jeunes-turques; le Comité Union et Progrès s'appelle aujourd'hui « Union des Islams; » Mustapha Kemal est le continuateur et le complice des Enver, des Talaat et des Djemal[1]. Nouri bey, beau-frère d'Enver, organise les musulmans du Caucase, tandis qu'Enver lui-même crée, avec les Tatars de Transcaucasie et les Turcs des bords de la Caspienne, cet état d'Azerbaïdjan dont les Alliés viennent de reconnaître l'existence de fait, en même temps que celle des républiques de Géorgie et d'Arménie. Nous avons expliqué déjà l'importance de l'Azerbaïdjan et le rôle des États musulmans du Caucase dans les projets germano-turcs; nous avons montré pourquoi ces plans impliquaient l'extermination définitive de la nation arménienne. Grâce à la faiblesse des Alliés, l'exécution de ces vastes desseins n'a pas cessé de se poursuivre. Des officiers allemands, épaves de l'armée de von Kress, sont restés en Anatolie, ils conseillent les nationalistes turcs, organisent leurs forces militaires; on en signale

1. Ceci n'exclut pas les rivalités personnelles qui peuvent exister entre certains chefs, par exemple entre Enver et Mustapha Kemal.

plusieurs à Angora, à Sivas, à Erzeroum dans l'entourage de Mustapha Kemal. Trois officiers d'artillerie allemands envoyés par les bolchéviks sont arrivés en janvier au siège du gouvernement turc nationaliste. D'autres instruisent à Orenbourg les soldats musulmans russes. A tout hasard ces enfants perdus du pangermanisme cherchent à brouiller les cartes, car de grosses difficultés surgissant en Asie pourraient amener les Alliés à se montrer plus accommodants en Europe. Mais, depuis quelque mois, la nationalisme turc a trouvé un autre Allié, aussi inattendu que redoutable : la Russie des Soviets. La propagande panislamique et pantouranienne est aujourd'hui en étroite liaison avec la politique des bolchéviks.

Déjà, lors des négociations de Brest-Litovsk, Talaat avait été frappé du parti que, en cas de nécessité, les Jeunes-Turcs pourraient tirer du bolchévisme. C'est en juillet 1919 que commence à s'opérer l'étrange conjonction. Un congrès réunit à Moscou les représentants des bolchéviks et des principales organisations politiques musulmanes, et décide de propager les doctrines communistes parmi les peuples de l'Islam. Le 7 août se tient à Erzeroum un congrès des nationalistes turcs auquel prennent part des délégués du Caucase, de la Perse et du Turkestan; on décide de colla-

borer avec les bolchéviks et de participer avec eux à la fondation d'une « ligue pour la libération de l'Islam. » Sous les auspices de « la section musulmane du département oriental du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères », cette ligue est, en effet, créée à la fin d'août ; son Comité central directeur siège à Moscou ; elle englobe des nationalistes turcs, persans, afghans, indous, égyptiens, caucasiens, ainsi que des musulmans russes. Deux sous-comités travaillent sous la haute direction du Comité central de Moscou. Le premier est le Comité central de l'Orient, qui, s'occupant de l'Asie, a son siège en Anatolie, dans les provinces occupées par Mustapha Kemal, et est dirigé par les nationalistes turcs. Un représentant des Soviets, M. Aghapar Mahmudoff, Tatare de Kazan, communiste, séjourne dans l'entourage de Mustapha Kemal. Le second est le Comité européen, qui a son siège à Berlin et s'occupe de l'Europe et de l'Afrique[1]. Moscou, Sivas, Berlin : le rapprochement de ces trois noms ne prend-il pas, dans les circonstances actuelles, une frappante signification ? A la trinité sinistre des trois « pan : » pangermanisme, panislamisme, pantouranisme, il faut maintenant en

1. Le *Times* des 22 décembre 1919 et 3 février 1920 a donné des détails sur ces faits.

ajouter un quatrième, qui complète la détestable collection : panbolchévisme.

En septembre se réunit à Sivas un nouveau Congrès nationaliste turc, avec des délégués des Soviets russes et de l'Azerbaïdjan : on y décide une action commune contre l'Arménie ; on y préconise une fédération de la Turquie avec l'Azerbaïdjan et les Arabes de l'émir Feyçal. On cherche à gagner les Géorgiens. On prend la résolution d'intensifier, grâce à l'argent bolchévik, la propagande dans le Turkestan, en Perse, dans le Caucase, aux Indes.

A la fin de janvier dernier, se tient à Berlin une session extraordinaire du Comité d'Europe. Sont présents, entre autres : le fameux Talaat pacha ; Hussein bey Reshidoff, musulman russe, délégué du Comité de Moscou ; Kuchuk-Talaat, représentant le Comité Union et Progrès ; Nouri Bedri bey, représentant les Kurdes d'Anatolie ; Bedjet Riyat, représentant des Afghans au Comité de Moscou ; Hussein el Nossinghi, délégué des nationalistes égyptiens ; Taghi Zadeh, Persan nationaliste ; agha Nur Hamadani, représentant des Persans nationalistes au Comité de Berlin. Des rapports sont présentés sur les résultats satisfaisants obtenus par la propagande ; ils constatent que les peuples voient enfin quels sont leurs vrais

amis et leurs ennemis et comprennent que le gouvernement des Soviets travaille à les libérer tous de l'oppression européenne. On apprend que Halil pacha, échappé de sa prison de Constantinople avec la connivence des ministres ottomans, est à Caboul où il agite le pays, d'accord avec M. Bravine, qu'Enver est à Tachkent qui devient le point de jonction du bolchévisme et du pantouranisme, que Nouri bey, beau-frère d'Enver, a formé dans la région de Tauris un détachement de volontaires, sous les ordres d'un musulman de l'Azerbaïdjan russe, Teshevani Aziz Oglou, et qu'après avoir séjourné à Batoum, il est envoyé par Mustapha Kemal en Perse.

Une conférence de la « troisième internationale » a été tenue à Tachkent, en février, sous la présidence d'un communiste turc.

La Société « le Foyer turc, » fondée en 1910 par le Comité Union et Progrès pour nouer des relations avec les Turcs de Russie et d'Asie centrale, organise un meeting, le 29 janvier, à l'Université de Constantinople. On y entend Mme Halidé Edib, Ottomane d'origine juive, prôner l'entente de tous les Turcs et réclamer la prépondérance du sultan de Constantinople dans le Caucase et le Turkestan. Ensuite c'est un Turc d'origine tartare de Russie, Yusuf Akchura, qui exalte

les « martyrs » turcs des Dardanelles ; ils sont morts pour la délivrance des Turcs opprimés ; leur courage et leur sacrifice ont obtenu un grand résultat, l'indépendance de l'Azerbaïdjan ; il faut supprimer l'Arménie que les Alliés voudraient dresser comme une barrière entre deux peuples frères, les Turcs d'Anatolie et les Turcs du Caucase. Grâce au pantouranisme, déclare Akchura, la Turquie, défaite militairement, est victorieuse politiquement. Parle ensuite dans le même esprit un socialiste turc, Hamdullah Subhi bey. Tous les orateurs prophétisent pour un proche avenir la grande lutte décisive entre l'Asie et l'Europe pour l'émancipation complète de l'humanité. Les forces de l'Asie, insurgées contre l'oppression étrangère, seront conduites à la bataille par les Turcs, et l'on verra se renouveler l'histoire qui jeta jadis sur l'Europe terrifiée les masses guerrières des sultans ottomans. Dans la suprême bataille qui se prépare, le cimeterre turc sera une fois de plus le glaive du Prophète.

Ces manifestations ne sont pas restées sans effet ; les vœux du Congrès de Sivas sont déjà en partie réalisés. L'alliance entre le nouvel État d'Azerbaïdjan [1] et le gouvernement de Constanti-

1. Il s'agit ici de l'Azerbaïdjan russe constitué dans la partie Est de l'ancienne Transcaucasie et non de l'Azerbaïdjan

nople est un fait accompli; le traité a été signé en octobre 1919 à Constantinople, sous les apparences d'une convention militaire, par le chef d'État-major, Djevad pacha, agissant dans l'intérêt et d'après les instructions de Mustapha Kemal, et le général Kérimoff, délégué tartare; le *Times* du 20 mars en a publié la substance. Les deux parties se promettent assistance mutuelle au cas où leur intégrité territoriale ou leur pleine indépendance, telles que le futur traité de paix les déterminera, seraient menacées; elles ne signeront d'ailleurs qu'un traité où l'indépendance de l'Azerbaïdjan sera reconnue et où celle de l'Empire ottoman restera complète. La Turquie fournira à l'Azerbaïdjan les officiers pour encadrer son armée, les armes pour l'équiper. L'Azerbaïdjan ne devra conclure aucune convention militaire sans l'assentiment de la Porte. Sous couleur d'alliance c'est un protectorat qui s'organise : la Turquie vaincue se fait conquérante et la voilà installée sur la Caspienne.

Un autre vœu du congrès de Sivas est en voie de s'accomplir. Les Arabes du Hedjaz, pendant la grande guerre, se sont affranchis de la suzeraineté

persan (région de Tauris). L'Azerbaïdjan s'est proclamé indépendant le 28 mai 1918 et a été reconnu comme gouvernement « de facto » par l'Angleterre le 15 janvier 1920; n'oublions pas qu'il renferme Bakou et ses pétroles.

ottomane et, à l'instigation de l'Angleterre, ont combattu les armées turques. Mais, après l'armistice, les Anglais crurent habile d'utiliser le mouvement d'indépendance arabe contre l'influence française en Syrie; ils récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé; un courant d'hostilité contre tous les étrangers et les chrétiens se dessine, colporté par les Bédouins et les gens du Hedjaz; on commence à parler ouvertement d'expulsion et de massacre; des sociétés secrètes, telles que « la Société du sacrifice » à Alep, se donnent pour mission, comme les « assassins » du Vieux de la Montagne, de tuer les étrangers ou de périr. Entre ces éléments exaltés du panarabisme, et les nationalistes turcs à tendances pantouraniennes, la liaison est établie; l'ancienne hostilité est abolie; la théocratie féodale du Hedjaz cherche maintenant à imposer son autorité à toute la Syrie en s'appuyant sur les Turcs et en excitant contre les Européens le fanatisme panislamique.

La défaite du général Denikine, la mort de l'amiral Koltchak, la reconnaissance, par la conférence des Alliés, de l'indépendance de fait de l'Azerbaïdjan, ont encouragé les nationalistes turcs dans leur résistance aux volontés des vainqueurs et dans leurs espérances pantouraniennes,

en même temps que le mouvement bolchévik, dont l'évolution interne tend vers une sorte de nationalisme révolutionnaire et émancipateur. Turcs nationalistes et Russes bolchéviks espèrent d'ailleurs trouver des appuis en Europe dans les partis révolutionnaires communistes, particulièrement ceux d'Italie qui déjà prêtent leur concours aux nationalistes d'Égypte. La Suisse est un centre d'agitation panislamique : Turcs, Égyptiens, Persans s'y rencontrent; c'est un va-et-vient continuel de délégués entre la Suisse, Constantinople, le Caucase, l'Égypte, Moscou, Berlin.

Beaucoup de fils de la vaste intrigue aboutissent entre les mains du célèbre agent international Helphand, dit Parvus, que le gouvernement helvétique a récemment invité à sortir de la confédération. Qui connaîtrait les intrigues de ce juif de Bessarabie pendant toute la guerre, posséderait la clef d'événements considérables. Agent révolutionnaire au service de l'État-major allemand, il est mêlé à toutes les trames qui amènent la dislocation de l'armée et de l'Empire russe par le bolchévisme. Son officine principale est à Copenhague d'où il alimente de nouvelles tendancieuses et d'informations truquées la presse germanophile du monde entier. Il touche aussi aux affaires de Turquie; il travaille à la réunion du Caucase

à l'empire ottoman ; il fait un instrument de guerre de ce pantouranisme inventé par son coreligionnaire de Salonique, Cohen dit Tekin-Alp[1] ; il est pantouranien pour le roi de Prusse.

L'activité d'un tel personnage est caractéristique ; elle est l'un des signes qui révèlent une étroite connexion entre la politique allemande, la révolution bolchéviste, le nationalisme turc et pantouranien, la révolution universelle. Il est possible que le gouvernement du *Reich* allemand ne soit pas mêlé directement à cette louche politique qui tend à replonger l'Europe, et l'Asie avec elle, dans les horreurs d'une guerre qui serait à la fois nationale et sociale ; mais de nombreux Allemands sont restés en Orient, et il est certain d'ailleurs que les partis et les hommes qui ont dirigé et perdu la guerre travaillent à rallumer l'incendie en Asie, dans un sentiment de vengeance contre l'Angleterre et dans l'espoir de tirer pied ou aile, à l'avantage de l'Allemagne, de toute complication grave qui se produirait en Orient. Qui sait d'ailleurs, pensent-ils, si l'offen-

1. Le pantouranisme se réfère au remarquable ouvrage publié en France par Léon Cahun, qui fut professeur libre à la Sorbonne : *Introduction à l'Histoire de l'Asie* (A. Colin, 1896, in-8°). Ce livre, traduit en turc, a eu trois éditions en cette langue. Voyez notre livre : *La lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise* (Perrin, 1908, in-8° écu), chapitre VI.

sive de l'Asie ne créerait pas en Europe un trouble tel que l'Angleterre et la France se trouveraient amenées à négocier avec l'Allemagne une revision du traité afin de s'assurer l'appui des forces allemandes pour faire front contre le nationalisme bolchévik uni au nationalisme turc ?

Ainsi se dessine contre les Alliés victorieux, pour remettre en question les résultats de leur victoire, un vaste complot ; il a trois centres : Moscou, Constantinople, Berlin. Nous disons Constantinople, et non pas Koniah ou Sivas, résidence de Mustapha Kemal, parce que le parti nationaliste ottoman n'est qu'une émanation du Comité Union et Progrès, une nouvelle incarnation de la Jeune-Turquie ; sous le masque d'un insurgé, Mustapha Kemal est le véritable chef du gouvernement ou, plus exactement, le gouvernement, les Jeunes-Turcs, les Turcs nationalistes c'est, sous trois formes différentes, une seule et même volonté.

Faut-il croire que l'activité de la diplomatie des Soviets en Asie et en Turquie va s'atténuer et disparaître si toutes les Puissances de l'Entente concluent avec le gouvernement bolchévik une sorte de paix sans reconnaissance formelle dont la reprise des relations commerciales est le premier acte ? La politique turco-bolchévique n'au-

rait-elle été qu'une sorte de double chantage destiné à obliger les Alliés à reconnaître le pouvoir de Lénine et de Trotski et à n'imposer à la Turquie que des conditions de paix très adoucies? Nous ne le croyons pas. Le bolchévisme ne peut vivre qu'en conquérant; il ne peut subsister en Russie qu'en masquant sa faillite intérieure par une sorte de surenchère nationaliste en Asie, dont le bénéfice lui permettra de reprendre, avec des forces renouvelées et accrues, la lutte, par la révolution et au besoin par les armes, contre l'Europe occidentale. Le repliement qu'il opère en ce moment vers l'Est, en Asie, n'a d'autre objet que d'accroître ses moyens d'action pour une nouvelle offensive contre l'Europe.

Voilà le péril. Il est heureusement au pouvoir des puissances alliées de le conjurer, mais ce ne saurait être par la politique faible et dilatoire de M. Lloyd George. Les mouvements qui agitent la surface de l'Islam asiatique sont provoqués artificiellement par un petit nombre d'individus munis de puissants moyens de propagande. Les peuples, et particulièrement le peuple turc, n'aspirent qu'à la paix, après tant d'années de guerres et de troubles. Il convient d'abord de les rassurer et de garantir aux Turcs, contre des représailles grecques ou arméniennes, la même protection

qu'aux Grecs et aux Arméniens contre les sévices turcs. La paix à signer avec les Turcs doit les laisser hors d'état d'entraver le développement des autres peuples naguère leurs sujets, et en même temps leur assurer à eux-mêmes la possibilité de mettre en œuvre leurs facultés propres dans les régions où la population est, depuis longtemps, sans fraude ni massacre, en majorité turque. Il existe parmi les Turcs des éléments sains et sages qui répugnent à toute compromission avec le communisme russe ; un appel du cheik-ul-islam a récemment mis en garde ses compatriotes contre les séductions trompeuses du bolchévisme, « le plus grand danger qui ait jamais menacé le monde, le droit et la justice. » Que le cheik-ul-islam se soit cru obligé de lancer cet avertissement solennel, c'est l'indice de l'étendue du péril. Le jour où les hommes d'ordre et de paix, qui ont détesté la guerre et les massacres, se sentiront soutenus par l'Entente, ils assumeront les responsabilités du pouvoir et l'exerceront, avec son appui et sous son contrôle, pour la pacification définitive de l'Europe et de l'Asie ottomanes.

Quant au bolchévisme, nous l'avons montré évoluant à l'extérieur vers une sorte d'impérialisme révolutionnaire et au dedans vers le despo-

tisme asiatique de quelques individus qui règnent par la terreur, avec l'aide de mercenaires étrangers, sur un immense peuple de paysans mécontents mais inorganisés et d'ouvriers réduits à un régime de travaux forcés. « La liberté du travail, a déclaré récemment Lénine, n'est possible que dans les sociétés bourgeoises. Le salut réside dans la militarisation du travail. » Au moment où les oligarques du bolchévisme cherchent à négocier la paix, nous les surprenons préparant la guerre par la concentration de l'autorité, l'intensification du travail, le recrutement de nouveaux soldats. Vis-à-vis d'eux, la plus grande défiance s'impose plus que jamais. Si l'état de paix s'établit, ce ne peut être une paix désarmée qui nous induirait à abandonner à leurs propres forces les États nouveaux dont la solidité encore précaire doit devenir notre meilleur rempart contre l'offensive de l'Asie.

Les dangers qui menacent l'Europe s'évanouiraient, — et même ils n'auraient jamais existé, — si une entente plus solide, plus alerte, plus soucieuse des intérêts généraux s'établissait entre les grands Alliés victorieux : Angleterre, Belgique, France, Italie, avec ou sans l'Amérique, pour mettre debout un système continental inébranlable et organiser l'Orient. Alors

on verrait rapidement s'épuiser, se consumer sur place, la force de destruction et de mort du bolchévisme et se dessiner la physionomie d'une Russie nouvelle. Si au contraire les Alliés ne savent pas opposer la barrière infranchissable de leur union prévoyante et ordonnatrice à l'offensive de l'Asie pendant qu'elle n'est encore qu'une menace incertaine et inorganisée, alors peut-être verrons-nous, comme au temps des derniers empereurs romains, du Tchinguiz-Khan et de Timour, l'inépuisable réservoir d'hommes de l'Asie déborder à nouveau sur le vieux monde pour tout submerger.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

LA PAIX DES PEUPLES PAR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

CHAPITRE II

LE RHIN LIBRE

CHAPITRE III

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE ORIENTALE

CHAPITRE IV

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE DANUBIENNE

CHAPITRE V

LA LIQUIDATION DE L'EMPIRE OTTOMAN

CHAPITRE VI

L'OFFENSIVE DE L'ASIE

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE PERRIN ET Cie

BARON DE BAYE. — **Smolensk.** Les origines. — L'épopée de Smolensk en 1812. 1 volume in-8° écu orné de 24 gravures...

Dr MAX BILLARD. — **Les Maris de Marie-Louise**, d'après des documents nouveaux ou inédits. Ouvrage orné de 35 gravures, 3e édition, 1 vol. in-8° écu........

ANDRÉ BONNEFONS. — **Un allié de Napoléon**, Frédéric-Auguste, premier roi de Saxe et Grand-Duc de Varsovie (1763-1827), d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères et du Royaume de Saxe. 1 volume in-8°........................

— *Une ennemie de la Révolution et de Napoléon.* **Marie-Caroline**, Reine des Deux-Siciles (1768-1814), d'après des documents inédits, 1 vol. in-8° avec deux portraits..

— *Un État neutre sous la Révolution.* — **La chute de la République de Venise (1789-1797).** 1 volume in-8° écu...

VICOMTE DE BRACHET. — *La Terreur dans l'Ouest.* **Le Conventionnel J.-B. Le Carpentier** (1759-1829), *d'après de nouveaux documents, avec une préface de M. Frédéric Masson, de l'Académie française.* 1 vol. in-8° écu orné de 5 gravures.........

GÉNÉRAL JEAN-PIERRE DOGUEREAU. — **Journal de l'expédition d'Égypte.** Publié d'après le manuscrit original avec une introduction et des notes, par C. de la Jonquière, chef d'escadron d'artillerie breveté. 1 volume in-8°.........................

ALBERT DUFOURCQ. — **Le Régime jacobin en Italie.** Étude sur la République romaine (1798-1799). (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). 1 vol. in-8°.

COMTE D'ESPINCHAL. — **Journal d'émigration du comte d'Espinchal.** Publié d'après les manuscrits originaux, par Ernest d'Hauterive. 1 vol. in-8° carré.........

ALBERT ESPITALIER. — **Vers Brumaire.** Bonaparte à Paris (5 décembre 1797-4 mai 1798). 1 vol. in-16...

BARON FAIN. — **Souvenirs de la Campagne de France** (Manuscrit de 1814). Nouvelle édition publiée avec une préface par G. Lenôtre, 1 volume in-16.......

E. GABORY. — **Napoléon et la Vendée**, d'après des documents inédits. 1 volume in-8° écu, avec une carte...

ANTOINE GUILLOIS. — **Napoléon.** *L'homme, le politique, l'orateur*, d'après sa correspondance et ses œuvres. 2 volumes in-8°.................................

D'HAUTPOUL. — **Mémoires du Général Marquis Alphonse d'Hautpoul**, pair de France (1789-1865), publiés par son arrière-petit-fils *Estienne Hennet de Goutel.* 1 volume in-8° orné d'un portrait en héliogravure.................................

HENRY HOUSSAYE, de l'Académie française. — **Iéna et la campagne de 1806** (16e édition). Introduction par Louis Madelin. 1 volume in-16...............
Le même. 1 volume in-8°...

G. LENOTRE. — **Bleus, Blancs et Rouges.** Récits d'histoire révolutionnaire (14e édition). 1 vol. in-8° écu orné de gravures.................................

— **Les Noyades de Nantes.** Le proconsul. — Le curé de Saint-Lyphard. — La nuit du 24 frimaire (14 décembre 1793). — L'épouvante. — La baignoire nationale. — L'échéance. 1 volume in-16 jésus orné de gravures (20e édition).........................

J.-B. MARCAGGI. — **La Genèse de Napoléon.** Sa formation intellectuelle et morale jusqu'au siège de Toulon. 1 volume in-8°.................................

FERNAND NICOLAY. — **Napoléon Ier au camp de Boulogne.** Nombreux documents inédits. 1 vol. in-8° écu avec gravures.................................

GUILLAUME PÉPÉ. — *La Révolution, l'Empire, la Restauration et le Royaume de Naples.* **Mémoires du général Guillaume Pépé** (1783-1846), publiés d'après l'édition originale, par Léo Mouton, 1 vol. in-8° écu orné de gravures.........................

COMMANDANT LEFÈBVRE DE BÉHAINE. — **Napoléon et les Alliés sur le Rhin en 1813.** 1 vol. in-8°...

ALBERT PINGAUD. — *La domination française dans l'Italie du Nord*, 1796-1805. **Bona- p rte président de la République italienne.** 2 volumes in-8°.......... 15 fr. »

PIERRE RAIN. — **L'Europe et la Restauration des Bourbons** (1814-1818). (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 1 volume in-8° carré.........................

— *Un Tsar idéologue.* **Alexandre Ier** (1777-1825). Alexandre et Napoléon (1807-1811). — Le triomphe d'Alexandre. — Alexandre et Mme de Krudener. — Le royaume de Pologne. Alexandre et les Congrès. — Taganrog. (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). — 1 vol. in-8° écu...

HEINRICH VON ROOS. — **1812. Souvenirs d'un médecin de la Grande Armée.** — Du Danube au Niémen et sur les bords de la Nara. — La Retraite. — Traduits de l'allemand par Mme Lamotte. Avec une préface de T. de Wyzewa. 1 vol. in-16...

GEORGES SERVIÈRES. — **L'Allemagne française sous Napoléon Ier**, d'après des documents inédits tirés des Archives nationales et des Archives des Affaires étrangères. Avec une carte des territoires annexés. 1 vol. in-8°.........................

GILBERT STENGER. — **La Société française pendant le Consulat.** 6 séries en 6 volumes in-8° écu, chaque volume...

HENRI REDHEAD YORKE. — **Paris et la France sous le Consulat.** — Les Hommes, les Institutions, les Mœurs. Traduit de l'anglais par Guillaume Lerolle. Préface de Teodr de Wyzewa. 1 volume in-8° écu orné de gravures.........................

Paris. — Imp. Henri Diéval, 57, rue de Seine.

